

# Le Monde



QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14033 - 4,50 F

SAMEDI 10 MARS 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Haïti le pari perdu

DES milliers de manifestants dans les rues, des soldats qui chargent la foule et déjà trois morts dans la capitale. Port-au-Prince : pour Haïti, déchirée depuis des décennies par la terreur policière et une crise politique qui semble ne jamais finir, une nouvelle tempête s'annonce.

Cette fois, c'est le départ du général Prosper Avril, qui réclame, unis, semble-t-il, dans un même mouvement de colère, étudiants, commerçants et partis politiques. En septembre 1988, ce général admirateur de la France, qui venait lui-même de déposer Henri Namphy, le précédent putschiste, au cours d'un « coup de force tranquille », avait été accueilli avec un espoir brossé. Certes, il promettait une transition démocratique à deux tentatives d'élections, noyées, l'une dans le sang, l'autre dans la fraude et le ridicule, n'avaient pu restaurer, deux ans après le départ des Duvalier, mais du moins semblait-il vouloir s'en donner les moyens : il parlait calendrier électoral, réformes, retour de l'armée dans les casernes.

À Washington même, où il avait effectué de nombreux stages, on parlait, la main un peu forcée il est vrai, sur le général Avril comme sur « la dernière chance de la démocratie ». C'était oublier un peu vite que ce personnage ambigu a fait sa carrière aux côtés d'un « Baby Doc » dont il négocia le départ en février 1986. Un an et demi après, la fragile « ouverture » s'est envolée : la censure est rétablie, les opposants pourchassés, et l'état de siège instauré. Il n'aura été levé, à la fin du mois de janvier, qu'en raison des pressions vigoureuses des bailleurs de fonds étrangers, dont la France et les États-Unis, qui maintiennent l'échange sous perfusion économique. Quant au calendrier électoral tant attendu, qui devait aboutir le 11 novembre 1990 au choix d'un nouveau président, sa complexité est telle qu'il ne constitue sans doute qu'une nouvelle manière de gagner du temps.

RIEN d'étonnant, dès lors, que dans ce climat de frustration aggravé par les pénuries, l'inflation et la révélation de quelques beaux scandales financiers, la mort d'une fillette de onze ans, lundi 5 mars, aient servi de détonateur à un mécontentement populaire trop longtemps contenu. D'autant qu'une série de mouvements démocratiques ont vu le jour, et tentent de prendre le relais. Pris à parti par l'ensemble de la population et peu assuré du soutien d'une armée qui a déjà essayé de le déposer il y a quelques mois, le général Avril n'a sans doute d'autre choix que de « rater » ou de réussir sa sortie.

Il est trop tard pour les promesses d'ouverture, trop tard sans doute aussi pour faire jouer la crainte du « chaos ». Dans le concert de critiques, une voix domine, celle du président Bush, qui, pour la première fois, vient d'inclure Haïti dans la liste des pays qui résistent aux changements démocratiques sur le continent américain, liste sur laquelle figuraient auparavant Panama et le Nicaragua : « Haïti est désormais le seul pays, avec Cuba, qui empêche le continent américain d'être totalement démocratique », a-t-il précisé. À l'évidence, puisque le « pari Avril » est perdu, Washington souhaite que les choses aillent vite, quitte à ce qu'une nouvelle fois un général en chesse un autre.

Lire page 6 l'article de JEAN-MICHEL CAROIT

M 0147 - 3100 - 4,50 F



3790147004500 03100

## L'installation du Haut Conseil

### Le gouvernement va accélérer l'intégration des immigrés

Le premier ministre devait installer, vendredi 9 mars, le Haut Conseil de l'intégration, créé le 19 décembre 1989 pour accélérer la politique d'intégration des immigrés. Le secrétaire de cet organisme composé de neuf membres, M. Hubert Prévot, nommé par ailleurs secrétaire général à l'intégration et président du Fonds d'action sociale, affirme, dans l'entretien qu'il nous a accordé, que « l'intégration des immigrés exige avant tout une réduction des inégalités ».

« Vous avez été nommé secrétaire général à l'intégration, auprès du premier ministre. S'agit-il d'intégrer les immigrés ? »

« Ma mission concerne tous ceux qui ont des difficultés exceptionnelles à trouver leur place dans la société française. De nombreux immigrés et descendants d'immigrés sont déjà parfaitement intégrés dans notre pays, mais beaucoup souffrent encore de handicaps à cause de leur méconnaissance de la langue française ou d'une mauvaise qualification.

« Ils se retrouvent très souvent dans les mêmes quartiers dégradés que des Français de

souche qui, pour une raison ou une autre, sont sur un parcours social descendant. Il n'y a pas lieu d'aider les uns plus que les autres ; ils ont les mêmes besoins en matière de formation, de logement, d'aide financière ; leurs enfants se retrouvent tous dans les mêmes écoles avec des difficultés identiques.

« Il faut que les mêmes politiques aident les uns et les autres à surmonter leurs handicaps. En bref, l'intégration des immigrés exige avant tout une réduction des inégalités.

Propos recueillis par ROBERT SOLÉ

Lire la suite page 14 - section B

## La préparation du congrès socialiste

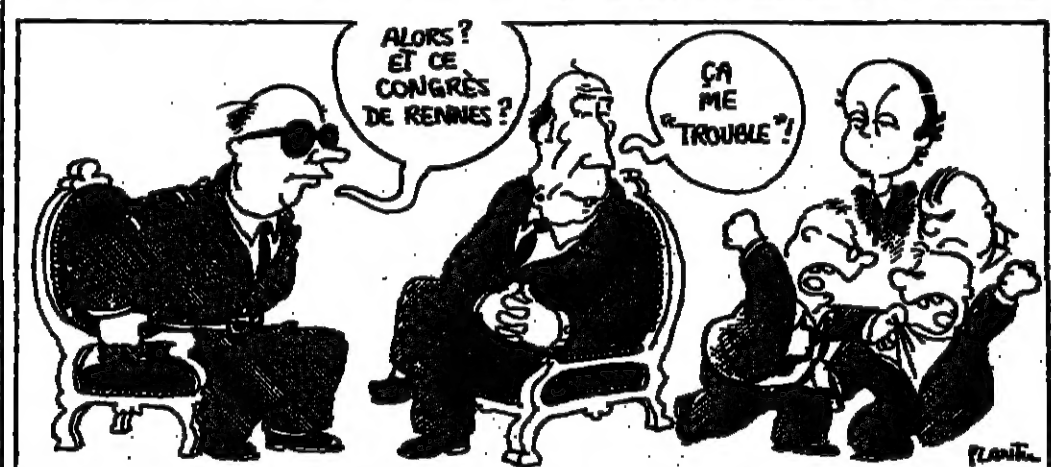
### M. Mauroy et M. Fabius sont à égalité après le vote des militants parisiens

Après le vote des militants socialistes de la région parisienne en vue du congrès de Rennes, la motion de MM. Pierre Mauroy, Louis Mermaz et Lionel Jospin et celle de M. Laurent Fabius sont quasiment à égalité.

Les « fabusiens » conservent, selon leurs calculs, une avance de quelques dixièmes de point, tandis que les

« jospinistes » estiment avoir rattrapé leur retard.

Reçu par M. Michel Rocard, vendredi matin 9 mars, après l'avoir été, la veille, par le chef de l'Etat, M. Fabius demande que le succès de sa motion soit « pleinement pris en compte », tandis que M. Mauroy s'affirme seul capable de rassembler le Parti socialiste.



Lire page 8 l'article de PATRICK JARREAU ainsi que les reportages à Paris et à Créteil de ANNE CHEMIN et de GILLES PARIS.

## Paix armée dans le Caucase

L'armée soviétique cohabite avec les milices populaires en Arménie, mais désarme Azéris et Arméniens dans le Haut-Karabakh

EREVAN

de notre envoyée spéciale

À Moscou, le Kremlin préconise benoîtement le démantèlement des organisations extrémistes arméniennes et azérides. Sur place, à Erevan, trois organisations paramilitaires au moins ont pignon sur rue, l'une d'elles étant l'émancipation du Mouvement national arménien (MNA), dont les dirigeants, emprisonnés cinq mois l'an dernier, sont devenus députés, et parlent déjà de former le gouvernement après les élections législatives locales, fixées au 20 mai.

Comment définir un « extrémisme » en Arménie ? Dès que les derniers pogroms de Bakou et, à nouveau, la passivité de l'armée ont été connus à Erevan, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui se sont inscrites sur les listes d'enrôlement des trois « armées » pour défendre le pays contre les « Turcs », le nom donné ici aux Azéris. Une dizaine de milliers d'armes sont

passées dans les mains des civils, prises à des miliciens complaisants ou achetées à l'armée par des filières qui ne manquent pas, et seule une petite partie en a été rendue depuis à la police ou aux militaires, affirment les Arméniens.

Les autorités locales évitent d'appeler publiquement à la restitution des armes. Le chef local du KGB, qui s'y était risqué, fut molesté à la sortie du Parlement par un groupe de femmes. La version officielle est que les autorités « savent où se trouve l'armement », et que sa restitution doit se faire par la seule persuasion. Une des raisons de ce laxisme est la force, ici, du sentiment que Moscou se désintéressera de plus en plus, de gré ou de force, au fil des soubresauts de l'empire, du sort de ses colonies agitées du Sud et même de sa fidèle Arménie, dont les habitants doivent se préparer à se défendre seuls.

Le résultat en est cette situation, sans précédent pour la

perestroïka, d'une cohabitation entre forces régulières et milices nationalistes. L'état d'exception imposé par l'armée à la mi-janvier dans l'Azerbaïdjan voisin, à Bakou, la capitale, ainsi que dans le Haut-Karabakh et sur les frontières, n'a en effet pas touché l'Arménie, et ses milices populaires se sont bornées à évacuer le gros de leurs armes d'Erevan vers les zones frontalières.

L'une d'elles, qui tardait à le faire, a certes fait l'objet d'une opération de la 7<sup>e</sup> armée soviétique, qui stationne autour de la capitale arménienne : fin janvier, des centaines d'hommes, appuyés par des chars, ont encerclé le quartier général de l'Armée nationale arménienne (ANA), qui se veut apolitique et héritière de celle du début du siècle dont les hommes rêvent de reconquérir non seulement le Haut-Karabakh, mais aussi l'Arménie occidentale des Turcs. L'armée soviétique a tiré, faisant un mort et des blessés, et saisi trois vieux chars.

Mais les autres milices arméniennes et les autorités se sont précipitées sur les lieux, ont négocié et, finalement, cette « armée » a gardé ses locaux : les deux premiers étages d'un bâtiment du DOSAAF, l'organisme qui contrôle toutes les activités de l'armée soviétique en direction des civils. Le troisième étage reste occupé par des officiers de l'armée régulière. Nous recevions en pleine « réunion d'état-major de l'ANA », une dizaine d'hommes en treillis, kalachnikov posé contre la table et photos de leurs morts au mur, interrompent discrètement leur conférence de presse improvisée à l'entrée de deux de ces officiers.

Plus dans le centre-ville, l'Armée de l'indépendance, de l'Union pour l'autodétermination, le parti indépendantiste, qui ne revendique que 500 membres, s'est installée dans la maison.

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite page 5

## Un syndicat accepte la convention médicale

L'interminable négociation de la convention qui doit régir les rapports entre les médecins libéraux et la Sécurité sociale parvient à son terme. Après onze mois de discussions, les trois caisses nationales d'assurance-maladie devaient signer vendredi 9 mars en fin d'après-midi un accord avec la Fédération des médecins de France (FMF), le plus petit des trois syndicats médicaux.

Cet accord aboutit à un « gel » partiel et provisoire du secteur à honoraires libres. Chaque année, seul un millier de jeunes médecins (chefs de clinique, assistants des hôpitaux) sur un total de quatre mille environ pourront y accéder.

Pour 1990, le gouvernement n'a prévu qu'une seule revalorisation de cinq francs des honoraires remboursables.

Lire page 31 - section C l'article de J.-M. NORMAND

DOMINIQUE LAPIERRE

Plus  
grands  
que  
l'amour

RÉCIT

ROBERT LAFFONT

Par l'auteur de LA CITÉ DE LA JOIE

Le récit du fantastique défi lancé aux médecins et aux chercheurs de cette fin de millénaire. Un chant d'amour, un hymne à l'intelligence, une leçon de courage, de dévouement, de foi et d'espérance pour tous les hommes de notre temps.

ROBERT LAFFONT

## La question des frontières allemandes

Le chancelier Kohl rassure ses partenaires de l'OTAN

page 3

## La situation au Cambodge

Le régime de Pinom-Penh résiste bien aux attaques des Khmers rouges

page 7

## LIBER

■ Bronislaw Giermek : « Pour l'Europe » ■ Claudio Ingerfium : « Le « totalitarisme » soviétique a-t-il existé ? » ■ Victor Erofeev : « Sexe et perestroïka » ■ Ralf Dahrendorf : « La doctrine Sinatra » ■ Jean Starobinski : « Archéologie de l'antémisme » ■ Peter Glotz : « Une nouvelle « nouvelle droite » ■ José Saramago, une voix ibérique : un poème d'Andreas Zenzotto ; trois nouvelles de Volker Braun.

## La réunion du groupe des Sept

Les représentants des sept principaux pays industrialisés se réunissent, le 7 avril, à Paris

page 34 - section C

## La Générale des eaux en Grande-Bretagne

La société française prend le contrôle de la première chaîne britannique de cliniques privées

page 29 - section C

## L'avenir de Gallimard

La PDG renforce son contrôle du capital de la maison d'édition

page 24 - section B

## SANS VISA

● Ljubljana, miroir slovène  
● Les alcôves de la Casbah  
● La table ● Les jeux  
pages 17 à 22 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36 - section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir.; Tunisie, 600 ml.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,95 \$; Espagne, 100 pes.; Grèce, 120 dr.; Italie, 1 800 L.; Libye, 6 400 DL.; Luxembourg, 30 F.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,40 fl.; Portugal, 740 esc.; Suède, 336 F CFA; Suisse, 12,50 fr.; Suisse, 1,80 L.; USA, 1,50 \$; USA, 1,50 \$; USA, 1,50 \$.

سك ان النحل







# ÉTRANGER

La réunification des deux Allemagne

## Le Bundestag reconnaît l'inviolabilité de la frontière Oder-Neisse

Le Bundestag a adopté jeudi 8 mars une motion proclamant l'inviolabilité de la frontière germano-polonaise, à l'unanimité moins cinq abstentions (dans les rangs de la CDU-CSU). Dans cette motion, les députés ouest-allemands demandent aux deux Parlements allemands d'adopter, après les élections du 18 mars en RDA, une déclaration solennelle reprenant mot pour mot la phrase qu'avait prononcée M. Hans Dietrich Genscher dès le mois de septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies à New-York, et qui affirme : « Le peuple polonais est assuré que son droit de vivre dans des frontières sûres ne sera pas remis en cause au moyen de revendications territoriales par nous, Allemands, ni maintenant ni dans l'avenir. »

Les députés ouest-allemands se prononcent d'autre part dans ce texte pour la conclusion d'un traité réglant définitivement cette question entre la Pologne et l'Allemagne unie. Une allusion est faite à l'accord de 1953 entre la RDA et la Pologne, par lequel cette dernière a, entre autres, renoncé à exiger des réparations de guerre.

Cette motion, concoctée par les partis de la coalition, met officiellement un terme à la mauvaise polémique qui s'était développée ces derniers jours dans la classe

politique ouest-allemande. Son adoption aura été précédée cependant par un débat très virulent où l'on s'est enfoncé à la figure, entre SPD et CDU notamment, quelques saines vérités. C'est M. Hans Jochen Vogel qui, pour les sociaux-démocrates, a mené la charge contre le chancelier, lui reprochant d'avoir fait perdre au peuple allemand une partie de la confiance internationale dont il jouissait. Il s'en est pris tout particulièrement à la tentative récente de M. Helmut Kohl d'exhumer la question des réparations. « Par Dieu qu'est-ce qui a bien pu vous inciter à relancer cette question. Savez-vous seulement de quoi vous parlez ? », s'est exclamé le chef de l'opposition. A propos de la renonciation de la Pologne aux réparations en 1953, il a demandé à M. Helmut Kohl : « N'hâtez-vous pas au contraire de le dire ? » Et il a déclaré que le chancelier était devenu « un risque politique » pour la République fédérale.

Délaissant la question des frontières, le chancelier a mené l'offensive sur un terrain pour lui plus favorable : celui de l'inconstance de la politique allemande du SPD, qui, de fait s'est métamorphosée au rythme des événements ces derniers mois. Il a en bon jeu de rappeler les liens qu'avaient entretenus les sociaux-démocrates

ouest-allemands avec les communistes de RDA ancienne manière, du temps de M. Honecker. Il a dénoncé le fait que certains sociaux-démocrates avaient, tout récemment encore, voulu priver les immigrants de RDA des droits que leur garantissait la Loi fondamentale.

### M. Kohl s'explique à l'OTAN

Si elle met en principe un terme à la polémique interne sur la question des frontières, la motion du Bundestag ne suffit pas à clore le débat au plan international. Les dirigeants polonais, en visite ce vendredi à Paris, entendent le rappeler. Le chancelier semble cependant désormais soucieux de rassurer ses différents partenaires. C'est ce qu'il est allé faire jeudi à Bruxelles, où il s'est expliqué devant les ambassadeurs des pays membres de l'OTAN.

« Ce qui se passe actuellement en Europe doit bénéficier à l'Europe tout entière, les intérêts de l'Allemagne doivent être pris en compte mais aussi ceux de ses partenaires et de ses voisins, de l'Est comme de l'Ouest. Personne ne peut penser que l'Allemagne a l'intention d'une manière ou d'une autre de faire cavalier seul. Nous agissons en tant qu'Européens membres de l'OTAN et de la Communauté, conscients

que la neutralisation de notre pays ne peut d'aucune manière être une solution, et ce dont nous avons besoin c'est de la confiance de nos partenaires », a notamment déclaré M. Kohl.

Dans les quelques paroles adressées aux journalistes à l'issue des deux heures passées avec les ambassadeurs le chancelier, nous indique notre correspondant Philippe Lemaître, a souligné qu'il n'était en rien responsable de l'acclémentation du processus d'unification, rappelant qu'il avait lui-même préconisé dans son programme en dix points du mois de novembre une approche nettement plus progressive. « Si j'ai dû proposer récemment de mettre en place après les élections une union économique et monétaire entre les deux Allemandes, c'est en raison de la dégradation spectaculaire de la situation à l'Est. La RDA perd ses forces vives : 120 000 de ses citoyens ont fui au cours des deux premiers mois de l'année et c'est cette hémorragie que j'ai voulu enrayer. Les Allemands de l'Est veulent une réunification rapide : mon souci est de canaliser ce processus pour qu'il se déroule de façon raisonnable et synchronisée avec les négociations que nous voulons avoir avec nos partenaires et nos voisins », a expliqué M. Kohl.

Les dirigeants du SPD à Paris. — L'ancien chancelier ouest-allemand Willy Brandt a déjeuné, jeudi 8 mars, à l'Élysée avec M. François Mitterrand. Aucun commentaire n'a été fait de cette conversation sinon qu'elle s'était déroulée dans « une atmosphère chaleureuse ». M. Oskar Lafontaine, probable candidat du SPD à la chancellerie, a également souhaité rencontrer M. Mitterrand. Il sera reçu mercredi 14 mars à l'Élysée.

## Des députés ouest-allemands souhaitent l'abandon du projet d'avion de combat européen

A Bonn, la commission des finances du Parlement ouest-allemand a demandé, mercredi 7 mars, au ministre de la défense, M. Gerhard Stoltenberg, d'examiner l'éventualité d'un retrait de la RFA du projet d'avion de combat européen, conçu avec la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne, pour, selon des parlementaires (Union chrétienne et libéraux),

financer l'unité allemande. Le seul coût des études et du développement de cet avion EFA (European Fighter Aircraft), concurrent du Rafale français, représente pour la seule RFA, qui a accepté de financer le tiers du programme, une dépense de 7 milliards de deutschmarks (2 700 millions de francs), qui devra être versée jusqu'en 1993. — (AFP)

1,7 milliard de deutschmarks (soit 5,8 milliards de francs). Pour l'année 1990, il est demandé que le Parlement ouest-allemand attribue à ce projet 700 millions de deutschmarks (environ 236 millions de francs) et, à partir de 1991, une somme annuelle de 800 millions de deutschmarks (2 700 millions de francs), qui devra être versée jusqu'en 1993. — (AFP)

## M. Modrow annonce avoir obtenu le soutien de Moscou sur la question du droit de propriété en RDA

Un chapitre de l'histoire allemande de l'après-guerre s'est achevé mercredi 7 mars à Berlin-Est, presque en extenué. Le dernier Parlement de l'ère communiste s'y est séparé après avoir adopté au pas de charge des textes de loi que le gouvernement de transition démocratique de M. Hans Modrow légue à ses successeurs, quels qu'ils soient.

### BERLIN-EST de notre envoyé spécial

Malgré toutes les vagues qu'elle a vu passer depuis octobre, la Chambre du peuple est pourtant restée jusqu'au bout dans sa configuration d'il y a quatre ans, avec une écrasante majorité du parti communiste devenu le Parti du socialisme démocratique sur les

quatre autres partis de l'ex-bloc national. Par comparaison, plus de trente partis se présentent aux élections législatives du 18 mars.

Le paradoxe est que c'est ce Parlement qui aura enterré par ses votes quarante ans de communisme au profit d'un régime de démocratie parlementaire qui doit être consacré par les élections. Il a supprimé de la Constitution la référence au rôle dominant du parti, adopté les lois sur le mode d'élection, le statut des partis, et celles établissant la liberté d'entreprise ou la possibilité pour les capitaux étrangers d'investir en RDA, ouvrant ainsi la porte à l'économie de marché.

Nul ne saurait dire ce qui restera dans les mois à venir de textes adoptés ces derniers temps sans grands débats. Tout dépendra de la majorité qui se dégagera des urnes, du rythme aussi de l'incorporation allemande. Les dernières semaines ont vu cependant le gouvernement de « responsabilité nationale » de M. Modrow et la « table ronde » — constituée des cinq partis de l'ancien bloc national et des huit nouvelles formations politiques — accélérer considérablement son œuvre législative.

### Le droit syndical

Les textes votés les 5 et 6 mars sont loin d'être innocents. Ceux réglant le droit syndical ont soulevé la tempête en RFA. Pour la première fois, les syndicats se voient reconnaître en RDA le droit de grève. Mais ils ont aussi obtenu l'interdiction de la procédure de lock-out, ce que les syndicats ouest-allemands n'ont jamais réussi à obtenir. La centrale syndicale FDGB, dont les nouveaux statuts ont été en grande partie calculés sur le modèle ouest-allemand, n'a certes pas acquis un droit de regard sur l'élaboration de la législation du travail, mais elle dispose jusqu'à nouvel ordre d'une capacité d'action nettement renforcée.

Le gouvernement a aussi fait voter mercredi les grandes lignes d'une charte sociale adoptée par la « table ronde », en demandant qu'elles servent de position est-allemande dans les négociations avec la RFA sur l'union économique, monétaire et sociale. Ce texte a été défendu à la Chambre par deux

des ministres sans portefeuille, M. Böhm et M. Poppe. Ce dernier s'est prononcé contre une unification par le biais d'une adoption pure et simple de la Constitution ouest-allemande, défendant la nécessité d'une future réforme de la Constitution est-allemande qui devrait être soumise à référendum avant toute discussion sur l'élaboration d'une Constitution commune aux deux États allemands.

### Un code à code paradoxal

Paradoxalement, les anciens communistes ou réformateurs, avec à leur tête M. Modrow, se sont retrouvés en fin de législature au code à code avec ceux que le parti poussa à la démission, pour défendre un héritage est-allemand contre une absorption pure et simple de sa substance par la RFA. Dépassés par le mouvement qu'ils ont eux-mêmes contribué à mettre en branle, les dirigeants de la plume des nouvelles formations de la « table ronde » n'ont, pour beaucoup d'entre eux, jamais accepté cette marche forcée vers l'unification voulue par la rue et les partis conservateurs de RFA. Tout le travail de ces dernières semaines vise en partie à permettre à un futur gouvernement élu librement de disposer dès le départ d'une base législative qui lui permette, s'il en a la volonté, de négocier en bonne position avec Bonn.

Pour sa dernière intervention devant la Chambre du peuple à son retour de Moscou, M. Modrow s'en est donné à cœur joie, violant tout ce qu'il avait promis de ne pas faire, et tentant de déstabiliser par toutes sortes de rumeurs la situation en RDA afin de peser sur le processus d'unification. Il a réaffirmé le consensus entre le gouvernement et celui de l'URSS pour refuser une absorption de fait de la RDA, souligner la nécessité de tenir compte dans le processus des intérêts soviétiques, y compris économiques, que tout le monde avait, il est vrai, un peu oubliés.

Le premier ministre est-allemand a également indiqué qu'il avait obtenu la promesse du président Gorbatchev d'exercer son influence en tant que puissance garante du statut de l'Allemagne pour que cette unification ne remette pas en cause tout le droit

de propriété en RDA. Cette démarche fait suite aux craintes suscitées en RDA par les intentions très nombreuses, exprimées par des Allemands de l'Ouest, d'interdire des procédures pour récupérer leurs biens nationalisés après la guerre ou expropriés après la création de la RDA en 1949. Le gouvernement est-allemand, qui a publié mercredi le texte de deux lettres adressées au chancelier Kohl et à M. Gorbatchev pour attirer leur attention sur la gravité de cette question, a déclenché une levée de boucliers en RFA où on l'accuse de vouloir faire intervenir les anciennes puissances victorieuses de l'Allemagne dans des affaires qui ne regardent que des Allemands. Il n'en a pas fallu plus pour que le quotidien populaire ouest-allemand Bild traite M. Modrow de « traître à la patrie ».

HENRI DE BRESSON

## Faisant référence au plan pour les pays de l'Est Le premier ministre yougoslave souhaite une aide accrue de la CEE

### BRUXELLES

(Communautés européennes) M. Ante Markovic, premier ministre yougoslave, est venu plaider, jeudi 8 mars, le dossier de son pays auprès de M. Jacques Delors. Le président de la Commission européenne a confirmé « l'ouverture de la CEE » à l'égard de Belgrade, mais sans prendre à ce stade d'engagement précis.

Conformément à la position prise par les ministres des affaires étrangères des Douze à la fin de l'année dernière, l'exécutif européen attend que les autorités yougoslaves donnent des pages tant sur le plan extérieur qu'intérieur, avant d'accepter des relations plus poussées.

L'accord prévu pour le 16 mars prochain avec le FMI — aux termes duquel il serait consenti à la Yougoslavie un prêt relais de 600 millions de dollars — devrait être le point de départ de négociations concrètes. M. Abel Matutes, commissaire chargé des relations avec les pays méditerranéens, se rendra

## M. Jaruzelski et M. Mazowiecki viennent chercher l'appui de la France

Le président de la République et le premier ministre polonais, MM. Jaruzelski et Mazowiecki, qui pour la première fois se déplacent ensemble à l'étranger, ne s'en vont pas qu'une journée à Paris. Mais toute cette journée du vendredi 9 mars, mis à part une brève cérémonie de dépôt de gerbe à l'Arc de triomphe, devait être consacrée aux entretiens politiques avec leurs homologues français.

L'essentiel devait porter sur les garanties que réclame la Pologne dans la perspective de l'unification allemande, pour lesquelles elle sollicite le soutien de la France. Le général Jaruzelski, dans un entretien à Libération, a estimé que la résolution adoptée jeudi par le Bundestag à propos de l'inviolabilité de la frontière germano-polonaise n'était « pas totalement satisfaisante », comme l'avait déclaré la veille au Monde M. Mazowiecki.

Le premier ministre insistait surtout sur la volonté de la Pologne de conclure un traité de garantie avec les deux États allemands avant leur unification et non après, comme le suggère Bonn. La France ne s'est pas prononcée sur cet aspect précis de la question, mais elle souhaite qu'une forme de garantie ayant valeur juridique internationale soit trouvée dès que possible.

Les Polonais comptent, d'autre part, sur la France pour que soit trouvé le moyen de les associer à la conférence « 2 + 4 » (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France) sur les aspects externes de l'unité allemande.

Les deux chefs d'État et les deux premiers ministres devaient donner une conférence de presse commune vendredi après-midi à l'Élysée.

### POINT DU VUE

## Vive la Pologne, monsieur !

par Joseph Rovani

L'ON se rappelle la scène de nos livres d'histoire : le roi Alexandre I, dont les troupes ont écrasé la révolte polonaise avec la complicité de la Prusse de Bismarck, est l'invité de Napoléon III. Il est reçu au Palais de justice. Soudain, un jeune avocat qui fera carrière sous la République, s'écrit à l'adresse de l'autocrate : « Vive la Pologne, monsieur ! » Quel scandale ! Mais l'empereur des Français n'avait rien fait, n'avait rien pu faire, pour la Pologne, qui restera divisée et asservie jusqu'à la victoire alliée de 1918.

C'est avec une grande joie que la démocratie française reçoit, cent vingt ans plus tard, les représentants de la Pologne à nouveau libre, et cette fois-ci par la voie de sa seule force intérieure inébranlable. Nous mesurons la satisfaction d'un Mazowiecki, de l'homme de la résistance civile et solidaire devenu le capitaine d'un vaisseau encore menacé de nombreuses tempêtes, et celle d'un Jaruzelski, qui doit se rappeler avec émotion les conditions si différentes dans lesquelles s'était déroulée sa précédente visite de 1984. Il est rare d'ailleurs de les voir ensemble à l'étranger.

Cependant, comme tous les Polonais et beaucoup de Français, nos hôtes se rappelleront aussi que, si forte qu'elle soit sur le plan culturel et humain, l'amitié franco-polonaise n'a pas toujours été très efficace dans les grands moments politiques. Henri III, élu roi de Pologne pour faire pièce à un Habsbourg, s'empessa d'abandonner son nouveau royaume quand la mort de son frère le fit roi de France.

Malgré toute sa puissance, la France de l'Ancien Régime ne put rien contre le premier partage de la Pologne, et la République, elle-même en proie à l'agression des monarchies, ne put rien faire pour empêcher l'écrasement des troupes de Kosciuszko. Nous restâmes immobiles en 1831 et en 1863. Il est

vrai que, en 1921, l'aide limitée de la France, dirigée par Weygand, vint sauver ses ordres de Gaulle, contribua à arrêter les Soviétiques sous les murs de Varsovie.

Mais en 1939, alors que nous étions entrés en guerre pour sauver la Pologne, les armées françaises restèrent derrière la ligne Maginot. Comme beaucoup de Français, je me rappelle la condescendance un peu méprisante qui accueillait dans les camps de concentration allemands, de la part de nos camarades polonais et tchèques, les déportés de notre Résistance.

Et comment oublier la semi-reconnaissance du comité communiste de Lublin que Staline arracha à de Gaulle en 1944, alors que Yalta, contrairement à la légende, avait fait miroiter aux Polonais le droit de décider eux-mêmes de leur destin ? Les hommes de Solidarnosc n'ont pas pu oublier tout à fait, eux, le « naturel-ment rien » du ministre français des affaires étrangères de l'époque, qu'on interrogeait sur ce que la France ferait pour réagir à la proclamation de l'état de guerre par le général Jaruzelski. Aucun autre pays n'a d'ailleurs fait mieux à l'époque.

Comment ne pas comprendre et partager les anxiétés que la brusque accélération de l'histoire allemande fait naître aujourd'hui dans une Pologne que Staline avait, par une décision sans précédent, poussée de 300 kilomètres vers l'Ouest ! Alors que les Allemands peuvent au moins parler de la perte de provinces qui n'avaient jamais eu, ou n'avaient plus depuis des siècles, un destin polonais, ou de l'expulsion dans des conditions souvent atroces de millions d'Allemands, la Pologne n'a même pas le droit d'évoquer officiellement la perte d'un tiers de son territoire, annexé par l'URSS, ni les transferts de population qui s'ensuivirent.

Et pourtant, à tous ses amis impliqués dans ces convulsions épouvantables, la France ne saurait tenir qu'un seul discours : il ne faut plus jamais chercher à changer les frontières telles qu'elles existent, si injustes qu'elles soient, ou si contestables. Toute tentative de ce genre aboutirait à des catastrophes où nous péririons tous avec nos libertés si chèrement reconquises.

C'est pourquoi, abandonnant l'idée dépassée d'un équilibre européen entre États dont aucun ne peut plus assurer son indépendance s'il ne s'unit pas aux autres, laissant aux accesseurs de l'histoire passée les politiques de réassurance et d'encerclement, la France ne peut avoir dans les circonstances présentes qu'un seul projet : aider l'Allemagne unifiée et la Pologne unie à s'avancer avec nous, réglant ce qui leur reste de différends, qui est moins grave qu'on ne le pense souvent, sur la voie de l'Europe unie, où les frontières, tout en subsistant, s'effaceraient progressivement.

Pour la Pologne aussi il n'y a plus d'avenir en dehors de l'Europe. En communiant ensemble à la fin de la messe de réconciliation célébrée dans la cour du château de Kreisau en Silésie aujourd'hui polonaise, qui avait été un des hauts lieux de la résistance allemande contre Hitler, MM. Kohl et Mazowiecki se sont engagés, en novembre dernier, lors de la visite du chancelier en Pologne, sur la voie où l'Histoire avait permis à Konrad Adenauer et à Robert Schuman, à Adenauer et à de Gaulle, de les précéder. Nous pouvons les aider à y persévérer.

Lire page 17, dans le « Monde sans visa », l'article de JEAN-LOUIS PERRIER : « Ljubljana, miroir slovène ».

BOUCHARD PÉRETTES



# ÇA SUFFIT !

Nous disons : ça suffit !

Les français le disent avec nous. Ils ne se reconnaissent plus dans l'actuel système des partis. Ils veulent une vie politique organisée de façon plus simple et plus claire.

Ils demandent que la politique traite à nouveau des besoins des gens et des choses de la vie.

Ils aspirent à une autre façon de pratiquer la politique, où l'exigence de la morale et de l'intérêt général l'emporte sur les habiletés et les manoeuvres.

Il faut offrir aux français une alternative civique. Elle passe aujourd'hui par la création d'une **Force Unie**. Elle seule est capable, au-delà des divisions et des rivalités, de permettre à nouveau d'espérer. Elle seule peut donner aux citoyens leurs chances dans la société et rendre sa voix à la France en Europe et dans le Monde.

Nous croyons à une France plus solidaire, plus attentive à la réussite de ses enfants, plus respectueuse de son environnement, plus consciente de son identité et plus attachée à son rayonnement.

Nous appelons à la constitution de cette **Force Unie**, autour des valeurs que l'opposition d'aujourd'hui doit faire siennes :  
**le courage, la générosité, la morale.**

La Constitution de cette Force Unie, c'est vous qui pouvez l'imposer. Car la Politique doit s'organiser autour de la volonté des Citoyens.  
**Faites entendre votre voix.**

La Coordination pour la Force Unie

Michèle BARZACH  
Jean-Louis BOURLANGES  
Alain CARIGNON

Patrick DEVEDJIAN  
François LEOTARD  
Gérard LONGUET

Claude MALHURET  
Michel NOIR  
Pierre-André WILTZER

## COUPON-RÉPONSE

A adresser à la Coordination pour la Force Unie,  
3, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 Paris

Ecrire **OUI** ou **NON** en toutes lettres  
dans la case correspondant à votre choix

**LA FORCE UNIE**

• Je souhaite la constitution de la Force Unie de l'Opposition ☐

• Je suis prêt à m'engager personnellement ☐

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Age \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_

PUBLICITÉ

صوتنا من الداخل



EUROPE

Paix armée dans le Caucase

**Suite de la première page**  
« Je crois qu'on sera bientôt obligé de rendre mon tank », Maxime, trente-neuf ans et père de famille, reconnaît que l'heure n'est pas à l'affrontement avec l'armée soviétique, un cas de figure que son parti se refuse à exclure en théorie. Ancien instructeur du DOSAAF, devenu chauffeur particulier d'un notable nationaliste, il affirme que « son » tank - sur lequel il fut filmé en janvier dans les rues d'Erevan par les télévisions du monde entier - est maintenant bien caché, mais qu'il « ne sert à rien d'en garder seulement ». Il continue en revanche à entraîner au tir les combattants de son armée.

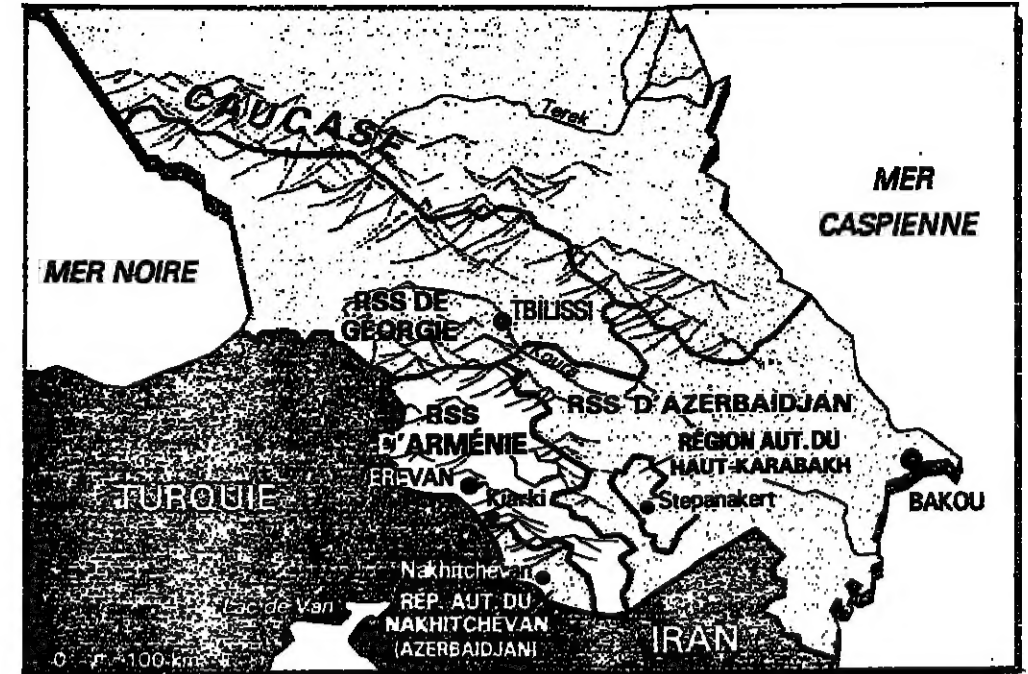
100 mètres plus loin, c'est en toute légalité que la Maison des techniques fut attribuée l'été dernier au MNA, le principal mouvement arménien toujours dirigé par des membres de l'ex-Comité Karabakh. Elle ne désemplit pas et c'est là que s'organise le corps des Volontaires

nationaux d'Arménie, la troisième armée et la plus structurée. Trois arméniens en uniforme de l'armée soviétique - des déserteurs - sont reçus dans une des salles par un des dirigeants du mouvement. Il recevra le lendemain au même endroit leurs officiers pour régler ces cas à l'amiable. Tous les jours, un détaché du MNA participe à des réunions de représentants du gouvernement, du parti et de l'armée, chargés depuis la crise de janvier des tâches opérationnelles urgentes : accueil des réfugiés, envoi d'hélicoptères vers les derniers villages arméniens d'Azerbaïdjan et d'avions vers le Haut-Karabakh, maintien de l'ordre dans la République, etc. C'est un des dirigeants du MNA qui organisait pendant deux semaines fin janvier une campagne conjointe de la police et des armées arméniennes pour désarmer les bandits qui avaient profité de la vague de saisis d'armes et transformaient la ville en Chicago.

Le MNA avait tenu son congrès

constitutif en été pour négocier le virage d'un mouvement de masse en faveur de l'unification du Haut-Karabakh à l'Arménie vers un parti lutant pour la démocratisation comme étape vers l'indépendance, un objectif repoussé à plus long terme. Il y gagna des opposants de droite et de gauche, d'autant plus que le déroulement du congrès, transmis en direct à la télévision, ne fut pas un modèle de démocratie sérieuse à l'égard des officiels et des groupes indépendants qui y assistaient. C'est une des raisons pour lesquelles, contrairement à la situation dans les pays baltes, l'intelligentsia locale, tout en soutenant souvent le MNA, ne s'est pas jointe au mouvement. Une multitude d'organisations nouvelles se sont créées, dont une quarantaine vient de créer une « Union ».

Le MNA reste cependant le principal mouvement arménien. Selon un sondage mené par des sociologues dans divers quartiers d'Erevan, il récolterait aux élections du 20 mai entre 55 et 60 % des voix, contre 20 à 25 % pour les autres organisations et environ 15 % au Parti communiste. Mais ces estimations ne tiennent pas compte des candidats indépendants - accessoirement membres du parti, comme l'étaient un tiers des députés au congrès du MNA - qui devraient se présenter en masse et, surtout, du fait qu'Erevan n'est pas l'Arménie. Le parti peut être très influent dans certaines régions, notamment celle du séisme, le nord-ouest de l'Arménie dévastée fin 1988, où il est difficile de dire que la reconstruction ait vraiment commencé. Le blocus imposé sur les voies ferrées par les Azeris, récurrent depuis l'été, ne pousse pas non plus à l'aide anti-soviétique. La corruption reste en outre la règle. Les Arméniens disent que les tentatives du MNA pour lutter contre les pots de vin n'ont abouti qu'à les rendre plus discrets donc plus élevés, à un moment où un tiers des habitants d'Arménie attendent un logement. Face aux malheurs successifs qui s'abattent sur eux, les Arméniens restent donc très sensibles aux voix qui rappellent la nécessaire alliance avec la Russie contre les « musulmans » qui les entourent. Un schéma centré dans l'Histoire et que le MNA tente de briser en appelant à de futures relations normales



avec tous les voisins. Azerbaïdjan, Iran et Turquie autant que Russie et Géorgie. Les autorités locales, pour leur part, discréditées là comme ailleurs en URSS, recherchent sur les évocations de génocide et du péril pan-turquiste. De même que des intellectuels, comme le député du Karabakh Zori Balayan. Comme beaucoup d'habitants de l'enclave, il compte toujours et avant tout sur Moscou pour l'arracher à l'Azerbaïdjan. Toute cette opposition « de droite » au MNA s'est déviée contre les négociations qu'il avait ouvertes à Riga (Lettonie) avec le Front populaire d'Azerbaïdjan, largement perçu dans la population comme irrémédiablement assoiffé de sang arménien.

C'est aussi la position des partis de l'émigration, notamment du Dashnak. Renouçant à la revendication d'indépendance, il avait dénoncé les grèves menées par le Comité Karabakh, « pour ne pas gêner Gorbatchev », compte maintenant sur une représentation à Erevan dès la reconnaissance du multipartisme et a aussi condamné les

pourparlers de Riga. Mais le MNA entend les poursuivre, bien qu'il ait choisi de les geler en attendant des élections, de même qu'il a avancé sa première condamnation de l'entrée des troupes soviétiques à Bakou. « La seule voie pour l'avenir, c'est des négociations entre les représentants légitimes des deux peuples », affirme un de ses dirigeants, M. Ambartsoum Galastian. A l'heure où Moscou obtient péniblement des dirigeants des deux Républiques qu'ils entament à leur tour des négociations directes, le journal du MNA publie des interviews de différents groupes informels azérbaidjanais. Et les autres partis nationalistes arméniens organisent leurs propres négociations, sur le thème de l'indépendance, avec les informels d'Azerbaïdjan dans la Géorgie voisine. Mais cette voie de la raison passe encore, pour le MNA, par un renforcement des capacités d'autodéfense de la population. L'équivalent en Azerbaïdjan des milices arméniennes, le Conseil de défense national, a été mis hors la loi, mais là aussi beaucoup

d'armes sont sans doute restées aux mains des activistes. Et c'est en stratégie que parle un des dirigeants du MNA, M. Levon Ter-Petrossian. Lorsqu'il affirme que l'important, c'est que « notre armement n'est en rien inférieur au leur, comme l'ont montré les derniers combats ». Le problème, reconnaissent à minima les chefs du mouvement, est qu'ils n'ont pas de solution miracle pour le Haut-Karabakh si eux ou leurs amis devaient accéder au pouvoir, ce qui devrait laisser Moscou moins tenté que jamais d'aider au rapprochement du Karabakh et de l'Arménie. En attendant, le MNA appelle au calme, craignant les « provocations » qui feraient entrer l'armée à Erevan et compromettent les élections. Et il s'en tient publiquement à espérer l'avènement de forces démocratiques en Azerbaïdjan, qui devront alors un jour ou l'autre reconnaître le droit à l'autodétermination des Arméniens de l'enclave : une position optimiste, allant dans le sens désiré par Moscou, mais fort peu électorale.

SOPHIE SHEHAB

Le Haut-Karabakh sous état d'urgence

EREVAN

de notre envoyée spéciale

En d'autres temps, les informations qui proviennent du Haut-Karabakh, fermé aux journalistes même soviétiques, auraient provoqué meetings et protestations dans l'Arménie voisine : la région est de nouveau passée le 15 janvier sous état d'urgence. « Les soldats sont à tous les coins de rue à Stepanakert, des blindés circulent pour diffuser le message quotidien du nouveau commandant militaire de la région », rapporte un résident. Le message appelle à entrer en contact avec les administrateurs venus de Bakou dans les chars soviétiques et chargés de reprendre le contrôle de la région. Pour toute réponse, les Arméniens du Karabakh se sont à nouveau murés dans un mouvement de grève et d'insoumission.

Cédant à la tardive mais violente mobilisation des Azerbaïdjanais depuis l'été dernier, le Kremlin et les députés ont en effet voté le 28 novembre la fin de l'expérience Volsky, l'administrateur nommé il y a un an pour préparer une sortie en douceur de la région de la dépendance de Bakou. Mais, loin de calmer le mouvement azéri, ce recul de Moscou a été suivi par une escalade nationaliste. Il a fallu l'embarquement de la mi-janvier entre groupes para-militaires arméniens et azéris pour que l'armée soviétique s'interpose en force.

Cela fut fait sans ménagements : les communications avec l'Arménie furent coupées pendant une semaine, l'armée a sacqué l'occupant le siège du parti, où le drapeau azérbaidjanais fut hissé à la place de l'arménien, la télévision fut aussi occupée, et une quarantaine de personnes furent arrêtées pour quinze jours ou un mois - dont le responsable du commerce, qui a refusé de prendre livraison des

produits alimentaires envoyés de Bakou par une route que l'armée a débloquée à l'est, en territoire azéri. En revanche, et dans la logique de sa mission, l'armée n'a pas rouvert le tronçon de route de 13 km qui relie, à l'ouest, l'enclave à l'Arménie. Elle passe sur le territoire de Kurdes azérbaidjanais, dont le basculement en faveur des Arméniens, que ces derniers avaient un temps espéré, ne s'est pas produit. Craignant une action en force de groupes armés d'Arménie pour débloquent cette route, Moscou a élargi l'état d'urgence à une seule région en Arménie : celle de Goris, où débouche cette voie, stratégique à l'échelle locale.

Des protestations discrètes

L'armée soviétique expulse aussi les Arméniens passés dans le Haut-Karabakh, où un strict régime de laissez-passer est en vigueur. Elle désarme la population, limite le nombre des avions quotidiens entre Erevan et Stepanakert et veille à empêcher les vols illégaux d'hélicoptères arméniens.

Mais les protestations arméniennes se font discrètes : l'armée désarme autant du côté azéri, dans et autour du Haut-Karabakh comme au Nakhitchevan, d'où les familles de militaires ont été évacuées... en Arménie. Et les médecins militaires du Haut-Karabakh se sont repliés de la zone azérie vers la zone arménienne, où ils se sentent plus en sécurité. Le Parlement à Moscou doit examiner pour sa part un projet de loi sur les pouvoirs du président, prévoyant notamment un régime présidentiel dans les régions sous état d'exception, ce qui pourrait s'appliquer au Karabakh.

S. SH.

KIARKI

de notre envoyée spéciale

Kiarki, village au pied du Nakhitchevan placé sous le commandement de l'armée soviétique, est-il arménien ou azérbaidjanais ? Sur les cartes, il s'agit d'un de ces lieux surréalistes posés le long de frontières intérieures déjà compliquées et dont une fiche indique qu'il appartient au territoire d'à côté. Kiarki, donc, relève de la république autonome azérbaidjanaise du Nakhitchevan, bien que sa soixantaine de maisons basses, entourées de jardins avec des serres, soient situées en Arménie.

Tout naturellement, il se trouve sur la « ligne de front » du Caucase entre groupes armés arméniens et azéris, qui s'est envenimée en janvier. Et les Arméniens en ont alors chassés les derniers Azéris. Ils les ont remplacés par des réfugiés arméniens, une cinquantaine de familles rescapées des pogroms de Bakou, des citoyens traumatisés qui auront à apprendre à travailler la terre et qui se retrouvent, de plus, encore une fois en première ligne...

Mais cela a permis de sauvegarder la fiction de l'apparte-

nance de Kiarki au Nakhitchevan : les réfugiés restent des ressortissants d'Azerbaïdjan, affirme les Arméniens, et on ne peut donc pas parler de « remodelage de frontières », ce que refuse si énergiquement M. Mikhaïl Gorbatchev.

« Les familles azéris étaient déjà parties, il ne restait plus à Kiarki qu'une vingtaine d'hommes, des combattants qui nous tiraient dessus », raconte Rafik, du corps des « Volontaires » levés par le Mouvement national d'Arménie. Il habite la cité arménienne voisine d'Ararat mais aide pour l'instant à l'installation des réfugiés et participe aux patrouilles qui veillent à la frontière. Cette région est une de celles dont ont été chassés fin 1988 les 160 000 Azéris d'Arménie (selon les chiffres arméniens, inférieurs bien sûr aux chiffres azéris), des paysans dont beaucoup se sont retrouvés sans logis à Bakou, où ils ont participé aux pogroms anti-arméniens.

Des soldats dépendant du ministère soviétique de l'intérieur étaient cantonnés en janvier dans une grande école (les anciens habitants azéris avaient beaucoup d'enfants) dominant Kiarki. Des « fedayins », comme se désignent aussi les volontaires

arméniens, ont immobilisé ces soldats par des tirs de grenades, pendant que d'autres expulsaient en contrebasse les derniers Azéris du village. Il y eut un mort parmi les Arméniens, Tigran, un nom donné maintenant par ses camarades à Kiarki. Et il y eut des victimes parmi les Azéris, évacués par des hélicoptères venus du Nakhitchevan.

Deux jours plus tard éclatait la « guerre » frontalière d'Eraskhevan, 3 kilomètres plus loin, couverte par des journalistes occidentaux. Du 18 au 20 janvier, les tirs automatiques des Azéris embusqués sur la montagne répondaient au pillage à l'artillerie des trois « armées » arméniennes, faisant des deux côtés une quinzaine de tués. Avant que ne commencent les négociations entre combattants et officiels des deux côtés, sous le patronage de l'armée...

Les « Forces de l'intérieur » stationnées dans l'école de Kiarki ont été remplacées le 25 janvier par soixante soldats de l'armée régulière, « en raison de l'accalmie », explique leur commandant, « Alex », qui nous reçoit en présence de « volontaires » arméniens. Enumérant les tâches qui lui ont été assignées « par le parti et le gouvernement : défen-

dre la paix et les conquêtes du socialisme, empêcher les affrontements interethniques et les actes terroristes des groupes extrémistes des deux camps », interrompu par un Arménien qui affirme qu'il n'y a pas d'extrémistes arméniens. Alex reconnaît aussitôt qu'il ne parle pas des « Volontaires, qui défendent leurs maisons avec nous et qui nous aident, mais des bandits qui existent dans chaque peuple ». En a-t-il rencontré ? « Non, mais les militaires postés en face, au Nakhitchevan, où c'est toujours des gens là-bas avec des intentions agressives. »

Depuis qu'il est à Kiarki, où il se sent « très heureux et où l'accueil est chaleureux, tout est calme, sauf parfois des coups de feu tirés d'en face, auxquels on ne répond pas ». Dans une des maisons du village, Rena, une infirmière assise sur un lit en fer dans une pièce nue, son enfant d'un an dans les bras et qui ne sait pas ce qu'est devenu son mari depuis leur évacuation précipitée de Bakou, demande avec angoisse des nouvelles « d'en face ». « Est-ce qu'on y parle de kiarki ? »

S. Sh.

ITALIE : au congrès du PCI

Les adversaires de M. Occhetto se battent contre l'appartenance du pays à l'OTAN

BOLOGNE

de notre envoyée spéciale

Sortir ou non l'Italie de l'OTAN ? Au deuxième round du dix-neuvième congrès communiste à Bologne, largement dominé, jeudi 8 mars par les nombreuses interventions de délégués opposés à ce qu'ils appellent « la liquidation » du parti, c'est la question que les tenants du « non » au projet de M. Achille Occhetto tentent désespérément de faire inscrire à l'ordre du jour. La bataille contre les partisans, majoritaires, du secrétaire général se déroule encore plus ou moins dans la coulisse du congrès - au sein de la commission politique, qui siège à huis clos - mais elle est si âpre que M. Occhetto lui-même aurait mis,

mardi soir, sa démission dans la balance pour empêcher la question d'être soumise, samedi prochain, au vote des congressistes. Acceptée jadis par Enrico Berlinguer lui-même, « l'appartenance de l'Italie à l'alliance atlantique, si elle était remise en cause, ramènerait en fait notre débat vingt ans en arrière », expliquait un partisan du « oui » au secrétaire général.

Le pire est que, dans la logique actuelle de dissolution des blocs, les partisans du retrait immédiat de l'alliance atlantique ne manquent pas d'arguments. Porte-parole des « non » au secrétaire général, M<sup>me</sup> Luciana Castellina réaffirmerait, jeudi soir, « la ferme intention » de sa faction « de représenter ses camarades, qui ne comprennent pas pourquoi, en

1990, l'Italie doit encore appartenir à une alliance militaire ».

Les opposants à la ligne Occhetto ne peuvent pour autant ignorer qu'ils mènent un combat arrière-garde, même si le débat en cours prend parfois des allures de grande tragédie grecque... L'important est que, à en juger par les propos amènes échangés encore une fois jeudi entre le chef de ce qui est, encore pour quelques mois, le Parti communiste italien, et M. Bettino Craxi, le leader socialiste, il est clair que le dix-neuvième congrès de Bologne aura, au moins dans un premier temps, consacré la reprise du dialogue entre les deux principales forces de la gauche italienne.

PATRICE CLAUDE

EN BREF

URSS : Une statue de Lénine renversée à Tbilissi. - Une « foule de jeunes enragés » a renversé, mardi 6 mars, une statue de Lénine sur l'une des places centrales de Tbilissi, la capitale de la Géorgie, rapporte jeudi l'organe du ministère soviétique de la défense. Selon Krasnaia Zvezda, ces « vandales » auraient également recouvert de peinture un autre monument à Lénine, devant l'institut de technologie, et rebaptisé enfin une importante artère portant le nom du fondateur du parti bolchevique. - (Corresp.)

CHYPRE : un Chypriote grec condamné à vingt jours de prison dans la partie turque de l'île. - Un Chypriote grec a été condamné à vingt jours de prison, jeudi 8 mars, dans la partie turque de Nicosie, pour s'être infiltré à deux reprises en République turque de Chypre du Nord (le Monde du 9 mars), rapporte l'agence chypriote-turque TAK. M. Nikos Nikolaos, vingt et un ans, est également accusé

d'avoir déchiré des drapeaux turcs et chypriotes turcs hisses à proximité de la « ligne verte », qui coupe l'île en deux. Par ailleurs, un quatrième Chypriote grec a été appréhendé, jeudi, dans la partie turque de l'île. - (AFP.)

BULGARIE : manifestation du Parti démocratique. - Quelque 45 000 personnes ont manifesté jeudi 8 mars à Sofia contre le Parti communiste, à l'appel du Parti démocratique, membre de l'Union des forces démocratiques. Celle-ci devait mettre au point vendredi avec les autres partis d'opposition une action commune à la veille de la reprise lundi de la table ronde avec le gouvernement. - (AFP.)

Rectificatif : Une erreur s'est glissée, dans l'annonce faite dans le Monde du 7 mars, d'une réunion de l'Association Jean Hus sur la Tchecoslovaquie. Cette réunion a lieu vendredi 9 mars, à la Sorbonne, à 18 heures (et non pas à 21 heures).

IRLANDE-DU-NORD : un groupe paramilitaire revendique le meurtre d'un membre du Sinn Féin. - Un groupe paramilitaire loyaliste interdit, les Forces volontaires de l'Ulster (UVF), a revendiqué, jeudi 8 mars, l'assassinat du membre du Sinn Féin, la branche politique légale de l'IRA (Armée républicaine irlandaise), tué par balles la veille à Lurgan (nos éditions du 9 mars), a indiqué la police d'Irlande du Nord.

LIVRES  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09



## AMÉRIQUES

HAÏTI : s'étendant à tout le pays

## Les manifestations antigouvernementales ont déjà fait trois morts dans la capitale

Après la province, le mouvement de protestation contre le général Prosper Avril a gagné la capitale, jeudi 8 mars : trois personnes au moins ont été tuées, deux manifestants et un militaire lynché par la foule à Carrefour, une banlieue au sud de Port-au-Prince.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

La mort d'une fille de onze ans, Roseline Vaval, tuée lundi par l'armée à Petit-Goave, au sud-ouest de la capitale, a servi de détonateur. Une cérémonie à sa mémoire organisée jeudi dans le quartier populaire de Bel-Air, au centre de Port-au-Prince, s'est transformée en manifestation de contestation. Tandis que les commerçants fermaient précipitamment leurs portes, plusieurs milliers de jeunes, scandant : « à bas Avril » et « pouvoir populaire », sillonnaient le bas de la ville. Sur la Grand-Rue et les principales artères de la capitale, des barri-

cades de pneus enflammés rendaient bientôt la circulation impossible, tandis que les plus déterminés des manifestants convergèrent sur l'esplanade du Champ-de-Mars qui fait face au palais national.

En dépit des ordres de modération donnés par le commandant en chef de l'armée, le général Hérard Abraham, les soldats de la garde présidentielle ont chargé la foule avec violence. Un manifestant a alors été tué par balle et plusieurs autres blessés. D'autres affrontements ont opposé l'armée à la foule dans l'après-midi à Carrefour où plusieurs milliers de personnes, pour la plupart des étudiants et écoliers, s'étaient rassemblés pour exiger le départ du président Avril.

Cellule de crise

Selon les radios locales, des manifestations ont également eu lieu dans la plupart des villes de province. A Petit-Goave, où plusieurs milliers de personnes ont assisté à l'enterrement de Roseline Vaval, des incidents ont éclaté après la cérémonie. La préfecture de la ville a été « démolie »

(mise à sac). Après la classe politique, qui a appelé la population à se soulever, les industriels et les commerçants ont à leur tour exigé le départ du général Avril, qui s'était emparé du pouvoir en septembre 1988. Bien qu'aucun mot d'ordre de grève générale n'ait été lancé, les habitants de Port-au-Prince s'attendaient à ce que commerces, écoles et bureaux restent fermés vendredi. Le général Avril, qui avait agité la menace du chaos au cas où il partirait, a réuni jeudi soir son cabinet et, selon des informations non confirmées, décidé de constituer une cellule de crise. Confortée par la mobilisation populaire, les onze partis politiques, parmi les principaux du pays, qui ont proposé en début de semaine la constitution d'un gouvernement civil de transition, espèrent que le général Avril acceptera de se démettre comme il a dit, mercredi. L'« assemblée de concertation » qui regroupe ces partis et des personnalités représentant la « société civile », lui a adressé jeudi une lettre faisant appel à son sens patriotique pour qu'il abandonne le pouvoir.

JEAN-MICHEL CAROIT

CHILI : avant son entrée en fonctions le 11 mars

## Le président élu, Patricio Aylwin, affirme que la transition démocratique est irréversible

Le premier président élu après seize ans de dictature militaire affiche une étonnante sérénité. M. Patricio Aylwin, démocrate chrétien et représentant de la coalition qui a remporté les élections de décembre, entrera en fonctions, dimanche 11 mars, pour succéder au général Pinochet.

SANTIAGO-DU-CHILI

de notre correspondant

Recevant des journalistes étrangers, quelques jours avant d'accomplir son serment, le futur chef de l'Etat souligne que la transition démocratique était irréversible : « La gauche a énormément évolué, dit-il, le patronat a compris que la stabilité sociale dépend désormais de quelques sacrifices auxquels il est d'ailleurs disposé à consentir. Quant à la droite, elle s'engage à s'opposer de façon constructive et non pas systématique aux prochaines autorités. Notre démocratie sera donc consensuelle. »

Pour M. Aylwin, même le général Pinochet, qui a manifesté son intention de rester à la tête de l'armée (comme la Constitution l'y autorise) ne saurait faire obstacle durablement au processus de démocratisation. « Il faudrait mieux pour tout le monde, même pour lui, qu'il abandonne ses fonctions, car les forces armées doivent, par nature, être apolitiques pour garantir l'unité nationale. Or Pinochet est un homme politique qui divise les Chiliens... »

L'éternel sourire de M. Aylwin s'estompé soudain, le temps de cette affirmation martelée avec vigueur : « Le commandant en chef est subordonné au président de la République et au ministre de la Défense. S'il prétendait sortir de ses attributions, il violerait la Constitution et devrait répondre de ses actes devant le Congrès et le Conseil national de sécurité. » Puis le sourire revient : « Mais il aura bien du mal à refaire de la politique. Je suis confiant. »

Le prochain gouvernement n'aura pas, pour autant, la tâche facile. Les violations des droits de l'homme commises sous le régime militaire seront-elles enfin sanctionnées ? « Il n'y aura pas de tribunaux spéciaux pour juger ces crimes. Il s'agira d'ailleurs de juger des personnes, pas les forces armées », s'empresse de préciser M. Aylwin, avant d'ajouter, sibyllin, que les autorités prendront des mesures « qui seront annoncées en temps opportun » afin de faciliter les enquêtes judiciaires « au plus haut niveau », même si l'heure du pardon doit sonner sans tarder.

Cinq millions de laissés-pour-compte

De l'avis du président élu, la principale difficulté sera d'ordre social. Comment concilier les grands équilibres économiques atteints par le gouvernement sortant, et l'amélioration du niveau de vie des 5 millions de laissés-pour-compte (sur une population de 12 millions d'habitants) du modèle

néo-libéral ? « J'admets que nous aurons des problèmes », soupire-t-il. Un déchaînement inflationniste, semblable à celui qui ravage les pays voisins, serait sans aucun doute fatal à la démocratie chilienne.

L'Europe, à l'en croire, a un rôle important à jouer en Amérique latine. « Je ne fais pas partie de ceux qui pensent que l'Europe communautaire tournera le dos à l'Amérique latine, aussi prometteuse que soit l'évolution politique des pays est-européens. J'espère d'ailleurs que le climat de détente qui prévaut sur la scène internationale permettra de consacrer plus de ressources aux nations en voie de développement. » L'Amérique latine, par l'entremise de ses chefs d'Etat, sera en tout cas présente dimanche à Santiago pour célébrer ses retrouvailles avec le Chili, dont l'isolement s'est accentué ces dernières années, au rythme des élections démocratiques dans les pays voisins. « La joie arrive », proclamaient les opposants chiliens en 1988, sans savoir encore qu'elle serait incarnée par un homme au perpétuel sourire.

GILLES BAUDIN

ARGENTINE : nouveaux pillages. — De nouveaux incidents ont éclaté, jeudi 8 mars, entre policiers et habitants d'un bidonville de Rosario, la deuxième ville du pays, lorsqu'une foule nombreuse a tenté de barrer une route pour piller les camions qui passaient. Six personnes au moins ont été blessées et une vingtaine arrêtées. — (Reuters.)

## AFRIQUE

CÔTE-D'IVOIRE

## L'envoyée spéciale de « la Croix » a été interpellée à Abidjan

L'envoyée spéciale en Côte-d'Ivoire du quotidien catholique français la Croix, M<sup>lle</sup> Juliette Ficatier, a été interpellée, jeudi 8 mars, par la police à son hôtel à Abidjan et retenue pendant près de deux heures dans les locaux de la sûreté nationale.

M<sup>lle</sup> Ficatier a été questionnée sur un entretien que lui avait accordé M. Laurent Gbagbo, secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI, mouvement non reconnu), le principal mouvement d'opposition au régime du président Félix Houphouët-Boigny.

Plusieurs journalistes étrangers ont eu mille à partir avec les autorités ivoiriennes ces dernières semaines. Le correspondant du quotidien britannique Financial Times, M. Marc Huband, le photographe du bureau régional de l'AFP à Abidjan, M. Pascal Guyot, et un collaborateur ivoirien de l'agence, M. Christophe Koffi, ont été interpellés le 23 février alors qu'ils couvraient une manifestation d'étudiants. Le journaliste de l'AFP a été immédiatement relâché, mais tout son matériel a été endommagé et saisi.

L'hebdomadaire du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI, parti unique), *Fraternité Hebdo*, a d'ailleurs critiqué sévèrement, dans son édition du 8 mars, la presse internationale qu'il estime « en pleine crise de névroses ». — (AFP.)

## Des mesures pour réduire le coût de la vie

Comme il l'avait annoncé à la fin de la semaine dernière, le gouvernement ivoirien a pris, jeudi 8 mars, un certain nombre de mesures visant à réduire le coût de la vie. Les prix de nombreux produits de première nécessité ont ainsi été réduits de 5 % à 10 %, de l'électricité au logement social en passant par le riz ou la viande congelée. Les droits de douane ont également été diminués pour les véhicules, l'électroménager, les matériaux de construction.

Réunions houleuses

Ces décisions, qui visent à « accompagner » les mesures d'austérité et, notamment, les baisses de salaires devant être annoncées incessamment et qui ont été les détonateurs de l'agitation dans le pays, suffiront-elles à calmer une opinion publique fort inquiète ? Les réunions organisées par le syndicat unique pour tenter d'expliquer ces mesures sont très houleuses. Les travailleurs ne semblent pas prêts à accepter le plan d'austérité, ce qui pourrait provoquer de nouveaux troubles. — (Corresp.)

AFRIQUE DU SUD

## Les autorités sont décidées à ramener l'ordre dans les bantoustans

Les autorités sud-africaines réprimeront sans pitié ceux qui veulent détruire les chances de paix en Afrique du Sud, avertit, jeudi 8 mars, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok en faisant allusion aux troubles dans les bantoustans. « L'anarchie est inacceptable pour la majorité des Sud-Africains. Ils nous demandent de protéger leurs vies et leurs biens », a-t-il déclaré, lors d'une réunion d'anciens policiers. Selon l'agence Reuters, des soldats sont déployés à la frontière du Bophuthatwana près à soutenir le président Lucas Mangope qui a vigoureusement rejeté des appels de sa population en faveur de la réintégration du bantoustan au sein de l'Afrique du Sud. L'armée serait également prête à intervenir au Gazankulu et au Venda.

Dans le homelands du Gazankulu, 28 personnes sont mortes depuis la libération de M. Nelson Mandela le 11 février, lors de manifestations dirigées contre le gouvernement local.

Au cours d'une conférence de presse, M. Gerrit Viljoen, ministre du développement constitutionnel, a estimé qu'il était « très clair » que la vague de violence qui secoue les bantoustans est organisée par « des éléments violents qui veulent déstabiliser le pays ».

D'autre part, les 343 prisonniers politiques qui avaient entamé une grève de la faim le 26 février au pénitencier de Robben Island, près du Cap, ont décidé de suspendre leur action.

Selon un porte-parole des avocats, les détenus sont satisfaits de la réponse du gouvernement, qui étudie le moyen de leur faire bénéficier de l'amnistie politique décrétée par le président Fréderick de Klerk, le 2 février, initialement en effet, celle-ci ne concernait que les prisonniers n'ayant pas été condamnés pour violence. — (AFP, Reuters.)

ALGÉRIE

## Des milliers de femmes ont manifesté à Alger

La Journée de la femme, fêtée officiellement jeudi 8 mars, pour la seconde année consécutive en Algérie, a été marquée par de nombreuses manifestations, organisées par la vingtaine d'associations féministes créées depuis l'introduction du multipartisme en février 1989. La plus spectaculaire a rassemblé plusieurs milliers de femmes, qui ont marché dans le centre d'Alger jusqu'au siège de l'Assemblée nationale pour réclamer l'abrogation du code de la famille.

Ce texte voté en 1984, inspiré de la charia (loi islamique), qui impose aux femmes un « statut de génitrice » est considéré comme un « code de la ségrégation et de la soumission ».

Les Algériennes ont réclamé « les mêmes droits que les hommes », s'élevant notamment contre « les nostalgiques de l'inégalité politique et religieuse, qui considèrent que les femmes sont les causes de tous les maux en Algérie ». Plusieurs groupes criaient aussi : « Les l'Algérie », « Avant l'Assemblée nationale, les manifestations ont été prises à partie par un groupe de jeunes islamistes scandant : « Madani ! Madani ! » (nom du chef du Front islamique du salut). La présence d'un cordon de policiers a évité tout incident. — (AFP.)

Selon l'Organisation arabe des droits de l'homme

## Le Soudan, lanterne rouge des libertés au sein du monde arabe

L'Organisation arabe des droits de l'homme (OADH) s'est déclarée « alarmée » par la situation au Soudan, qui figure en tête du palmarès des violations des libertés individuelles et publiques dans le monde arabe.

Dans son rapport annuel, cette organisation souligne « la détérioration des libertés au Soudan », pays qui, « il y a trois ans, avait autorisé l'OADH à tenir ses premières asises à Khartoum ».

Depuis le coup d'Etat du 30 juin dernier qui a amené au pouvoir une junte dirigée par le général Omar el Bechir, le rapport cite notamment la dissolution du Parlement, l'interdiction des formations politiques et des organisations professionnelles et syndicales, l'élargissement des prérogatives du pouvoir militaire et la mise en place de « prisons spéciales pour juger et torturer les opposants ».

Selon un récent rapport de l'Union des avocats arabes, dont le siège se trouve au Caire, au moins quarante-cinq Soudanais ont effectué des séjours plus ou moins prolongés dans ces prisons qualifiées de « Beyt el Cheytan » (« Maison de Satan »).

Dès son arrivée, le détenu reçoit « un premier acompte » de quarante à soixante coups de fouet. Il est ensuite aspergé d'eau glacée et conduit dans des latrines non aérées (1,80 m x 1 m), remplies d'eau à hauteur de 60 centimètres. Il y est maintenu pendant quatre jours, avec trois autres détenus, sans pouvoir satisfaire ses besoins naturels, avant que ne commence son interrogatoire au cours duquel il est soumis à diverses autres formes de sévices. — (AEP.)

## DIPLOMATIE

La réunion du Haut Conseil de la francophonie

## M. Decaux promet de mettre un terme, en 1991, à la réduction des crédits

La sixième session du Haut Conseil de la francophonie s'est tenue à Paris, du 6 au 8 mars, sur le thème : « Communauté francophone et coopération internationale » (le Monde, du 7 mars). Plusieurs sujets nouveaux ou jamais abordés franchement au cours des cinq précédentes réunions sont revenus avec insistance dans les rencontres informelles ou au sein des trois commissions auxquelles ont participé, outre la trentaine de membres du Haut Conseil, plusieurs dizaines de spécialistes du multilatéralisme et des échanges culturels.

Parmi ces thèmes, la diminution des crédits culturels consentis par Paris et qui restent le nerf principal du mouvement francophone. Représentant ces dernières années — tous ministères confondus — environ 5 milliards de francs, et en baisse constante en dépit d'astuces

administratives, ces sommes connaissent en 1989-1990 une nouvelle chute inattendue d'approximativement un demi-milliard de francs en raison d'une administration passée critique », selon les termes utilisés, le jeudi 8 mars, par M. Decaux.

Le ministre de la francophonie a précisé : « Le trou budgétaire est assez considérable. C'est grave car beaucoup de bourses ont dû être supprimées et les bourses sont la plus belle investiture en matière de francophonie. En 1991, les crédits en question devraient connaître un retour à la normale. »

A l'heure où diminuent les subventions accordées aux étudiants étrangers et où on supprime la dotation (lourde, il est vrai : 2 millions de francs en 1989) attribuée depuis 1945 au Bulletin critique du livre, servi à 4 400 bibliothèques françaises ou étrangères, certains participants français se sont interrogés sur la « frivolité » de certaines dépenses, comme une subvention

(sous forme d'abonnements en nombre) à la revue parisienne *Globe* ou l'envoi, pour une seule journée, à Bucarest, d'une escouade d'intellectuels français en cour : de tels « coups » consomment le montant de plusieurs dizaines de bourses.

La question de la participation de la Roumanie aux activités francophones a, en revanche, été généralement examinée avec faveur par le Haut Conseil. L'ambassadeur de Bucarest, M. Alexandre Paléologue, avait d'ailleurs été invité à une rencontre entre francophones organisée par M. Mitterrand. Le recteur de la Mosquée de Paris, le cheikh algérien Tedjini Haddam, y participait également, lorsque le président a traité à mots couverts de l'Algérie, parlant « des pays où la défense du français implique des risques politiques » (pour les francophones desdits pays).

Quant au poète Cu Huy Can, président du Conseil vietnamien des arts et lettres, il a mis en cause

« la non-utilisation par les francophones occidentaux de toutes leurs possibilités linguistiques dans les organisations internationales ». L'universitaire québécois Michel Plourde a, quant à lui, suggéré que « les Etats francophones riches consacrent à l'avenir un multilatéral francophone, 5 % de leur aide au développement ».

Ces propositions ont été accueillies avec d'autres par M. Stelio Farandji, secrétaire général du Haut Conseil, en vue de les soumettre au sommet francophone prévu en août 1991 au Zaïre.

Enfin, M. Decaux a annoncé que M. Claude Jolif, chef du service des affaires francophones au quai d'Orsay, tout en conservant ce poste, représenterait désormais M. Mitterrand au sein du comité international du suivi des sommets francophones. Il remplacera M. Aubin de la Mesnizière, qui continuera à diriger le cabinet du ministre de la francophonie.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

## A TRAVERS LE MONDE

LIBAN

## Cinq intégristes pro-iraniens tués par l'armée israélienne

Le Hezbollah pro-iranien et des unités israéliennes soutenues par l'Armée du Liban sud (ALS-milice auxiliaire de l'armée israélienne) se sont affrontés, jeudi 8 mars, pendant plus de douze heures dans des combats qui ont fait au moins cinq tués parmi les intégristes libanais. Ces combats, commencés dans la nuit, sur le point de passage de Zembray entre le secteur oriental de la « zone de sécurité » créée et occupée par Israël au Liban et le reste du pays, ont pris fin jeudi en début d'après-midi.

Par ailleurs, à Jérusalem-Est (partie arabe de la ville), cinq Palestiniens, dont une jeune femme, ont été blessés par les tirs de policiers lors de violents incidents qui ont suivi la dispersion d'une manifestation à l'occasion de la Journée internationale de la femme. — (AFP.)

PAYS-BAS

## Fusillade devant la résidence du consul d'Espagne

Deux personnes ont été tuées jeudi soir 8 mars devant la résidence du consul général d'Espagne, mais le diplomate n'a pas été blessé et, selon la police, l'attentat ne semblait pas dirigé contre lui. On ignore pour l'instant si cet acte s'inscrit dans le prolongement des attentats à la bombe et à la grenade dirigés contre les intérêts espagnols aux Pays-Bas et revendiqués par le groupe séparatiste basque ETA.

Les victimes appartenaient à un groupe de quatre ou six personnes qui passaient devant la résidence du consul. Un des membres du groupe a sorti une arme et a tiré sur un autre. Une fusillade s'est ensuivie et une deuxième personne a été tuée. — (AP.)

صلى الله عليه وسلم



## ASIE

CAMBODGE : cinq mois après le retrait vietnamien

# Le régime de Phnom-Penh résiste bien aux attaques des Khmers Rouges

A Svay-Chek, dans l'extrême ouest du pays, l'armée de M. Hun Sen a remporté, le 23 février, son premier succès réel. Et même si cette « victoire » revêt une portée avant tout psychologique, elle prouve que la coalition qui se bat contre le régime de Phnom-Penh est loin d'avoir renversé la vapeur cinq mois après le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge.

### PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Au Musée de l'armée de Phnom-Penh, on prépare l'exposition des prises de guerre les plus récentes, comme des LRAC-89 de fabrication française (une arme antitank), des lance-roquettes de modèle américain ou encore des roquettes portatives chinoises.

A Phnom-Penh, donc, on respire un peu. Certes, restauré au début de l'année, le couvre-feu nocturne y est davantage respecté que par le passé. Il y a eu également une demi-douzaine de petites explosions en ville - peu de dégâts et pas de victimes - qui incitent le régime à la vigilance. La semaine dernière, le bruit a couru que l'aéroport de Battambang, la grande ville de l'ouest cambodgien, avait reçu roquettes et obus de mortier.

Mais la capitale, qui ne s'est repeuplée qu'au fil d'une dizaine d'années, a la confiance toujours fragile, et les vagues d'insécurité n'y sont pas toujours rationnelles. Des mouvements de panique sporadiques ne représentent pas forcément l'évolution des combats sur un « front » - le nord et l'ouest - qui semble parfois bien éloigné.

Certes, on sait que l'insécurité

régnait sur certaines routes, même dans les provinces limitrophes de la capitale. Il y a des incidents ici et là, qui peuvent être grossis par la rumeur, comme passés sous silence. Si les touristes continuent de visiter certains temples d'Angkor dans la journée, en s'y rendant par avion, il leur arrive aussi d'entendre des coups de feu.

Mais l'irrégularité des liaisons aériennes internes paraît davantage tenir au manque d'avions qu'aux risques encourus par les vols civils. Des petits commandos de Khmers rouges traînent un peu partout, et le périmètre extérieur de défense de la capitale a été renforcé. Tout cela, néanmoins, ne veut pas dire que l'ensemble du pays ait plongé dans la guerre. Dans les hôpitaux de province, les blessés par mines demeurent, de loin, les plus nombreux.

### Deux mille Vietnamiens

Rien n'indique, en tout cas, que le régime de M. Hun Sen est en train de s'effondrer. « Pour l'essentiel, il a tenu le coup, et le plus dur est peut-être déjà passé », résume-t-on pour leur part, deux observateurs étrangers. Au lendemain même du retrait vietnamien, il y a eu un moment de sérieuse inquiétude, surtout quand Pailin, le centre d'extraction de pierres précieuses proche de la frontière thaïlandaise, a été occupé par des Khmers rouges infiltrés entre les positions adverses.

Selon une source bien informée, Phnom-Penh a aussitôt demandé du renfort à Hanoï, surtout pour protéger Battambang et ses environs. Les Vietnamiens s'y sont résolu, mais leur intervention a été limitée. Deux régiments et l'état-major d'un troisième - soit environ deux mille personnes en

tout - ont été envoyés sur place en novembre.

Pour le reste, la présence militaire vietnamienne au Cambodge se limite à des conseillers, au nombre de sept cents environ selon certaines sources. Par ailleurs, si l'escadron khmère de Mig-21 basé à Pochentong - l'aéroport de Phnom-Penh - n'est pas intervenue dans les combats, c'est non faute de pilotes cambodgiens - qui ont été formés par les Soviétiques - mais parce que les zones de combats sont éloignées de la frontière thaïlandaise et que Phnom-Penh veut éviter tout incident diplomatique avec Bangkok.

La coalition adverse a marqué des points. Elle occupe des secteurs dans le nord - vide de population et dans l'extrême ouest. Les Khmers rouges ont formé deux divisions supplémentaires - ils en ont vingt-six en tout aujourd'hui - mais il s'agit d'unités de quelques centaines de soldats. Ils disposent, en territoire cambodgien, de huit à dix mille partisans « crus mais disciplinés » - la formule est d'un expert vietnamien - et peut-être d'un nombre équivalent d'hommes en réserve dans leurs camps sur la frontière thaïlandaise. En comptant l'armée du prince Sihanouk (ANS) et celle de M. Son Sen (FNLPK), aux armements plus limités, la coalition regrouperait, selon une bonne source, environ trente-cinq mille hommes « capables » et bien armés, face aux quelque cent cinquante mille hommes (miliciens, forces régionales et régulières) alignés par Phnom-Penh.

Si ces chiffres peuvent être sujets à caution et, de toute façon, ne sont qu'une indication du rapport de forces, l'attaque des Khmers rouges dans la région de Battambang, en janvier, ne semble pas avoir été aussi sérieuse qu'on a pu

le croire sur le moment. En fait, la ville elle-même n'a pas été attaquée. Il n'y a pas eu d'offensive mais quelques opérations de commando sur des avant-postes à quelques kilomètres de la ville.

Depuis, certaines unités de Phnom-Penh ont fait preuve de plus de nerf. Des groupes de Khmers rouges ont été encerclés dans la province de Kompong Thom. Enfin, la reprise de Svay-Chek, occupée par le FNLPK et où des unités de Khmers rouges avaient été regroupées, a permis de soulager un peu non seulement la région de Battambang mais aussi celle de Sisophon, la ville de l'ouest cambodgien qui semblait la plus menacée.

### Eviter un marchandage à quatre

La partie n'est donc pas jouée, d'autant que les Khmers rouges ont tout intérêt à s'en tenir à la guerre pour deux raisons. La première, c'est qu'un tel combat, moins coûteux, les rend moins tributaires de l'aide chinoise, au cas où cette dernière se tarirait un jour.

La deuxième, c'est que, dans la perspective d'un cessez-le-feu sur place, le plus avantageux pour eux serait de créer une véritable « peau de léopard ». Mais ils sont loin d'avoir atteint cet objectif. Les forces de Phnom-Penh ne peuvent pas leur interdire l'accès d'immenses zones forestières du nord et de l'ouest cambodgiens. En revanche, ces zones ne comptent souvent qu'un ou deux habitants au kilomètre carré.

Pour les Vietnamiens, la situation de Phnom-Penh « n'est pas alarmante » - ainsi que l'a estimé le général Le Duc Anh, chef d'état-major général - et « quand Hun Sen ne recule pas, il avance ».

comme le dit l'un de leurs spécialistes. Ce qui ne veut pas dire que la situation militaire soit définitivement stabilisée : des surprises sont toujours possibles et le « front » peut évoluer sensiblement dans les semaines qui viennent.

Phnom-Penh juge, en effet, que les forces des Khmers rouges sont « pratiquement intactes » et qu'ils ont été assez « malins » pour laisser leurs partenaires - surtout le FNLPK - faire une bonne part du travail et donc encaisser les plus gros coups. « Les Khmers rouges ont offert leur appui d'artillerie, et ils ont de bons artilleurs. Mais ils évitent encore de monter en première ligne », explique un observateur cambodgien, en ajoutant : « Les caches d'armes découvertes récemment à l'ouest de Battambang au cours d'une opération de nettoyage laissent penser qu'ils ont d'importantes réserves à l'intérieur du pays ».

Il reste que Phnom-Penh s'affirme capable, désormais, de « contrôler la situation » et accepte d'autant plus l'éventualité d'un cessez-le-feu sur place sous l'égide de l'ONU. En reconnaissant la réalité de « deux gouvernements » - le sien et celui qui se réclame du prince Sihanouk - M. Hun Sen vise, en outre, à éviter un marchandage à quatre, donc également avec les Khmers rouges, qui peuvent avoir une place dans un règlement mais en tant que membres de la coalition adverse.

En tout cas, pour cette dernière, reprendre pied au Cambodge se révèle une tâche plus ardue qu'annoncée. Comme la négociation pénible, attaque et contre-attaques vont sans doute prendre le pas, dans les semaines qui viennent, sur le dialogue, et elles le feront peut-être jusqu'à ce que la guerre perde un peu de son souffle.

JEAN-CLAUDE POMONTI

### CHINE

## « On en a marre des journalistes étrangers »

Retournée mardi 6 mars de Chine, Dann Loustallot en a gardé des souvenirs cuisants : détenu quatre jours dans un hôtel avec son interprète Fabienne Goldberg et brutalisée, elle pourra témoigner elle-même des méthodes policières chinoises lors de la prochaine émission de « Résistances » sur Antenne 2, le 17 mars.

Arrivée en touristes, car il est devenu presque impossible de faire officiellement des reportages en Chine, la journaliste et son interprète ont été arrêtées le 22 février à Oumoutai, au Xinjiang. « Je ne cherchais pas des dissidents, je voulais interviewer les Ouygours (ethnie musulmane du Xinjiang) sur leur vie quotidienne », raconte Dann Loustallot. J'ai visité des écoles, avec l'autorisation des professeurs. J'ai découvert ensuite que tout le monde avait dû faire un rapport à la police après notre passage ».

Ainsi les deux jeunes femmes furent-elles traitées de nuit de leur chambre et poussées à coups de poing vers une salle d'interrogatoire. « J'avais le dos tout bleu, le docteur a même cru que j'avais une côte fêlée » - ou des hommes en uniforme les ont sommées pendant toute une nuit de confesser leur crime, sous peine d'encaisser un châtiment très sévère : « On en a marre des journalistes étrangers », ajoutait-on, une fois découverte la carte de journaliste de Dann Loustallot dans ses bagages.

Après quatre jours, elles furent traduites devant un tribunal « sommaire » siégeant dans cet hôtel pour étrangers, devant les caméras de la police et de la télévision, jugées, condamnées et mises dans le premier avion pour Pékin dans un grand déploiement de forces de l'ordre.

La télévision locale a diffusé le soir même, avec le commentaire d'usage, des scènes de leur « procès », séquence pédagogique à l'intention de ceux qui seraient tentés de parler à des Occidentaux. Car, leur a-t-on seriné, les touristes étrangers n'ont pas le droit de questionner des Chinois.

Dann Loustallot, qui avait déjà filmé en province en août dernier, peu après la répression de la place Tiananmen, trouve la situation bien pire, « effrayante » : « Beaucoup de gens veulent s'en aller, ils ont très peur. Au Xinjiang, on obligeait les Ouygours à aller à des réunions politiques le vendredi (jour de la prière pour les musulmans). En ce moment, ils doivent y aller chaque jour ».

La situation est préoccupante au Xinjiang, limitrophe des Républiques musulmanes soviétiques d'Asie centrale, en pleine ébullition. « Il y a des flics partout dans la rue à Oumoutai ». Mais Dann Loustallot ne veut pas jouer les martyrs. Elle craint surtout pour ses interlocuteurs, la police ayant saisi ses cassettes vidéo. Après tout, « ils m'ont traité normalement, comme une Chinoise ».

P. DE B.

## La Thaïlande « est un pays-clé » dans la recherche d'un règlement

nous déclare le premier ministre, M. Hun Sen

### PHNOM-PENH

de notre correspondant

La Thaïlande « est un pays-clé » dans la recherche d'un règlement au Cambodge. « La Chine influence les Khmers rouges, mais la Thaïlande est le pays le plus important car l'aide militaire à nos adversaires passe par son territoire ».

Cette opinion, exprimée dans ces termes par M. Hun Sen le mercredi 7 mars, est partagée par de nombreux observateurs du conflit, surtout depuis que le prince Sihanouk s'est installé, dit-il, le 13 février, dans une « zone libérée » par ses partisans à proximité de la frontière thaïlandaise.

Depuis sa formation, en août 1988, le gouvernement thaïlandais s'est efforcé de tenter de rapprocher les quatre factions cambodgiennes, nuançant nettement le soutien

accordé auparavant à la coalition qui se bat, sous la houlette du prince Sihanouk, contre le régime de Phnom-Penh.

M. Hun Sen a lui-même été reçu à plusieurs reprises à Bangkok, sa dernière visite remontant seulement au 21 février, quand il a été l'invité, en compagnie du prince Sihanouk, du premier ministre thaïlandais M. Chatichai Choonhavan. « Il est de notoriété publique que les Thaïlandais ont fait pression sur le prince Sihanouk pour qu'il envoie une délégation à Bangkok », dit le premier ministre de Phnom-Penh à propos de la dernière conférence régionale sur le Cambodge qui s'est réunie dans la capitale indonésienne du 26 au 28 février.

Les Thaïlandais, qui ont exprimé le vœu de transformer l'ancienne Indochine en « une zone de guerre en une zone de marché », ont,

effectivement, de nouveaux moyens de pressions sur le prince Sihanouk, installé sur leur frontière, qui boude la France et peut difficilement retourner rapidement jouer les émissaires à Pékin après avoir proclamé qu'il rentrerait chez lui.

M. Hun Sen a noté, pour sa part, qu'à Djakarta, la délégation sihanoukiste, présidée par le prince Ranariddh, avait adopté « une attitude un peu différente » de celle de ses partenaires, les Khmers rouges et le front de M. Son Sen. « Les Khmers rouges, dit-il, n'ont même pas mentionné le plan australien », une référence au projet de donner à l'ONU un rôle important au Cambodge, y compris dans le domaine administratif, pendant une période transitoire.

Pour le reste, au cours d'une interview accordée au Monde, M. Hun Sen a jugé qu'une fois

accompli le retrait militaire vietnamien en septembre, « la guerre civile » était « inévitable ». « Nous l'avons prévu », dit-il avant d'ajouter que, après cinq mois de combats, « nous sommes sur l'offensive ».

« Nous avions prévu, dans l'hypothèse la plus pessimiste, de perdre jusqu'à 30 % du territoire. Nous n'avons perdu que de 7 % à 8 %. Nous avons fait mieux que nous le pensions. » « On ne peut pas nous renverser par la force », dit-il. Alors, pourquoi négocier ? « Parce que notre seul objectif est de prévenir le retour au pouvoir des Khmers rouges, de leur régime de génocide ».

A ce sujet, il se félicite, bien entendu, du refus de compromis avec les Khmers rouges exprimé par M. Mitterrand, à la mi-janvier, lors de la réception du premier ministre japonais à l'Elysée.

« C'est, depuis le retrait vietnamien, la question-clé. Il y a une nouvelle atmosphère entre la France et le peuple cambodgien, qui doit être encouragée. A Djakarta, la délégation française s'est engagée à faire figurer le terme « génocide » à propos des crimes commis par les Khmers rouges lorsqu'ils étaient au pouvoir de 1975 à 1978 ».

« C'est un engagement très important », insiste-t-il. Il se montre, en revanche, prudent sur la possibilité d'aboutir à un règlement des cette année. « L'Asie, après l'Europe, passe d'une phase de lutte ou de tension à une phase de coopération régionale. Plus personne, en Asie du Sud-Est, ne cherche à imposer sa suprématie », conclut-il.

J.-C. P.

### AFGHANISTAN : les suites du putsch de Kaboul

## Le général Tanai lance un appel à la résistance

Le président afghan, M. Najibullah, a tenu jeudi 8 mars à Kaboul une conférence de presse dans laquelle il a affirmé que son régime « n'avait pas été ébranlé mais renforcé » par la récente tentative de putsch. Kaboul a toutefois accusé le Pakistan d'avoir été derrière le soulèvement du général Tanai et a demandé à Islamabad de lui remettre ce dernier, affirmant qu'il serait réfugié au Pakistan.

Les informations divergent toujours sur le lieu où se trouve le général : au Pakistan, à la frontière afghane, ou dans la région de Kaboul, selon Gulbuddin Hekmatyar, dirigeant d'un des partis fondamentalistes de la résistance, qui affirme s'être rallié à lui. De source pakistanaise, on déclare qu'il existe désormais une « alliance pragmatique » entre la résistance et les mutins.

Le général Tanai a lancé un message à ses partisans, dans lequel il déclare : « Notre guerre continue (...) La fin de Najibullah est certaine. » Le putsch, qui a causé des dégâts considérables, semble avoir eu de nombreux partisans si l'on en juge par la purge qui a commencé à Kaboul.

Deux tribunaux d'exception ont été mis en place et plusieurs dirigeants

révoqués : cinq d'entre eux ont été chassés du bureau politique du Parti démocratique du peuple (PDPA) et sept du conseil suprême de défense, la plupart appartenant à la faction Khalq.

Parmi eux se trouvent le ministre de la construction, l'ancien ministre de l'intérieur, le général Gulabzoi, ambassadeur à Varsovie, ainsi que M. Niaz Mohammad Mohmand.

### « Plusieurs centaines de morts... »

### New-Delhi

de notre correspondant en Asie du Sud

« La situation est totalement calme et sous contrôle à Kaboul depuis mercredi après-midi. Les gens ont repris leurs activités. Les tirs ont cessé dans le centre de la capitale vers 14 heures, ainsi qu'à la périphérie de la ville et à Bagram, où la garnison a été reconquise par les forces gouvernementales ».

Le haut fonctionnaire afghan qui nous a donné ces indications, jeudi 8 mars, par téléphone, était formel. Reconnaissant que les combats qui

ont eu lieu à Kaboul et Bagram ont fait « beaucoup de morts et de blessés, probablement plusieurs centaines de morts », notre interlocuteur a expliqué que l'action des mutins commandés par le général Tanai s'était essentiellement déroulée sous la forme d'une attaque aérienne, dont la cible était le palais présidentiel.

Celle-ci avait débuté mardi vers 13 h 10 et se serait achevée dans la nuit. Le palais, situé dans le quartier de Shure-Nau, a été touché en plusieurs endroits, mais, indiquent-on de même source, « le président Najibullah a la situation bien en main. Il est intervenu plusieurs fois

à la télévision depuis quarante-huit heures ».

Les appareils de la base de Bagram ont effectué entre « 18 et 20 vols » au-dessus du quartier du palais et de nombreux bâtiments ont été endommagés par les tirs et les bombes, ainsi que plusieurs locaux diplomatiques, notamment les ambassades d'Italie, d'Iran et de l'Inde. L'aéroport, en revanche, n'a pas été atteint et les vols commerciaux de la compagnie nationale ont repris jeudi.

Les chars, contrairement à certaines indications, n'ont pas participé aux combats : le général Tanai s'est contenté de les déployer pour

protéger les abords du ministère de la défense. D'après ce haut-fonctionnaire, le général Tanai est passé à l'action en raison de l'ouverture à Kaboul du procès de 127 personnes impliquées dans la tentative de coup d'Etat de décembre dernier (nos éditions du 8 mars).

« Cette dernière tentative était indiscutablement une action commune de Tanai et de Gulbuddin Hekmatyar, et l'implication du Pakistan est évidente : nous avons des documents prouvant ce complot. Ce dernier est lié à celui de décembre, parmi les gens devant passer en jugement, il y avait de nombreux espions appartenant à l'organisation

clandestine de Hekmatyar à Kaboul. Ceux-ci s'apprêtaient à donner des preuves de l'implication du général Tanai et celui-ci, le sachant, est passé à l'action ».

D'après ce même témoignage, plusieurs généraux (autre ceux qui ont déjà demandé l'asile au Pakistan) ont participé à la tentative de putsch. On affirme, de même source, que le général Tanai est réfugié dans la région frontalière du Pakistan, voire en territoire pakistanaise, où il s'est enfui en emportant « beaucoup d'argent appartenant à l'armée ».

LAURENT ZECCHINI

■ MONGOLIE : grève de la faim d'opposants. - Dix responsables de l'opposition mongole ont entamé jeudi 8 mars une grève de la faim sur la grande place d'Oulan-Bator pour réclamer la convocation avant la fin du mois d'un congrès extraordinaire du Parti populaire révolutionnaire (PPRM, communiste) a rapporté l'agence est-allemande ADN. Un plénum du PPRM est prévu pour la semaine prochaine et le Parlement devrait se réunir le 21 mars pour discuter de la possibilité d'élections anticipées, indique-t-on de source officielle mongole. - (AFP.)



## POLITIQUE

La préparation du congrès du Parti socialiste

## La région parisienne met quasiment à égalité MM. Fabius et Mauroy

Les six fédérations de la région parisienne n'avaient pas toutes fini de voter, vendredi matin 9 mars, sur les motions présentées au congrès de Rennes, mais les résultats acquis et les estimations permettaient d'envisager, au total, une quasi-égalité entre M. Fabius et MM. Mauroy, Mermaz et Jospin en termes de mandats nationaux. Après avoir été reçu, jeudi, par M. Mitterrand et avant de l'être, vendredi matin, par M. Rocard, M. Fabius s'est borné à déclarer que le « succès » de sa motion « doit être pleinement pris en compte ».

Les mandats recueillis par les différentes motions soumises au vote des militants socialistes créent un problème politique, mais ne suffisent pas à le résoudre : le constat qui s'imposait le week-end

dernier, à l'annonce des résultats des fédérations de province, demeure inchangé après quatre jours de palabres de réflexions diverses et alors que les chiffres des fédérations d'Ile-de-France peuvent être, à peu de chose près, évalués (1). Selon que l'on se fie aux calculs des jospinistes ou à ceux des fabusiens, les deux motions de tête devraient se retrouver soit à égalité, soit avec un écart — en faveur de celle du président de l'Assemblée nationale — trop étroit pour être décisif.

Le problème des alliances demeure donc inchangé. Reçu pendant plus d'une heure, jeudi 8 mars, par M. François Mitterrand, M. Laurent Fabius, après avoir affirmé à la sortie de l'Elysée un sourire qui se voulait éloquent, a fait diffuser une déclaration indiquant que « les militants ont marqué leur volonté de rénovation, d'ancrage à gauche et de reconquête » en votant pour la motion Egalité et que ce « succès

doit être pleinement pris en compte ». « Ce que je souhaite, maintenant comme hier, c'est l'unité des mitterrandistes dans l'unité de tout le Parti socialiste », a ajouté le président de l'Assemblée nationale. M. Fabius s'en tient à une formulation prudente, ne précisant pas ce qu'il entend par « pleine prise en compte » de son résultat. En même temps, il oppose l'unité des mitterrandistes à la démarche de M. Lionel Jospin, qui partait du constat de l'éclatement du courant autrefois rassemblé autour du président de la République.

Si le chef de file demeure circulaire, il est permis à ceux qui le soutiennent de l'être moins. Ainsi M. André Billon, député de la Seine-et-Marne, ancien président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, estime que M. Pierre Mauroy « ne peut rester premier secrétaire du Parti socialiste » après le « désaveu » que représente le vote de près de 30 % des militants en faveur de M. Fabius, et

que « personne ne peut confisquer le succès de la motion Egalité ». A l'inverse, M. Marcel Debarge, membre du bureau national du PS, interrogé, vendredi matin sur Antenne 2, à propos du poste de premier secrétaire, a déclaré que les fabusiens « n'ont pas de revendication essentielle dans ce domaine ».

## L'hypothèse minoritaire

Réunis jeudi matin autour de M. Fabius, ses amis ont discuté de la démarche à suivre dans les jours qui viennent. Plusieurs d'entre eux se sont inquiétés de voir leur travail des derniers mois aboutir à un coup d'épée dans l'eau si la direction du PS devait sortir, pour l'essentiel, inchangée du congrès de Rennes, ou si le président de l'Assemblée nationale et les siens devaient se retrouver dans l'opposition au sein du PS.

Cette dernière hypothèse a ses partisans, mais ils sont loin d'être

majoritaires dans leur camp. M. Billard, qui a été proche de M. Joxe, verrait d'un bon œil l'accession du ministre de l'Intérieur au poste de premier secrétaire. M. Debarge, qui s'est toujours montré solidaire de la direction du parti dans sa fonction de responsable du secteur élections, se positionne pour le poste de numéro deux dans l'hypothèse d'une reconduction de M. Mauroy.

Du côté du premier secrétaire et de M. Jospin, on en reste à la thèse selon laquelle seul ce courant-là est en mesure de rassembler une majorité autour de lui. M. Mauroy, embarrassé par l'exploitation faite par ses alliés de son entrevue du 6 mars avec le chef de l'Etat, a déclaré que « le président de la République ne va pas voter pour quelqu'un » et que « les voix du Seigneur sont tout à fait impénétrables », tout en réaffirmant que « Laurent Fabius n'est pas en position pour devenir premier secrétaire », car « le premier secrétaire sera celui qui aura rassemblé une

majorité, et une majorité ce n'est pas 30 %, mais c'est 50 % ».

Le ministre de l'Éducation nationale a développé la même idée, vendredi matin, sur Europe 1, en précisant que si le premier ministre — c'est « évident » — ne peut être exclu de la « synthèse ».

M. Jean-Pierre Chevènement laisse de nouveau entendre, dans un entretien publié vendredi par le Figaro, qu'il pourrait se rapprocher, avec M. Jean Poperen, de MM. Mauroy et Jospin. M. Fabius, qui s'est entretenu avec M. Rocard, s'efforce de contourner cette manœuvre. Y parvenir ne dépend pas que de lui.

PATRICK JARREAU

(1) Les résultats définitifs de la fédération de Paris donnent 28,4 % des mandats à M. Mauroy, Mermaz et Jospin, 27,13 % à M. Chevènement, 18,1 % à M. Rocard, 17,2 % à M. Fabius, 4,5 % à M. Poperen, 3 % M. Dray et 1,68 % à M. Lescamand.

## PARIS : le jeu de go

Les partisans de Georges Sarre disputent le terrain à ceux de Lionel Jospin

De la belle ouvrage. La consultation des militants socialistes de la fédération de Paris ne laisse pratiquement rien au hasard. Dès le début de la semaine, M. Jean-Christophe Cambadélis, signataire de la motion Mauroy-Jospin, égrenait avec le flegme d'un cambiste, sans crainte de trop se tromper, les grandes tendances au sein des différents courants : « Fabius se tient un tout petit peu mieux que prévu, Chevènement signe à la baisse et Jospin est étale ».

Souvent écartés des créneaux porteurs, dans ce bastion de la droite, les militants socialistes, concentrés tout particulièrement dans les arrondissements de l'Est parisien (le 18<sup>e</sup>, le 19<sup>e</sup>, le 20<sup>e</sup>, le 13<sup>e</sup>, et aussi le 11<sup>e</sup> et le 12<sup>e</sup>), ont longtemps eu pour tout loisir le débat d'idées. « A Paris, le politique a toujours été dominant et le clientélisme minoritaire », estime M. Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire fédéral, signataire de la motion Mauroy-Jospin.

La fédération a été « managée » entre 1971 et 1983 par l'ex-CERES de M. Jean-Pierre Chevènement, représenté sur la place parisienne par M. Georges Sarre, solidement implanté dans son bastion du 11<sup>e</sup> arrondissement. Puis le congrès de Bourg-en-Bresse, en octobre 1983, a enfiévré le succès de la lente OPA lancée par M. Lionel Jospin et ses amis sur la capitale.

Selon un accord tacite, les deux courants se sont répartis deux secteurs d'activités : aux mitterrandiens la fédération, aux chevènementistes la présidence du groupe socialiste au Conseil de Paris. Un duo bien imparfait en vérité, ainsi que le laissait pressentir la victoire de M. Paul Quilès sur M. Sarre comme tête de liste pour la campagne municipale de 1983. Depuis, les militants « SR » (Socialisme et République) n'ont pas de mots assez durs pour critiquer

quer la gestion de la fédération.

Cette année, la division du courant majoritaire donne lieu à une redistribution des cartes entre les actionnaires principaux. A la Bourse des valeurs, les motions 1 (Mauroy-Jospin) et 7 (Socialisme et République) se tiennent dans un mouchoir, aux alentours de 29 % ou de 30 % des votes. Sur le second marché, les titres 3 (Rocard) et 5 (Fabius) sont aussi à égalité, à 18 % ou 20 %. Mais la « nouvelle donne » ne va pas sans déchirements locaux.

## « L'équilibre de la terreur »

Ainsi dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, conquis de haute lutte sur le CERES par MM. Quilès et Le Guen, aujourd'hui séparés. Dans la section Est de cet arrondissement, qui pèse 320 mandats, M. Le Guen recueille 55,55 % des voix. M. Quilès obtient quant à lui 18,75 %. Dans la section Ouest (274 mandats), les résultats sont inverses : 65,24 % pour le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, 12,29 % pour le premier fédéral. Dans l'une et l'autre section, les majorités de blocage sont donc en place.

« Bref, c'est l'équilibre de la terreur », résume lapidairement M. Le Guen. Dans les autres secteurs de la capitale, les positions sont tout aussi figées. « On bétonne, on bétonne... », regrettent les fabusiens. Comme le remarque M. Quilès, « quand il y a plus d'affrontement que de débat, les votes sont particulièrement tranchés ».

Comme la bataille, cette année, a été particulièrement rude, les règles garantissant la libre concurrence ont été sérieusement transgressées. Les fabusiens, conscients de leur taille de PMI, se parent de toutes les vertus pour dénoncer les « pratiques contestables » des grosses entreprises jospinistes et chevènementistes. Dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, les amis du président de l'Assemblée nationale s'étonnent du gonflement des effectifs de la section de M. Le Guen. « En moins de trois mois, cela a représenté un tiers du total des militants, dont une bonne partie qui n'habitait pas le 13<sup>e</sup> », ajoutent-ils.

La palme des soupçons revient pourtant sans conteste au 19<sup>e</sup> arrondissement (trois sections, plus de 600 mandats), qui est le terrain privilégié de la rivalité entre jospinistes et chevènementistes. Les deux hommes forts y sont M. Roger Madec, chef de cabinet de M. Sarre, et le sulfureux Jean-Christophe Cambadélis, ancien du PCI, élu député de l'ar-

rondissement en 1988 en lieu et place de M. Alain Billon, proche de M. Fabius.

M. Cambadélis, qui avait essuyé un échec face à M. Madec en novembre 1988 lors de la préparation des élections municipales de mars 1989, a réussi, selon lui, une « percée relative » dans l'ancienne section de M. Billon. La motion Jospin-Mauroy y obtient 37,72 % des voix contre 28,20 % à la motion Fabius et 27,10 % à la motion Chevènement. La deuxième section est majoritairement jospiniste, la troisième revient sans surprise à Socialisme et République.

Les résultats n'ont pas tant fait l'objet des commentaires que la manière employée. « On gonfle les effectifs et on tue le parti car les militants du cru votent avec leurs pieds et se venant plus », indique M. Billon. Soit il y a du « dumping » dans l'air, soit on a arrangé les comptes de résultats.

## « Des réflexes de groupuscule »

« Les militants de Jean-Christophe Cambadélis, on le connaît, il agit d'habitude de l'UNED de diverses universités de gauche qui votent comme un seul homme le jour des élections mais qui ne sont jamais là pour faire les marchés ou pour tenir les permanences », maugréent les amis de M. Madec. M. Quilès fait chorus : « J'ai bien Cambadélis mais il a gardé des réflexes de groupuscule. Il y a des trucs qu'on ne fait pas. Et en plus il vient nous ramener Eptinay et le mitterrandisme ! ».

En l'absence d'une commission des opérations en Bourse, on s'en va à la figure les listes de militants groupés sur une seule adresse ou les exemples de « camarades » domiciliés dans des « squats ». « J'ai été totalement blanchi par la commission des conflits qui a validé les adhésions de militants qui n'étaient pas membres de l'arrondissement », assure M. Cambadélis. « On ne dit plus de moi Cambadélis-le-trotskiste, on dit l'ancien trotskiste », ajoute-t-il avec satisfaction.

« La commission s'est simplement déclarée incompétente : en effet, l'adhésion est libre », nuance M. Billon. « Tout le parti, sauf les fabusiens, s'était mis d'accord pour que Jean-Christophe se présente dans le 19<sup>e</sup> et maintenant les chevènementistes s'aperçoivent qu'ils ont laissé entrer le loup dans la bergerie », ajoute-t-il. « C'est celui qui tient le terrain qui gagne, ce n'est pas la politique, c'est un véritable jeu de go », conclut M. Billon.

La campagne pour le congrès de Rennes marquera peut-être une étape dans le socialisme parisien. L'exercice du pouvoir n'est pas en jeu. Sauf accros majeurs, l'accord de Bourg-en-Bresse devrait être reconduit. Mais « la logique arrondissementaire », estiment les fabusiens, le clientélisme que chacun voit chez l'autre, en sortent d'ores et déjà renforcés. Et tous se retrouvent enfin pour déplorer « le retour aux pratiques » de la maison mère, la SFIO.

G. P.

## VAL-DE-MARNE : le siège de Créteil

Les anciens frères sont devenus ennemis jurés

Les dernières sections de la fédération socialiste du Val-de-Marne devaient se prononcer, vendredi 9 mars, sur les sept motions du congrès. La section de Créteil a choisi en début de semaine le texte de M. Laurent Fabius, qui est arrivé en tête avec 510 des 630 mandats locaux. Dans le département, la motion 1 est, toutefois, largement majoritaire.

Il y a encore quelques années, ils étaient les « meilleurs amis du monde ». Souvenirs de fêtes, combats politiques, manœuvres de congrès : Patrick Séve et Laurent Cathala ne se quittaient guère. Ils avaient ravi ensemble la fédération aux mauroyistes lors du congrès de Metz et ils administraient côte à côte la ville de Créteil depuis des années : M. Séve, secrétaire de la section locale, faisait-il beaucoup mieux que son successeur, M. Marc Méchain ? Et a-t-il beaucoup protesté au sujet des fraudes, lors des municipales de 1989 ?

« Laurent Cathala a participé à la mise en place de ce qui existe aujourd'hui à la fédération », soupire M. René Rouquet, le maire d'Alfortville. Il y a deux ans, tout allait bien. Et aujourd'hui, subitement, tout va mal. Comment croire à ce discours ?

La fronde contre le PC ne convainc pas grand-monde : à Créteil, les communistes restent si puissants que le maire a pu se passer d'une liste d'union lors des dernières municipales, en 1989. « Dans une telle situation, ça ne coûte pas grand-chose de tourner contre le PC », note un élu du Val-de-Marne. La fédération, elle, a une vision départementale. Il aurait été impossible de conquérir Villeneuve-Saint-Georges, en 1989, sans l'appui des communistes.

M. Cathala est fabusien. M. Séve jospino-mauroyiste. Et tous deux s'accablent de reproches depuis des mois. Les premiers décrets accordés sont intervenus en mars 1989, lorsque M. Séve a quitté la mairie de Créteil pour devenir adjoint au maire de L'Hay-les-Roses. Les grandes manœuvres du congrès de Rennes ont fait le reste. Aujourd'hui, la rupture est consommée. « Dans le département, les critiques des fabusiens sont très violentes, admet M. Séve. Le climat est désagréable. »

## « Tolérance »

Ces dernières années, M. Cathala a construit un véritable « îlot » autour de la ville de Créteil, qu'il gère depuis près de treize ans. Un atout de taille : Créteil, qui compte plus de quatre-vingt mille habitants, est la préfecture du département. La section lui est fidèle : lors du vote sur les motions du congrès de Rennes, près de 80 % des mandats se sont portés sur le texte de M. Fabius. M. Cathala a, toutefois, du mal à étendre son empire : au-delà d'Orly et de Choisy, les fabusiens se font plus rares. La fédération, tenue par les jospino-mauroyistes, résiste fort bien. Sur les huit maires socialistes du Val-de-Marne, sept se sont rangés aux côtés des signataires de la motion 1, qui devrait réunir, dans le département, environ 45 % des mandats.

Fabiusien convaincu, M. Cathala poursuit néanmoins le procès de la fédération. « Ici, nous nous laissons trop facilement mener par le PC », lance-t-il. Il suffirait parfois de faire preuve de fermeté pour parvenir à imposer nos idées. Et de dénoncer le « fatalisme » du groupe socialiste du conseil général, et le soutien accordé, lors des municipales de 1989, au candidat « orthodoxe » du PC d'Orly face au maire dissident, M. Gaston

Viens. Sans compter l'excessive « tolérance » pour les fraudes électorales des communistes, qui disposent de solides bastions dans le département. « Lors des législatives de 1988, Georges Marchais a été élu contre le socialiste Pierre Zémor, en grande partie grâce à des fraudes, poursuit-il. Le parti a préféré ne pas réagir. Ce n'est pas normal. »

## « Syndrome marseillais »

Ces accusations font pourtant sourire bien des socialistes du Val-de-Marne. Les critiques sont trop vives pour être honnêtes, disent-ils. Trop « démagogiques ». Trop récentes aussi. Lorsque M. Cathala était président du groupe socialiste du conseil général, faisait-il beaucoup mieux que son successeur, M. Marc Méchain ? Et a-t-il beaucoup protesté au sujet des fraudes, lors des municipales de 1989 ?

« Laurent Cathala a participé à la mise en place de ce qui existe aujourd'hui à la fédération », soupire M. René Rouquet, le maire d'Alfortville. Il y a deux ans, tout allait bien. Et aujourd'hui, subitement, tout va mal. Comment croire à ce discours ?

La fronde contre le PC ne convainc pas grand-monde : à Créteil, les communistes restent si puissants que le maire a pu se passer d'une liste d'union lors des dernières municipales, en 1989. « Dans une telle situation, ça ne coûte pas grand-chose de tourner contre le PC », note un élu du Val-de-Marne. La fédération, elle, a une vision départementale. Il aurait été impossible de conquérir Villeneuve-Saint-Georges, en 1989, sans l'appui des communistes.

M. Cathala est fabusien. M. Séve jospino-mauroyiste. Et tous deux s'accablent de reproches depuis des mois. Les premiers décrets accordés sont intervenus en mars 1989, lorsque M. Séve a quitté la mairie de Créteil pour devenir adjoint au maire de L'Hay-les-Roses. Les grandes manœuvres du congrès de Rennes ont fait le reste. Aujourd'hui, la rupture est consommée. « Dans le département, les critiques des fabusiens sont très violentes, admet M. Séve. Le climat est désagréable. »

Tous deux avaient adhéré aux Jeunesses socialistes de la SFIO pendant le Front populaire, avant de conquérir le département du Val-de-Marne après la guerre. Joseph Franceschi était conseiller municipal d'Alfortville depuis 1951. Pierre Tabanou, lui, avait été élu pour la première fois à L'Hay-les-Roses en... 1947. Ils ont tous deux disparu. Joseph Franceschi en 1988, Pierre Tabanou l'année suivante. « La situation est désormais ouverte », résume M. Cathala en souriant.

Depuis la mort de Joseph Franceschi, le « leadership » du département est à prendre et M. Cathala s'y est attelé sans plus tarder. Au lendemain du décès de Joseph Franceschi, il se « mêlait » déjà, dit-on à Alfortville, de la succession du maire disparu. De sa ville de Créteil, il soutenait un adjoint fabusien, M. Jean-Pierre Cot, contre M. Rouquet, aujourd'hui signataire de la motion 1. M. Rouquet, toutefois, parvenait sans mal à s'imposer à Alfortville. M. Cathala donnait alors un coup de pouce au fils de Joseph Franceschi, qui décidait de présenter une liste aux élections municipales de 1989.

« La mairie de Créteil a accordé son soutien à plusieurs candidats sans nous avertir », explique le premier secrétaire de la fédération, M. Séve. Surtout à ceux qui grognent. Ce sont des gestes inamicaux. Depuis, le ton a encore monté. Aujourd'hui, M. Séve accuse son ancien ami de Créteil de « mollesse » et M. Cathala réplique en le traitant de « petit Péret ». Tous deux disent l'autre « assoiffé de pouvoir ».

Quant aux rocardiens et aux amis de M. Jean-Pierre Chevènement, qui ne comptent dans leurs rangs aucun élu de poids, ils en sont, eux, réduits à compter les coups. Et les mandats. Le bulletin départemental de Socialisme et République, daté du 10 mars, de février soulève ainsi avec ironie les « bonds spectaculaires » de la fédération depuis le congrès de Toulouse : 2 195 adhérents en 1985, 2 510 en 1987, 3 500 aujourd'hui.

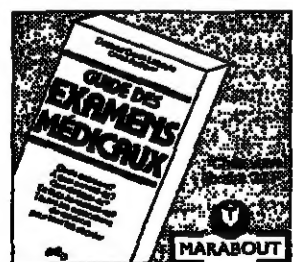
« Pourquoi n'avoir pas convoqué une conférence de presse pour saluer cette progression de notre parti ? », demandent-ils avant de dénoncer des « émulations » qui « frisent le ridicule » : la section de Créteil passe ainsi de 402 à 630 adhérents en deux ans tandis que sa rivalité de toujours, Alfortville, progresse de 385 à 575 membres. « A quand une section de plus de 1 000 membres », conclut le bulletin, qui dénonce un début de « syndrome marseillais » : certaines petites sections du Val-de-Marne enregistrent, en effet, des avancées de 300 % à 400 %.

Qu'auraient dit les « anciens » de cette bagarre entre frères ennemis ? Du mal, sans doute, affirment ceux qui s'en sentent les interprètes. M. Rouquet n'a pas oublié l'attitude de M. Cathala lors de la succession d'Alfortville. « Avec Franceschi, il ne se serait pas amusé à ce petit jeu-là », M. Séve lui-même ne peut s'empêcher de faire appel aux « anciens ». « Ils se combattaient, mais ils le faisaient fraternellement. Il y avait sans doute un respect de l'adversaire que certains ont oublié. »

La bataille est rude, mais les fabusiens parisiens à l'assaut de la fédération s'en accommodent fort bien. Ils sont encore minoritaires, mais leur influence, disent-ils, progresse. « Et de toute façon, il n'y a rien de bien méchant », conclut M. Cathala.

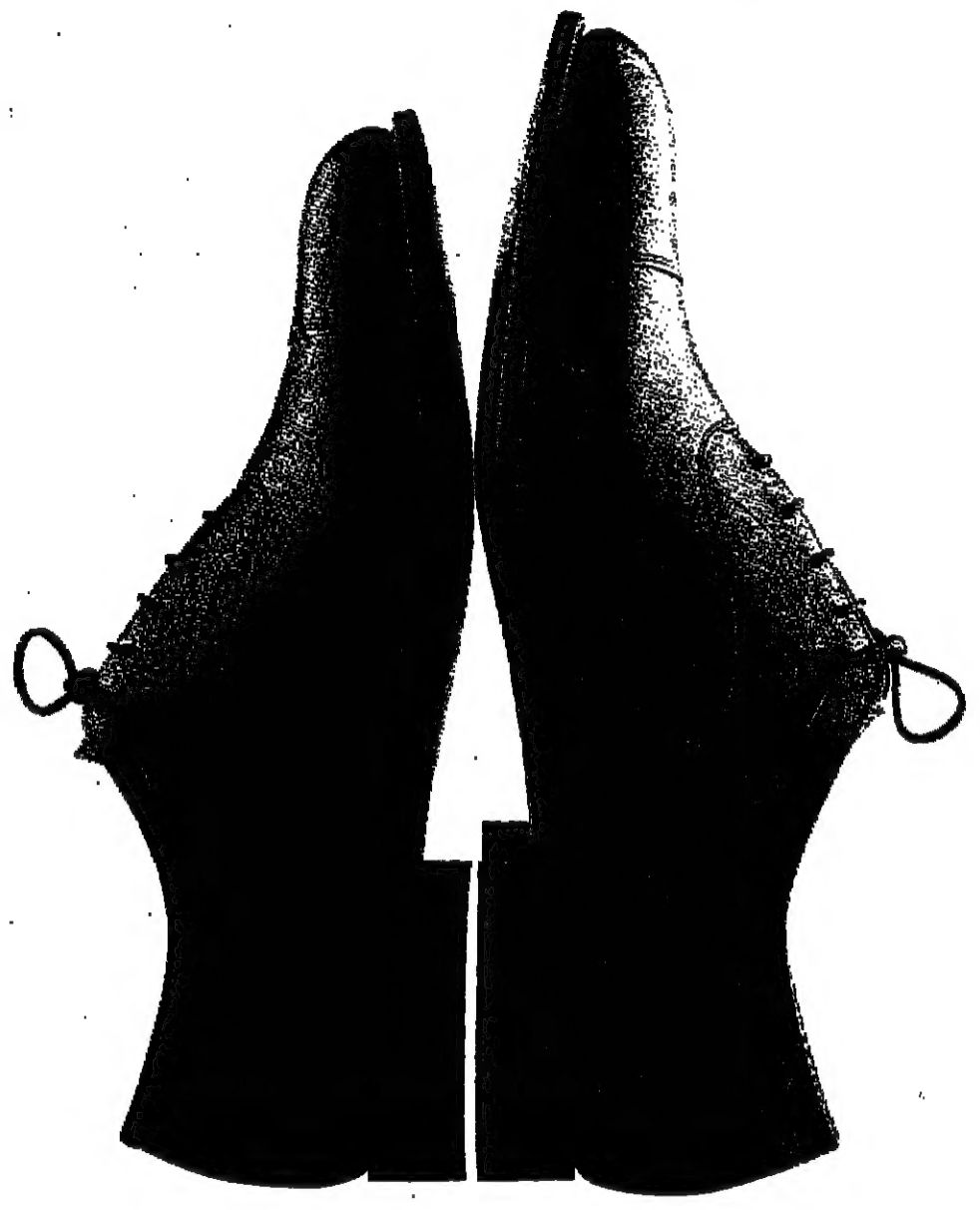
ANNE CHEMIN

□ M. LE PEN : « Mitterrand, démission ! » - Dans une interview publiée par National Hebdo daté 8-14 mars, M. Jean-Marie Le Pen estime que « l'établissement n'est rien d'autre qu'une mafia privée de justification morale ». Le président du Front national ajoute, à propos de M. François Mitterrand, « dans la mesure où lui-même s'affirme comme le premier des socialistes, sa première démarche devrait être de conduire à démissionner car il faut, bien sûr, ne pas se laisser prendre au leur des sondages ». Selon M. Le Pen le prochain congrès du Front national, qui aura lieu du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril à Nice, devrait « démontrer » que son parti veut combattre « le despotisme obscur qui a remplacé le despotisme éclairé ». « Nous sommes des démocrates car nous mobilisons l'instinct vital du peuple français », affirme le chef de file de l'extrême droite.





# ÉPARGNE A LONG TERME : QUAND ON SE MET EN MARCHÉ POUR 10 ANS, SI ON N'A PAS LA BONNE POINTURE, CELA PEUT FAIRE TRÈS MAL A L'ARRIVÉE.



En matière de PEP une fois que vous êtes partis, vous êtes partis pour 10 ans. Ce serait dommage de se tromper, de s'apercevoir dans 10 ans que la prime d'état promise n'est pas valable pour vous ; que votre contrat est bourré de "si", de "mais", de "à condition que", de "à partir de"... dont on ne vous avait pas parlé assez longuement.

L'épargne à long terme, aux AGF, il y a longtemps que c'est notre métier... et nous avons déjà fait pas mal de route et mis au point bien des plans d'épargne à long terme. Aussi, si vous venez nous voir pour un PEP, nous étudierons soigneusement vos besoins. Peut-être repartirez-vous avec un PEP. Peut-être avec autre chose.

En tout cas, en ayant fait le tour du problème. Donc avec ce qui vous convient.



assurances

L'AVENIR, MIEUX VAUT EN PARLER AVEC CEUX QUI PENSENT A LONG TERME.



## POLITIQUE

Le congrès du Mouvement de la jeunesse communiste

## « Nous ne laisserons pas toucher à Cuba socialiste ! »

En présence d'une forte délégation du PCF conduite par M. Pierre Blotin, membre du bureau politique chargé de l'éducation des communistes et de l'activité du parti parmi les jeunes, le congrès du Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF) s'est ouvert, jeudi 8 mars à Genève, devant un millier de délégués. M. Jacques Perreux, secrétaire général du MJCF, a donné lecture, pendant près de deux heures et demie, d'un rapport introductif qui place ce congrès sous le thème « Mieux unir les jeunes contre les injustices pour devenir les citoyens libres, égaux et solidaires du vingt et unième siècle ». Voici quelques uns des mots-clés, selon le Monde, figurant dans ce texte de quatre-vingt-douze pages.

**Bouleversements :** « Avec la préparation du congrès, nous avons naturellement beaucoup discuté des bouleversements en cours dans les pays socialistes. Alors ensemble, regardons, avec le même esprit critique qui nous guide en tous

domaines, le chemin parcouru par ces sociétés. »

**Boussole :** « Patronat et gouvernement ont la même boussole. Ils ont un programme et l'appliquent sans état d'âme. Le jacobinisme permanent pour les fortunes, le déclin accéléré pour le pays, un véritable recul de civilisation pour le peuple et la jeunesse. »

**Carrière :** « Parlant des événements qui s'enchaînent après le discrédit qui frappe le PC de l'Est, M. Perreux a dit que « les comportements de fuite en avant, l'exceptionnisme du combat politique, le fait que certains dirigeants - hier communistes par carrière - et qui brillent aujourd'hui ce qu'ils ont adoré - subordonnent le parti pour devenir sociaux-démocrates, tout cela alimente les pires illusions et désoriente les forces disponibles pour un renouveau du socialisme. »

**Formale :** « Contre les manigances du surarmement, continuons à faire passer la bonne formule (raccourci de la bombe égale école au carré, soit 40 milliards de francs) et alors oui, nous les ferons céder. »

**France :** Le pays est un « casino » qui a une « économie militarisée », qui est placée « sous la tutelle de l'Europe des milliardaires » et qui est « en pointe dans le pillage de la main-d'œuvre de RDA. »

**Marx :** « Après avoir organisé la fuite de la main-d'œuvre de RDA, les partis de RF financent par mil-

lions de deutschmarks les partis qui agissent pour un retour au capitalisme. Cela va jusqu'à l'envoi des fascistes du Parti républicain pour organiser les groupes néo-nazis en RDA. »

**Mieux :** « Qui, pour assurer la survie de la planète, comme pour surmonter les maux que le sous-développement et la domination du capital imposent à des milliards d'êtres humains, le socialisme, c'est mieux ! »

**Mitterrand (génération) :** « Les publicités de l'Élysée auront bien des difficultés à sortir de leur chapeau de quoi masquer que la génération Mitterrand a de plus en plus les traits de la génération sacrifiée. »

**Renault :** « D'ores et déjà, des travailleurs comme ceux de chez Renault sont prêts à nous accueillir et à lutter avec nous pour installer les jeunes à leur poste de travail. »

**Sélection :** Le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a « un plan : monter en puissance la sélection. La grande majorité des lycéens sera orientée vers des filières ghettoes, sans possibilité d'accès aux études supérieures. »

**Tiananmen :** Après avoir affirmé que le PCF a « condamné le stalinisme en 1956 », M. Perreux a exposé les divergences exposées, au fil du temps, par le parti en indiquant que les communistes français ont « exprimé leur révolte devant la répression dramatique

lors des événements de la place Tiananmen, en Chine ». Cette référence au « printemps de Pékin », la seule du texte, ne figure pas dans le projet de résolution (le Monde du 8 mars).

**Trompés :** Évoquant les récentes élections au Nicaragua, le secrétaire général a affirmé qu'« une partie des électeurs ont été trompés par le discours de l'opposition ».

**Valeurs (universelles) :** « Démocratie, liberté, égalité, paix : ces valeurs universelles (...) ce ne sont pas tant les mots qui en témoignent, ce sont les actes. » M. Perreux pensait-il à M. Charles Fiterman, qu'il a contré lors de la dernière réunion du comité central, en ajoutant : « Nous ne sommes pas du genre à discuter sur les valeurs en attendant qu'elles fassent avancer le monde toutes seules ! Nous sommes systématiquement du côté des victimes de l'oppression, du côté des combattants de la liberté. »

**Yankees (Cuba) :** « Les Yankees n'ont jamais admis qu'à 200 kilomètres de leurs côtes, le peuple cubain mette à bas l'exploitation, construise une société socialiste et devienne dans cette région un symbole d'émancipation (...). Nous ne laisserons pas toucher à Cuba socialiste ! »

Les délégués se sont alors levés pour scander « No pasaran » à l'adresse des Américains.

Lourd bilan des manifestations en faveur de Télé Free-Dom

## La Réunion : après les violences les polémiques

SAINT-DENIS (LA REUNION)  
de notre correspondant

La Réunion était encore sous le choc, vendredi 9 mars, après la flambée de violence qui a eu lieu mercredi soir dans les rues de Saint-Denis à la suite d'une manifestation de soutien à Télé Free-Dom et qui a rassemblé plus de 10 000 personnes (le Monde du 9 mars). Un premier bilan fait état de soixante-deux blessés - dont quarante-sept policiers et gendarmes - et d'une vingtaine de commerces saccagés et pillés. La direction de l'équipement, dont les locaux ont été incendiés, estime son préjudice à plus de 150 000 francs. Une trentaine de plaintes ont été déposées au parquet de Saint-Denis par des commerçants, des responsables des administrations touchées et des particuliers.

« Nous méritons mieux que cela ! », s'est exclamé l'évêque de la Réunion, Mgr Gilbert Aubry, dans un long communiqué. « C'est désastreux. Au lieu de défendre la démocratie, on est en train de l'enfoncer. » Pour lui, les agissements de Télé Free-Dom correspondent à une « double corruption : corruption de la démocratie et corruption de la vie politique au service de la démocratie. » Pour leur part, les responsables de la télévision privée

et ceux de la mairie de Saint-Denis essaient de se dédouaner en rejetant la responsabilité des troubles sur la préfecture. Elle n'aurait pas mis en place, selon eux, un dispositif de sécurité suffisant. « Si on m'en avait confié la responsabilité, a déclaré le maire de Saint-Denis, M. Gilbert Annette, nous aurions pu connaître de meilleures conditions. Je ne critique pas, mais je mets les responsabilités à leur place. » Un point de vue que ne partage évidemment pas la préfecture. « La manifestation n'était pas tenue par les organisateurs et malgré notre détermination et des mesures techniques prévues, il a fallu disperser les gens. (...) Nous aurons prévu des gardiens de la paix en tenue habituelle pour ne pas provoquer les manifestations. » souligne le directeur du cabinet du préfet.

Les hommes politiques locaux, à droite comme à gauche, qui avaient appelé à la manifestation en faveur de Télé Free-Dom et mis des autobus à la disposition de la population tentent également de décaler leurs responsabilités. Pour le Parti communiste réunionnais, cette flambée de violence serait la traduction « d'un profond sentiment de frustration dans une grande partie de la jeunesse réunionnaise. » En réalité, dit l'annonce du choix du Conseil supérieur de l'audiovisuel en faveur d'Antenne Réunion, et profitant du courant de sympathie dont bénéficie Télé Free-Dom au sein d'une fraction de la population réunionnaise, la classe politique dans son ensemble s'est lancée dans une opération de séduction tous azimuts pour capter cet électoral potentiel constitué surtout de jeunes.

La presse locale qui, elle aussi, avait demandé à la population de soutenir en masse le docteur Camille Sudre, effectue une prudente marche arrière. Elle a accusé, vendredi, le président de Télé Free-Dom de tous les maux et de n'être qu'un vulgaire mégalomane. « Un hystérique », écrit le Quotidien de la Réunion. Ce journal avait appelé le « peuple réunionnais à prendre la tête de la manifestation » et demandait « des canailles » (les hommes politiques) de fermer la marche et même de ne pas venir du tout. »

ALIX DJOUX

## BIBLIOGRAPHIE

« SOFRES, l'état de l'opinion en 1990 »

## De l'utilité des sondages pertinents

Où il y a trop de sondages : on a parfois l'impression d'un déferlement de questions sur n'importe quel appelant des réponses relevant du n'importe comment. Mais, comme les années précédentes, le volume de la SOFRES permet de comprendre l'utilité des sondages pertinents. A une condition : qu'on se refuse à l'attitude du vice télévisuel d'avance. Parce que, presque toujours, les attitudes inverses auraient été jugées aussi attendues. C'est précisément l'enquête qui tranche entre deux logiques contradictoires et également vraisemblables.

Certes, il faut faire la part de l'hypocrisie des « sondés ». Quand 70 % des Français interrogés disent que les livres constituent le meilleur moyen pour enrichir ses connaissances, cela ne prouve pas qu'ils lisent beaucoup : il s'agit plutôt de l'hommage du vice télévisuel à la vertu « culturelle ». Certes, aussi, l'actualité commande les choix. Dans la liste des pays qui, au printemps de 1989, respectent le moins bien les droits de l'homme, la Roumanie est absente.

Mais que de substance dans l'enquête, remarquablement préparée et commentée par Annick Percheron, sur l'univers politique des huit-douze ans ! D'autant plus que les résultats sont rapprochés de ceux d'une enquête antérieure, ce qui permet de percevoir des continuités et des évolutions. Continuité de l'attachement à la communauté nationale qui demeure « une des caractéristiques fondamentales de la socialisation politique des jeunes Français ». 90 % des huit-douze ans disent aimer le drapeau, 68 % que la France, « c'est mieux que les autres pays ». En même temps, le pourcentage de ceux à qui plairait « la France unie à d'autres pays d'Europe pour former un seul pays » est passé en dix ans de 47 % à 63 %. Mais l'évolution la plus forte concerne la popularité des instances politiques.

## Tirer profit d'un consensus mou

Maire, président de la République, ministre, éléon : les pourcentages de connotations positives sont montés en flèche par rapport à l'enquête de 1979. Les ventilations font clairement apparaître l'explication : l'arrivée de la gauche au pouvoir a ramené à une vision positive des institutions des milieux qui - comme le montre une comparaison avec une enquête de 1969 - s'étaient écartés d'un régime auquel ils s'étaient attachés sous de Gaulle. A voir, ces temps-ci, les sondages montrant l'impopularité du milieu politique et des partis en général, on a l'impression que ceux-ci dilapident un considérable capital d'adhésion à la démocratie représentative.

D'autant plus qu'ils pourraient tirer profit d'un beau consensus sur la base de cette démocratie que

constituent les droits de l'homme. Consensus mou et sans signification ? L'enquête sur la Révolution française montre qu'il n'en est rien. Il existe une quasi-unanimité pour rejeter l'anti-1789. On ne se serait sans doute pas nécessairement engagé pour la Révolution (49 % de participants pourtant contre 33 % de descendants), mais la réponse « aurait lutté contre la Révolution » ne reçoit pas d'appuis significatifs, sauf peut-être chez les sympathisants du Front national.

Et on n'en est pas moins hostile à l'exécution du couple royal comme à l'égard de toute violence, de toute terreur. La chute de Robespierre dans les sympathies a valeur de symbole. Sauf chez les professeurs d'histoire qui ont eu droit à une enquête particulière et passionnante, encore qu'il eût été intéressant de les interroger davantage sur le lien entre la sympathie pour Robespierre et celle pour Lénine : sans doute la chute de la révolution d'Octobre comme modèle en France - sauf chez les professeurs formés sous le règne de Soboul - a-t-elle entamé la gloire de l'Incorruptible. A quand la lecture d'Aristote France dans les classes pour montrer que le drapeau de la démocratie libérale n'a pas, lui, soif de sang ?

D'autres problèmes se retrouvent d'une année à l'autre, avec eux aussi leurs variations (voici peu de mois encore, une enquête de la SOFRES en Allemagne de l'Ouest montrait que 74 % des interrogés jugeaient « exotique » une réunification « dans les dix ou vingt ans ») : leurs permanences ; ainsi pour les sympathisants français à l'égard de cette même Allemagne, permanence encore confirmée, après la parution du volume, par un sondage SOFRES de février 1990.

Il faut bien dire que, lorsqu'on regarde de près, pour un tel sondage, la brochure avec les ventilations complètes, que la SOFRES diffuse après utilisation de l'enquête par le commanditaire, on regrette que le livre, pour être maniable et abordable, doive condenser, donc appauvrir, les données chiffrées. En compensation, on a droit à de substantielles introductions qui constituent autant d'essais interprétatifs aussi intelligents que suggestifs. Et parfois, l'enquête est si novatrice qu'il n'est même pas besoin d'un long commentaire. Ainsi, le sondage sur les opinions des musulmans en France corrélées à l'intensité de la pratique religieuse.

Décidément, il ne faut pas se laisser submerger par la sandomanie. C'est comme pour la démocratie et la télévision : il convient de devenir utilisateur averti et de contribuer à former de tels utilisateurs !

ALFRED GROSSER

» SOFRES, l'état de l'opinion 1990 : présenté par Jérôme Joffré et Olivier Duhamel. Ed. du Seuil, 250 p., 149 F.

## Les deux cents ans du département

L'Association des présidents de conseils généraux a donné, mardi 6 mars au Sénat, le coup d'envoi de la célébration du bicentenaire de la création des départements en France. Tout au long de l'année 1990, proclamée « Année du département », ces assemblées territoriales organiseront une série de manifestations destinées à présenter « le caractère pragmatique et concret de leur action au service des citoyens ».

Avant très les conséquences d'une image jugée encore trop « poussiéreuse » lors du dernier congrès de l'association à Nantes (le Monde du 21 octobre), M. Jean Puech, président des pré-

sidents de conseils généraux, élu (UDF-PR) de l'Aveyron, a décidé de lancer une vaste opération de charme. Temps fort de cette commémoration, une journée « portes ouvertes » sera organisée dans tous les conseils généraux le 22 mars, jour anniversaire de la publication au Journal officiel de la liste des quatre-vingt-trois premiers départements français.

A Paris, cinq tables rondes sont prévues au Palais de Chaillot, évoquant les principaux champs d'action de cette collectivité locale, notamment en matière sociale, scolaire et d'aménagement du territoire. Parallèlement, une vingtaine d'écrans de télévision trans-

mettront les actions organisées dans les autres départements : lancers de montgolfières dans l'Ardeche, représentations théâtrales en Dordogne, missions humanitaires en faveur de la Roumanie dans le Cantal, la Haute-Loire, la Mayenne et l'Isère, réflexion sur la Chine en Seine-Maritime...

De nombreuses expositions seront parallèlement inaugurées à travers le territoire tandis que des mesures en matière de coopération décentralisée seront annoncées et qu'une convention de partenariat sera signée entre EDF et l'Association des présidents de conseils généraux.

## JOURNAL D'UN AMATEUR

De synthèses en alliances et d'union en ralliements, de retrouvailles en embrassades et d'antidote réformées en querelles entamées, la vie politique française a été la recherche de sa cohérence. Quant à sa réputation, n'en parlons pas. Elle oscille entre les « chéquards » de Panama et le République des camarades. Qu'il est lourd à payer, le prix de la démocratie ! Si lourd qu'il en menace, et ce temps-ci gravement, jusqu'à la croyance en la démocratie.

A l'exception du Front national, dont les idées sont si somnolentes qu'elles jouent pour ses militants l'office d'un ciment à prise rapide, ou bien des Verts, dont la cohésion de façade déçoit sans d'engagements très précis sur les questions du temps, il n'est pas de parti qui ne soit déchiré, écartelé, bouilli vif et mis en pièces par des querelles qui, pour être prétendument internes, s'étalent sur la place publique et n'ont rien à envier aux plus sanglantes jalousies de la Renaissance italienne.

Si l'on veut, dans cette vie politique, découvrir l'indice de l'union, et de la réconciliation, il ne peut être trouvé que dans des mouvements qui s'affichent d'autant plus facilement qu'ils ne rassemblent personne, ou bien des illusions : l'Association des démocrates, dont on ne croise jamais un candidat ; ou bien la France unie de M. Jean-Pierre Soisson, dont l'expansion doit se révéler, géographiquement, aux jardins de l'hôtel du Châtelet qui abrite le ministère du travail, et, politiquement, à quelques personnalités qui peuvent d'autant plus venir soutenir le gouvernement de leur présence que l'opposition dont ils sont membres n'en a déjà plus que faire. Ce qu'on nous annonce en fait de recrues s'appellerait des « has been » sous d'autres cieux.

En dehors de ceux-là, dont il n'est que la presse pour croire, ou le feindre, qu'ils ont une existence, les partis « sérieux » et « équilibrés », à l'image de la société française. Ce qui, par parenthèse, tendrait à démontrer que les partis sont moins qu'on ne les en accuse « déconnectés » de la vie courante. Si la société française est incertaine d'elle-même, pourquoi les partis, qui en sont le reflet autant que le guide, paraîtraient-ils plus solides ?

Le Parti communiste n'a plus rien à dire - en quoi, pour l'heure, il ne se distingue guère de ses pairs. Conjugués, le glissement au centre de la gauche gouvernementale et les événements de l'Est ont scellé une évolution dont l'entrée au gouvernement, puis la sortie, sont des dates récentes. M. Marchais

et ses adversaires ne se disputent plus aujourd'hui que les fruits d'une faillite ou bien une succession qu'aucun héritier sensé ne saurait accepter.

A droite aussi, le débandade se nourrit des revers. Quand la situation est inextricable, on marche sur les sauteurs. Chacun s'en découvre la capacité et, sonnant le rassemblement de militants qui regardent ailleurs, accorde la confusion au nom du renouveau. La droite n'est pas divisée, elle est subdivisée. C'est le temps des apertures et des vagues qui se voient suzerains. On est en plein Haut Moyen Age, à moins que ce ne soit les post-carolingiens.

## Gardiens

Les fils se rebellent contre les pères : M. Lottard contre M. Giscard d'Estaing, M. Noir contre M. Chirac et M. Barzach contre son sexe ; les viziis veulent être califes, et les califes se font naturellement la guerre puisqu'il n'y a qu'un seul trône pour succéder à Soliman. Dans la plus pure tradition stratégique, on s'aille un moment pour mieux fonder l'un sur l'autre. Ainsi voit-on M. Chirac et M. Giscard d'Estaing unir leurs ambitions pour vider l'enclos de rivaux qu'ils jugent indignes d'eux. Mais le duel, lorsque sonnera son heure, ne s'arrêtera pas au premier sang.

Le schéma est de même nature à gauche, la défaite en moins. En plus, la conviction que le pouvoir n'est pas pris de changer de camp, ce qui n'est pas forcément vrai. Mil neuf cent quatre-vingt-trois est de moins en moins loin et 1995 est une date sans en être une.

L'aspect que donne la gauche est cependant moins pitoyable qu'en face. Quel que soit le premier secrétaire qui sortira du congrès de Rennes, il y en aura un, et un seul. Comme, d'autre part, il n'existe plus à gauche, pratiquement, que le Parti socialiste, la gauche pourra donner l'impression qu'elle parle d'une seule voix.

Car, si nul ne doit s'étonner des empogrades qui accompagnent un scrutin aussi important que celui-ci, il ne saurait en aller de même lorsque les urnes (notamment) auront (définitivement) rendu leur décision. Les battus devront mettre une sourdine à leurs critiques. Sinon, c'est leur parti même

qu'ils compromettent et la durée de sa présence au pouvoir.

Cela ne veut pas dire que les rivalités - et on sait pour quel enjeu - s'éteindront ; mais elles ne pourront plus avoir la forme qu'elles revêtent légitimement aujourd'hui. Sinon, il ne sera plus question de ricaner des dissensions de la droite, la gauche subira les mêmes, et avec moins d'accuses.

Souhaiter, cela relève aussi du vœu pieux. Aucun des trois grands rivaux ne donne, si peu que ce soit, l'impression qu'il va accepter le succès de l'un des deux autres ; M. Jospin en particulier, dont le comportement depuis que M. Fabius est arrivé en tête fait passablement mauvais jeu, pour ne pas dire plus.

Autrement dit, tant à droite (certes) qu'à gauche, on n'est pas sorti de l'auberge. Ce n'est pas bien prudent. Parmi tous les comités de coordination de ce et de cela qui fleurissent à raison de trois par semaine (ce qui démontre l'efficacité de chacun d'eux...), il en est un qui mériterait de voir le jour, c'est le comité de coordination de la vie politique, pour redonner à celle-ci un crédit sans lequel la démocratie n'est plus une action mais une habitude, puis un réflexe, puis rien.

Or chacun sait, pour reprendre une expression chère à un hebdomadaire parisien le mercredi, que la démocratie ne s'use que si l'on ne s'en sert pas. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, les partis sont les dépositaires, les conservateurs et révérence parler, les thermomètres de la vie démocratique. A ce titre, ils ont plus de devoirs que de droits : le premier d'entre eux, qu'ils soient de droite ou qu'ils soient de gauche, c'est de ne pas laisser perdre le trésor dont ils sont plus ou moins les gardiens, mais pas les propriétaires.

**SPECIAL-COPAINS.** - A compter du jeudi 15 mars, et jusqu'au 10 avril, se tient à la bibliothèque municipale de Soesau (Haute-de-Seine), 7, rue Honoré-de-Balzac, tél. : 46-81-29-50, poste 396, une exposition de reliures. Elle est ouverte les mardis, jeudis, vendredis et samedis de 14 h à 18 h ; les mercredis et samedis de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

PS. Dans cette affaire de fichiers, c'est la CNIL qui a raison. Sachant que son président est M. Jacques Favre, le dire trop longuement ne risquerait-il pas de passer pour un reste de crainte révérentielle... ?



# POLITIQUE

L'élection municipale partielle de Sarcelles

## Concours de sionisme et de soirées antillaises

Tout devrait encore se jouer dans un mouchoir. MM. Lamontagne et Strauss-Kahn font donc campagne les coudes au corps et courtisent avec insistance les communautés juives et antillaises

Sept listes s'affrontent, dimanche 11 mars, pour le premier tour de l'élection municipale partielle de Sarcelles (Val-d'Oise). Le maire invalide, M. Raymond Lamontagne, investi par le RPR et l'UDF, est confronté, sur sa droite, à trois listes, dont deux d'extrême droite.

Le PS et le PC partent, quant à eux, sous une bannière commune, derrière M. Dominique Strauss-Kahn (PS). Les Verts seront conduits par M. Pascal Boulot. Un Martiniquais, M. Guy Guibouly, qui faisait équipe, en mars 1989 avec M. Strauss-Kahn, a décidé de présenter sa propre liste.

Le 8 janvier dernier, le Conseil d'Etat a confirmé l'annulation du dernier scrutin municipal de Sarcelles (1).

En soi, la chose est presque banale puisqu'il s'agit de la quatrième élection annulée en moins de vingt ans, après les municipales de 1971 et de 1983 et la cantonale de 1985. L'élection partielle de ce dimanche retient néanmoins l'attention.

Ce sera en quelque sorte la « revanche » de la triangulaire, fratricide pour la gauche, qui avait reconduit à la mairie, le 19 mars 1989, pour 281 voix d'avance seulement, M. Lamontagne (RPR).

A cette époque, la sacro-sainte « discipline républicaine » avait été écornée par l'obsession d'un sénateur communiste, Mme Marie-Claude Beaudou.

Distance de plus de six points par M. Strauss-Kahn (PS), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, à l'issue du premier tour (26,78 % contre 20,64 %), la candidate PCF s'était maintenue au second, provoquant par là-même la perte du candidat socialiste.

Depuis, beaucoup d'eau a coulé dans le Rosne qui traverse la commune.



Les cartes ont été redistribuées entre les trois acteurs principaux. Les communistes, bien mal en point et dont les mouvements à l'Est ne font pas les affaires, ont renoncé à se compter. Bon gré mal gré, M. Beaudou a dû accepter la constitution d'une liste commune, emmenée par M. Strauss-Kahn. Pour faire bonne mesure, elle s'est « laissée » porter à la présidence du comité de soutien du candidat socialiste. Ce mariage de raison est pourtant considéré avec beaucoup de circonspection de part et d'autre.

« Les communistes n'ont jamais accepté la perte de la mairie en 1983, après un règne de plus de dix-huit ans, explique-t-on dans l'entourage de M. Strauss-Kahn. Moins on les verra, mieux on se portera. »

A droite, la situation est encore plus complexe. Le Front national, qui s'était effacé courtoisement après avoir obtenu 10,67 % des voix (il pouvait être présent au

second tour) en 1989, a décidé cette fois-ci de jouer les trouble-fête. De fait, il agit une véritable épée de Damoclès au-dessus du chef de M. Lamontagne : le maintien au second tour.

Ce qui ne manquerait pas de provoquer une nouvelle triangulaire, dont pourrait alors faire les frais le maire sortant.

L'alliance du PS et du PC, la liste « centriste » et la division de l'extrême droite brouillent les calculs.

### Une gigantesque mosaïque

Les pointages de MM. Lamontagne et Strauss-Kahn l'attestent, tout devrait se jouer dans un mouchoir. L'un et l'autre font donc campagne les coudes au corps. C'est là qu'entre en scène le troisième protagoniste : Sarcelles elle-même. Ancien gros bourg transformé en ville de plus de 50 000 habitants par la volonté originelle de la Caisse des dépôts, Sarcelles se présente comme une gigantesque mosaïque, une superposition de strates de populations attirées par une offre de logements, dont la construction recoupe parfois les temps forts de ces trente dernières années, ainsi que l'explique M. Sylvie Strudel, chargée d'enseignement en science politique à l'université Lille-II, et qui met la dernière main à une thèse consacrée à la ville. Sarcelles fut d'abord un lieu de migration privilégié pour des populations originaires de l'Afrique du Nord, suivies de confession juive (sépharades), qui quittèrent leurs pays à la suite des aléas de la décolonisation (de 1956 à 1962) et des guerres arabo-israéliennes (de 1967 à 1973). La ville a aussi connu une forte migration antillaise, vietnamienne et turque.

D'où cette impression qu'elle est un conglomérat de « communautés », courtisées avec la même insistance par MM. Lamontagne et Strauss-Kahn.

Comme s'il existait un vote juif, qui « ferait 20 % », ou un vote antillais, « fixé à 10 % », votes évalués sur la part supposée de ces populations dans l'électorat. En fait, il n'en est rien. « Le vote juif fait partie des mythologies sociales faussement attribuées à la science », commente M. Sophie Strudel. « Tout d'abord, il n'existe pas de chiffres : faut-il rappeler que depuis 1876 le recensement n'inter-

roge plus sur l'appartenance religieuse et/ou ethnique ? », explique-t-elle.

« L'effet éternel du vote des juifs supposerait surtout qu'ils votent massivement pour le même camp. Or, s'il est une évidence, c'est bien la très forte hétérogénéité d'origine géographique, culturelle et d'appartenance sociale qui caractérise la judaïcité sarcelloise », ajoute-t-elle. « La traduction politique d'une sensibilité commune reposant sur une même appartenance n'implique pas nécessairement un même comportement électoral. » C'est d'ailleurs ce qui se passe sur le plan national, où les juifs, absents des extrêmes, se répartissent assez équilibrément entre la droite et la gauche (2).

« Plus prosaïquement, pour qu'il y ait un vote « communautaire », il faut aussi que les membres de ces différents groupes soient de nationalité française, qu'ils soient inscrits et qu'ils participent... Trois conditions qui sont rarement réunies », conclut-elle.

Dans le cas des Antillais, des sources concordantes laisseraient supposer que leur inscription sur les listes électorales est médiocre. Ce qui n'est d'ailleurs pas propre à Sarcelles. Qu'importe ! MM. Lamontagne et Strauss-Kahn ont organisé l'un et l'autre, samedi dernier, leur soirée antillaise, et l'importante communauté juive a été sollicitée tout au long de cette semaine. Les deux candidats se sont aussi exprimés dans l'hebdomadaire Tribune juive daté du 2 mars. « Je suis plus sioniste que certains juifs », y proclame M. Lamontagne.

« Mon engagement personnel en tant que juif l'emporte sur toute considération politique », réplique M. Strauss-Kahn. Ce dernier, déjà « affecté » d'un nom ashkénaze (mais, Dieu merci, sa mère est originaire d'Afrique du Nord), a un sérieux « handicap » à remonter : la visite officielle en France de M. Yasser Arafat, en mai dernier, qui a été perçue par certains juifs, à Sarcelles comme ailleurs, comme une « provocation ».

### « Point de détail » et « seuil de tolérance »

La campagne emprunte, pour le reste, des sentiers plus habituels, même si cette fois-ci l'ancien instituteur est RPR et si son adversaire socialiste a baigné à HEC dans la culture d'entreprise.

Face au « parachuté » de service (M. Strauss-Kahn n'est député du Val-d'Oise que depuis 1986), M. Lamontagne fait sonner la corde de l'enracinement local. Patelin, il s'amuse du défilé ininterrompu de ministres qui se succèdent auprès de son jeune rival et de leurs cortèges de « belles promesses ».

Il se plaint cependant du « traitement de faveur » dont bénéficierait selon lui le président de la commission des finances du Palais-Bourbon et qu'il devine dans l'annulation « choquante » des élections de mars dernier ainsi que dans la composition de la structure administrative chargée d'expédier les affaires courantes jusqu'à l'élection du nouveau maire. M. Lamontagne se dit aussi « écorché » par « les moyens énormes dont dispose M. Strauss-Kahn ». Ce dernier réfute point par point ces allégations. « Je suis là depuis trois ans ; comme le taux de rotation de la population est de 6 % par an, il y a déjà 18 % de Sarcellois qui sont

arrivés après moi. Quant aux moyens, ce ne sont pas mes affiches qui recouvrent les murs », lance-t-il avant d'enumérer, avec le sérieux du bon élève qu'il a été, les « potentialités du site » de Sarcelles.

Les discussions tournent surtout autour de la deuxième liste d'extrême droite, que les proches de M. Strauss-Kahn considèrent comme une machination.

Elle aurait été fomentée par le maire sortant pour gêner la liste estampillée FN, dont le candidat, M. Germetot, ne posséderait à Sarcelles, selon l'entourage du maire invalide, qu'« une cabane à vélo ». « C'est vrai que la liste Darrius m'arrange, mais je n'y suis pour rien », affirme, la main sur le cœur, M. Lamontagne. « Pour reprendre une phrase connue, je préfère perdre les élections que mon âme », ajoute-t-il, l'air décidé. « M. Lamontagne est un brave homme, je n'en dirais pas autant de ceux qui l'entourent », siffle, perdue, M. Strauss-Kahn.

Les discours des deux hommes diffèrent sensiblement sur les questions de l'immigration. Arguant pour une fois de la parole élyséenne, M. Lamontagne se retranche sans hésiter derrière une notion de « seuil de tolérance » que conteste radicalement son adversaire.

« Le Front national en rajoute sur ce point en prenant l'exemple des Antillais alors qu'il s'agit principalement de Français. C'est donc idiot », affirme M. Strauss-Kahn.

Par-delà leurs querelles, les deux hommes ont d'ores et déjà les yeux fixés sur le score qu'obtiendra M. Germetot le 11 mars au soir. Une nouvelle fois, le résultat du Front national risque d'être la clef d'une élection partielle.

GILLES PARIS

(1) Au premier tour de mars 1989, les résultats avaient été les suivants : inscr., 26 847 ; vot., 16 004 ; abst., 40,58 % ; suffr. expr., 15 741 ; liste de M. Lamontagne, 5 438 voix (34,67 %) ; liste de M. Strauss-Kahn, 4 217 (26,78 %) ; liste de M. Beaudou, 5 549 (35,04 %) ; liste du FN, conduite par M. Roger Lapeyrouille, 1 080 (10,67 %) ; liste d'extrême gauche conduite par M. Gérard Pringot (PSU), 781 (4,96 %) ; liste divers conduite par M. André Nahum (maj. p.), 336 (2,26 %). Au second tour, la liste de M. Lamontagne avait enlevé 33 sièges (4 UDF, 10 RPR et 19 div. d.) avec 7 424 voix (43,54 %) devant la liste de M. Strauss-Kahn qui avec 7 143 voix (41,89 %), avait obtenu 9 sièges (8 PS et 1 maj. p.) et celle de M. Beaudou qui avec 2 481 voix (14,55 %) avait eu 3 élus (3 PC). Il y avait eu 17 048 suffrages exprimés et 17 404 votants (soit 33,19 % d'abstention) sur 26 658 inscrits.

(2) Selon un sondage réalisé par le CSA-la 1<sup>re</sup> à l'occasion de l'élection présidentielle de 1988, les votes des juifs s'équilibraient au premier tour entre M. François Mitterrand (44,5 %) et MM. Raymond Barre et Jacques Chirac (11,6 % + 32,8 %).

## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

MARS 1990

### LE CHANTIER DE L'ILE-DE-FRANCE

Le « mal-vivre » de la région parisienne vient de faire l'objet d'un livre blanc. Pour mieux comprendre le débat qui s'ouvre, le Monde dresse et analyse les enjeux de l'aménagement de l'Île-de-France :

- Une croissance incontrôlée.
- D'où est en est : la course à l'immobilier.
- Les difficultés de traitement des ordures ménagères.
- Les transports à Paris et dans sa région.

### L'IRAN SANS KHOMEINY

Neuf mois après la disparition du guide de la révolution islamique, le Monde dresse et analyse le chemin parcouru par l'Iran :

- La revanche des religieux.
- Les difficultés de l'après-guerre.
- Les aléas de la reconstruction économique.
- L'évolution politique et sociale.
- La difficile normalisation de la politique extérieure.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CINEMA CINEMAS

SAMEDI SUR VOS ECRANS  
LE RETOUR DE  
CINEMA CINEMAS  
ANTENNE 2  
23H55



PREMIERE  
SAMEDI  
10 MARS



Ei  
M. J  
coo;  
7 m.  
pres  
« fa-  
cons  
dari.  
ne p  
laque  
le m  
pays  
cons  
tout  
n'en  
expli-  
trava

Pe  
l'Est  
une  
devr.

□ C  
de l'  
Cour  
credi-  
mier  
qui a  
dern  
senté  
démé-  
tête  
expri-  
med  
rim.  
Ali k  
frage  
M. A  
M. A  
med  
Mbal  
lieu l.

# “La revue des revues !”



la nouvelle  
revue  
du

# LIDO

DE **RENE FRADAY** ET **BOB TURK**  
RÉALISATION DE **CHRISTIAN CLERICO**  
MISE EN SCÈNE DE **BOB TURK**

ATC  
LES BLUEBELL GIRLS

**RÉSERVATIONS : 45-63-11-61**

هكذا من الجهل



14 L'intégration des immigrés  
La conférence sur la protection de la mer du Nord

16 A l'Elysée, célébration de la Journée de la femme  
Naissance imminente d'un cheval-éprouvete

23 Théâtre : « De la nature des choses », d'après Lucien  
24 L'OPA sur Metro-Goldwyn-Mayer United Artists

Les trafiquants de stupéfiants devant le tribunal de Lyon

## Héroïne et vieilles tiges

Plus encore que la variété des produits « commercialisés » ou que la diversité des méthodes mises en œuvre par les quatre filiales, c'est l'étonnante galerie de personnages placés sur la sellette qui retient l'intérêt dans le procès ouvert depuis le lundi 5 mars devant le tribunal de Lyon (le Monde des 7 et 8 mars).

LYON

de notre bureau régional

A bout de souffle, Albert Le Gallo l'est à tous les sens du terme. Très régulièrement, le doyen des prévenus doit quitter le prétoire pour aller inhaler de l'oxygène auprès d'une antenne médicale spéciale. Trop occupé à batailler contre le cancer pour songer à polémiquer avec le président, à soixante-quatorze ans, « M. Albert » survit avec un surnom fatidique et s'apprête à régler son ardoise sans rechigner. S'il ne s'est jamais décidé à « recroquer », ce vétérinaire de la contrebasse, du moins, renoncé à contrefaire. D'une voix éteinte, il se présente comme « un fait de société ».

Soupponné d'avoir été l'un des maillons de la french connection, Le Gallo n'a sur son casier qu'une condamnation pour « conduite en état alcoolique », qui remonte au temps où il travaillait chez Pernod. Peu après, en 1937, il s'engage dans la colonie et embarque pour l'Indochine. Parallèlement au « baroud », qui lui valut une Légion d'honneur et une collection de médailles, l'adjudant Le Gallo pratiqua le transport d'opium, du Triangle d'or au delta du Mékong, « par tonnes, dit-il, et d'abord pour le compte de l'armée française qui se constituait ainsi une caisse noire ». Démobilisé, il s'installa comme transporteur routier en Cochinchine et ne reprit pied en Europe qu'en 1976.

C'est parce que sa pension était trop modeste que le retraité de la gloire décida alors de « bricoler » dans l'héroïne, grâce aux contacts conservés par son vieil ami Shu Luangpraseuth, un Français d'origine laotienne retiré en Alsace avec ses dix enfants. Et de fait, les comptes bancaires du retraité s'en trouvèrent copieusement garnis.

Si l'honorable « M. Shu » adopta le profil bas de l'oubli, l'autre complice de Le Gallo, André Trihan, a répondu à tout, principalement aux questions qu'on ne lui pose pas. Lui aussi ancien adjudant en « Indo », il mit à profit sa qualité de pilote pour monter une petite compagnie aérienne, mais affirme s'être essentiellement consacré au commerce des pierres précieuses entre la Nouvelle-Calédonie, la Birmanie, la Thaïlande et l'Europe. Donnant la leçon aux magistrats avec un rare aplomb, Trihan conteste tout : quelles valises à double fond ? Quel compte dans une

banque suisse ? Quel mode d'emploi de la morphine base retrouvée dans ses papiers ? Billevesées ! Et l'on aurait tort de mal interpréter la lettre qu'il adresse à son amie thalassienne depuis sa cellule de Rome, après avoir été pris avec 500 grammes d'héroïne : « Je ne faisais jamais ce travail moi-même. Cette fois, pour gagner un peu plus, j'ai tenté ma chance contre mon intuition... » Un aveu ça ?

« Tout le monde rigole, mais qui dit drogue dit années de prison », ce n'est rien de drôle », soupire justement Lucien Carrel, cinquante-cinq ans, impliqué dans une autre affaire, d'héroïne et de cocaine, surnommé le « presque-tout-Paris ». Le « Gros Lulu » joue les bonasses, s'essaie au moralisme : « Je n'ai vendu qu'à des gens responsables. Je n'ai jamais vu de seringue, ni cette misère des accros qu'on décrit parfois. Il n'y a pas d'un côté les méchants vendeurs et de l'autre les gentils consommateurs. Mes clients venaient tous les jours à leurs respectables occupations avec 2 grammes dans le nez. Ils étaient cools, parce que ça fait mieux, c'est champagne, mais c'est de l'héro qu'ils s'enfilent. »

### Epicier de demi-gros

Si Carrel, qui eut des relations avec des responsables de l'OAS puis avec des « barbouzes », en fait des tonnes dans le genre épicier de demi-gros saisi par le vertige, c'est que les évidences sont contre lui. Un train de vie luxueux : propriété à Barbizon, Mercedes 16 coupées, huit chevaux de courses, « une ruine », une organisation très rodée dans laquelle sa compagne, Maryse Abadie, chimiste de formation, et deux sœurs de celle-ci se partageaient les tâches, un sous-traitant pour les livraisons dans le triangle NAP (Neuilly-Auteuil-Passy), des comptes bancaires internationaux et plusieurs voyages d'approvisionnement direct auprès de deux militaires thaïlandais. D'où son envie de « démystifier » : « Si l'on voulait juger tous ceux qui se shootent dans le jet-set, il faudrait séjurer au stade de Gerland. »

Parmi les seconds rôles, deux figures se sont détachées. Yves Lecomte, un passeur repassé, officiellement organisateur de pêches nocturnes aux coquillages dans les lagons et accessoirement propriétaire d'une mine de jade qui, tout en faisant la sobriété, exploitait son donjuanisme désuet mais tarifié auprès de vieilles « bonnes amies » enveloppées et fortunées. Et puis, cette ancienne employée de bureau, discrète jusqu'à l'effacement, qui, après avoir été condamnée pour « proxénétisme aggravé », effectua des importations de « poudre » en la dissimulant dans des préservatifs, eux-mêmes fort bien cachés. A qui se fier ?

ROBERT BELLERET

Dans la Drôme

## Patrick Thomas condamné à seize ans de réclusion criminelle

VALENCE

de notre envoyé spécial

Jugé par la cour d'assises de la Drôme pour le viol et le meurtre de François Gérard, un enfant de neuf ans et demi, commis le 5 février 1986 à Valence (le Monde des 8 et 9 mars), Patrick Thomas, vingt-quatre ans, a été condamné, jeudi 8 mars, à seize ans de réclusion criminelle.

La cour et le jury ont répondu « non » à la question concernant la volonté homicide, requérant ainsi le crime de meurtre en « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Cette appréciation

était apparue, dès le premier jour de l'audience, lorsque le président avait demandé à Patrick Thomas s'il était « responsable » de la mort de l'enfant, étranglé par le col de sa chemise. Malgré des aveux exprimés peu après son arrestation, le jeune homme affirmait être innocent, mais dans son réquisitoire M<sup>re</sup> Christiane Pelli, premier substitut, avait relevé « des détails troublants » et « des présomptions de culpabilité », notamment constituées par des concordances très précises entre les aveux et la réalité des faits, avant de demander la réclusion criminelle à perpétuité. La défense de Patrick Thomas, représentée par M<sup>re</sup> Yanina Cas-

telli et Malika Barthémy, avait plaidé « la doute » en demandant l'acquiescement.

Lors de sa déposition devant la cour le père de la victime, M. Jean-Jacques Gérard, éducateur, tout en reconnaissant avoir été effleuré par le doute, avait notamment déclaré : « Je n'ai pas de haine, mais il ne faut pas confondre excuse et compréhension. (...) Je pense que Patrick Thomas est bien l'assassin de François, son double assassin », avant d'ajouter : « Il ne pouvait pas être dans l'intention de donner la mort. C'est peut-être pour ça qu'il [François] se taise. (...) Une autre forme de la mort. »

MAURICE PEYROT

A la cour d'assises de Paris

## La « blessure d'amour » de Didier Calmels

Il était le père adorable de bouts de choux adorables », résume adoralement un ami avocat.

### Sept mois de canche-mar

Et puis le rêve s'effondre. Le 18 juin 1988, Dominique, trenteneuf ans, rencontre dans une soirée un beau prince charmant, trentedeux ans. Une queue de cheval lui tombe sur le nez. Elle ne sait pas encore qu'il a une voix douce comme un poème. Ils s'échangent pas un mot. Il la suit dans la rue, s'assoit à côté d'elle dans sa voiture (il ne s'intéresse pas à la formule 1 et ne possède même pas de permis de conduire). Ils prennent « un dernier verre » et parlent jusqu'à sept heures du matin.

Il s'appelle Frédéric. Il est graphiste. Ils deviendront amants. Les vacances les séparent et elle reçoit de longues lettres adressées à une soubrette de comédie. Puis des cassinettes. Du jour au lendemain, il a quitté sa compagne et sa fille.

Le 30 août, Didier Calmels apprend par sa femme cette liaison. Il cherche ses mots : « C'était une blessure d'amour, pas une blessure d'amour-propre. Je lui ai dit qu'elle était une femme libre. Je lui ai dit que ce que je n'accepterai jamais, c'était un ménage à trois. J'étais écorché par cette épreuve. A ce point groggy qu'il en parle à ses amis, à sa sœur, à sa belle-mère.

Il demande des conseils. Ses proches lui expliquent : « Didier, une histoire relationnelle, ce n'est pas comme une affaire. Laisse du temps au temps. » Cet amour, peut-être l'ai-je trop géré », admet-il. Il veut reconquérir sa femme, l'entraîne aux Seychelles, à Venise, en Floride voir Disneyworld avec les enfants, à Port-Grimaud, au Portugal.

Ils vivent sept mois de canche-mar saupoudré de sucre glace. Lui n'arrête pas de se « reconstruire » et de se dédier ; elle n'en finit pas de rompre avec Frédéric et de le retrouver. Il se bourne de calmants et commence à boire ; elle désire protéger ses enfants et respirer. « Elle n'en pouvait plus de savoir que tout le monde était au courant, que chacun donne son avis », explique l'une de ses rares amies.

### Une poignée de cartouches

Le 28 février 1989, en fin d'après-midi, il provoque une discussion entre lui, sa femme et sa belle-mère. Durant trois heures et demie, dans un salon de l'avenue Henri-Martin, ils se blessent mutuellement. Il sort d'une rapidité dans un restaurant et revient. La conversation reprend mais ils sont seuls cette fois. « Je lui ai fait des reproches à propos des enfants, sur Gautier qui n'était pas encore couché à 11 heures et demi. Je lui ai dit : je vais me suicider devant toi et tu vas raconter aux enfants pourquoi j'ai fait ça... C'était sûr-

ment une façon de la culpabiliser. »

Elle le nargue : « T'es pas capable. » Il cherche son fusil de chasse dans le dressing-room, le monte rapidement et revient, l'arme cassée au creux de son bras, une poignée de cartouches dans la main. Il s'assoit en face d'elle, à un mètre, sur un repose-pied. « On n'a pas vu le danger, ni l'un ni l'autre. C'était une espèce de chantage, de jeu... » Il dirige l'arme contre lui. « Elle m'a dit : T'as l'air de quoi ? T'as l'air d'un imbécile », ce qui était vrai.

Mais il a chargé et fermé le fusil. Et la détente est douce, dangereuse (1,1 kg de pression). Il retourne l'arme vers elle. Dominique, selon Didier Calmels, lui dit alors : « Si tu veux du courage, je t'ai revu. » Calmels se jette brusquement, se crispe. « J'ai oublié que je tenais une arme. » Un canon part un projectile dont la trajectoire est de dix centimètres au maximum. Dominique Calmels est touchée au thorax. Elle décèdera à 2 h 45 du matin au bloc opératoire de la Pitié-Salpêtrière.

Depuis, Frédéric a refait sa vie. Il s'est marié. Didier Calmels, en prison, suit une psychothérapie. Il reste à la cour d'assises à juger ce crime qualifié d'« homicide alcoolisé » par M. André Jeanjean, président du tribunal de commerce de Nanterre.

Requisitoire et plaidoiries vendredi 9 mars.

LAURENT GRELSAMER

En fuite depuis trois mois

## Les quatre derniers évadés de la prison de Lannemezan ont été arrêtés

MONTPELLIER

de notre correspondant

Les quatre derniers détenus qui s'étaient évadés de la prison de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), le 6 décembre dernier, ont été arrêtés jeudi 8 mars à 13 heures, à Grabels, petite commune proche de Montpellier. Vincent Cuevas, trente-trois ans, Frédéric Boulay, vingt-sept ans, Philippe Fabre, vingt-neuf ans, et Frédéric Inesta, vingt-neuf ans, ont été surpris par les policiers alors qu'ils s'apprêtaient à téléphoner depuis une cabine située devant le bureau de poste du village. Trois des hommes ont ouvert le feu sur la trentaine de policiers présents, obligeant ceux-ci à répliquer. Deux évadés ont ainsi été blessés, Frédéric Inesta a dû être hospitalisé, et Vincent Cuevas, touché superficiellement.

Considérés comme dangereux les quatre hommes, condamnés à

des peines allant de seize à vingt ans de réclusion, s'étaient séparés des cinq autres évadés de Lannemezan. Ils s'étaient réfugiés dans la région de Montpellier, où ils devaient commettre plusieurs hold-up, dont un dans une armurerie de Béziers, le 8 décembre 1989, et un autre à la BNP de Nîmes, le 11 décembre. Les policiers du SRPJ de Montpellier, qui avaient réussi à retrouver leur trace dans une résidence de la ville, surveillaient le petit groupe depuis plusieurs jours, attendant le moment propice pour intervenir. Ils avaient même réussi à placer sur leur véhicule un petit émetteur.

Après l'arrestation, les policiers ont trouvé à l'intérieur de l'appartement un véritable arsenal constitué de fusils à canon soviétique, de mitraillettes, de grenades, de revolvers et de munitions.

JACQUES MONIN



PARIS • BRUXELLES  
NEW YORK • MONTREAL  
KARLSRUHE • MADRID



## SOCIÉTÉ

## L'intégration des immigrés

Suite de la première page

N'est-il pas un peu artificiel de parler de la même manière, alors qu'une partie des immigrés rencontrent des difficultés spécifiques et posent des problèmes particuliers ?

Le fait de mettre en œuvre des politiques communes telles que le droit au logement pour tous ou le soutien scolaire n'interdit pas de moduler les formes d'action. C'est ce que l'on fait, par exemple, en faveur des enfants qui arrivent en France au titre du regroupement familial, ou en direction des mères de famille qui connaissent mal notre langue et nos règles administratives. Certaines communes et associations rémunèrent des écrivains publics. Cependant, les difficultés spécifiques tenant à l'origine géographique sont rares. Ainsi, à l'entrée au collège dans les quartiers où se trouvent concentrées des familles défavorisées, l'absence de maîtrise du français est décelée dans les mêmes proportions chez les petits Français de souche et chez les enfants d'immigrés ; les actions de soutien doivent s'appliquer aux uns et aux autres.

Pour tous les immigrés ne sont-ils pas de la même manière par les Français. On en est aujourd'hui à l'intégration des différentes communautés ?

La réussite de l'intégration d'une communauté suppose la rencontre de deux volontés : celle de cette communauté et celle de la société d'accueil. On peut considérer que l'intégration des Italiens, des Polonais, des Espagnols et même des Portugais — arrivés à une date plus récente — est quasiment faite pour ceux qui la souhaitent. Celle de la majorité des Maghrébines installées depuis plus de quinze ans et, surtout, de leurs enfants nés en France est généralement voulue par les intéressés, mais rencontre plus d'obstacles et suscite malheureusement parfois des réactions plus vives de la part de certains Français.

La volonté d'intégration est moins évidente pour deux autres groupes de population. D'une part, les Africains venus des pays situés au sud du Sahara, qui vivent dans des conditions difficiles, soit en groupes d'hommes assez fermés, très liés à leurs villages d'origine, soit en familles, mais des familles secouées par des conflits souvent violents. Tous ces Africains ne savent pas s'ils pourront, et même s'ils voudront, retourner un jour dans leur pays de naissance. L'autre groupe est celui des personnes en provenance de l'Est asiatique, qui ont moins de difficultés quotidiennes, mais qui ont tendance à rester très groupées dans quelques quartiers ou, en tout cas, à cultiver fortement leurs particularismes. A ce propos, je ne pense pas que notre politique d'accueil des réfugiés du Sud-Est asiatique soit à la hauteur du problème.

## Pas d'alternatives sommaires

Les Africains et les Asiatiques sont-ils appelés à se frayer progressivement, comme hier les Italiens et les Polonais, ou faut-il inventer un autre modèle d'intégration, tenant compte des différences culturelles ?

Il n'y a jamais eu dans le passé un « modèle d'intégration » appliqué à l'immigration et que l'on pourrait transposer mécaniquement. L'intégration sociale est le résultat d'une rencontre favorable entre de multiples groupes humains. Il faut, d'une part, une société « accueillante », et en tout cas tolérante, qui a besoin elle-même de grands problèmes par la croissance et par le consensus sur un système de valeurs communes touchant à l'essentiel, et, d'autre part, des groupes issus de l'immigration qui, tout en conservant un attachement à leur culture d'origine, imaginent un avenir pour leurs enfants dans notre pays, avant qu'ils y soient reconnus et qu'ils acquièrent la nationalité française. Tous les Français de souche sont eux-mêmes fiers de leurs particularismes. Pourquoi en irait-il différemment des étrangers et de leurs descendants ? Ils peuvent exprimer leur identité. On en a un exemple récent avec la création de « ministères de communautés issues de l'émigration » rendue possible

grâce à une réforme du code de la nationalité de 1983. De même, la loi d'octobre 1981 a ouvert le domaine associatif aux étrangers, ce qui permet à de très nombreuses associations de prendre des initiatives culturelles conciliant identité et intégration.

Pour dire les choses clairement, ce qu'on propose aux immigrés, c'est une assimilation progressive.

L'intégration est une assimilation qui respecte les apports originaux d'autrui et en fait même une source d'enrichissement pour notre pays dans tous les domaines de la pensée, des arts, de la musique, voire de la gastronomie ou de la mode.

Tous les immigrés ne veulent pas forcément s'intégrer à la société française... Diriez-vous, comme M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, qu'ils doivent choisir entre l'intégration — devant conduire à la naturalisation — et le retour au pays, assorti d'une indemnité ?

Je dirais d'abord que les immigrés que l'on a fait venir quand nos entreprises avaient besoin de leur force de travail, on ne peut pas les renvoyer brutalement chez eux, même avec une allocation, le jour où l'on estime qu'ils ne sont plus nécessaires. Il est évident que des étrangers vien-

## Neuf « sages »

Le Haut Conseil à l'intégration, dont le secrétariat est assuré par M. Hubert Prévot, compte neuf membres : M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Joly-Lambert, ancienne conseillère sociale de M. Michel Rocard à Matignon ; M<sup>me</sup> Jean-Pierre Delalande, député RPR du Val-d'Oise ; André Diligent, maire (CDS) de Roubaix ; Philippe Farine, conseiller municipal socialiste de Paris ; Stéphane Hessel, ambassadeur de France ; Anicet Le Pors, ancien ministre communiste ; Marcelle Long, vice-présidente du Conseil d'Etat ; Georges Morin, chargé au Parti socialiste des relations avec les Français originaires du Maghreb ; et Jacques Voizard, président du comité de décentralisation.

Les neuf « sages » devaient choisir un président parmi eux, vendredi 8 mars, avant d'être reçus par le premier ministre. Leur mandat est de trois ans, renouvelable une fois.

neut en France pour fuir une émigration étatique et religieuse, ou pour échapper à la guerre, à la misère et à la faim ; d'autres veulent relever le défi de faire vivre leur famille restée au pays. Ils acceptent des conditions de vie très pénibles. Les uns et les autres ne sont pas toujours en mesure de décider de rester ou de ne pas rester en France. Ils gardent longtemps l'espoir du retour. On ne règle pas leurs problèmes par des alternatives sommaires. Pour ceux qui aimeraient revenir un jour chez eux, il faut une politique concertée avec les pays d'origine qui tiennent compte de chaque cas et qui mette en œuvre des actions de formation, de coopération technique et de financement adapté. On peut imaginer ainsi que, dans le cadre d'accords bilatéraux, des retours d'hommes capables d'apporter une compétence à leur village, ou proches de la retraite, soient compensés par des entrées strictement contrôlées.

## Une déconcentration géographique

L'intégration est-elle compatible avec une concentration géographique des immigrés ?

Certains maires, qu'on ne peut vraiment pas soupçonner de xénophobie, disent : « Attention, il devient difficile de gérer de grands ensembles où il n'y a pas beaucoup plus que des étrangers ou des personnes d'origine étrangère. » Ces maires constatent, en effet, que la



M. Hubert Prévot  
secrétaire général  
à l'intégration

population française de souche a tendance à quitter de tels quartiers dès qu'elle le peut. Or la première condition de l'intégration, c'est la cohabitation, dans le quartier, comme dans l'entreprise, entre Français et immigrés. A cet égard, il y a plus que des immigrés, l'intégration devient difficile. Elle n'est pas beaucoup plus facile là où les familles immigrées ne cohabitent qu'avec des familles françaises qui sont entrées dans ces HLM en pensant que ce serait une étape et qui ne peuvent plus les quitter faute de revenus suffisants.

L'attitude du maire de Montfermeil, qui juge excessive la présence d'immigrés dans sa commune, vous paraît-elle justifiée ?

Absolument pas. Il est impossible de tolérer les initiatives de tel ou tel maire, qui se met en marge des lois. Par contre, je me refuse à jeter la pierre à ceux qui crient casse-cou et vont jusqu'à laisser des logements vacants plutôt que d'accueillir une présence étrangère déjà très forte dans un quartier. Si la décentralisation a donné des pouvoirs aux maires, on maîtrise d'urgence ou d'école, elle ne leur a pas donné les moyens d'affronter des situations d'exception en raison du faible rendement des impôts locaux dans les zones d'habitat modeste et des règles de calcul de la dotation globale de fonctionnement.

Pour une répartition plus harmonieuse, ne faut-il pas obliger certaines communes, qui ont fermé leurs portes aux immigrés, à en accueillir davantage ?

L'Etat a des moyens d'action considérables puisque c'est lui qui finance le logement social et que les préfets ont des droits de répartition liés à certains financements. Le préfet doit pouvoir négocier avec les municipalités de son département pour faciliter le désenclavement d'un foyer ou d'une cité grâce à la réalisation de programmes de logements sociaux. Dans le cadre des plans départementaux pour le logement des défavorisés, il peut apporter des compensations aux communes qui contribuent à la résolution de problèmes graves. Il doit aussi encourager l'action de tous les services publics et de très nombreux partenaires privés ou associatifs autour de la rénovation d'un quartier et de la mise sur pied d'un accompagnement social. Les contrats de ville ou d'agglomération permettent de chercher des solutions dans un cadre plus large que celui du quartier, qu'il soit communal ou s'il se fait intercommunal. Si, en fin de compte, des municipalités se refusent à prendre toute part à l'œuvre d'intérêt général de suppression des ghettos, il faudra que l'Etat tienne du poing sur la table.

Quelles autres initiatives vous paraissent-elles souhaitables pour améliorer le climat dans certains quartiers ?

Il y a eu des opérations réussies dans des quartiers où l'action publique était répudiée désespérément ; beaucoup de choses sont en train de se faire, grâce aux contrats de développement pour le développement social urbain, et à la relance des zones d'éducation prioritaire. Je pense qu'il faudrait développer en priorité l'« accompagnement social » dans les quartiers, avec des travailleurs sociaux, des animateurs, des « médiateurs » et aussi la participation de certains jeunes de familles immigrées. Pourquoi ne pas prévoir des locaux, un statut et une petite rémunération pour ces nombreux jeunes qui peuvent jouer un rôle important, s'ils sont bien épanouis par des aînés expérimentés, dans la rénovation des logements et des espaces collectifs, dans leur environnement, dans la formation des résidents aux disciplines de la vie urbaine, dans l'organisation de certaines activités sportives et culturelles, etc. ? Le climat s'améliore là où les gens voient que l'on s'occupe

d'eux, et qu'ils sont eux-mêmes appelés à être des acteurs du changement.

## Ajuster la carte scolaire

L'école est considérée comme le lieu d'intégration par excellence. Que préconisez-vous dans ce domaine ?

Un objectif central est d'éviter la concentration des enfants d'immigrés dans les mêmes classes, de la maternelle au collège. Même si les équipes éducatives sont très motivées, ce que j'ai pu constater, l'enfant d'immigré qui ne peut pas avoir de camarade ou d'ami français d'origine perdra bien des chances de comprendre notre pays dans sa réalité quotidienne. Il faudrait peut-être ajuster la carte scolaire pour qu'un établissement scolaire ne corresponde pas à un seul groupe d'immigrés où se trouve une forte concentration de familles immigrées. En tout état de cause, il faut intensifier les efforts de tous les partenaires publics et associatifs autour des équipes éducatives de ces écoles et de ces collèges, pour arriver à ce que les parents français de souche désirent, un jour, que leurs enfants fréquentent ces établissements en raison de la qualité de leurs cours, de leurs activités sportives ou culturelles et de leurs résultats scolaires. Il faut aussi faire mieux connaître et mettre en valeur l'histoire et les cultures d'origine des populations immigrées.

Le premier ministre a dit, plus d'une fois, que l'intégration des immigrés suppose une maîtrise des flux migratoires. Peut-on sérieusement parler aujourd'hui d'une maîtrise des entrées et de l'installation des étrangers en France ?

Notre pays, comme ses voisins, doit faire face à un certain flot d'entrées. Avec le retour à la croissance en Europe de l'Ouest et l'aggravation de la misère, voire de la pression sociale ou religieuse dans nombre de pays du Sud, des hommes et des femmes sont prêts à tout faire pour pénétrer en Suisse, en RFA ou en France. On ne peut résoudre cette question par la multiplication des garderies, le long de nos frontières. Il faut agir en amont, auprès des pays d'origine, pour les aider à se développer, et en aval, chez nous, pour sanctionner les profiteurs de travail clandestin. Le gouvernement a pris des dispositions pour contrôler ces flux et notamment pour accélérer l'examen de la situation de tous les demandeurs d'asile et renvoyer ceux, très nombreux, qui ne subissent aucune menace et qui ont épuisé toutes les voies de recours que la France s'honore de mettre à leur disposition pour protéger les réfugiés. Il serait difficile d'éviter le dérapage de ceux qui, ayant fait des efforts considérables pour résoudre des problèmes de subsistance, seraient en question par un afflux inopiné de nouveaux migrants. La maîtrise des flux est donc une nécessité. Mais on ne peut exclure que l'Europe aura un jour à tenir compte des pressions que les déséquilibres démographiques et économiques mondiaux exerceront sur elle.

Propos recueillis par  
ROBERT SOLÉ

## EN BREF

M. Rocard prône la concertation avec la société civile au sujet des fichiers des RG. — Le premier ministre a déclaré, jeudi 8 mars, qu'il a demandé aux ministres de l'intérieur et de la défense d'engager une concertation avec les représentants de la société civile, afin de préparer de nouveaux textes sur les fichiers des renseignements généraux. Signataires des décrets qui avaient été annulés, le 4 mars, par le premier ministre, MM. Joxe et Chevènement établiront cette concertation dans le cadre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Les Etats-Unis vont coopérer à un projet scientifique de radio-astronomie spatiale. — Les Etats-Unis vont participer à un projet soviétique — baptisé « Radiostation » — d'étude de formations galactiques, à l'aide d'un radiotélescope qui devrait être déployé dans l'espace par l'URSS vers le milieu des années 90, a annoncé jeudi 8 mars le vice-président américain, M. Dan Quayle. Le radiotélescope spatial soviétique opérera en liaison avec les radiotélescopes américains basés sur Terre. Une participation américaine au projet Radiostation, présenté par l'Académie soviétique des sciences, avait été demandée par l'académicien André Sakharov juste avant sa mort, en décembre 1989, ont précisé les Américains. — (AFP.)

## ENVIRONNEMENT

Réunie à La Haye les 7 et 8 mars

## La conférence sur la mer du Nord a donné lieu à des discussions sévères entre les pays riverains

La conférence sur la protection de la mer du Nord, qui s'est tenue les 7 et 8 mars à La Haye (1) a été dominée par le refus des Britanniques de cesser d'incinérer et d'innocenter leurs déchets à la même date que leurs partenaires. Ainsi, Londres ne mettra fin à l'incinération des résidus incriminés (dopage) que d'ici à la mi-1993, alors que les huit autres pays riverains de la mer du Nord affirment ne plus avoir recours à cette pratique depuis sept ans. De même, les boues d'égouts provenant des usines d'épuration britanniques pourront être déversées en mer du Nord jusqu'en 1998 au plus tard, soit une dérogation de huit ans par rapport au calendrier adopté officiellement par les Etats du continent. Enfin, le Royaume-Uni a refusé de souscrire à l'interdiction du rejet au large et à l'ontensement dans le sous-sol marin des déchets radioactifs. Mais M. Patton, ministre britannique de l'environnement, a accepté que... son refus soit mentionné noir sur blanc dans la déclaration finale de la conférence.

## AMSTERDAM

de notre correspondant

Sans les Britanniques, nous aurions pu aller plus loin, a constaté le ministre suédois de l'environnement. Cette attitude peu flexible a été une grande déception, a résumé Mme May-Weggen, présidente de la conférence.

A Londres, il y a trois ans, il avait été convenu de réduire de moitié les apports par les fleuves et les estuaires de substances persistantes et toxiques. Mais celles-ci n'avaient pas été définies. Cette liste — une liste de trente-trois substances « prioritaires dangereuses » — a été établie et leurs émissions devraient diminuer de « 50 % ou plus » d'ici à 1995 (par rapport à 1985), aussi bien dans les eaux d'eau que dans l'air. Sur ce dernier point, la France et la Grande-Bretagne ont abandonné leurs réserves initiales.

Autre nouveauté : quatre agents polluants considérés comme les plus nocifs, le cadmium, le mercure, le plomb et les dioxines sont soumis à un objectif de réduction plus ambitieux : « 70 % ou davantage » d'ici à 1995 (1985 comme année de référence). Enfin, les PCB — que l'on trouve notamment dans les condensateurs et les transformateurs électriques — doivent être « éliminés et détruits » d'une manière ne portant pas atteinte à l'environnement, d'ici à « 1999 au plus tard ». La France et la Grande-Bretagne proposaient 2005 comme année-but, alors que les pays scandinaves étaient partisans de 1995.

En revanche, la conférence a pris des engagements plus vagues en ce qui concerne les pesticides et les éléments nocifs (contenant des phosphates ou des fertilisants agricoles), deux facteurs importants de la dégradation des micro-systèmes de la mer du Nord.

Les Etats signataires ambitionnent seulement « une réduction substantielle » de l'utilisation des pesticides dans les deux années à venir et « accorderont une attention particulière » à dix-huit produits dont l'usage doit être « strictement limité ou banni ».

Quant aux éléments nutritifs, les rejets des usines de traitement des eaux ou des industries ne sont pas interdits. En outre, la réglementation de l'usage des fertilisants agricoles a été renvoyée à une conférence extraordinaire des ministres de l'Agriculture, qui devrait se réunir au Danemark au début de 1993.

A en juger par la diversité des appréciations qu'ils ont portées sur leurs travaux, les ministres ne savent pas très bien quel bilan tirer de cette conférence, qui s'est tenue dans une ambiance électrique et qui a donné lieu, selon l'expression consacrée, à des négociations « sévères ». « Nous sommes allés plus loin qu'à Londres », a estimé la présidente de la réunion, « Des progrès significatifs ont été effectués », a avancé le représentant de la CEE. Mais, selon le ministre danois, « un petit pas en avant », a seul été accompli. Dans la délégation française, on parlait simplement d'un « compromis représentant une base pour l'avenir ».

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Ont participé à cette conférence les pays suivants : la Belgique, le Danemark, la France, la Norvège, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse (pour la première fois). Plusieurs autres pays ont été admis en qualité d'observateurs, dont la RDA et la Tchétchélie.

Levée de bouillottes contre l'antenne de la Lot. — Le vulcanologue Haroun Tazieff, le commandant Jacques-Yves Cousteau, le cinéaste Louis Malle, le chorégraphe Maurice Béjart, la romancière Françoise Sagan et une dizaine d'autres personnalités ayant des attaches ou des résidences secondaires dans la Lot figurent parmi les seize mille signataires d'une pétition s'opposant à la construction d'une autoroute entre Brive (Corrèze) et Montauban (Tarn-et-Garonne). Les habitants et les résidents secondaires préfèrent que la Nationale 20 soit doublée et devienne une voie rapide deux fois deux voies comme l'Etat est en train de le faire sur la partie nord de la liaison Paris-Toulouse entre Châteaufort et Brive.

Le Monde des PHILATELISTES

l'office de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

Cartes postales : le général de Gaulle.

La collection des carnets de Grande-Bretagne.

L'Agence spatiale européenne et le projet Columbus.

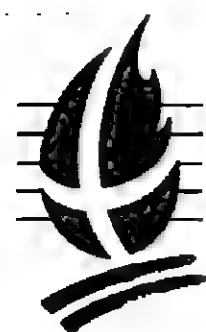
LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

صكلا من الامم





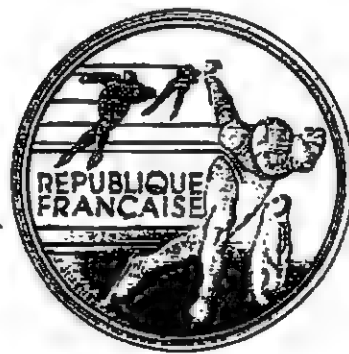
ALBERTVILLE 92

Les monnaies officielles  
des XVI<sup>es</sup> JEUX OLYMPIQUES D'HIVER  
d'Albertville et de la Savoie



## UNE COLLECTION PRESTIGIEUSE DE 10 PIÈCES EN OR OU EN ARGENT

(4 pièces émises, 6 pièces à émettre)



Réalisant des œuvres d'art originales en métal précieux, la Monnaie de Paris crée un véritable trésor qui sera un témoignage prestigieux des XVI<sup>es</sup> Jeux Olympiques d'Hiver d'Albertville et de la Savoie.

Les 9 premières pièces représentent chacune une discipline olympique: ski de descente, patinage artistique, patinage de vitesse, bobsleigh, ski acrobatique, slalom, hockey sur glace, ski de fond, saut à ski. La dixième pièce, frappée uniquement en OR, sera à l'effigie de Pierre de Coubertin.

Pour mettre en valeur cette collection, un coffret luxueux est offert aux acquéreurs des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> pièces.

Tirage limité à 30 000 exemplaires pour chaque pièce en OR, 300 000 pour chaque pièce en ARGENT.

Les 4 premières pièces de la série (les suivantes paraîtront 2 par 2 tous les 6 mois) sont émises en OR au prix de 3 000 F et en ARGENT au prix de 250 F.

Les pièces sont disponibles :  
à la Monnaie de Paris : Galerie de vente, 2, rue Guénégaud, PARIS 6<sup>e</sup>,  
ou Voie Romaine, PESSAC (Gironde),  
dans les agences du Crédit Lyonnais,  
à La Poste, dans tous les bureaux,  
à la Trésorerie Générale au chef-lieu de chaque département,  
chez les distributeurs agréés.  
Vente par correspondance :  
Monnaie de Paris, 11, quai de Conti, PARIS 6<sup>e</sup>.  
Minitel : 36 14 code MODEPA.

Pour recevoir notre dépliant  
sur les premières pièces olympiques  
Veuillez retourner ce coupon-réponse à  
LA MONNAIE DE PARIS  
11, quai de Conti, 75270 PARIS Cedex 06

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

LMO



## SOCIÉTÉ

La célébration à Paris de la Journée internationale

## L'Elysée au féminin

Petits fours et buffet campagnard, jeudi soir 8 mars à Paris, pour célébrer la quatre-vingtième Journée internationale des femmes. Côté jardin, le président de la République, qui souhaitait donner « le maximum d'éclat » à cette journée, avait invité à l'Elysée plusieurs centaines de représentantes des « forces vives » féminines : inspecteur de police, secrétaire, pompier, écrivain, militaire... « Il reste encore beaucoup de 8 mars à célébrer », a ainsi affirmé M. Mitterrand devant son auditoire. Je m'efforce de faire modifier notre législation, mais ce sont nos mœurs, nos habitudes de pensée et de vie qui sont en cause.

En présence de nombreuses personnalités du monde des arts (de la chanteuse Elie Medeiros à la comédienne Madeleine Renaud), des médias (de Michèle Cotta à Eve Ruggieri) et de la politique (de Michèle André, secrétaire d'Etat chargé des droits de la femme à Dolores Cornea, opposante roumaine), le chef de l'Etat a fait allusion, dans une boutade, à sa propre succession : « Une femme à l'Elysée ? Ce serait très bien, si je ne vous donne pas un coup de main, je le ferais. Mais je ne veux pas désespérer les hommes qui attendent ! »

Côté cour, quatre cents « copines » du collectif féministe, qui regroupent dix-huit associations, se sont également retrouvées à Montparnasse pour « fêter ça ». Heureuses de

se revoir après trois ans d'absence sur le pavé parisien, les manifestantes ont commencé par brûler, en effigie, quelques-uns de leurs vieux démons masculins : patron, policier, proxénète, avant de défiler joyeusement en direction de Saint-Germain-des-Près.

## « Non au pouvoir des hommes »

Outre les traditionnelles pancartes disant « Non au pouvoir des hommes », le mouvement s'était, cette fois-ci, placé sous le signe de « la solidarité avec les femmes d'ailleurs ». Du mouvement de libération des femmes noires aux militantes turques, kurdes, iraniennes ou maghrébines, de nombreuses communautés immigrées s'étaient en effet jointes au cortège, avant de se retrouver, autour d'un buffet campagnard, à la Maison des femmes de Paris.

Les femmes étrangères étaient également à l'honneur, dans l'après-midi, à l'occasion du colloque organisé à la Sorbonne, par l'Alliance des femmes pour la démocratisation, présidée par Antoinette Fouque. Douze « femmes exceptionnelles » dont Dolores Cornea, et Elena Bonner, veuve d'André Sakharov, Prix Nobel de la paix, se sont vu remettre le trophée de l'Alliance des femmes des mains, notamment, de Mme Danielle Mitterrand et Simone Veil.

M. Michel Rocard est intervenu, lors de ce colloque, pour se féliciter de ce « foisonnement d'initiatives » qui témoignent, selon le premier ministre, d'un « mouvement social profond ». « Les problèmes des femmes ne se réduisent pas », a affirmé M. Rocard, à ceux d'une catégorie sociale : ils sont ceux de la société tout entière.

Parmi les autres initiatives prises lors de cette journée symbolique, M. Paul Quilès, ministre des postes et télécommunications, a annoncé plusieurs mesures en faveur des femmes, de son administration. Une « structure » doit être ainsi créée auprès du ministère de tutelle pour « s'assurer de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes » et veiller à la promotion des femmes qui représentent 43 % des effectifs des PTT.

Par ailleurs, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, s'est engagé à « faire appliquer le quota de 30 % de femmes dans les instances dirigeantes du PS et dans les candidatures aux diverses élections ». Mme Yvette Roudy, secrétaire nationale du PS chargée des droits des femmes, a, pour sa part, rendu publiques les trois propositions retenues dans son rapport sur l'égalité professionnelle en France (le Monde du 9 mars), évaluant les effets de la loi adoptée en 1983.

VALERIE DEVILLECHABROLLE

## SCIENCES

Une première mondiale

## Naissance imminente d'un cheval-épreuve

Un groupe de chercheurs français de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) a, pour la première fois au monde, réussi une fécondation *in vitro* dans l'espèce équine. Publié dans les *Comptes rendus de l'Académie des sciences* (1), ce travail ouvre d'importantes perspectives dans la maîtrise de la reproduction chez les chevaux.

La technique développée par les chercheurs de la station INRA de Nouzilly (Indre-et-Loire) n'est pas sans rappeler celle mise en œuvre dans l'espèce humaine. Il s'agit d'un premier temps de prélever, par ponction, un ovocyte chez une jument soumise au préalable à un traitement hormonal et dont on sait grâce à des échographies quotidiennes qu'elle est en phase pré-ovulatoire. Après la ponction, réalisée sous anesthésie locale, l'ovocyte est placé dans un milieu de culture à base de sérum de veau fœtal, puis mis en incubation. On récupère dans le même temps le sperme d'un cheval, sperme auquel on fait subir

une série de manipulations physico-chimiques qui, en modifiant la structure des spermatozoïdes, les dote, *in vitro*, d'un pouvoir fécondant.

Deux jours après la fécondation, l'embryon équin est placé, par voie chirurgicale, et toujours sous anesthésie locale, dans le corps de la jument. L'embryon de cheval ne s'implante naturellement que six jours et demi après sa fécondation dans la muqueuse utérine et les chercheurs de l'INRA ne parvenant pas — encore — à cultiver ces embryons plus de quarante-huit heures, l'implantation doit être faite dans l'oviducte et non dans l'utérus de l'animal.

## Sponsor

Après huit tentatives, l'équipe que dirige à Nouzilly M. Eric Palmer a réussi une fécondation *in vitro* puis une implantation chez une jument poney Welsh. La naissance de l'animal, dont on ne connaît pas encore le sexe, est prévue pour le mois de juin.

Cette première ouvre de larges et importantes perspectives dans la maîtrise de la reproduction des

chevaux où l'essentiel des travaux porte actuellement sur le transfert d'embryons chez des juments porteuses (le Monde du 30 janvier 1988 et du 11 janvier 1990). Elle offre notamment une nouvelle possibilité de sélection des animaux de compétition (par clonage ou segmentation) à partir d'un même embryon, de plusieurs animaux au patrimoine génétique identique.

Curieusement, le premier « cheval-épreuve » du monde n'a pas encore de nom. Soucieux pendant plusieurs mois de ne pas donner de publicité à leurs résultats, les chercheurs de l'INRA avouent aujourd'hui, sans fard, qu'ils sont en quête d'un appositor, qui, en donnant son nom à l'animal, permettrait à ses créateurs de poursuivre et de développer leurs travaux.

JEAN-YVES NAU

(1) « Gestation après fécondation *in vitro* dans l'espèce équine », Eric Palmer, Michèle Magistral, Jacqueline Berard et Guy Duchamp. *Comptes rendus de l'Académie des sciences* (T.310, série III, p. 71-74, 1990).

## CARNET DU Monde

## Décès

— M. Pierre Bensimon, Ses enfants Et petits-enfants, Les familles Zerafa, Timsit, Aboulker, Ayache, ont la douleur de faire part de la disparition de

Germeline ABENDANAN, née Zerafa,

le 7 mars 1990.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 9 mars.

— Ali-en-Provence.

M<sup>me</sup> Bernard Asselin de Willencourt, née Anne Six.

Ses enfants Et petits-enfants, Parents Et alliés,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Bernard ASSELIN de WILLENCOURT,

Les obsèques religieuses auront lieu le samedi 10 mars 1990, à 10 heures, en l'église de Fuy (Bouches-du-Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Verberis, Dièppe, Marseille, Paris.

M<sup>me</sup> Claude Dasseville, son épouse,Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Breton, M. et M<sup>me</sup> Eric Folch,M. et M<sup>me</sup> Yves Lebert, ses enfants,

Olivier, Claire et Laure Breton, Marie-Agnès, Constance et Xavier Folch,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude DASSONVILLE,

survenu le 6 mars 1990, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 10 mars 1990, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre de Verberis (Oise), suivie de l'inhumation à Pierrefonds.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Jean Pierre Delaville et Annie, ses enfants,

Florence Pignon et Jean-Louis, Fabienne et Jordane Delaville, ses petits-enfants,

Les familles Deshayes, Mons-Lort, Thévenin et Roy,

ont la douleur de faire part du décès de

Françoise DELAVILLE, née Meunier,

survenue le 4 mars 1990, à Paris-14<sup>e</sup>, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'inhumation, vendredi 9 mars, à Arpajon (Essonne).

15, rue Henri-Cartaud, 94000 Créteil, 18, rue Fourcroy, 75017 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes reliances ..... 87 F

abonnés et actionnaires ..... 77 F

Communication ..... 90 F

## SPORTS

CYCLISME : Paris-Nice

## Le nouveau capital d'Ekimov

Paris-Nice est la course des innovations. Autrefois, elle avait accueilli le Polonais Szurkowski dans le cadre de la première épreuve open — une formule dont le Tour de France était plus tard s'inspirer. — et cet amateur de talent s'était permis de rivaliser avec Eddy Merckx lors des arrivées au sprint. Aujourd'hui, elle ouvre ses portes à Viatcheslav Ekimov, le jeune prodige du cyclisme soviétique, qui effectue ainsi ses véritables débuts en France.

## MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Détenteur du record de l'heure amateur — 49,672 kilomètres — et champion du monde de poursuite à deux reprises, le plus doué des rouleurs de sa génération ne semblait pas prédestiné au professionnalisme. Il n'imaginait surtout pas qu'il affronterait un jour l'élite des routiers occidentaux sur les rives de la Côte d'Azur. Mais les événements qui ont bouleversé les pays de l'Est ont aussi remis en question les idéologies sportives et accéléré l'exode de leurs athlètes vers l'Europe de l'Ouest. Les coureurs

soviétiques avaient d'ailleurs donné le signal de la migration en rejoignant massivement les rangs de l'équipe italienne Alfa-Lum. Une affectation qui valut à Konichev, deuxième du championnat du monde 1989, de percevoir un salaire de capitaliste et de rouler en Alfa-Roméo.

De son côté, Ekimov a choisi le groupe des néerlandais Panasonic, ou plus exactement c'est son entraîneur, Alexander Kouznetsov, qui a choisi pour lui. « Viatcheslav passe de la piste à la route, explique ce professeur de cyclisme avisé, et il trouvera un directeur sportif de bon conseil en Peter Post, qui fut à la fois un grand pistard et un excellent routier. De plus, il sera placé dans des conditions idéales pour apprendre son métier. »

## Des problèmes d'adaptation

Montant de la transaction : 500 000 dollars, soit environ 3 millions de nos francs. Le plus gros contrat — un contrat d'un an — jamais signé par un néo-Pro. Ekimov n'a pas eu à souffrir du dépaysement. Au sein de l'équipe Panasonic, il retrouve l'Allemand de l'Est Olaf Ludwig, champion olympique à Séoul, et il est l'hôte d'une famille soviétique à Drogen, près de Gand, son nouveau lieu de résidence.

Le problème de l'adaptation étant réglé, on attendait au virage le spécialiste de l'exercice contre la montre, d'autant que Paris débutait par un prologue de 7 kilomètres, de la place Voltaire à la place d'Italie. Or, dans ce test initial, l'élève de Kouznetsov a relativement déçu, puisqu'il n'a pris que la douzième place, à 25 secondes de Francis Moreau. Il n'a pas osé avouer immédiatement qu'il souffrait d'un mal de gorge des plus inopportuns, de peur qu'on lui reproche de chercher de mauvaises excuses. Mais il a recouvré son tonus en traversant sous le soleil les monts du Beaujolais : il s'est affirmé le numéro un de sa formation mercredi 7 mars, au cours de la « spéciale » chronométrée de Saint-Etienne, et l'on croit deviner qu'il ajoute à ses qualités de rouleur de solides dispositions de grimpeur. Pour l'instant, le Soviétique est encore en « rodage » : jeudi 8 mars, à l'issue de la cinquième étape courue entre Vergèze et Marseille, il occupait seulement la quarante et unième place du classement général.

« Ekimov est une synthèse de LeMond et de Roche », affirme Raphaël Geminiani. Il y a peut-être également un peu de Jacques Anquetil chez ce garçon au visage d'enfant. A l'image du Normand, en tout cas, il s'est découvert une passion pour l'astronomie. Ne dit-on pas que la contemplation des étoiles incite à la méditation, à la sérénité, à la sagesse.

JACQUES AUGENDRE

## SOLDES

Tous les jours du lundi 12 mars au vendredi 16 mars inclus. 9 h à 12 h / 14 h à 18 h.



HERMÈS PARIS

14, rue du Prince-Royal, PARIS 6<sup>e</sup>

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, GANTS, CHAUSSEURES, TISSUS, ÉTOFFES.

## Les résultats

## BASKET-BALL

## COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS

(Poule finale, quatrième tour retour)

A. Salonique (Grèce), jeudi 8 mars :

A. Salonique (Grèce) 89-78.

Classement. — 1. Barcelone, 20 points ; 2. Jugoplastika Split et Linoges, 18 ; 4. A. Salonique, 18.

## HOCKEY SUR GLACE

## CHAMPIONNAT DE FRANCE (Finale retour)

A. Grenoble, jeudi 8 mars : Rouen bat

« Grenoble, 5-1. Rouen, déjà victorieux au match aller (5-5) est sacré champion de France.

## PATINAGE ARTISTIQUE

## CHAMPIONNATS DU MONDE à Helsinki (Finlande)

Messieurs (classement final). —

1. Kurt Browning (Can.) ; 2. Victor Petrenko (URSS) ; 3. Christopher Bowman (E.U.).

## HANDBALL

## CHAMPIONNAT DU MONDE (première)

en Tchecoslovaquie

L'équipe de France de handball a battu celle de Corée du Sud (31-24).

jeudi 8 mars, à Ostrava (Tchécoslovaquie) dans le cadre du championnat du monde masculin. En cas de victoire contre l'Espagne, samedi 10 mars, à Prague, elle gagnera son billet pour les Jeux olympiques de 1992 à Barcelone.

## CYCLISME

## PARIS-NICE (Cinquième étape)

L'italien Adriano Baffi a remporté au sprint la cinquième étape de la course cycliste Paris-Nice, disputée jeudi 8 mars entre Vergèze et Marseille. Il s'est imposé devant un peloton comprenant notamment l'italien Stephen Roche, qui reste en tête du classement général.

## FOOTBALL

## COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS EN ALGÉRIE

L'Algérie, qui a battu l'Égypte (2-0), et le Nigeria, vainqueur de la Côte d'Ivoire (1-0), se sont qualifiés, jeudi 8 mars, pour les demi-finales de la dixième Coupe d'Afrique des nations disputée jusqu'au 16 mars en Algérie.

صكنا من الامم



« Nous ne sommes  
que deux millions,  
disent les Slovénes.  
C'est un miracle  
si nous existons. »  
Visite et rencontres  
dans la capitale  
intellectuelle  
et administrative  
de la Slovénie  
pour comprendre.



## Ljubljana, miroir slovène

LS doivent avoir trois ou quatre ans, l'âge du printemps slovène. Ils sont descendus tôt ce matin jusqu'à cette petite place en forme de cœur, au cœur de Ljubljana. Dans la dissonance de leurs vêtements fluos, ils se sont avancés gravement, silencieusement, sans un regard pour l'église baroque qui les premiers rayons du soleil. Trente paires d'yeux levés, captés par la silhouette de bronze du poète, attentifs, recueillis. Ils ont fait cercle, puis, un à un, soutenus d'une main d'adulte, ont escaladé le piédestal pour déposer, qui une flamme vacillante, qui l'œillet rouge symbole de la Slovénie : ténacité et fidélité.

Plus tard, des groupes d'adolescents s'approcheront, débattront nonchalamment, puis s'égaliseront dans les rues. Plus tard encore, des micros seront posés devant une petite foule d'où sortiront des hommes et des femmes, un livre en main, pour déclamer tout le jour, en un marathon collectif, des œuvres de l'homme de bronze. A la nuit tombée ne demeureront plus sur la place que trois jeunes femmes, mains et voix tendues, les yeux brillant d'émotion, célébrant à capella, pour elles seules, la gloire du poète.

### Langue, mémoire et poésie

Une nouvelle Journée de la culture s'achevait, qui jette les écoliers chaque année à la même date dans les rues de Ljubljana, pour l'anniversaire de la mort du romantique Franc (ou France) Preseren (1800-1849), celui par qui la langue slovène s'unit à la poésie et à la littérature, celui qui, alors que le pays, une fois de plus dirigé par son puissant voisin du Nord, composait un *Toast* plus internationaliste qu'une *Internationale*, et prophétisait ainsi : « Les enfants de la Slava trouveront leur chemin vers une patrie où ils seront libres de choisir leur foi et leur loi. » Cette foi, qui était leur loi, il la leur indiquait d'emblée : foi en leur langue, foi en leur mémoire, foi en leur poésie. Trois voies pour l'avenir, qui conduiront, après des siècles d'occupation ou de présence étrangère, la nation slovène à reconquérir l'essentiel de son propre territoire, et que pourraient symboliser les trois ponts érigés dans les années 30 par l'architecte Jozef Plecnik, qui, partant d'un même point, à proximité de la cathédrale, dans la vieille Ljubljana, divergent vers la ville nouvelle, via la statue de Preseren.

N'honorer de pères que poètes, combien de nations peuvent y prétendre ? Mais qui d'autre qu'un poète incarnerait un « courant d'air » comme on a pu désigner le petit pays slovène ? A cheval entre Alpes et Adriatique, entre un Nord ou plutôt un Milieu (comme *Mitteleuropa*) trop envahissant et un Sud parfois repoussant, ce peuple de paysans mit moins de temps à se forger une identité qu'à se faire un nom. Arrivé au sixième siècle dans la région, il est vassal de Bavière moins de deux cents ans plus tard, et, après une parenthèse magyare, demeurera huit siècles dans les mains des Habsbourg. Empreinte viennoise toujours vivace et que les plus jeunes, non sans quelque provocation, n'hésitent plus à revendiquer.

Parentèle éclair qui installe la France dans le rôle de marraînes lorsque, entre 1809 et 1813, un inattendu Napoléon de passage décrète la République illyrienne (capitale Ljubljana), où il abolit le servage, proclame l'égalité des personnes, la liberté des cultes, ouvre des lycées parlant slovène et fait paraître les premiers journaux dans cette langue. Sur l'une des avenues de la ville, équidistante des facultés d'architecture et de philosophie, une pyramide, dessinée, disposée, érigée, elle aussi par Jozef Plecnik, témoigne de la reconnaissance du peuple :

« Sous cette pierre/nous avons déposé les cendres/soldats sans nom/de l'armée napoléonienne/pour que tu reposes/au milieu de nous/toi qui en allant/à la bataille/pour la gloire/de ton empereur/es tombé/pour notre/liberté. »

En 1941, après l'éphémère royaume des Serbes, des Croates et des Slovénes, puis celui de Yougoslavie, dans lesquels Ljubljana joue les seconds rôles, c'est à nouveau l'occupation. Italienne d'abord, allemande — et féroce — enfin. A la Libération, la Slovénie devient l'une des six républiques de la Fédération yougoslave, non sans que les Alliés aient rogné son pourtour : à l'ouest le couloir triestin dépendra de Rome, à l'est, une frange sera rétrocédée à Budapest, et, surtout, le Nord carinthien rediendra viennois. Les Slovénes, qui ne pardonneront jamais ce « lâchage » à Staline, affirment encore qu'il monna la chose au seul profit de l'URSS. C'est à ce prix que le « courant d'air » sera entouré de portes, qui ne cessent de battre comme un appel entre Est et Ouest, entre Nord et Sud.

« La nature des Slovénes était conciliante, docile, sans besoins, écrit Peter Handke (1) (rede-

venu, après des années d'errance à l'Ouest, slovène de Carinthie) : la nature de gens qui, à travers les siècles, ont été privés de roi, privés d'Etat, exécutants, valets (pas un noble parmi eux, pas un maître) — et en même temps nous rayonnons, étres obscurs, de beauté, d'amour-propre, d'audace, de rébellion, d'esprit d'indépendance, chacun étant au sein de ce peuple, le héros de l'autre. » Certains, toutefois, plus héros que leur voisin : les poètes, les écrivains. Au point que les groupes de maquisards qui se lèveront pour libérer leur terre du fascisme, se donneront des noms de poètes.

### Lorsque descend la brume

C'est à ce passé serf, sans Etat (2), sans chefs, sans pères autres que ceux qui bercent d'un récit de l'Histoire au lieu de vous conduire en elle, que les Slovénes attribuent leur pudique et profonde mélancolie. Un lointain mais inamovible fonds calviniste, que n'est jamais parvenu à dissoudre le catholicisme fervent, n'aura fait que renforcer le tableau, sur lequel se greffera naturellement la rigidité communiste, sans qu'il soit besoin d'en appeler aux crépuscules viennois.

C'est pourtant au soir, lorsque descend sur Ljubljana la brume imprégnée de suie, lorsque les bars s'emplissent d'une animation joyeuse, que les Slovénes semblent le plus tentés de s'adonner à leur mélancolie, le vin blanc — sport national — et l'alcool aidant. Sans complaisance, mais non sans tragédies. Leur « fatalité », terme qu'ils aiment à adapter aux situations qui ne leur paraissent pas de leur fait, et qu'ils répètent alors tantôt avec douceur, tantôt avec rage, conduit à un taux de suicides sans équivalent en Europe. Une affaire d'hommes dans trois cas sur quatre. « Nous avons un côté très autodestructeur, tente d'expliquer Tomaz, jeune ingénieur globe-trotter. Lorsqu'on nous agresse, nous ne répondons pas, et une fois chez nous, nous nous retournons contre nous-mêmes. Nous ne savons pas exprimer nos émotions, surtout nous, les hommes. »

La mort donc, comme tentation, noir avatar de la mémoire. Mais la mort aussi comme union, fusion avec les ancêtres, cohabitation forcée et nécessaire, condition de survie d'une identité. « C'est absolument essentiel de se souvenir, disent-ils en chœur, nous ne sommes que deux millions, si peu nombreux. C'est un miracle si nous existons. »



Se souvenir et se compter. S'interroge-t-on devant une gigantesque bannière noire flottant au fronton de l'Opéra : semaine culturelle ? Acte de piraterie ? Entrée en dissidence ? Non. Simplement, un employé de la maison (placière ou chef d'orchestre) vient de mourir. L'on ne s'étonnera pas alors de trouver dès la porte d'entrée, au rez-de-chaussée du Maximarket, le grand magasin ljubljanaï, à l'exact emplacement de nos cosmétiques, un rayon entier de cierges et luminaires de toutes tailles.

L'on ne s'étonnera pas que Plecnik ait pu s'attacher à concevoir et à construire comme une de ses œuvres essentielles une « cité des morts » à l'entrée du cimetière de Zale, aux portes de la capitale. Un arc de hautes colonnes dont l'axe est dirigé vers le cœur de la ville y assure la transition entre le monde des vivants et l'au-delà, où il a disposé une série de petits pavillons, sortes de « folies » dédiées chacune à l'un des saints patrons de la cité, accordant même dans sa généreuse Toussaint urbanistique un édifice à ceux qui n'en veulent pas : athées, libres pen-

seurs, et à tous les ancêtres de l'homme.

Une promenade dans cette antichambre de la mort marquée d'une invention si jubilatoire (cela va du *trullo* (3) néoromain à l'abribus de ciment ornementé) est de ces exercices qui vous rappelleraient tous les charmes de l'existence, si l'Eglise, soit par conscience du danger, soit par nécessité de recruter les vivants, ne venait d'édifier, en mordant méchamment sur l'espace plecnikien, un bâtiment au demeurant fort couru le dimanche, pour le style moitis caserne de pompiers, moitis Maison des jeunes et de la culture.

Slovène exemplaire que celui que nous avons choisi pour guide, ce Plecnik (1872-1957) auquel tout visiteur de Ljubljana, conscient ou non, doit quelques heures de tête-à-tête. Il aura traversé le siècle et les régimes comme personne, défendant quoi qu'il lui en coûte les mêmes valeurs, passant imperturbablement des plus grands honneurs à la solitude, dans sa défense d'une architecture « totale ». Aspiré par le vent du nord, il devient à Vienne le meilleur élève d'Otto Wagner et lui succéderait si l'archiduc ne lui opposait son veto.

JEAN-LOUIS PERRIER  
Lire la suite page 18

- (1) Le *Recommencement*. Gallimard, 86 F.
- (2) Au vrai, un Etat indépendant, le royaume de Samo fut fondé en 623. Il ne vécut pas cent ans.
- (3) Huto paysanne conique, particulièrement répandue dans les Pouilles.

**EXPLORATOR**  
EXPEDITIONS

De l'Ethiopie  
au Guatemala,  
Du Sahara au Groenland,  
du Yémen  
à la Terre de Feu,  
du Pamir au Botswana,  
de la Mauritanie  
au Ladakh...

**PLUS DE 100  
ITINERAIRES INEDITS**

Brochure gratuite  
sur simple demande

EXPLORATOR 15, PLACE DE LA MADELEINE  
75008 PARIS • TEL. (1) 42 66 66 24



## SANS VISA

## VOYAGES

## Ljubljana, miroir slovène

Suite de la page 17

La République l'appelle alors à Prague, où il travaillera pour Masaryk à une refonte du château. Mais la Slovaquie lui manque, et, après les indispensables détours italiens, il regagne à l'âge de cinquante ans Ljubljana, où il s'installera modestement, ne s'affichant au service ni du royaume ni de Tito, mais à celui d'une éthique et d'un peuple.

Après sa mort, la Yougoslavie, embarquée dans la vague néo-jugoslavienne oubliera quelque temps ce franciscain qui commandait : « Tu ne tromperas pas Dieu avec du béton », avant de le redécouvrir avec l'Europe entière, ces dernières années. L'on pourra débattre alors interminablement de savoir si l'on tient en lui un précurseur du post modernisme (oui), ou un artifice du néoclassicisme (oui aussi), alors que cet ornementiste subtil veut avant tout donner à penser, comme l'écrit son biographe, Damian Prelovsek (4) : « Plečnik s'efforce, par la beauté et la grandeur, d'éduquer la conscience nationale et d'extraire les dernières gouttes de sang serf qui coulent encore dans les veines slovènes ».

Toute slovène qu'elle veuille être, la langue de l'architecte, lorsqu'il la déploie à l'échelle d'une ville, comme il le fit pour Ljubljana, ne nécessite, pour être lisible, aucune traduction. C'est ainsi que Plečnik, urbaniste en sa cité comme un peintre sur le motif, s'empara des rives de la Ljubljana, étroite rivière qui sépare la vieille ville de la nouvelle, ajoutant là une image de pont, ici un canal de colonnes, plus loin, l'idée d'un lampadaire, et toute une ponctuation d'édicules et d'édifices, pour les transformer en un lent

poème visuel, que saurait lire, ou à défaut ressentir, n'importe quel promeneur de n'importe quel pays : poème dont l'unique objet est de raffermir une identité : d'un lieu, d'une ville, d'un peuple et, sans doute, de l'auteur.

Donner à penser : c'est l'évidente fonction d'une bibliothèque. Mais celle de Ljubljana sera décidément slovène jusqu'aux boutons de porte : Plečnik y a veillé. Pour y entrer, vous empoignerez une puissante tête de cheval, de ceux qui vous tracent un sillon en moins de temps que ça, et vous vous retrouvez, dans la pénombre intérieure, un bec de rapace ancré dans la paume. La chose est trop grave pour être un simple gag, on y verra, quelle que soit la symbolique proclamée, d'un côté une image de cet infatigable peuple travailleur, de l'autre celle de sa résistante mélancolie.

## Une heure sépulcrale

Ce poignant rappel n'achève pas l'épreuve, car vous progresserez maintenant dans un espace purement tombal : marbres noirs et gris subtilement associés dans une complexe ornementation funèbre. La surprise vient qu'au lieu de descendre, comme vous vous y seriez attendu, vous montez. Une heure sépulcrale vous guide jusqu'à une porte que ne désavouerait pas le Joseph K. de Welles. Vous la poussez, le cœur battant, et clinez brutalement des yeux devant un vaste parallélépipède inondé de lumière autour duquel s'étagent sagement les livres. Balayant tout fonctionnalisme, Plečnik a voulu un parcours initiatique, un tra-

vail, qui conduise lentement au savoir, à la mémoire, à la culture.

Car la culture est une autre fatalité slovène. Mais cette fois le « courant d'air » ne se nourrit pas que de l'intérieur, il ramène du plus loin le meilleur du meilleur. La poésie s'exhibe en vitrine avec des traductions toutes fraîches d'Akhmatova, de Mallarmé et de Whitman. Vente attendue pour chaque titre : trois cents exemplaires. Les livres sont bien là, quoi qu'il en coûte, comme le sont ceux de maints

opéra : le *Masque noir* (1929) d'un Slovène très slovène (la mélancolie) et pas mal viennois, disciple de Schönberg : Marij Kogoj.

Entraîné dans une sirabande de démons, un homme à qui l'on a volé son passé recherche, derrière son masque, son vrai visage. Il tue son double en duel et parvient, convulsion après convulsion, à se libérer des liens avec le monde, jusqu'à la victoire du divin en lui. « Le masque noir, ce sont les gens de Mladina qui l'ont arraché et y a quelques

réussite économique éclatante en regard des autres républiques de la Fédération (8 % de la population dégagent un quart du PNB, un tiers des exportations, et le chômage est à un taux quasi-helvétique) lui a un peu tourné la tête : vers la Suisse justement ou la Suède, modèles souvent invoqués.

« Nous sommes rationalistes, vous diriez cartésiens. Les autres peuples yougoslaves, eux, ont un esprit épique, un goût affirmé pour la douce vita, estime l'écrivain Joza Javor-

ments de l'Ouest avant de revenir tenter la greffe sur l'industrie yougoslave. « Le manager doit prendre le pas sur le fonctionnaire, nous devons nous professionnaliser, explique celle qui fut une théoricienne de l'autogestion et une analyste des lois Aaroux. Pour être compétitifs au plan international, nous devons acquiescer le même savoir que les autres. Aussi organisons-nous des séminaires ici, avec des chefs d'entreprise et d'éminents spécialistes d'Europe et d'Amérique, pour discuter et diffuser les connaissances les plus récentes. Objectif : en faire un centre d'excellence. Nous voulons le meilleur de l'Occident, tout en conservant notre attention sur les questions sociales ».

Mais pourquoi cela nait-il ici, dans l'orbite de Ljubljana ? « Parce que nous seuls, Sloènes, pouvons nous lancer dans une initiative de ce type, réplique le docteur Purg. Les autres Républiques de la Fédération sont trop rigides et attendent trop du pouvoir central. Depuis, la francophile directrice a participé à la fondation d'une école semblable en Pologne, où elle ne désespère pas de voir prospérer les idées d'autogestion. Destinée à l'origine aux seuls besoins yougoslaves, le « courant d'air » du management s'est même aventuré jusqu'en Union soviétique, dessinant l'aire slovène comme un espace modèle de communication et de réflexion entre l'Est et l'Ouest.

Dans leur bourgeoise émancipation, les Sloènes ont rencontré leur ultime fatalité : communiquer. Il leur faut sortir d'eux-mêmes et faire tomber les derniers masques. A condition que cet engagement n'apparaisse pas comme une rupture avec le passé, avec leur mémoire, avec leur identité, mais une manière nouvelle de les assumer. Leur langue, inconnue à l'extérieur, qui leur enjoint, dès l'école primaire, d'en apprendre une seconde, les protégera jusqu'au bout de leur histoire. La situation de leur territoire, pour peu que l'ouverture s'en poursuive, le voue au rôle de carrefour ; son exiguïté est une vive incitation à aller voir ailleurs.

Déjà, des scénarios se dessinent, où se mêlent la pure rêverie et le réalisme le plus strict. Premier pas : transformer la Fédération yougoslave en confédération. Deuxième pas : s'engager dans une Confédération plus vaste encore et recentrée, à l'image de la communauté de travail Alpe-Adria qui associe économiquement et culturellement à la Slovénie depuis près de quinze ans treize régions d'Europe centrale aussi diverses que la Bavière allemande, le Haut-Adige italien ou la Croatie yougoslave. Cette nouvelle Mitteleuropa, qui donnerait aux régions toute leur autorité, marquerait la fin de ce qui est resté actuellement à Ljubljana comme un enfermement, et pourrait signer, alors, celle de sa mélancolie.

JEAN-LOUIS PERRIER

(4) Joza Plečnik. CCI, Centre Pompidou, 170 F.  
(5) On lira son terrible récit autobiographique : *La Mémoire dangereuse*, Arléa, 85 F.  
(6) Après une inflation de l'ordre de 2500 % en 1989, le cours du dinar est pratiquement stabilisé actuellement : 1 DIN = 0,5 F.

RECTIFICATIF. — « Le Soudan contemporain », ouvrage du Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient (CERMOC), réalisé sous la direction de Marc Lavergne, ouvrage mentionné par Corine Lesnes dans « Le Monde sans visa » du 3 mars, est en réalité publié par les éditions Karthala (22-24, bd Arago, 75013 Paris, tél. : 43-31-15-59), 1989, 640 p., 195 F.

**CLUB FAUNE**  
Le spécialiste des safaris photos en Afrique du Sud.  
Renseignements : CLUB FAUNE  
Office de tourisme yougoslave, 31, bd des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 42-68-07-07. Y demander la très complète brochure Slovénie, votre destination touristique.

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Côte d'Azur

## 06400 CANNES

## HOTEL LIGURE \*\*\*NN

5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
Fax : 93-39-19-48

A 150 mètres du Palais des congrès, climatisé, piscine, chambres TV couleur, Tél. direct, minibar.

## 06500 MENTON-CARAVAN

## HOTEL VILLA NEW-YORK \*\*\*NN

Forfait mars 7 jours 1/2 pers. Chambres à partir de 130 F d. w. c. on h. w. c., climatisé, TV, jardin, parking, club, vue panor. la tranquillité à 100 m des plages et à 10' de Monaco. Déjeuner. Tél. : 93-35-79-09 Fax : 93-38-55-07.

## NICE

## HOTEL LA MALMAISON

Route de France \*\*\*NN  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.

## 50 CIL INCONNUES ET CLIMATISÉES

TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.

48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-47-42-56 - Tél. 478-416  
Téléphone 93-16-79.

## HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. 93-88-39-60

Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur cablé,  
téléphone direct, minibar.

## Montagne

## HAUTE-SAVOIE

## LAC ANNECY

Hôtel \*\*\* ouvert  
LES PRES DU LAC

74290 TALLOIRES  
lac d'Annecy rive est

Situation privilégiée, parc, bord du lac.  
Tél. : 30-60-76-11 - Fax 30-60-73-42  
Tél. 30-6288 Prendre F

## HAUT-JURA

Chapelle des Bois 25240 - Alt. 1100. Ski de fond.  
VTT. Randonnées pédestres. Initiation Golf.

## HOTEL LES MELEZES \*\*\*

Logis de Fr. Saux. Pous. compl. 71. mars et avril  
1400 F. Tél. : 81-49-21-82.

## 05380 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)  
Père rég. Site classé. Stat. village. Piste.  
fond. Plus les comm. d'Europe 2040 m.

## LE VILLARD, tél. 92-45-82-08

Appt et chambres avec cuisinette. Grill  
de 650 à 1500 F/pers./sem.

## BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62

An départ des pistes de fond, demi-  
pension à partir de 1400 F/pers./sem.

## Paris

## SORBONNE

## HOTEL DIANA \*\*

73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.  
Tél. direct.

De 200 à 420 F. - Tél. 43-54-93-55.

## Provence

## DROME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar).  
Site except. micro-climat, prom., muséol.  
UVA saunas. Cuis. à votre goût.

On ne fume pas à table.  
Chères gd cft prix d'hiver. Minicell  
Colombe. Tél. : 75-26-12-89.

Auberge du vieux village d'André,  
26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

## ROUSSILLON 04220 GORDES

Vacances d'hiver  
AU MAS DE GARRIGON \*\*\*

TGV et aéroport d'Avignon  
séjours détente et fuge à prix doux  
dans le petit hôtel de charme de Labrousse.

Espace gourmande.  
Renseignements et réservations : 90-85-43-22  
Fax : 90-85-7001

auteurs contemporains. Et des « politiques » visiblement en perte de vitesse, où l'on n'hésitera plus à accoler - printemps oblige - Djilas et Tito.

Voici des musées, des peintures, des galeries et des galeries au fait de la dernière dernière exposition de Venise (c'est à côté), de Milan, de Paris ou de Francfort. Huit théâtres - et qui fonctionnent - pour la seule Ljubljana et ses trois cent mille habitants (vingt-six pour la République), des salles de concert et un festival d'été, un opéra, un centre culturel géant, avec des foyers vastes comme des gares du RER, où se croisent toute une jeunesse avide, passionnée et volatile, ses parents, ses amis et ses ennemis, où tout se sait, se répète, se ressasse : « Ça y est, on a décidé de supprimer le mot socialiste de République socialiste de Slovénie ».

## Le premier signe du printemps

De la politique dans la culture ? Justement. Mais à la slovène : tandis qu'un groupe de rockers plus déboussés pour l'allure que leur nom de guerre (Lacal Franz, quelque chose comme les Franz en colère - un autre groupe local, lui, s'intitule tout bonnement Laibach, le nom autrichien de la douce Ljubljana) ramène les passants pour la réunion constitutive dans l'une des salles du centre d'un nouveau parti (pourquoi pas Parti libéral ?), celui des enfants terribles de Mladina (Jeunesse), l'hebdomadaire à l'avant-garde de toutes les dénonciations, de tous les changements ; on donne ce soir dans la grande salle un

années, estime un participant de la scène ljubljanaise. Ce fut le premier signe annonçant le printemps slovène. Comme dans l'opéra, l'objectif est d'être enfin nous-mêmes, d'en avoir les moyens. Nous voulons accéder non plus au divin, comme à l'époque de Plečnik, mais à la démocratie et à l'Europe.

« En vérité, note le poète Eugen Bavcar, ce sont les écrivains qui ont lancé le mouvement chez nous. Un peu comme en Tchécoslovaquie. C'était le seul groupe auquel les gens faisaient confiance. » Le PC slovène leur a emboîté le pas, il y a plus de trois ans, en lançant ses premiers signaux de social-démocratisation, gommant ici une étoile rouge, là une faucille et un marteau. Depuis, la petite république a progressé pas à pas, et devrait tenir, le 8 avril, ses premières élections libres. Avec l'amertume d'être partie avec trois têtes d'avance sur les pays de l'Est, et de se voir coiffer au poteau ! C'est que, s'il n'y avait pas de mer à abattre, il y en a un qui s'élève, mental, politique, chaque jour plus douloureux, entre Ljubljana et Belgrade. Kosovo est son nom. Derrière lui ne se cache pas un banal enjeu territorial (le Monde du 1<sup>er</sup> mars 1990) mais un différentiel d'histoires et d'Histoire qui ne veut pas se combler.

Car, paradoxalement, ce qui lui avait été refusé durant quinze cents ans, la Slovénie l'a trouvé au cours de ce dernier demi-siècle : nation sans nobles, la Résistance les lui procura ; sans Etat, la Yougoslavie y pourvut ; sans bourgeoisie, les structures nouvelles autant que son génie intellectuel, industriel et commercial la lui apportent. Sa

seul (5). Notre amour de la discipline, du travail bien fait, provient lui aussi de notre héritage calviniste. La poésie chez nous n'a jamais été qu'une compensation à notre inexistence politique. Par elle, nous nous révoltons et remarquables. Aujourd'hui, nous sommes encore trop humbles, trop polis, pas assez arrogants. Nous commençons à le devenir. C'est pourquoi nous qui avons cassé le jdanovisme, c'est nous qui avons inventé l'autogestion, c'est nous qui sommes à l'avant-garde dans ce pays.

Neuves assurances, appuyées sur un dynamisme économique qui conduit les Sloènes à se tourner plus vers l'Occident que vers les Balkans. Le mot d'ordre n'est pas précisément « Enrichissez-vous ! », mais on vient de créer une Bourse des valeurs mobilières à Ljubljana, et les formalités pour la création d'entreprises sont réduites au minimum (un formulaire et 2000 dinars (6) suffisent). Le pays se lève non pour conforter son beau rôle dans les rivalités entre peuples yougoslaves, mais pour répondre au seul défi qu'il souhaiterait connaître et qui lui vient de l'extérieur.

## Devenir compétitifs au plan international

« Il nous faut développer une culture du travail. Consolider et développer la soif d'apprendre », estime la dynamique doctoresse Purg qui a anticipé les premiers pas du printemps ljubljanaise il y a quatre ans en transformant un « Centre des dirigeants » aux objectifs essentiellement politiques en une école de management. Depuis, elle a enquêté dans les principaux établisse-

## Carnet de route

## ● Transports

Adria Airways (la compagnie slovène) assure conjointement avec Air France deux rotations hebdomadaires les mercredi et dimanche entre Paris et Ljubljana. A partir de 2465 F aller et retour. Tarif jeunes et cartes verticales : 1570 F.

## ● Livres

Yougoslavie de J.-M. Domenech et A. Pontaut, bien qu'un peu dépassé par les récents événements, comporte un vibrant chapitre slovène (collection « Petite Plaine » au Seuil). On le complètera par le Guide bleu (Hachette). A Ljubljana il convient de se procurer le remarquable *Ljubljana city guide* (en anglais) de Breda Mihelc, qui détaille huit proménades architecturales essentielles.

## ● Restaurants

Il ne faut pas s'attendre à trouver une cuisine trop élaborée dans la région. Les plats les plus intéressants se sont révélés être les plats paysans slovènes comme le rict (gruau d'orge bouilli aux légumes et porc fumé), la fricassée de veau à la pâte de serrasin, le civet de chevreuil aux beignets de serrasin, ou les saucisses « maison » à la choucroute. Quelques pâtisseries originales. Malheureusement, les cartes qui proposent ces plats sont rares. On les trouvera au restaurant Okarina (tél. : 064-77458) dans le village touristique de Bled. A Ljubljana, signalons Pri Jernej, Velika Colnarska 17 (tél. : 221 951) ; Pri Zaberju, Viska 50 (tél. : 261 204). Ces restaurants (privés) sont fermés le samedi, à la différence des restaurants d'Etat.

Le restaurant du Pan Club, Tomcova 12 (tél. : 214 160) est théoriquement réservé aux membres de l'Association des écrivains, mais on peut tenter d'y réserver une table. Le Platana enfin (Osvoboditve 6) qui vaut surtout par son architecture contemporaine raffinée, due à Boris Podrecca l'un des redécouvreurs de Plečnik, et par le ballet de ceux qui veulent y être vus.

## ● Bars

Tous, comme le Roca (Zidovska 5) ; le Sax Pub (Epprova 7) sont extrêmement animés le soir.

## ● Renseignements

Office de tourisme yougoslave, 31, bd des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 42-68-07-07. Y demander la très complète brochure Slovénie, votre destination touristique.

صحنه من الامل



## SANS VISA

### ESCALES



#### Manoirs à l'éco-saïe

A Venise, Istanbul, Florence et ailleurs, certains pelouses sont entrées dans la légende. Cromlix House, dans la campagne écossaise, peut faire partie de cette élite. Pour d'autres raisons : son parc, où courent les faisans, ses boudoirs, son silence, la vérité de son cadre intérieur. Dans chaque cheminée, le feu flambe vigoureusement ; les tableaux, l'argenterie, les porcelaines sont à leur place. Partout, serrés sur les étagères dans la bibliothèque, les couloirs et jusque dans les chambres, des livres ; à choisir, à prendre et à lire avant de s'endormir. Des petits déjeuners, rustiques et somptueux, des repas froids pour les chasseurs et les pêcheurs, des dîners un peu formels.

Cromlix House (Kinbuck, Perthshire, tél. : 786-822125) est à une heure en voiture de Glasgow et d'Edimbourg, à 1 heure 30 du célèbre golf de Saint-Andrews et à 20 minutes des parcs de Glencoe. On peut pêcher dans trois lacs et chasser. Réservez l'indispensable (14 chambres seulement). Le prix d'une chambre double, 1 200 F, envoie, petit déjeuner écossais avec saumon frais, n'est pas excessif au regard de la qualité du service et de l'agrément du séjour.

Il existe quantité d'autres demeures de ce type en Ecosse (consultez l'Office britannique du tourisme, 83, rue Pierre-Charron, 75008 Paris, tél. : 42-89-11-11). Cromlix House est sans conteste la plus belle. Glendoch House (tél. : 475-54-7111), à dix minutes du centre de Glasgow, est plus animée.

Vue sur la River Clyde. Dans chaque chambre, bouillotte et tout ce qu'il faut pour préparer le thé ; parfait après une journée à la Burnell Collection ou après avoir sillonné les salles du Glasgow Art Gallery and Museum (cours des Impressionnistes, de Giorgione et de Rembrandt, mobilier art nouveau de Mackintosh). Le Kenmore Hotel (tél. : 88-73-205), à l'extrémité du Loch Tay, dans les Highlands, fréquenté par les pêcheurs de saumon, est la plus ancienne auberge d'Ecosse, établie comme telle le 3 novembre 1572. Le 29 août 1787, Robert Burns, saisi par sa muse, écrivit sur un crayon un poème sur la mur : on peut encore le lire.

Air France relie Paris à Glasgow, Edimbourg et Aberdeen. On peut arriver dans une ville et repartir d'une autre. Paris-Glasgow

ou Edimbourg : 1 650 F aller et retour en tarif Jeunes et temps libre, 1 850 F en vol vacances. Air France propose des forfaits avion + hôtel (la nuit avec petit déjeuner, 420 F par personne en chambre double à Edimbourg, 510 F à Glasgow) + auto (290 F par jour) et Jet Tours des forfaits pêche (8 jours, 11 850 F).

Avant de partir, lire l'Ecosse, de Kenneth White (Arthaud) pour le plaisir et pour s'instruire. Poursuivre avec Ecosse (Autrement) dirigé par K. White. Deux livres complémentaires. Emporter, pour usage quotidien, deux publications du Scottish Tourist Board : une carte, *Touring Map of Scotland* (41 F) et un livre *1001 Things to See in Scotland*, 1001 choses à voir en Ecosse (48 F) en vente chez Smith (240, rue de Rivoli, Paris-1<sup>er</sup>, tél. : 42-60-37-97). Glasgow est, en 1990, capitale culturelle de l'Europe. Le calendrier des manifestations peut être demandé à l'Office britannique du tourisme.

#### Frissons suisses

Pays de montagnes, la Suisse est le royaume des trains à crémaillère qui n'hésitent pas à se lancer à l'assaut des sommets les plus élevés. Spécialiste des « grandes voyages extraordinaires », VPS Voyages (10-16, rue de la Justice, 75020 Paris, tél. : 40-30-10-10) a fait, des trains de rêve qui sillonnent encore le monde, les vedettes d'une brochure qui leur est entièrement consacrée. Y sont notamment proposés trois circuits permettant de découvrir, de manière originale et spectaculaire, les plus belles régions de la Suisse.

Le premier propose « un petit tour au paradis », véritable voyage aux sommets qui, en six jours (8 000 F de Paris, en chambre double et pension complète), explore, au départ de Montreux (excursion aux Rochers de Naye), et à bord du Super Panoramic Express, le Pays d'en haut et la station de Gstaad, puis la région de la Jungfrau, à partir d'Interlaken, d'où les plus audacieux petits trains d'Europe gravissent par échelons les sommets envahissants, le plus spectaculaire d'entre eux se hissant jusqu'aux glaciers de la Jungfrau et à la gare la plus haute d'Europe, à 3 454 m. On emprunte ensuite l'itinéraire du Lötschberg pour atteindre Zermatt, d'où un funiculaire offre un très beau panorama sur le Carvin. On rejoint Lucerne par la Furka et, après une promenade sur le lac des Quatre-Cantons, on entreprend l'ascension du mont Rigi. Départs en avril, mai, août et septembre.

Le deuxième circuit, également de six jours (8 200 F avec des départs en mai, juillet, août et septembre), alterne, d'Interlaken à Lucerne, trajets sur les lacs et escapades ferroviaires vers les sommets du Bri-

zer Rothorn, à plus de 2 000 m (grâce au dernier train à vapeur à crémaillère d'Europe) et du mont Pilatus (2 129 m) avec une vue superbe sur l'ensemble de la chaîne de l'Oberland bernois. On traverse le lac des Quatre-Cantons en bateau à vapeur puis on embarque à bord des voitures-salons d'un train qui franchit le Gothard pour accéder au Tessin où l'on découvre les différents promontoires dominant le lac de Lugano.

Quant au troisième circuit (7 jours, 8 000 F), il commence par les stations des Grisons (Arosa, Saint-Moritz et Davos) et la vallée de l'Engadine, parcourue dans les voitures anciennes d'un train qui gravit les pentes de la Bernina pour atteindre Algrun, à plus de 2 000 m, avant une descente vertigineuse et sinueuse vers l'Italie puis Lugano. Départs en juin, août et septembre. Possibilité d'une version courte de 4 jours, à 4 850 F.

#### Séminaire en mer

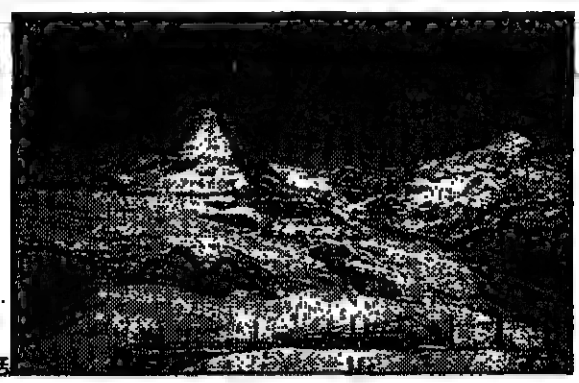
Détourné de sa finalité habituelle, le far niente, un paquebot sera consacré,

l'espace d'une semaine, à ce qui est le plus opposé, le travail, dans un océan réputé pour sa douceur, le mer des Caraïbes. Y sont conviés deux cents chefs d'entreprise impliqués dans la restructuration et le rachat d'entreprises. A l'heure où l'Europe de l'Est entre dans le courant des regroupements en cours, ce n'est pas inutile.

Pour réussir cette aventure économique, ils auront comme interlocuteurs tous les intervenants impliqués dans ce type d'opérations : conseils juridiques, experts-comptables, banquiers, avocats, et non des moindres puisque le président Yvon Chotard apporte son patronage à cette croisière-séminaire.

Ce voyage d'études commencera le 28 avril par un vol régulier Paris-San Juan. Quarante-huit heures de détente à Porto-Rico précéderont l'embarquement sur l'*Amerikanis*, un paquebot de la flotte Chandris. Entre les conférences sur la valeur scientifique de l'audit et sur la reprise des affaires en difficulté, on se détendra à la vue d'îles classées au répertoire de la beauté : San-Juan, Saint-Thomas, la Guadeloupe, la Barbade, Sainte-Lucie, Antigua, Saint-Martin. Vol de retour le 7 mai. Prix par personne sur la base d'une cabine double : de 12 545 F à 14 680 F comprenant les vols Paris-San Juan-Paris et transferts, deux nuits avec petits déjeuners à San-Juan, la pension complète à bord de l'*Amerikanis*, l'inscription et la participation aux séances de travail.

► Renseignements : BMT - Chandris, 8, bd des Capucines, 75002 Paris, tél. : 42-65-49-67.



# L'autre catalogue

UNE SEMAINE TOUT COMPRIS  
EN GRECE 2600 F\*  
A DJERBA 3620 F\*  
A TENERIFE 3640 F\*  
EN EGYPT 5130 F\*  
A LA MONTAGNE 1420 F\*\*

club  
aquarius

3615 Aquarius

\* Prix à partir de, départ à dates fixes, prix par personne, vols Paris-Paris, semaine en chambre double, pension complète.  
\*\* Station station.

je désire recevoir gratuitement  
la brochure printemps-été 90

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

coupon réponse à renvoyer à :

club  
aquarius

113, avenue de Verdun  
92441 Issy-les-Moulineaux Cedex  
Tél. : 48-62-04-18



## 140 Marches de Rêve!



Avec Terres d'Aventure, découvrez l'ivresse du marcheur ! La terre entière est à vos pieds, avec les meilleurs guides et les plus beaux itinéraires de randonnée. Montagnes de France, du monde entier et même d'URSS ! Sahara et grands déserts, haute montagne et ski d'aventure. Pour tous niveaux même débutant et à tous les prix. Catalogues gratuits sur demande en renvoyant le bon ci-dessous à T.A. 16, rue Saint-Victor 75005 PARIS ou en téléphonant au 43.29.20.40. Minitel 3615 Code Terdav.

Nom, Prénom		Ville	
Profession	Tél.	Age	
Brochure Pays lointains	France et Indes	Sti de fond et de montagne	Haute montagne
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>TA Terres d'aventure</b> LE VOYAGE A PIED 16, rue Saint-Victor 75005 PARIS. Tél. : 43.29.20.40. Minitel 3615 Terdav 8, rue des Remparts d'Alençon 69002 Lyon. Tél. : 78.43.99.96. Ligne A 1118			



## SANS VISA

## LA TABLE

## L'œuf à la coque

Sa cuisson ? Rien de plus simple et de plus délicat

**A** la coque parce que cuit dans sa coquille, ou à la coq (du latin *coquus*) parce que préparé par un cuisinier (le maître-coq, ainsi que l'on dit dans la marine) ?

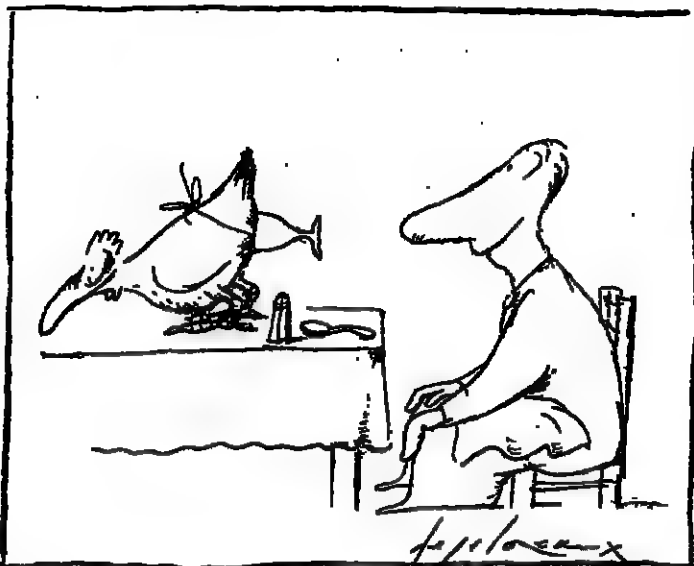
Il n'importe : l'œuf ainsi préparé, tout simple et tout sain, est bien agréable et, à tort, bien délaissé... Sauf des Britanniques.

Sa cuisson ? Rien de plus simple et de plus délicat. Cependant, certains le mettent à l'eau froide et comptent 2 minutes et 30 secondes ; d'autres à l'eau froide et arrêtent dès l'ébullition. L'important est de partir d'un œuf bien frais, très propre et, surtout, ne sortant point à l'instant du réfrigérateur.

La coque de l'œuf est poreuse. Les amateurs d'omelettes truffées le savent bien, qui enferment œufs et truffes dans un bocal quelques jours avant de déguster une omelette parfumée à la truffe mais sans truffe ! On peut donc imaginer que, cuit à l'eau, un peu de celle-ci pénètre la coquille. C'est donc pour cela, il y a quelques lustres, le docteur Bécarré, gastrologue notoire, avait inventé la broche à cuire les œufs à la coque. On n'en parle plus, mais je pense qu'un jeune chef affichant à sa carte : « œuf à la coque à la broche » rendrait mieux service à la gastronomie française qu'en imaginant d'ajouter trois lentilles et un abricot effilé à son assiette de « succulence d'Amphitrite » (mais oui, j'ai lu cette appellation !).

François Clerc (La Vieille Fontaine, à Maisons-Laffitte) cuit, lui, ses œufs coques à la vapeur. Ce n'est pas si mal venu et à noter.

Bien ! Voici nos œufs préparés. Durant que l'on se régale



du premier, en coquetier, l'autre peut être tenu chaud dans une serviette (mieux serait encore de l'avoir mis à cuire après le premier). Sans revenir à la rabelaisienne querelle des gros-boutiens et des petits-boutiens, c'est la pointe en haut que l'on mettra l'œuf dans le coquetier pour le « décapiter ». Reste à le déguster : sel, poivre, et puis ? Et puis rien à mon avis : la petite cuillerée de caviar noblesse n'est qu'un épave-clément (et un moyen de laisser l'addition). Non, le complément de l'œuf coque est essentiellement la mouillette.

De ces deux charmants coque-

tiers

L'amour pour vous a fait

l'omlette... (l'omlette...)

rimait un librettin du dix-huitième

siècle. La mouillette doit être fine-

ment taillée dans la

mie d'un pain de mie, légèrement colorée et tiédie, beurrée, roulée dans des herbes ciselées (persil plat, cerfeuil, ciboulette, estragon,

au goût). Des raffinés (ou des compliqués, jugez-en) tartinent légèrement ces mouillettes de pâte d'anchois, de tarama... Pourquoi pas ? Cela coûte moins cher que le caviar et apporte à l'œuf une douceur de la jaune d'œuf un complément acidulé-iodé qui peut flatter le palais.

Il y a enfin l'épicurien qui, en saison, remplace les mouillettes par des asperges vertes tenues cuites encore un peu croquantes ; on trempe celles-ci dans du beurre fondu ou de la crème fraîche avant de les utiliser en mouillettes. J'ai même connu un farfelu qui utilisait comme mouillettes des morceaux de jambon de Parme.

Un dernier mot : vous trouverez dans quelques maisons de luxe des coquetiers venus d'Angleterre, au couvercle se dévissant. On y casse l'œuf. On ferme et on jette ledit coquetier dans l'eau bouillante le temps nécessaire. Je n'ai pas tenté l'aventure.

LA REYNÈRE

## SEMAINE GOURMANDE

## LE MÉTROPOLE

C'est, avec L'Oustau de Baumanière et L'Auberge des Templiers, l'un des plus prestigieux fleurons de la chaîne Relais et Châteaux. Là tout n'est qu'ordre et beauté, luxe, calme et... pérennité eût dit le poète ! Mais une pérennité évolutive et les habitués du printemps découvriront encore des « plus » (un nouvel escalier des-

cendant vers la mer ; dans le parc, sous le cèdre, un buffet froid de tentants hors-d'œuvre pour les fans de la plage ou de la piscine...).

En directeur-animateur avisé, M. Jean Badrutt veille au doublet bonheur de tous et le chef Pierre Estival, le bien-nommé, cuisine sagement les meilleurs produits du pays, poissons en tête. Du pavé de loup rôti au tournedos en robe de bacon, du rouget au pissalat au foie de veau au miel bien de courgettes. Belle cave faisant heureusement appel aux vins de Provence. Menus 380 F et 450 F et carte, compter 600 F.

► **LE MÉTROPOLE**  
15, bd Général-Leclerc  
06310 Beaulieu-sur-Mer.  
Tél. : 93-01-00-06.  
Tous les jours.  
Chiens acceptés.  
Carte bleue.

## L'ÉRIDAN

C'est le « tout nouveau-tout bon » ici. Eric et Catherine Guénoux viennent de Port-en-Bessin et sont installés dans un cadre moderne mais très élégant. Une quarantaine de couverts et l'accueil de la bien jolie Catherine aux yeux d'un bleu que l'on dirait volé à la mer proche.

Un menu « affaires » aux déjeuners (145 F), un menu « sensation » (250 F) et la carte avec un excellent foie gras maison, une brouillade d'œufs aux oursins, les saint-jacques au parmesan et vin d'ail ou grillées au poivre doux, les poissons du pays (loup, saint-pierre, dorade royale en sauce « pistou »), l'émulsion de bœuf à la lie de vin et aux olives, etc. Très complète carte des vins de prix honnêtes. A la carte compter 350/450 F.

► **L'ÉRIDAN**,  
6, place Wilson,  
06000 Nice.  
Tél. : 93-82-43-75.  
Fermé dimanche.  
AE-DC-CB

## Prenez le temps de vivre !

Le Pays du temps de vivre existe : LA FINLANDE.

La terre et l'eau s'unissent en de vastes espaces de liberté où l'on se sent merveilleusement bien. L'accueil des Finlandais vous étonnera par sa chaleur et sa spontanéité.

La forêt profonde vous livre son silence bruisant... la Laponie n'est pas loin.

Bientôt, les lacs semés par milliers... ils porteront votre barque, votre voile. Au sein de votre chalet, ils vous attendront pour le bain du matin, pour la pêche du soir...

Vous ne pourrez résister au parfait bien-être du sauna, combien vivifiant dans son contraste de chaleur et de fraîcheur.

Prenez votre temps, la nuit ne viendra pas vous surprendre : le soleil ne se couchera pas sur cette terre aux jours sans fin.

Vous vivez, vous respirez et c'est tout naturel.



**OFFICE DU TOURISME DE FINLANDE**  
13, rue Aubert 75009 PARIS  
Tél. : (1) 42 86 40 13  
Minitel 3615 Finlande

Quel que soit votre choix : avion, car-ferry avec votre voiture, train, voyage organisé... vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_

**Finlande**  
naturellement votre

(Publicité)

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

## BASTILLE (OPERA DE LA)

**EL BOLICHE**, 43, rue Faidherbe, 11.  
F. dim. 43-79-87-93.  
Le rest. sud-américain du 11<sup>e</sup>.

## BLANCHE

**DOUCEUR DES ILES**  
3, rue de Bruxelles.  
Tél. : 45-26-68-30.  
Spécialités antillaises.

## CHAMPS-ELYSEES

**RELAIS BELLMAN**, 37, r. Franç.-1<sup>er</sup>.  
47-23-54-42. Juss. 22 h 30. Cadre élég.  
F. samedi, dimanche.

142, av. des Champs-Élysées, 43-69-20-41

**COPENHAGUE**, 1<sup>er</sup> étage.  
FLORA DANICA, et son jardin r.d.c.  
SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.

## GODELINS

**ENTOTTO**, 45-87-06-51 - F. dim.  
143, r. L.-M.-Nordmann, 13<sup>e</sup>.  
Spécialités éthiopiennes.

## MAUBERT-MUTUALITE

**CHIENG-MAI**, 12, r. Frédéric-Sauzet, 5<sup>e</sup>.  
43-25-45-45 f./dim. déj. Thaï 90,30 F s.c.

## MONTMARTRE (JULES-VERNE)

**LA TABLE DE L'ŒUF**, 18<sup>e</sup>.  
F./sem. midi, dim. 46-06-72-01.  
Spéc. Sud-Ouest. Env. 100 F.

## REPUBLIQUE-BASTILLE

**LE REPAIR DE CARTOUCHE**  
47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11<sup>e</sup>). F. sam. midi, dim.

## REUILLY-DIDEROT

**SAPNA**, 160, r. de Charenton, 12<sup>e</sup>.  
F. lundi, 43-46-73-33.  
Musique, danse indienne. Cais. raffiné.

## SAINT-AUGUSTIN

**LE SARLADAIS**, 2, r. de Vienne, 8<sup>e</sup>.  
45-22-23-62. Dîner périgourdin 130 F s.c.

## SAINT-GERMAIN-DES-PRES

**LA FOUX**, 2, rue Clément (6<sup>e</sup>).  
F. dim. 43-25-77-66.  
Alex aux fourneaux.

## TROCADERO

**P. GAILLARD**, 70, r. de Longchamp.  
F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41.  
Cais. classique.

## ENSEIGNE

## O Porto !

**C**HAMPIONS du monde de la consommation de porto, les Français, qui rangent malheureusement ce breuvage au rayon encombré des apéritifs industriels, oublient qu'il s'agit avant toute chose d'un vin. La méconnaissance générale de nos contemporains pour les fruits de la vigne n'est pas ici seule en cause. C'est que le plus gros acheteur de porto est aussi le pays qui absorbe le bas de la gamme de cette production portugaise. On ignore presque toujours, du même coup, que celle-ci peut atteindre de remarquables sommets œnologiques et culturels.

Les amateurs pardonneront que l'on redonne ici, en quelques lignes, les éléments indispensables à la bonne compréhension de ce vin ibérique. Le porto fait d'abord partie (comme son trop méprisé homologue français, le banvère) de la grande famille des vins mutés, c'est-à-dire des vins dont on stoppe quelques jours après les vendanges la fermentation grâce à l'adjonction d'alcool. Les pouvoirs publics portugais ayant eu la clairvoyance de ne pas toucher aux usages de leurs vignerons, le mutage est toujours fait, dans la région du haut Douro, avec des eaux-de-vie. Entre autres avantages, cette opération permet d'obtenir des vins ayant conservé les sucres et différents arômes du raisin, tout en présentant un degré alcoolique élevé.

Après le mutage, les possibilités sont multiples, variant selon la qualité du millésime, selon la silhouette et la durée de garde recherchées. L'essentiel réside dans la durée de conservation en fût de chêne. Dans les plus belles réussites, limitées à deux ans, elle donne naissance aux célèbres vin-tages (se méfier des imitations), vins issus d'une année, millésimés, fragiles, et capotant pour l'éternité la fraîcheur et le gras du fruit.

Ailleurs, le mûrissement dans le bois peut atteindre le demi-siècle, ce qui impose de

nombreux coupages et assemblages interdisant toute notion de millésime. Ce sont les « tawnies », mariage liquide et oxydé du vin, du chêne et du temps qui passe. Tout cela est si complexe à retrouver en France qu'il restait à guider la visite dans le labyrinthe offert des grands portos. C'est ce que tente avec succès Jean Lenoir qui, avec l'aide de la maison Taylor, propose un « Nez du porto » dont la présentation eut lieu chez Saudade, restaurant portugais de Paris.

Déjà célèbre chez les femmes et les hommes du vin pour ses propositions de balades olfactives, Lenoir fournit ici une cartographie inédite, un coffret initié, la reproduction en flacons des principaux arômes du breuvage portugais, allant du café à la réglisse, à travers cacao, chêne et caramel. Plus qu'un simple exercice de nez, il s'agit là de la démonstration scientifique — par chromatographie en phase gazeuse — de l'extraordinaire palette de ces vins qui englobent le floral, les fruits rouges et exotiques, tout comme les arômes de noyau, et qui englobent aussi toute la gamme de la torréfaction (caramel, café, chocolat, cannelle) grâce à la présence, croissante avec le temps, de furfural. Cette substance provient à la fois de l'eau-de-vie du mutage, mais aussi des fûts de chêne, centrés à la chaleur des brasses.

Reflet discorde de l'activité humaine, et marqueur de cette éternité vers laquelle tendent toujours les plus grands des vins, ce furfural suffirait à lui seul, s'il n'était encore besoin, à plaider avec succès la cause portugaise.

► **Le « Nez du porto »** (390 francs environ) est en vente chez plusieurs cavistes parisiens. On peut également s'adresser à Laurent Perrier Diffusion, BP 3, 91250, Torcy-sur-Marne. Tél. : 26.58.91.22.

JEAN-YVES NAU

On ne choisit pas AKIOU par hasard, les grands voyageurs le savent bien !

**AKIOU**  
L'ART DU BEAU VOYAGE

- La Chine classique  
17 jours / 14 nuits.  
A partir de 22.950 Frs tout compris.  
Prestations Haut-de-Gamme.
- La Route de la Soie  
18 jours / 15 nuits.  
A partir de 25.300 Frs tout compris.  
Périples exceptionnels.
- Le Tibet / Népal  
18 jours / 15 nuits  
A partir de 25.900 Frs tout compris.

Renseignements et catalogue AKIOU  
dans toutes les agences de voyages et  
au 47.59.47.47

LAC 87

En attendant que l'on ait pu se faire une idée de la portée de ce projet, il est déjà évident que la France ne pourra pas se passer de lui.

d'écouter de la musique de la région du Nord.

d'écouter de la musique de la région du Nord.

I

I

de

C

de

E. J. coq 7 m pres e fa. cons dari. ne p taqu. le m pays cons tout n'en expli trav. Pe l'Est une devr.

u C de l' Cour credi mier qui a dern senti dént expri med rim. Ali k frage M. A med Mbal lieu l

صحنه من الراحل



# SANS VISA

## DÉCOUVERTE

O Porto !

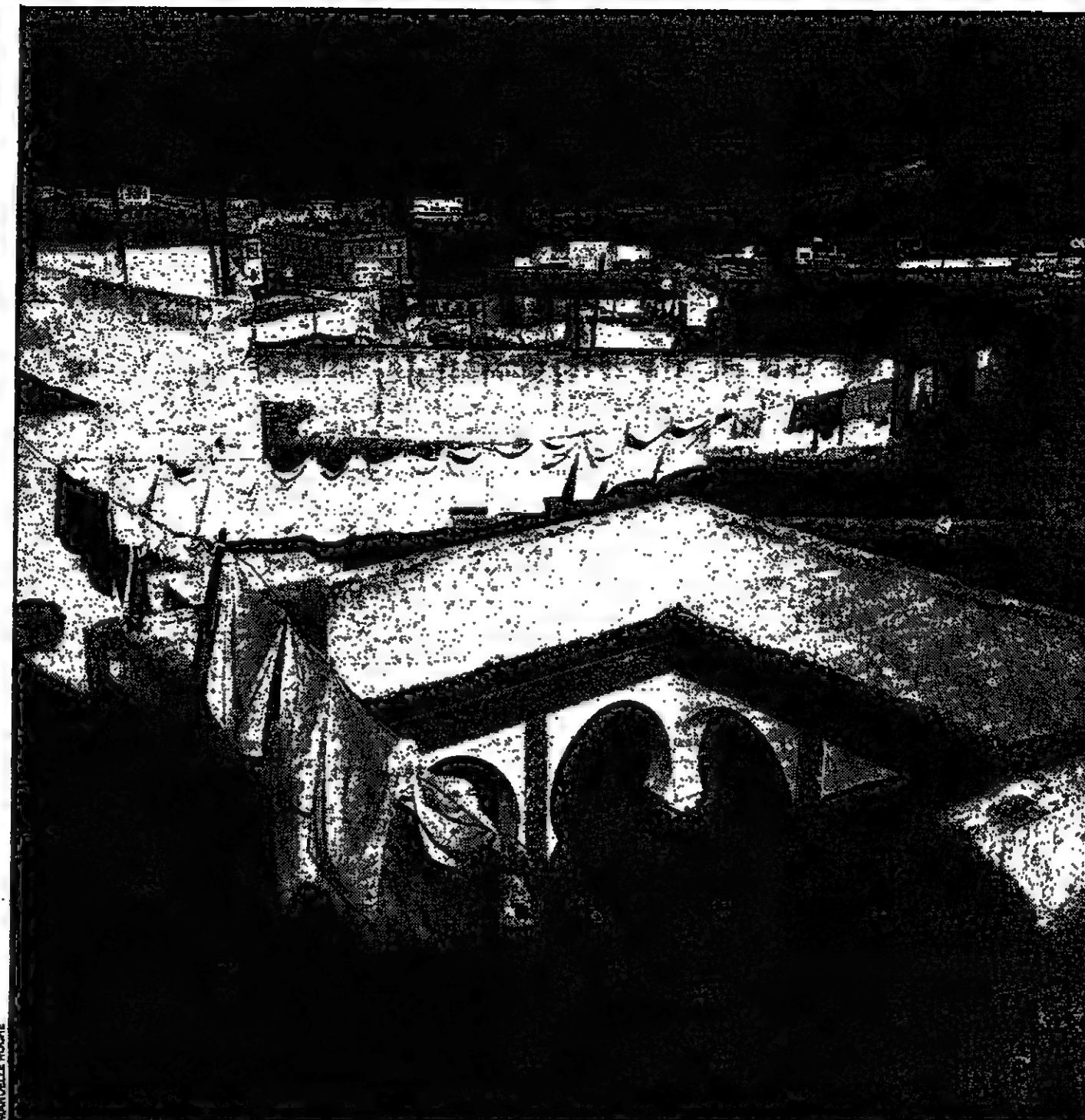
Il y a des Français qui, comme ça, sans se soucier des échos médiatiques, sans relations parisiennes et d'ailleurs vivant loin de Paris, consacrent toute une vie à une bonne cause avec des soutiens infimes. En l'espèce l'architecture islamique algérienne et tout particulièrement le Mzab, au Sahara, et la Casbah d'Alger, deux monuments d'art et d'histoire en péril, s'il en est, aujourd'hui, sous le triple assaut de la surpopulation, de la spéculation et des tremblements de terre.

L'architecte André Ravereau et la photographe Manuelle Roche (également cinéaste et romancière) ont passé une partie de leur existence outre-Méditerranée, avant et après l'indépendance algérienne, l'un dessinant, construisant, restaurant (il fut de 1965 à 1971 architecte en chef des Monuments historiques d'Algérie), l'autre constituant une formidable photothèque, tous deux défendant souvent, à la fois contre le public et les bureaux, l'environnement bâti algérien.

Installés aujourd'hui dans un coin perdu du Vivarais, Manuelle Roche et André Ravereau continuent leur tâche, impavides. Grâce à des éditeurs audacieux, ils ont pu mettre progressivement leurs travaux à portée du public. Manuelle attaqua *mezza voce* il y a quelques années, avec son *Mzab, architecture ibadite en Algérie* (Arthaud). Dans ce livre-album en noir et blanc, couplé avec un documentaire *Le Corbusier et la Casbah d'Alger*, elle nous révélait la robuste douceur des maisons mozabites, ces musulmans berbères ni sunnites ni chiites — on les appelle « ibadites » ou « kharidjites » et leur seule communauté actuelle un peu importante se trouve en Oman où le sultan en est membre — qui il y a mille ans « sont allés vivre leur vérité dans les sables plutôt que de consentir dans l'abondance à celle des autres » (Mouloud Mammeri).

En 1981, Roche et Ravereau, cette fois ensemble, frappent un peu plus fort avec *Le Mzab, une leçon d'architecture* (Sindbad), désormais bible en couleurs de la plus originale façon saharienne de construire une demeure et d'occuper ses espaces intérieurs. Hassan Fathy (1900-1989), « pape » égyptien de l'architecture de terre, avait tenu à rédiger vingt pages d'une préface qui fit naturellement sourire nos bétonniers ou nos folkloristes à succès mais représente aujourd'hui une sorte de manifeste pour de jeunes architectes refusant le matériau et la décoration non motivés, cherchant une économie de gestes maximale pour le constructeur mais aussi pour l'usager.

Enfin cette année, avec *La Casbah d'Alger, et le site créa la ville*, Ravereau-Roche nous ont



MANUELLE ROCHE

## Les alcôves de la Casbah

L'architecte André Ravereau et la photographe Manuelle Roche ont consacré un quart de siècle à illustrer cette architecture algérienne encore méconnue qui fit la joie du Corbusier

donné en un seul volume la somme et l'iconographie les plus précises et en même temps les plus « resserrées » que pouvaient souhaiter les « casbahomans » les plus exigeants.

Léon l'Africain (de son vrai nom Hassan Ben Mohamed El Zayyat), Fromentin, Alphonse Daudet, Lucienne Favre et Charles Brouty (auteurs en 1933 de *Tout l'inconnu de la Casbah d'Alger*), Le Corbusier, Pierre-André Emery, Jean Gabin, Camus, Brandel, Jean Sénac, Rachid Boudjedra, Gilles Pontcorvo et des dizaines d'autres créateurs trouvèrent dans le spectaculaire site-architecture intégré de l'Alger primitif, dans ses terrasses-labyrinthes, ses cours intérieures presque toutes

dignes de Delacroix et sa sociologie remuante, des thèmes d'inspiration qui ont fait le tour de la planète. « La Casbah est unique. Elle n'a pas sa pareille. Elle était méconnue des historiens de l'art, éblouies par l'abondance de décor du Maghreb occidental et de l'Espagne ; elle est le très pur fruit du génie algérien. On la disait turque mais les maisons de Turquie n'ont pas de ses patios, ne lui ressemblent en rien. A leur arrivée, les Turcs ont construit comme il était

d'usage dans le pays », nous dit Ravereau.

Les colonisateurs français (1830-1962) ne ménagèrent pas la Casbah, mais à l'exception de quelques rues commerçantes à arcades, comme Bab-Azoun, rues qui la sabrèrent en sa partie basse (mais sont regardées aujourd'hui comme des modèles d'architecture méditerranéenne), ils allèrent construire ailleurs, sur des terrains extramuros, à l'est, vers la place

Emir-Abdelkader (ex-Bugeaud, comme il se doit), à l'ouest, vers Bab-el-Oued. Ils ne la méprisèrent point cette Casbah, Camus, pied-noir dans l'âme, n'hésitant pas à dire à son amie Blanche Balsin, à propos des « Casbahs », tous musulmans : « Regardez comme ils sont, ils sont plus civilisés que nous ! »

Aujourd'hui qu'on est moins excessif, on se contenterait peut-être de dire, après les leçons d'André et de Manuelle : « Les Algérois inventèrent, sur une falaise descendant abruptement vers la mer, un art de construire et un art de vivre aussi originaux et élaborés que ceux de Constantinople, Alexandrie, Trieste ou Naples. »

Cet héritage est encore, par pant, vivant et sauvable, même

s'il est vrai que certaines semaines sans secousse tellurique deux ou trois maisons s'écroulent toutes seules, même s'il est exact que certaines familles blédardes achèvent volontairement de dégrader certaines maisons historiques pour être relogées en HLM... Hélas, comme disait Napoléon I<sup>er</sup> des hommes (« ils n'ont pas d'amis, c'est leur bonheur qui en a »), la Casbah, oubliée jusqu'à l'amnésie par la néo-bourgeoisie militaire algérienne, maltraitée par une population d'origine rurale à laquelle ni radio ni instituteur n'ont jamais été chargés de dire qu'ils habitaient une merveille, ébranlée par plusieurs séismes, la malheureuse et admirable Casbah a vu ses « amis » se détourner peu à peu (1).

### Appel au mécénat

A l'exception bien sûr de Ravereau et de Roche et de quelques rares Algériens des nouvelles générations, conscients de la valeur de ce patrimoine (il existe une Entreprise de restauration de la Casbah, à Alger) mais qui se sentent bien mal outillés pour attirer le mécénat public et surtout privé (y compris algérien puisque chacun connaît des milliardaires de cette nationalité, du « roi de la chausure de sport » à Marseille aux « princes » des abattoirs et boucheries islamiques des grandes villes de l'Hexagone).

Le travail de notre couple « casbahophile » vient donc à point nommé, non seulement comme support explicite pour une sensibilisation internationale au « dossier Casbah » mais encore comme référence pour les éventuels restaurateurs, grâce à un travail de croquis et photos auquel n'ont échappé aucun fenestron, aucune *skiffa* (entrée en zigzag pour dérober la vie mahométane au passant curieux), aucun *kbou*, cet espace très algérien de réception ou d'intimité sous la coupole — *el koukba* — dont nous avons, à juste titre, fabriqué le mot « alcôve » sans lequel l'histoire sentimentale de la France serait bien appauvrie...

Ils sont trop peu bavards pour m'en avoir parlé mais ce sont des détails de cette taille qui peuvent expliquer pourquoi André Ravereau et Manuelle Roche ont pu, toujours, malgré la parcimonie des encouragements, mener leur labeur dans l'humour et l'optimisme.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

► André Ravereau et Manuelle Roche, *La Casbah d'Alger et le site créa la ville*, Sindbad (235 pages, 155 clichés en noir et en couleurs, 33 dessins et plans, couverture cartonnée, 340 F).

(1) Jean de La Guévière, « La casbah abandonnée », *Géo*, n° 97, 1987.

AVEC NOS PRIX, LE MONDE EST PLUS PETIT.

<p><b>TUNISIE 1990 F</b></p> <p>8 jours pension complète Hôtel Club Dép. Paris 114</p>	<p><b>MARRAKECH 1990 F</b></p> <p>8 jours hôtel 3 étoiles et petit déjeuner Dép. Paris, Bordeaux, Nantes, Lyon, Marseille et Toulouse</p>	<p><b>CANARIES 2500 F</b></p> <p>8 jours demi pension Hôtel Club Dép. Paris, Bordeaux, Lyon, Nantes</p>	<p><b>SENEGAL 2990 F</b></p> <p>9 jours hôtel 2 étoiles et petit déjeuner Dép. 265 et 303</p>	<p><b>THAILANDE 3990 F</b></p> <p>9 jours hôtel 2 étoiles et petit déjeuner Dép. Paris</p>	<p><b>EGYPTE 6500 F</b></p> <p>11 jours Croisière sur le Nil Dép. Paris et Lyon 265 et 1214</p>
--	---	---	---	--	---

Ces prix sont valables à certaines dates et comprennent en plus des prestations annoncées le transport aérien et la garantie Assurances Multi Services Internationale. Nombreuses autres offres.

SUPER MARCHÉ VACANCES

46, Bd Sébastopol - 75003 PARIS - 42 77 10 22 • 52, rue de Bassano - 75008 PARIS - 47 20 21 65 • 13, rue Auber - 75009 PARIS - 47 42 31 19 • 161, Bd St Germain - 75005 PARIS - 42 22 85 85



## SANS VISA

## JEUX

## échecs

N° 1375

## GOURMANDISE FATALE

(Tournoi mondial, Buenos Aires, février 1990)  
Blancs : S. KINDERMAN (RFA)  
Noirs : J. HICKL (RFA)  
Partie espagnole.  
Défense hollandaise.

1. d4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Fc4 Cc7 4. O-O Cb6 5. Fd3 Fd7 6. Fc2 Fc8 7. Fb3 Fd8 8. Fc4 Cc7 9. Fd3 Fd7 10. Fc2 Fc8 11. Fb3 Fd8 12. Fc4 Cc7 13. Fd3 Fd7 14. Fc2 Fc8 15. Fb3 Fd8 16. Fc4 Cc7 17. Fd3 Fd7 18. Fc2 Fc8 19. Fb3 Fd8 20. Fc4 Cc7 21. Fd3 Fd7 22. Fc2 Fc8 23. Fb3 Fd8 24. Fc4 Cc7 25. Fd3 Fd7 26. Fc2 Fc8 27. Fb3 Fd8 28. Fc4 Cc7 29. Fd3 Fd7 30. Fc2 Fc8 31. Fb3 Fd8 32. Fc4 Cc7 33. Fd3 Fd7 34. Fc2 Fc8 35. Fb3 Fd8 36. Fc4 Cc7 37. Fd3 Fd7 38. Fc2 Fc8 39. Fb3 Fd8 40. Fc4 Cc7 41. Fd3 Fd7 42. Fc2 Fc8 43. Fb3 Fd8 44. Fc4 Cc7 45. Fd3 Fd7 46. Fc2 Fc8 47. Fb3 Fd8 48. Fc4 Cc7 49. Fd3 Fd7 50. Fc2 Fc8 51. Fb3 Fd8 52. Fc4 Cc7 53. Fd3 Fd7 54. Fc2 Fc8 55. Fb3 Fd8 56. Fc4 Cc7 57. Fd3 Fd7 58. Fc2 Fc8 59. Fb3 Fd8 60. Fc4 Cc7 61. Fd3 Fd7 62. Fc2 Fc8 63. Fb3 Fd8 64. Fc4 Cc7 65. Fd3 Fd7 66. Fc2 Fc8 67. Fb3 Fd8 68. Fc4 Cc7 69. Fd3 Fd7 70. Fc2 Fc8 71. Fb3 Fd8 72. Fc4 Cc7 73. Fd3 Fd7 74. Fc2 Fc8 75. Fb3 Fd8 76. Fc4 Cc7 77. Fd3 Fd7 78. Fc2 Fc8 79. Fb3 Fd8 80. Fc4 Cc7 81. Fd3 Fd7 82. Fc2 Fc8 83. Fb3 Fd8 84. Fc4 Cc7 85. Fd3 Fd7 86. Fc2 Fc8 87. Fb3 Fd8 88. Fc4 Cc7 89. Fd3 Fd7 90. Fc2 Fc8 91. Fb3 Fd8 92. Fc4 Cc7 93. Fd3 Fd7 94. Fc2 Fc8 95. Fb3 Fd8 96. Fc4 Cc7 97. Fd3 Fd7 98. Fc2 Fc8 99. Fb3 Fd8 100. Fc4 Cc7 101. Fd3 Fd7 102. Fc2 Fc8 103. Fb3 Fd8 104. Fc4 Cc7 105. Fd3 Fd7 106. Fc2 Fc8 107. Fb3 Fd8 108. Fc4 Cc7 109. Fd3 Fd7 110. Fc2 Fc8 111. Fb3 Fd8 112. Fc4 Cc7 113. Fd3 Fd7 114. Fc2 Fc8 115. Fb3 Fd8 116. Fc4 Cc7 117. Fd3 Fd7 118. Fc2 Fc8 119. Fb3 Fd8 120. Fc4 Cc7 121. Fd3 Fd7 122. Fc2 Fc8 123. Fb3 Fd8 124. Fc4 Cc7 125. Fd3 Fd7 126. Fc2 Fc8 127. Fb3 Fd8 128. Fc4 Cc7 129. Fd3 Fd7 130. Fc2 Fc8 131. Fb3 Fd8 132. Fc4 Cc7 133. Fd3 Fd7 134. Fc2 Fc8 135. Fb3 Fd8 136. Fc4 Cc7 137. Fd3 Fd7 138. Fc2 Fc8 139. Fb3 Fd8 140. Fc4 Cc7 141. Fd3 Fd7 142. Fc2 Fc8 143. Fb3 Fd8 144. Fc4 Cc7 145. Fd3 Fd7 146. Fc2 Fc8 147. Fb3 Fd8 148. Fc4 Cc7 149. Fd3 Fd7 150. Fc2 Fc8 151. Fb3 Fd8 152. Fc4 Cc7 153. Fd3 Fd7 154. Fc2 Fc8 155. Fb3 Fd8 156. Fc4 Cc7 157. Fd3 Fd7 158. Fc2 Fc8 159. Fb3 Fd8 160. Fc4 Cc7 161. Fd3 Fd7 162. Fc2 Fc8 163. Fb3 Fd8 164. Fc4 Cc7 165. Fd3 Fd7 166. Fc2 Fc8 167. Fb3 Fd8 168. Fc4 Cc7 169. Fd3 Fd7 170. Fc2 Fc8 171. Fb3 Fd8 172. Fc4 Cc7 173. Fd3 Fd7 174. Fc2 Fc8 175. Fb3 Fd8 176. Fc4 Cc7 177. Fd3 Fd7 178. Fc2 Fc8 179. Fb3 Fd8 180. Fc4 Cc7 181. Fd3 Fd7 182. Fc2 Fc8 183. Fb3 Fd8 184. Fc4 Cc7 185. Fd3 Fd7 186. Fc2 Fc8 187. Fb3 Fd8 188. Fc4 Cc7 189. Fd3 Fd7 190. Fc2 Fc8 191. Fb3 Fd8 192. Fc4 Cc7 193. Fd3 Fd7 194. Fc2 Fc8 195. Fb3 Fd8 196. Fc4 Cc7 197. Fd3 Fd7 198. Fc2 Fc8 199. Fb3 Fd8 200. Fc4 Cc7 201. Fd3 Fd7 202. Fc2 Fc8 203. Fb3 Fd8 204. Fc4 Cc7 205. Fd3 Fd7 206. Fc2 Fc8 207. Fb3 Fd8 208. Fc4 Cc7 209. Fd3 Fd7 210. Fc2 Fc8 211. Fb3 Fd8 212. Fc4 Cc7 213. Fd3 Fd7 214. Fc2 Fc8 215. Fb3 Fd8 216. Fc4 Cc7 217. Fd3 Fd7 218. Fc2 Fc8 219. Fb3 Fd8 220. Fc4 Cc7 221. Fd3 Fd7 222. Fc2 Fc8 223. Fb3 Fd8 224. Fc4 Cc7 225. Fd3 Fd7 226. Fc2 Fc8 227. Fb3 Fd8 228. Fc4 Cc7 229. Fd3 Fd7 230. Fc2 Fc8 231. Fb3 Fd8 232. Fc4 Cc7 233. Fd3 Fd7 234. Fc2 Fc8 235. Fb3 Fd8 236. Fc4 Cc7 237. Fd3 Fd7 238. Fc2 Fc8 239. Fb3 Fd8 240. Fc4 Cc7 241. Fd3 Fd7 242. Fc2 Fc8 243. Fb3 Fd8 244. Fc4 Cc7 245. Fd3 Fd7 246. Fc2 Fc8 247. Fb3 Fd8 248. Fc4 Cc7 249. Fd3 Fd7 250. Fc2 Fc8 251. Fb3 Fd8 252. Fc4 Cc7 253. Fd3 Fd7 254. Fc2 Fc8 255. Fb3 Fd8 256. Fc4 Cc7 257. Fd3 Fd7 258. Fc2 Fc8 259. Fb3 Fd8 260. Fc4 Cc7 261. Fd3 Fd7 262. Fc2 Fc8 263. Fb3 Fd8 264. Fc4 Cc7 265. Fd3 Fd7 266. Fc2 Fc8 267. Fb3 Fd8 268. Fc4 Cc7 269. Fd3 Fd7 270. Fc2 Fc8 271. Fb3 Fd8 272. Fc4 Cc7 273. Fd3 Fd7 274. Fc2 Fc8 275. Fb3 Fd8 276. Fc4 Cc7 277. Fd3 Fd7 278. Fc2 Fc8 279. Fb3 Fd8 280. Fc4 Cc7 281. Fd3 Fd7 282. Fc2 Fc8 283. Fb3 Fd8 284. Fc4 Cc7 285. Fd3 Fd7 286. Fc2 Fc8 287. Fb3 Fd8 288. Fc4 Cc7 289. Fd3 Fd7 290. Fc2 Fc8 291. Fb3 Fd8 292. Fc4 Cc7 293. Fd3 Fd7 294. Fc2 Fc8 295. Fb3 Fd8 296. Fc4 Cc7 297. Fd3 Fd7 298. Fc2 Fc8 299. Fb3 Fd8 300. Fc4 Cc7 301. Fd3 Fd7 302. Fc2 Fc8 303. Fb3 Fd8 304. Fc4 Cc7 305. Fd3 Fd7 306. Fc2 Fc8 307. Fb3 Fd8 308. Fc4 Cc7 309. Fd3 Fd7 310. Fc2 Fc8 311. Fb3 Fd8 312. Fc4 Cc7 313. Fd3 Fd7 314. Fc2 Fc8 315. Fb3 Fd8 316. Fc4 Cc7 317. Fd3 Fd7 318. Fc2 Fc8 319. Fb3 Fd8 320. Fc4 Cc7 321. Fd3 Fd7 322. Fc2 Fc8 323. Fb3 Fd8 324. Fc4 Cc7 325. Fd3 Fd7 326. Fc2 Fc8 327. Fb3 Fd8 328. Fc4 Cc7 329. Fd3 Fd7 330. Fc2 Fc8 331. Fb3 Fd8 332. Fc4 Cc7 333. Fd3 Fd7 334. Fc2 Fc8 335. Fb3 Fd8 336. Fc4 Cc7 337. Fd3 Fd7 338. Fc2 Fc8 339. Fb3 Fd8 340. Fc4 Cc7 341. Fd3 Fd7 342. Fc2 Fc8 343. Fb3 Fd8 344. Fc4 Cc7 345. Fd3 Fd7 346. Fc2 Fc8 347. Fb3 Fd8 348. Fc4 Cc7 349. Fd3 Fd7 350. Fc2 Fc8 351. Fb3 Fd8 352. Fc4 Cc7 353. Fd3 Fd7 354. Fc2 Fc8 355. Fb3 Fd8 356. Fc4 Cc7 357. Fd3 Fd7 358. Fc2 Fc8 359. Fb3 Fd8 360. Fc4 Cc7 361. Fd3 Fd7 362. Fc2 Fc8 363. Fb3 Fd8 364. Fc4 Cc7 365. Fd3 Fd7 366. Fc2 Fc8 367. Fb3 Fd8 368. Fc4 Cc7 369. Fd3 Fd7 370. Fc2 Fc8 371. Fb3 Fd8 372. Fc4 Cc7 373. Fd3 Fd7 374. Fc2 Fc8 375. Fb3 Fd8 376. Fc4 Cc7 377. Fd3 Fd7 378. Fc2 Fc8 379. Fb3 Fd8 380. Fc4 Cc7 381. Fd3 Fd7 382. Fc2 Fc8 383. Fb3 Fd8 384. Fc4 Cc7 385. Fd3 Fd7 386. Fc2 Fc8 387. Fb3 Fd8 388. Fc4 Cc7 389. Fd3 Fd7 390. Fc2 Fc8 391. Fb3 Fd8 392. Fc4 Cc7 393. Fd3 Fd7 394. Fc2 Fc8 395. Fb3 Fd8 396. Fc4 Cc7 397. Fd3 Fd7 398. Fc2 Fc8 399. Fb3 Fd8 400. Fc4 Cc7 401. Fd3 Fd7 402. Fc2 Fc8 403. Fb3 Fd8 404. Fc4 Cc7 405. Fd3 Fd7 406. Fc2 Fc8 407. Fb3 Fd8 408. Fc4 Cc7 409. Fd3 Fd7 410. Fc2 Fc8 411. Fb3 Fd8 412. Fc4 Cc7 413. Fd3 Fd7 414. Fc2 Fc8 415. Fb3 Fd8 416. Fc4 Cc7 417. Fd3 Fd7 418. Fc2 Fc8 419. Fb3 Fd8 420. Fc4 Cc7 421. Fd3 Fd7 422. Fc2 Fc8 423. Fb3 Fd8 424. Fc4 Cc7 425. Fd3 Fd7 426. Fc2 Fc8 427. Fb3 Fd8 428. Fc4 Cc7 429. Fd3 Fd7 430. Fc2 Fc8 431. Fb3 Fd8 432. Fc4 Cc7 433. Fd3 Fd7 434. Fc2 Fc8 435. Fb3 Fd8 436. Fc4 Cc7 437. Fd3 Fd7 438. Fc2 Fc8 439. Fb3 Fd8 440. Fc4 Cc7 441. Fd3 Fd7 442. Fc2 Fc8 443. Fb3 Fd8 444. Fc4 Cc7 445. Fd3 Fd7 446. Fc2 Fc8 447. Fb3 Fd8 448. Fc4 Cc7 449. Fd3 Fd7 450. Fc2 Fc8 451. Fb3 Fd8 452. Fc4 Cc7 453. Fd3 Fd7 454. Fc2 Fc8 455. Fb3 Fd8 456. Fc4 Cc7 457. Fd3 Fd7 458. Fc2 Fc8 459. Fb3 Fd8 460. Fc4 Cc7 461. Fd3 Fd7 462. Fc2 Fc8 463. Fb3 Fd8 464. Fc4 Cc7 465. Fd3 Fd7 466. Fc2 Fc8 467. Fb3 Fd8 468. Fc4 Cc7 469. Fd3 Fd7 470. Fc2 Fc8 471. Fb3 Fd8 472. Fc4 Cc7 473. Fd3 Fd7 474. Fc2 Fc8 475. Fb3 Fd8 476. Fc4 Cc7 477. Fd3 Fd7 478. Fc2 Fc8 479. Fb3 Fd8 480. Fc4 Cc7 481. Fd3 Fd7 482. Fc2 Fc8 483. Fb3 Fd8 484. Fc4 Cc7 485. Fd3 Fd7 486. Fc2 Fc8 487. Fb3 Fd8 488. Fc4 Cc7 489. Fd3 Fd7 490. Fc2 Fc8 491. Fb3 Fd8 492. Fc4 Cc7 493. Fd3 Fd7 494. Fc2 Fc8 495. Fb3 Fd8 496. Fc4 Cc7 497. Fd3 Fd7 498. Fc2 Fc8 499. Fb3 Fd8 500. Fc4 Cc7 501. Fd3 Fd7 502. Fc2 Fc8 503. Fb3 Fd8 504. Fc4 Cc7 505. Fd3 Fd7 506. Fc2 Fc8 507. Fb3 Fd8 508. Fc4 Cc7 509. Fd3 Fd7 510. Fc2 Fc8 511. Fb3 Fd8 512. Fc4 Cc7 513. Fd3 Fd7 514. Fc2 Fc8 515. Fb3 Fd8 516. Fc4 Cc7 517. Fd3 Fd7 518. Fc2 Fc8 519. Fb3 Fd8 520. Fc4 Cc7 521. Fd3 Fd7 522. Fc2 Fc8 523. Fb3 Fd8 524. Fc4 Cc7 525. Fd3 Fd7 526. Fc2 Fc8 527. Fb3 Fd8 528. Fc4 Cc7 529. Fd3 Fd7 530. Fc2 Fc8 531. Fb3 Fd8 532. Fc4 Cc7 533. Fd3 Fd7 534. Fc2 Fc8 535. Fb3 Fd8 536. Fc4 Cc7 537. Fd3 Fd7 538. Fc2 Fc8 539. Fb3 Fd8 540. Fc4 Cc7 541. Fd3 Fd7 542. Fc2 Fc8 543. Fb3 Fd8 544. Fc4 Cc7 545. Fd3 Fd7 546. Fc2 Fc8 547. Fb3 Fd8 548. Fc4 Cc7 549. Fd3 Fd7 550. Fc2 Fc8 551. Fb3 Fd8 552. Fc4 Cc7 553. Fd3 Fd7 554. Fc2 Fc8 555. Fb3 Fd8 556. Fc4 Cc7 557. Fd3 Fd7 558. Fc2 Fc8 559. Fb3 Fd8 560. Fc4 Cc7 561. Fd3 Fd7 562. Fc2 Fc8 563. Fb3 Fd8 564. Fc4 Cc7 565. Fd3 Fd7 566. Fc2 Fc8 567. Fb3 Fd8 568. Fc4 Cc7 569. Fd3 Fd7 570. Fc2 Fc8 571. Fb3 Fd8 572. Fc4 Cc7 573. Fd3 Fd7 574. Fc2 Fc8 575. Fb3 Fd8 576. Fc4 Cc7 577. Fd3 Fd7 578. Fc2 Fc8 579. Fb3 Fd8 580. Fc4 Cc7 581. Fd3 Fd7 582. Fc2 Fc8 583. Fb3 Fd8 584. Fc4 Cc7 585. Fd3 Fd7 586. Fc2 Fc8 587. Fb3 Fd8 588. Fc4 Cc7 589. Fd3 Fd7 590. Fc2 Fc8 591. Fb3 Fd8 592. Fc4 Cc7 593. Fd3 Fd7 594. Fc2 Fc8 595. Fb3 Fd8 596. Fc4 Cc7 597. Fd3 Fd7 598. Fc2 Fc8 599. Fb3 Fd8 600. Fc4 Cc7 601. Fd3 Fd7 602. Fc2 Fc8 603. Fb3 Fd8 604. Fc4 Cc7 605. Fd3 Fd7 606. Fc2 Fc8 607. Fb3 Fd8 608. Fc4 Cc7 609. Fd3 Fd7 610. Fc2 Fc8 611. Fb3 Fd8 612. Fc4 Cc7 613. Fd3 Fd7 614. Fc2 Fc8 615. Fb3 Fd8 616. Fc4 Cc7 617. Fd3 Fd7 618. Fc2 Fc8 619. Fb3 Fd8 620. Fc4 Cc7 621. Fd3 Fd7 622. Fc2 Fc8 623. Fb3 Fd8 624. Fc4 Cc7 625. Fd3 Fd7 626. Fc2 Fc8 627. Fb3 Fd8 628. Fc4 Cc7 629. Fd3 Fd7 630. Fc2 Fc8 631. Fb3 Fd8 632. Fc4 Cc7 633. Fd3 Fd7 634. Fc2 Fc8 635. Fb3 Fd8 636. Fc4 Cc7 637. Fd3 Fd7 638. Fc2 Fc8 639. Fb3 Fd8 640. Fc4 Cc7 641. Fd3 Fd7 642. Fc2 Fc8 643. Fb3 Fd8 644. Fc4 Cc7 645. Fd3 Fd7 646. Fc2 Fc8 647. Fb3 Fd8 648. Fc4 Cc7 649. Fd3 Fd7 650. Fc2 Fc8 651. Fb3 Fd8 652. Fc4 Cc7 653. Fd3 Fd7 654. Fc2 Fc8 655. Fb3 Fd8 656. Fc4 Cc7 657. Fd3 Fd7 658. Fc2 Fc8 659. Fb3 Fd8 660. Fc4 Cc7 661. Fd3 Fd7 662. Fc2 Fc8 663. Fb3 Fd8 664. Fc4 Cc7 665. Fd3 Fd7 666. Fc2 Fc8 667. Fb3 Fd8 668. Fc4 Cc7 669. Fd3 Fd7 670. Fc2 Fc8 671. Fb3 Fd8 672. Fc4 Cc7 673. Fd3 Fd7 674. Fc2 Fc8 675. Fb3 Fd8 676. Fc4 Cc7 677. Fd3 Fd7 678. Fc2 Fc8 679. Fb3 Fd8 680. Fc4 Cc7 681. Fd3 Fd7 682. Fc2 Fc8 683. Fb3 Fd8 684. Fc4 Cc7 685. Fd3 Fd7 686. Fc2 Fc8 687. Fb3 Fd8 688. Fc4 Cc7 689. Fd3 Fd7 690. Fc2 Fc8 691. Fb3 Fd8 692. Fc4 Cc7 693. Fd3 Fd7 694. Fc2 Fc8 695. Fb3 Fd8 696. Fc4 Cc7 697. Fd3 Fd7 698. Fc2 Fc8 699. Fb3 Fd8 700. Fc4 Cc7 701. Fd3 Fd7 702. Fc2 Fc8 703. Fb3 Fd8 704. Fc4 Cc7 705. Fd3 Fd7 706. Fc2 Fc8 707. Fb3 Fd8 708. Fc4 Cc7 709. Fd3 Fd7 710. Fc2 Fc8 711. Fb3 Fd8 712. Fc4 Cc7 713. Fd3 Fd7 714. Fc2 Fc8 715. Fb3 Fd8 716. Fc4 Cc7 717. Fd3 Fd7 718. Fc2 Fc8 719. Fb3 Fd8 720. Fc4 Cc7 721. Fd3 Fd7 722. Fc2 Fc8 723. Fb3 Fd8 724. Fc4 Cc7 725. Fd3 Fd7 726. Fc2 Fc8 727. Fb3 Fd8 728. Fc4 Cc7 729. Fd3 Fd7 730. Fc2 Fc8 731. Fb3 Fd8 732. Fc4 Cc7 733. Fd3 Fd7 734. Fc2 Fc8 735. Fb3 Fd8 736. Fc4 Cc7 737. Fd3 Fd7 738. Fc2 Fc8 739. Fb3 Fd8 740. Fc4 Cc7 741. Fd3 Fd7 742. Fc2 Fc8 743. Fb3 Fd8 744. Fc4 Cc7 745. Fd3 Fd7 746. Fc2 Fc8 747. Fb3 Fd8 748. Fc4 Cc7 749. Fd3 Fd7 750. Fc2 Fc8 751. Fb3 Fd8 752. Fc4 Cc7 753. Fd3 Fd7 754. Fc2 Fc8 755. Fb3 Fd8 756. Fc4 Cc7 757. Fd3 Fd7 758. Fc2 Fc8 759. Fb3 Fd8 760. Fc4 Cc7 761. Fd3 Fd7 762. Fc2 Fc8 763. Fb3 Fd8 764. Fc4 Cc7 765. Fd3 Fd7 766. Fc2 Fc8 767. Fb3 Fd8 768. Fc4 Cc7 769. Fd3 Fd7 770. Fc2 Fc8 771. Fb3 Fd8 772. Fc4 Cc7 773. Fd3 Fd7 774. Fc2 Fc8 775. Fb3 Fd8 776. Fc4 Cc7 777. Fd3 Fd7 778. Fc2 Fc8 779. Fb3 Fd8 780. Fc4 Cc7 781. Fd3 Fd7 782. Fc2 Fc8 783. Fb3 Fd8 784. Fc4 Cc7 785. Fd3 Fd7 786. Fc2 Fc8 787. Fb3 Fd8 788. Fc4 Cc7 789. Fd3 Fd7 790. Fc2 Fc8 791. Fb3 Fd8 792. Fc4 Cc7 793. Fd3 Fd7 794. Fc2 Fc8 795. Fb3 Fd8 796. Fc4 Cc7 797. Fd3 Fd7 798. Fc2 Fc8 799. Fb3 Fd8 800. Fc4 Cc7 801. Fd3 Fd7 802. Fc2 Fc8 803. Fb3 Fd8 804. Fc4 Cc7 805. Fd3 Fd7 806. Fc2 Fc8 807. Fb3 Fd8 808. Fc4 Cc7 809. Fd3 Fd7 810. Fc2 Fc8 811. Fb3 Fd8 812. Fc4 Cc7 813. Fd3 Fd7 814. Fc2 Fc8 815. Fb3 Fd8 816. Fc4 Cc7 817. Fd3 Fd7 818. Fc2 Fc8 819. Fb3 Fd8 820. Fc4 Cc7 821. Fd3 Fd7 822. Fc2 Fc8 823. Fb3 Fd8 824. Fc4 Cc7 825. Fd3 Fd7 826. Fc2 Fc8 827. Fb3 Fd8 828. Fc4 Cc7 829. Fd3 Fd7 830. Fc2 Fc8 831. Fb3 Fd8 832. Fc4 Cc7 833. Fd3 Fd7 834. Fc2 Fc8 835. Fb3 Fd8 836. Fc4 Cc7 837. Fd3 Fd7 838. Fc2 Fc8 839. Fb3 Fd8 840. Fc4 Cc7 841. Fd3 Fd7 842. Fc2 Fc8 843. Fb3 Fd8 844. Fc4 Cc7 845. Fd3 Fd7 846. Fc2 Fc8 847. Fb3 Fd8 848. Fc4 Cc7 849. Fd3 Fd7 850. Fc2 Fc8 851. Fb3 Fd8 852. Fc4 Cc7 853. Fd3 Fd7 854. Fc2 Fc8 855. Fb3 Fd8 856. Fc4 Cc7 857. Fd3 Fd7 858. Fc2 Fc8 859. Fb3 Fd8 860. Fc4 Cc7 861. Fd3 Fd7 862. Fc2 Fc8 863. Fb3 Fd8 864. Fc4 Cc7 865. Fd3 Fd7 866. Fc2 Fc8 867. Fb3 Fd8 868. Fc4 Cc7 869. Fd3 Fd7 870. Fc2 Fc8 871. Fb3 Fd8 872. Fc4 Cc7 873. Fd3 Fd7 874. Fc2 Fc8 875. Fb3 Fd8 876. Fc4 Cc7 877. Fd3 Fd7 878. Fc2 Fc8 879. Fb3 Fd8 880. Fc4 Cc7 881. Fd3 Fd7 882. Fc2 Fc8 883. Fb3 Fd8 884. Fc4 Cc7 885. Fd3 Fd7 886. Fc2 Fc8 887. Fb3 Fd8 888. Fc4 Cc7 889. Fd3 Fd7 890. Fc2 Fc8 891. Fb3 Fd8 892. Fc4 Cc7 893. Fd3 Fd7 894. Fc2 Fc8 895. Fb3 Fd8 896. Fc4 Cc7 897. Fd3 Fd7 898. Fc2 Fc8 899. Fb3 Fd8 900. Fc4 Cc7 901. Fd3 Fd7 902. Fc2 Fc8 903. Fb3 Fd8 904. Fc4 Cc7 905. Fd3 Fd7 906. Fc2 Fc8 907. Fb3 Fd8 908. Fc4 Cc7 909. Fd3 Fd7 910. Fc2 Fc8 911. Fb3 Fd8 912. Fc4 Cc7 913. Fd3 Fd7 914. Fc2 Fc8 915. Fb3 Fd8 916. Fc4 Cc7 917. Fd3 Fd7 918. Fc2 Fc8 919. Fb3 Fd8 920. Fc4 Cc7 921. Fd3 Fd7 922. Fc2 Fc8 923. Fb3 Fd8 924. Fc4 Cc7 925. Fd3 Fd7 926. Fc2 Fc8 927. Fb3 Fd8 928. Fc4 Cc7 929. Fd3 Fd7 930. Fc2 Fc8 931. Fb3 Fd8 932. Fc4 Cc7 933. Fd3 Fd7 934. Fc2 Fc8 935. Fb3 Fd8 936. Fc4 Cc7 937. Fd3 Fd7 938. Fc2 Fc8 939. Fb3 Fd8 940. Fc4 Cc7 941. Fd3 Fd7 942. Fc2 Fc8 943. Fb3 Fd8 944. Fc4 Cc7 945. Fd3 Fd7 946. Fc2 Fc8 947. Fb3 Fd8 948. Fc4 Cc7 949. Fd3 Fd7 950. Fc2 Fc8 951. Fb3 Fd8 952. Fc4 Cc7 953. Fd3 Fd7 954. Fc2 Fc8 955. Fb3 Fd8 956. Fc4 Cc7 957. Fd3 Fd7 958. Fc2 Fc8 959. Fb3 Fd8 960. Fc4 Cc7 961. Fd3 Fd7 962. Fc2 Fc8 963. Fb3 Fd8 964. Fc4 Cc7 965. Fd3 Fd7 966. Fc2 Fc8 967. Fb3 Fd8 968. Fc4 Cc7 969. Fd3 Fd7 970. Fc2 Fc8 971. Fb3 Fd8 972. Fc4 Cc7 973. Fd3 Fd7 974. Fc2 Fc8 975. Fb3 Fd8 976. Fc4 Cc7 977. Fd3 Fd7 978. Fc2 Fc8 979. Fb3 Fd8 980. Fc4 Cc7 981. Fd3 Fd7 982. Fc2 Fc8 983. Fb3 Fd8 984. Fc4 Cc7 985. Fd3 Fd7 986. Fc2 Fc8 987. Fb3 Fd8 988. Fc4 Cc7 989. Fd3 Fd7 990. Fc2 Fc8 991. Fb3 Fd8 992. Fc4 Cc7 993. Fd3 Fd7 994. Fc2 Fc8 995. Fb3 Fd8 996. Fc4 Cc7 997. Fd3 Fd7 998. Fc2 Fc8 999. Fb3 Fd8 1000. Fc4 Cc7

## NOTES

a) Durant des siècles, les Noirs mirent au point plusieurs systèmes défensifs dans la partie espagnole sans recourir à l'attaque immédiate du R-R blanc par 3... a6; par exemple, la défense berlinoise dès 1843 (3... Cc6; 4. O-O, Cc6) ou la défense Steinitz (3... Cc6; 4. O-O, a6 ou aussi 3... d6) ou la défense Cordel (3... Fc5) ou le gambit Jaenisch (3... f5).

b) La suite la plus active, 4. d4; 4. d3; 4. Dd2 et 4. Fc5 ou 4. Cc3 posant moins de problèmes aux Noirs.

c) On 5. Td1, Cc6; 6. Cxé5, Fc7!

d) 5... éxd4 est faible: 6. Td1, d5; 7. Dxd4, Dd7; 8. Fxé5, bxc6 (si 8... Dxc6; 9. c4); 9. Cc5! Cependant, les Noirs disposent de la défense 5... Fc7; 6. Dd2, Cc6! 7. Fxé5, bxc6; 8. dxc6, Cb7!; 9. Td1, O-O; 10. Cc4, Fc5 ou Dd8. Ou bien 5... Fc7; 6. dxc6, O-O; 7. Dd5, Cc5; 8. Fc3, Cc6; 9. Cc3, a6; 10. Fc4, d6; 11. éxd6, Dxd6; 12. Ta-d1, Dxd5 avec égalité. Le retrait du C, qui date de 1869 (Zukertort-Guyot), permet aux Noirs de compenser la détérioration de leur structure de pions par la mise en valeur de leur paire de F.

e) La continuation principale consiste en 6. Fxé5, dxc6; 7. dxc6, Cc5; 8. Dxd8+, Rxd8; 9. b3.

f) Pachman conseille 7... d6!; 8. é6 (ou 8. axb5, Cxé5; 9. Td1, Fc7; 10. Cxé5, dxc6; 11. Dxd8+, Rxd8; 12. Txc6, Fd6 avec égalité), fxé6 (si 8... Fxé6; 9. axb5, Cxé5; 10. Cc4, Fc7; 11. Cc5, Fc7; 12. Fc4, Cc4; 13. Cc5, O-O; 14. f5! (Didier Pillsbury, Paris, 1900)).

g) Si 10... éxd6, Dxd6; 11. Dc3, Fc6; 12. Cc3, c6; 13. Fc3, Dd4; 14. Dc5, Fd6!; 15. Dxc7, O-O-O! Par contre, 10. b4 n'est pas clair: 10... Ff5; 11. Td1, Fc7; 12. Tc2, c6; 13. Fa3, Dd6; 14. Df4, Ff6.



CULTURE

THÉÂTRE

Monsieur Levy vu d'une falaise

A Bobigny, « De la nature des choses », de Lucrèce, classique latin qui remet en mémoire d'étranges histoires

Tableau noir, livre ouvert, visage froid du professeur : tel était, tel est encore, dans les salles de classe, l'abîme des textes dits « classiques ».

Depuis une dizaine d'années un « papa Noël » des classiques, Jean Jourdeuil, appelle à la rescousse les atouts de l'art du théâtre - plaisir des décors et des lumières, drôles de surprises des mises en scène, radiativité des comédiens - afin de donner plus de charme à ces grands textes. Il y réussit. Sous sa baguette magique, Montaigne, Rousseau, Spinoza, sont devenus beaux garçons, joyeux convives. Et Jean Jourdeuil, à présent, avec son coéquipier Jean-François Peyret, nous propose un sommet des lettres latines, le *De natura rerum* de Lucrèce, poème philosophique de 7400 vers, exposé de la physique atomique inventée par Épicure.

Ce nouveau spectacle se décrit en peu de lignes. Quand la lumière se fait, le spectateur découvre que les sièges du public ont été placés sur les planches de la scène. Le théâtre est inversé. Le spectateur contemple devant lui toute l'étendue des gradins sur lesquels le public, d'habitude, est assis.

Le travail du décorateur a consisté à mettre, sur les fauteuils, des housses, qui forment un damier multicolore : quatre teintes de housses, deux turquoise et deux brunes, sont dissimulées. Il y a des effets d'éclairage sur et sous les rangées de housses.

Ce qui est désarmant chez les ultra-cérébraux, c'est que leur dynamisme spirituelle ne tombe jamais en panne : elle est capable d'aller chercher, de justifier, d'argumenter, n'importe quoi. Jourdeuil et Peyret savent seuls le pourquoi de tous les éléments de cette soirée, qui n'est certes pas ennuyeuse, ni sèche.

Tout spectateur est un sujet. Il est subjectif. Je n'ai pas été touché par ce spectacle. Mais j'avais le cœur serré parce que je revoyais Cornélius.

Il était professeur au lycée Charlemagne, c'était le ghebo à l'époque, avant la guerre. Il était très grand, très vaste dans son étroit manteau noir, il portait sur la pointe du crâne le feutre à bords roulés qui se voyait beaucoup dans le quartier. Il n'enseignait pas le latin, mais l'histoire. Il n'avait jamais de livre, son petit cartable noir ne contenait qu'une fiole et deux pots de yaourt, qu'il prenait en classe car il avait avalé des morceaux de verre du pare-brise de l'auto de son genre, dans un accident. Nous étions fous de lui. Chacun de ses cours était un enchantement. Vu ses proportions de géant, nous l'avions surnommé Cornélius, du nom de l'ascète des éléphants, dans *l'Histoire de Babar*, qui était parue cinq ou six ans plus tôt (mais ce n'était pas encore chez Hachette).

Il avait l'oreille fine, il surprit ce surnom Cornélius, il ne s'en fâcha pas, il nous dit que c'était le nom d'une branche familiale qui comptait des Sylla, des Scipion... L'un de nous avait la vraie famille d'origine, Babar. Cornélius, dont les plus beaux cours étaient ceux d'histoire romaine, nous dit que les éléphants couraient les champs de bataille, avant Jésus-Christ. « Qui va savoir me dire un vers de *Heredia* ? », demanda Cornélius, « ne levez pas tout le bras en même temps » : un seul élève se dressa, dit : « On entendait au loin barir les éléphants » : « Non, dit Cornélius, zéro d'histoire, *Heredia* la savait, l'histoire, et il a écrit « barir un éléphant ». *Hannibal* était parti de Carthage avec une trentaine d'éléphants, mais dans la traversée de l'Espagne, des Pyrénées, de la Provence, des Alpes, il les perdit tous sauf un, et à la bataille de La Trebbia, qui décrit *Heredia*, il massacra les Romains avec un seul éléphant. »

Et Cornélius enchaîna sur Lucrèce, il était un fan du *De natura rerum*, il le savait par cœur. « La mort, voilà ce qu'il ne faut pas craindre », disait Cornélius. *Lucrèce en dit le plus grand bien : un miracle de la nature, de la paix, de la sérénité. Toutes les douleurs oubliées. Plus d'angoisse. Deux paradis avant et après la vie. Quand Hannibal, avec ses éléphants et son éléphant, a foncé sur Rome, vous avez eu peur ? Non, rien du tout, dit Lucrèce, vous n'avez pas peur ! Car, précisait Cornélius, Hannibal savait deux cents ans avant Lucrèce. »*

Cornélius était notre ultime secours lorsque les versions latines étaient du Lucrèce. Car ce que racontait Lucrèce était si insensé, si révoltant, que nous étions à peu près sûrs de faire des contresens. « Comme c'est agréable, assis sur la falaise, de regarder autour se débattre dans la tempête », disait Lucrèce, qui insistait : « Ce n'est pas tout à fait un plaisir, mais être dominé de malheurs auxquels on échappe, c'est bien bon. » Comment pourrions-nous croire qu'un auteur ancien, étudié en classe, ait pu écrire ça ? Nous étions sûrs de

ne pas comprendre. C'est Cornélius qui nous calmait.

Il y eut mieux. Une autre version de Lucrèce avait pour propos les atomes. Lucrèce racontait à peu près que les atomes sont distribués également dans le « grand tout ».

« La grande muraille d'Ivoire »

Et si vous êtes surpris, disant-il, de voir si peu d'éléphants, si peu d'atomes d'éléphants, chez nous, à Rome, c'est que la distribution n'est pas tout à fait achevée, c'est que les atomes d'éléphants sont encore presque tous stockés en Inde, où ils sont si nombreux que l'Inde est inaccessible, insubmersible, tant les éléphants forment, tout autour, un mur d'ivoire. Comment oser, sans redouter un zéro, écrire des inépuissables parcellés dans une version latine ? Cornélius nous rassura, il nous conseilla d'en rire, de traduire par « la grande muraille d'ivoire », pour faire pendant à la Chine.

Où, je regardais et j'écoutais le spectacle de Jourdeuil-Peyret, et je ne voyais et n'écoutais que Cornélius, sous son petit chapeau noir, derrière son yaourt, nous traduisant Lucrèce. Et puis je me dis que

Cornélius, de son vrai nom, s'appelait tout bêtement M. Levy, et qu'il avait disparu du lycée Charlemagne dans les derniers jours de 1940.

Alors je me suis rappelé que M. Levy nous disait que Lucrèce n'était pas un farceur, qu'il souffrait d'angoisse, et que sans doute il avait mis fin à ses jours. Je me suis dit que M. Levy, sous l'Occupation, ce n'était pas comme l'éléphant d'Hannibal, nous étions tous là, au même moment, et tous les élèves de Cornélius, anciens ou récents, avaient été là, assis au bord de la falaise, quand il avait disparu. Et c'est de cette falaise, de l'obsession de cette falaise, que souffrent plusieurs générations de femmes et d'hommes ici. Et seule la mort d'eux tous, de nous tous, mettra fin à cette obsession, et là Lucrèce n'a pas tort. D'autant plus que, plus d'une fois, plus qu'à leur tour, s'étaient les Cornélius-Levy qui, aux heures de classe, nous avaient appris, non pas quand même le bonheur mais tout au moins la chance de vivre.

MICHEL GOURNOT

► Bobigny, Maison de la culture, du mardi au samedi, 20 h 30. Dimanche, 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45.



L'éléphant d'Hannibal (sculpture anonyme, Bonarzo).

MUSIQUE

Joyce ou le sentiment maîtrisé

Dix-sept disques, plus de deux cents compositions, Joyce, figure de la musique brésilienne depuis vingt ans, chante au Théâtre de la Ville

Le dépeuplement selon Joyce ne mène pas forcément à l'ascèse. Il sert également le plaisir en ne gardant que l'essentiel : la lumière du jour, la respiration, la sensualité. Joyce, née il y a une quarantaine d'années à Rio, ville baroque s'il en est, commence le nettoyage de l'âme par elle-même : de son nom, à l'origine, comme le veut l'usage au Brésil, elle ne garde que ce prénom aux consonances anglosaxonnes. « C'est bien suffisant pour une identité. »

Musicienne, elle choisit de jouer de la guitare sèche. Chanteuse, elle s'attache à respecter les lignes mélodiques sans les encombrer de fioritures inutiles. Compositeur, elle laisse aux autres le soin d'agrémenter sa musique d'arrangements ou d'effets de voix dont elle se passe aisément. Mais leur interdit de toucher aux textes. Et quand il s'est agi de traduire en anglais les chansons de l'album qu'elle a enregistré aux États-Unis, *Musica Inside*, à paraître chez Verve fin mars, elle ne fit confiance qu'à elle-même. « Mes textes sont précis, ils expriment une idée, un sentiment tout à fait particulier. »

« Une folie maîtrisée »

La rigueur de la rigueur, c'est aussi l'éloignement de la gloire. Et ce n'est qu'en 1987 qu'une des compositrices les plus marquantes de ces vingt dernières années sortira des coulisses. Riche de cette peur de la déformation, du non-authentique, Joyce décide alors de fêter le sixième anniversaire de Tom Jobim (« Il est au Brésil ce que Gershwin est aux États-Unis », précise-t-elle) en lui consacrant un album d'une sobriété exceptionnelle.

Jobim, dont elle avait été l'épouse, admirera « sa voix en forme de rivière cristalline, sa folie maîtrisée ».

« La succès fut tel que sa maison de disques lui demanda de continuer la série l'année suivante. Amoureuse de la bossa-nova (« Le terrain de la musique brésilienne d'aujourd'hui »), elle choisit de consacrer un nouvel album à Vinícius de Moraes, avec qui elle vint à Paris pour la première fois sur la scène de l'Olympia, en 1975.

En 1989, Joyce *ao vivo*, un enregistrement live, avait enfin pris la mesure de son audience : un public très mélangé y représentait en chœur quelques-unes de ses compositions dont beaucoup ignoraient qu'elles fussent d'elle, tant elles avaient été marquées par des interprètes de qualité : Milton Nascimento (*Misericórdia*), le sentiment à fleur de peau, Maria Bethânia (*Milkeres*), Maria Bethânia - hymne à la gloire de la femme brésilienne), Elis Regina (*Me disseram*, de l'humour joyeux et caustique sur les rapports hommes-femmes).

En 1987, « à l'époque où une femme compositeur avait l'air d'une soucoupe volante », Joyce donna son premier show au Maracanzinho à Rio. Dix-sept disques et deux cents compositions plus tard, cette jeune fille timide aux yeux d'une clarté surprenante continue sereinement une carrière sans fautes. En mai dernier, elle avait gagné le pari difficile d'assurer la première partie de Chico Buarque au Zénil.

Avec sa guitare et trois musiciens (batterie, claviers, basse), elle se laissera à nouveau absorber au Théâtre de la Ville par une relecture très personnelle de la bossa-nova.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Joyce au Théâtre de la Ville, les 9 et 10 mars à 18 h 30, 80 F. Tél. : 42-74-22-77.  
► Albums *Os anos 60* de Tom Jobim et *ao vivo*, EMI.

ARTS

Marinot, le verrier des fauves

Où l'on redécouvre l'œuvre supérieurement élégante d'un peintre devenu maître-verrier par fidélité à la peinture

Pour que la couleur de leurs œuvres soit aussi forte et chatoyante qu'il se peut, les fauves s'affranchissent du ton local. Delanay, qui fut des leurs un moment, se débarrassa, lui, du dessin. Et Marinot, autre « compagnon de route », préfère à la peinture sur la toile les pigments, en poudre, en bulles, en écailles, que l'on peut enfermer dans le verre d'un vase. Cette couleur presque à l'état brut, la lumière la traverse et la diffuse comme dans un vitrail, de sorte que chaque objet devient un bloc poli d'orange cadmium ou de bleu turquoise. L'expression « couleur pure » n'a jamais autant de sens qu'employée à propos de ces singuliers chefs-d'œuvre où la logique du chromatisme est poussée jusqu'à son terme.

Singulière, les verreries de Marinot le sont en effet de plusieurs manières. Quoique le catalogue leur attribue des appellations, qu'il les qualifie de vase, de bouteille ou de flacon, elles n'ont été conçues que pour être vues, et non pour que l'on y pique des fleurs ou conserve quelque liqueur. Elles ne servent qu'à la volupté de l'œil.

Autre étrangeté : Maurice Marinot les a exécutées dans son atelier de Bar-sur-Aube dans les années 20 et 30, sans se soucier de la mode d'alors. Il ne tient ni du style Arts & Crafts ni de l'École industrielle façon Bauhaus. Il fait ce qu'il lui plaît, et plaie à quelques amateurs, dont le plus illustre fut le ministre bibliophile Louis Barthou.

Si Marinot appartient à un mouvement, c'est au fauvisme de 1905, ce dont témoigne une dizaine de toiles - paysages et portraits - construites par la touche colorée et le contraste de verts très crus et

quelques accents rutilants. La peinture, qui est né à Troyes en 1882 et s'est fait expulser de l'atelier Cormon à l'École des beaux-arts, choisit tout naturellement d'exposer aux indépendants et au Salon d'Automne.

Il y a du Dufy dans les dissonances acides de ses tableaux, et le souvenir, adroitement employé, de Gauguin et des Nabis. Jusque vers 1910, l'artiste demeure dans cette voie. Dans ces années-là, Matisse, Derain et Vlaminck acceptent d'orner de frises les céramiques du potier Menthey. Marinot choisit un matériau plus africain et réalise ses premiers essais de verrier en s'inspirant, comme ses contemporains, de l'art populaire. Jusqu'à la guerre, il peint sur verre. Après, il ne sépare plus la couleur et cette matière et souffle le verre coloré. Il devient alors lui-même, produisant avec une remarquable fécondité des pièces toutes uniques.

En 1937, il dut fermer sa verrerie et, en 1944, l'atelier qu'il avait à Troyes fut incendié. Sans doute est-ce pour cela, et parce que ces toiles tardives sont moins convaincantes, qu'il a été négligé jusqu'à présent, et que l'on ne voyait de ses œuvres qu'au Musée d'Art moderne de Troyes. La rétrospective qui lui rend hommage dans les salles basses de l'Orangerie est courte, mais agréablement équilibrée et, surtout, fort instructive. Des expositions de ce genre font infiniment plus pour la connaissance que bien des grands spectacles à grande dépense. Il faut les multiplier et les encourager.

PHILIPPE DAGEN

► Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jusqu'au 21 mai.

Ultra-cérébraux

Assis, loin l'un de l'autre, dans cet océan de sièges vides, trois acteurs chevronnés, André Wilms, Benoît Régent, Jorge Silva Melo, se relaient, se ressassent la récitation du poème. Ils font quelques pas, de temps en temps. Puis arrivent en renfort un piano, son pianiste, une soprano, une danseuse, sur interventions mesurées. Au sixième et dernier « livre » du poème descendront des cintres trois balançoires et, cadencé de dernière minute, un ring de boxe sur lequel deux mi-lourds esquissent quelques assauts. Voilà tout.

Deux nominations à La Villette

M. Jean-Michel Bloch-Lainé a été élu président de l'Association de Gestion de la Grande Halle de La Villette et d'activités culturelles du parc le lundi 5 mars. Agé de cinquante-trois ans, cet ancien inspecteur des finances est président de la Banque Worms depuis 1984.

M. Christian Gay-Bellile quitte, quant à lui, le poste d'administrateur général de la Grande Halle pour prendre celui de directeur général. Ancien codirecteur du Grand Magis Circus avec Jérôme Savary, notamment, il avait rejoint l'équipe de La Villette en 1989 pour préparer l'exposition « La traversée de Paris ».

► Concert à l'ancien conservatoire. - Confié à quatre musiciens au profit des élèves comédiens par André Malraux, la salle de concert de l'ancien conservatoire de la rue Bergère, merveille d'acoustique et chef-d'œuvre du style pompéien, rouvre ses portes, dimanche 11 mars à 20 h 30, pour un concert exceptionnel de Peter Serkin. Le pianiste va présenter quatorze œuvres en création française commandées par ses soins à des compositeurs contemporains. Une idée digne du passé historique d'une salle qui a vu créer tant d'œuvres au cours de sa longue existence. Tél. : 42-56-28-49.

CHANSON  
18 H 30  
VEN. 9 ET SAM. 10 MARS  
JOYCE  
BRESIL  
PRX 60 F. LOC. 42.74.22.77  
2 PL. DU CHATEAU PARIS 4<sup>e</sup>

du 2 au 11 mars 1990  
FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE  
ILE DE CHATOU  
près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou.  
organisée par  
le Syndicat National  
du Commerce de l'Antiquité  
et de l'Occasion.  
Tél. 42.70.88.78

MINNA VON BARNHELM  
œuvre de G.E. LESSING  
mise en scène de Claude YERSIN  
du 10 MARS AU 7 AVRIL 1990  
à l'Orangerie du Château de Sceaux  
Paris du Château - Sceaux  
RESERVATIONS  
LES GEMEAUX (1) 46 61 36 67  
ALPHA FNAC - KIOSQUE THEATRE  
92  
THEATRE



## CULTURE

## DANSE

## Voyages sur pointes

Le Jeune Ballet de France a commencé sa tournée africaine par Djibouti et l'Éthiopie

« Long live proletarian internationalism », proclame une banderole barrant une large avenue, à l'entrée de la ville. Plus loin, une statue géante de Lénine, une des plus hautes du monde paraît-il. Ici, à Addis-Abeba, c'est encore un sujet de fierté.

L'état de guerre, qui dure en Éthiopie depuis plus de vingt-cinq ans, redouble dans la capitale les effets de la pauvreté. Des avions de ligne sont subitement réquisitionnés par l'armée, ce qui anguste Robert Berthier, directeur du Jeune Ballet de France en tournée en Afrique sous l'égide de l'AFAA (association française d'action artistique), paniqué à l'idée d'être bloqué en Éthiopie avec ses « gamins », comme il appelle ses danseurs, qu'il compte et recompte sans cesse.

« Difficile » est le mot qui revient le plus souvent dans les conversations de la petite colonie diplomatique et culturelle. « Difficile » de se ravitailler, de circuler. Et « difficile » de faire venir le JBF, ses treize danseurs (le quatorzième est tombé malade la veille du départ), son directeur, son maître de ballet, ses quatre techniciens, ses deux habilleuses, et ses deux tonnes et demie de matériel dans un théâtre décrépit et sous-équipé.

Émanation des Jeunesses Musicales de France, dont Robert Berthier est aussi le directeur général, le JBF est cette très ingénieuse institution qui forme à la vie professionnelle, chaque saison, une nouvelle promotion de quatorze danseurs âgés de seize à vingt ans, sortant des écoles ou conservatoires. Recrutés sur audition, ils passent les trois mois d'été, à Paris, à apprendre le répertoire : ils font ensuite une tournée en France, d'octobre à décembre, puis des tournées internationales de janvier à juin. Entraînement intensif : cent

cinquante à deux cents spectacles par an (c'est la troupe française qui « tourne » le plus). La plupart sont engagés aussitôt après dans diverses compagnies européennes (soixante-treize l'ont été sur soixante-treize passés depuis sept ans au JBF). Dans la promotion actuelle, Fabrice est déjà engagé chez Béjart, Stève chez Uwe Scholz à Zurich. Le JBF reçoit une subvention de l'État et l'aide de divers sponsors, principalement le Crédit lyonnais.

## Spectacle gratuit

A Addis-Abeba, la représentation commence à 18 heures (parce que les bus s'arrêtent à 20 heures). Elle est gratuite. Le public, à 40 % africain, ne sera pas averti de ses bravos malgré la réputation de réserve qu'ont les Éthiopiens.

La première partie du spectacle est un fort astucieux digest intitulé *Trois siècles de danse en une heure*. Conçu à l'origine pour les matinées scolaires, il a été récemment adapté à la cinquième représentation et n'est que depuis peu proposé au public adulte. C'est l'ou ce qu'il y tient de choses, des danses paysannes du XVIII<sup>e</sup> siècle au finale de *Chorus Line*, des extraits du *Pas-de-Quatre* de Perrot (qui remonte en 1845, les quatre plus célèbres ballerines de l'époque, Tagliani, Grisi, Cerrito et Grahni), du *Napoli* de Bourdonville, de pas-de-deux classiques (*Casse-Noisette*, le *Corsaire*, *Don Quichotte*, le *Cygne Noir*), de danses de caractère : une valse, un quadrille des lanciers, Isadora Duncan, un French cancan, *Petrouchka*, un charleston, un tango, des claquettes. Suite en blanc de Lifar. *Flamme* de Paris de Vainona... Commenté en voix « off », c'est mené à un train d'enfer — en coulisses, le ballet des déshabillages et

habillages n'est pas triste — dans de somptueux costumes, prêts pour la plupart, par l'Opéra de Paris.

Manque peut-être dans ce panorama-éclair un zeste de Graham, un soupçon de Cunningham, un doigt de Béjart, et les nouvelles tendances. Il est vrai que la seconde partie du programme est consacrée à la danse contemporaine. *Density 21.5*, un des premiers solos de Carolyn Carlson (elle y montrait tout ce qu'elle devait à Alvin Nikolaï et à Murray Louis) est dansé par le maître de ballet, le beau Jean-Claude Clappara, en rupture d'Opéra de Paris pour un an : il déplace des lignes très maîtrisées et met dans son interprétation une inquiétude révéuse qui captive.

Les *Catherinettes* est un duo insolite d'Hervé Jourdet : la rencontre d'un prétre assez coïné, bonnet de dia, et à une coquille draguesse en robe à pois et souquettes blanches. Succombera, succombera pas ? Succombera le temps d'une java et fuira la diabolie. Bruno Agati a composé un solo lascif. Et si tu étais là, pour mettre en valeur Cathy, la gazelle noire, le plus beau pied de la troupe.

On revoit avec plaisir *Aunis*, une des réussites de Jacques Garnier : trois garçons en bretelles célébrant l'amitié, le far niente, l'accordéon et autres choses de la vie. *Impers et gabardines*, de Philippe Lizon, ne casse pas trois pautes à un zébu mais plaît au public parce que c'est gai, que ça réunit toute la troupe et que ça chante. Raoul, c'est le roi du tango. Raoul, c'est bien tout le plus beau... La troupe continue son voyage : Madagascar, la Réunion, Ile Maurice, Seychelles. On comprend pourquoi six cents danseurs se présentent, chaque année, aux auditions du JBF.

SYLVIE DE NUSSAC

## CINEMA

## Chacun son rêve

Un film « atomisé » de Jean-Claude Biette : « le Champignon des Carpathes ».

Cela commence dans l'« après-Tchernobyl ». Il y a eu un grave accident dans une centrale nucléaire de la vallée du Rhône. Un homme, qu'un masque et une combinaison isolante transforment en quelque fantôme moderne, emporte dans ses bras une jeune fille irradiée (Florence Darel). Avec sa longue chevelure blonde et pendante, l'air d'une Ophélie après la noyade, elle devait jouer l'Ophélie dans un *Hamlet* mis en scène par un Américain qui fut célèbre (Howard Vernon) et vivote maintenant des restes de gloire.

Dans son premier film, le *Théâtre des matières*, Jean-Claude Biette avait montré une troupe de comédiens pauvres, dirigée par Howard Vernon. Dans son deuxième film, *Loin de Manhattan* comédie insolite sur le milieu parisien des critiques d'art, Howard Vernon revenait, mystérieux comme un personnage de Henry James. Dans le *Champignon des Carpathes*, il incarne, à nouveau, l'obsession du théâtre — peut-être bien le dernier moyen de rester idéaliste dans un monde qui se déglace.

On ne s'étonnera pas, passé les premières et superbes images de « fantastique social », que ce film de l'« après-Tchernobyl » soit atomisé, les personnages ayant une vie purement cinématographique sans rapport avec un scénario construit d'avance. Les techniciens et les acteurs ont suivi, pendant plusieurs mois, au gré des saisons et de l'inspiration de Jean-Claude Biette, une aventure dont ils ne connaissent ni les tenants ni les aboutissants. Lorsque des liens s'établissent entre eux, c'est au-delà du réalisme de la vie quotidienne, selon ces associations énigmatiques chères à Henry James.

Les créatures de Jean-Claude Biette sont présentées par fragments, quelquefois dans des situations banales, ce à quoi il ne faut

pas se fier car chacun, chacune, ici, cultive un rêve, rêve d'amour, de théâtre, ou de pouvoir magique contre la mort. La caméra supprime la pesanteur, crée des espaces imaginaires, réinvente le temps, fait apparaître une Patouchou directrice de clinique aux allures de grande-duchesse décidée à soigner à la fois le corps et l'âme, et une Laura Bettis jouant les excentricités de Laura Betti en faisant croire aux fantômes. Dans ce

film d'auteur, exaltant par son aspect énigmatique et par les visages, les gestes, les paroles des interprètes, comme magnétisés, l'accident nucléaire peut être une métaphore : comment reconstruire aujourd'hui un cinéma éclaté sous la pression des systèmes de production, de la médiatisation à outrance, du manque d'ambition et d'audace ?

JACQUES SICLIEN

## CORRESPONDANCE

## M. Dominique Wallon répond à Elia Kazan

En réponse à la lettre d'Elia Kazan (Le Monde daté 4-5 mars) qui protestait contre la décision de ne pas accorder de subventions au film qu'il est en train de tourner, *Dominique Wallon*, directeur général du Centre national de la cinématographie (CNC), nous a adressé la lettre suivante.

1. Aucune loi ou décision de quel ordre que ce soit ne s'oppose à ce qu'Elia Kazan, s'il le souhaite, tourne en France, avec un producteur français ou avec des capitaux d'origine française.

2. La seule question posée est celle de l'accès au compte de soutien à l'industrie cinématographique, aide qui est réservée aux œuvres de nationalité française. Cette question, régie par un décret du 1<sup>er</sup> mars 1989, est sans aucun rapport juridique avec les décrets récemment publiés qui concernent les relations entre le cinéma et la télévision.

3. Il est inexact de parler d'un quelconque « refus par le Centre national de la cinématographie » aucune décision n'étant intervenue sur cette affaire puisque le dossier d'agrément n'a pas été formellement déposé par le producteur.

4. Des discussions exploratoires conduites entre le CNC et ce dernier

se dégageait cependant la possibilité d'un accord sur les conditions auxquelles un film, réalisé en langue anglaise par un metteur en scène américain, pourrait cependant obtenir la qualification de film français et européen.

Outre la langue de tournage, la commission d'agrément — organisme exclusivement composé de professionnels du cinéma — retient comme critère pour proposer l'octroi à un film du bénéfice du compte de soutien, la nationalité française ou européenne du réalisateur, du scénariste, des comédiens, des techniciens. Elle peut cependant accepter qu'un de ces éléments ne soit pas européen.

En l'espèce, il semblerait difficile qu'étant déjà assuré, à titre exceptionnel, d'une double dérogation au bénéfice du réalisateur et du scénariste, tous deux américains, ce film soit considéré comme une œuvre française et européenne sans que la distribution ne s'adresse à des comédiens européens. Le choix sur ce point ne relève ni de la loi, ni de la responsabilité d'Elia Kazan et de son producteur. De même que leur appartenance à la responsabilité d'avoir malencontreusement rompu une concertation favorablement engagée.

## COMMUNICATION

Pour protéger l'indépendance du capital

## M. Antoine Gallimard renforce son contrôle sur la maison d'édition

En créant la Sopared, une société dans laquelle il est majoritaire et qui possède désormais plus de 50 % des éditions Gallimard, M. Antoine Gallimard s'assure du contrôle de son entreprise face aux convoitises d'investisseurs extérieurs.

M. Antoine Gallimard, vient de reprendre l'offensive dans le conflit qui agite la prestigieuse maison d'édition, dont l'indépendance risque d'être mise en cause par une querelle d'héritiers. Cette querelle, latente depuis la nomination de M. Antoine Gallimard comme PDG en 1988, avait rebondi à la fin du mois de janvier, quand l'aîné de la famille, M<sup>me</sup> Françoise Gallimard, avait chargé un homme d'affaires américain de vendre ses actions (12,5 %) (Le Monde du 30 janvier). Elle affirmait avoir « en priorité » proposé ses actions tant à son frère Christian — le fils aîné, qui a toujours contesté la prise de pouvoir de son cadet et qui possède lui-même 11,75 % du capital — qu'à Antoine. Celui-ci, estimant que la banque américaine Ansbacher avait surestimé la valeur de l'action Gallimard (quel-

que 20 000 francs), n'avait jamais répondu à cette offre.

Mais on voyait déjà tourner autour de Gallimard ceux que son PDG appelle « les prédateurs », des groupes financiers français ou étrangers qui, en achetant les 12,5 % de M<sup>me</sup> Françoise Gallimard et en tentant d'obtenir le soutien — ou la vente — d'autres actionnaires, auraient pu prendre une participation majoritaire dans le capital de Gallimard, jusqu'ici contrôlé par la seule famille.

En créant la Sopared (Société de participation et d'édition), qui possède désormais plus de 50 % de Gallimard, M. Antoine Gallimard vient de décourager ces tentatives. « J'ai donné à la Banque Stern un mandat d'assistance générale sur le dossier Gallimard, nous a-t-il déclaré. Il a été demandé à M. Jean-Claude Bissias, le directeur général de cette banque, de prendre en charge cette affaire. J'ai toujours affirmé que, outre ma minorité de blocage (33,5 %), je réunissais une majorité autour de moi. Les actionnaires qui me soutenaient — Mariel Toso (15 %), Monique Hoffes (1 %), Robert Gallimard (2 %) — se sont réunis pour détenir une véritable majorité autour de moi, en créant cette société, la Sopared, qui, désormais, contrôle Gallimard. »

Un coup de force contre le reste de la famille ? Ce n'est pas ainsi que M. Antoine Gallimard veut présenter cette initiative qui lui assure « une majorité solide » et « garantit, dit-il, ce que j'ai toujours voulu défendre : l'indépendance de la maison d'édition et son développement ». « Du reste, ajoute-t-il, cette société est ouverte, notamment à ma sœur Isabelle dont je connais le profond attachement à la maison, qu'elle a constamment réaffirmé. »

Dans la famille, cette « nouvelle donne » ne peut que susciter, au mieux, la perplexité. Les 12,5 % de M<sup>me</sup> Françoise Gallimard sont sans doute aujourd'hui moins convoités — du moins à 20 000 francs l'action, — ne pouvant plus constituer un « cheval de Troie » pour prendre le contrôle de la maison. Va-t-elle, pour autant, renoncer à les vendre ? Rien n'est moins sûr, car elle a sans cesse réaffirmé sa détermination. Elle était inébranlable vendredi matin 9 mars, et le décalage horaire ne lui permettait pas d'avoir déjà consulté son homme d'affaires new-yorkais. M<sup>me</sup> Isabelle Gallimard s'est refusée à tout commentaire, indiquant seulement qu'elle allait rencontrer son frère Antoine.

Jo. S.

Après l'OPA lancée par M. Giancarlo Parretti sur MGM-UA

## Les milieux financiers s'interrogent sur l'origine des fonds de Pathé Communications

De Los Angeles à Wall Street, la question est sur toutes les lèvres : Pathé Communications, le groupe cinématographique contrôlé par l'italien Giancarlo Parretti, a-t-il les moyens de financer le rachat de MGM-UA (Metro Goldwyn Mayer-United Artists) ? (Le Monde du 9 mars).

C'est le 14 mars que Pathé Communications doit lancer son OPA amicale sur le plus célèbre des studios d'Hollywood au prix de 20 dollars l'action. Un montant qui porte la facture à 1,26 milliard de dollars, et même 1,9 milliard (10,8 milliards de francs) si l'on y ajoute la reprise probable des dettes de la MGM (600 millions de dollars) ainsi que les frais de transaction.

Pathé Communications faisait savoir, jeudi 8 mars, par la voix de son porte-parole, M. Craig Parsons, que le groupe avait « l'assurance d'obtenir les fonds nécessaires », sans donner plus de précisions. Reste donc le jeu des hypothèses et des rumeurs. De source proche de Pathé, on indiquait que le Crédit lyonnais — sans doute via sa filiale spécialisée aux Pays-Bas — pourrait participer au financement de cette transaction. A Paris pourtant la banque précise qu'elle « ne prévoit pas pour l'instant de participer à cette opération ». On prête également à M. Parretti l'intention de vendre son groupe immobilier Renta Immobiliaria en Espagne. Mais l'opération pourrait être retardée par l'ouverture d'une enquête de la Commission des opérations de Bourse espagnole à la suite, semble-t-il, de certaines irrégularités.

## Les Editions mondiales rachètent « le Sport »

Les Editions mondiales (7444 Poche, Modes et travaux, Auto-Plus, Nous deux, etc.) ont racheté le 7 mars l'hebdomadaire *le Sport* à son propriétaire, M. Robert Lafont (groupe Eclair). M. Robert Lafont avait acquis en décembre 1988, M. Francis Morel, PDG des Editions mondiales, n'a pas révélé le montant de la transaction. « Nous avions étudié le marché de la presse sportive généraliste avant la relance du Sport », a précisé M. Morel. Nous avons l'intention de développer sa diffusion, actuellement de 60 000 exemplaires, et de lui faire dépasser les 100 000 exemplaires.

Le Sport rejoindra les autres titres liés au domaine sportif édités par les Editions mondiales comme *Auto-Plus* et *France-Golf*. La trentaine de journalistes de la rédaction de l'hebdomadaire devraient conserver leur emploi.

Plus sûrement, Pathé Communications peut tabler sur la vente récente — pour 240 millions de dollars — d'importants actifs britanniques et néerlandais à une société en cours de constitution, Cinéma 5 Europe NV, dans laquelle on retrouve le bras droit de M. Silvio Berlusconi en France, M. Angelo Codignoni. Mais, là encore, les choses ne sont pas définitivement bouclées, le tour de table de cette nouvelle société n'étant pas encore constitué.

Enfin, Pathé Communications négocie avec le premier groupe mondial de communication, l'américain Time-Warner. « Des pourparlers sont bien en cours », confirme dans le *Figaro* du 9 mars M. Richard J. Munro, coprésident de ce dernier. Il est certain que nous avons de gros besoins de films pour alimenter notamment nos réseaux de télévisions par câble. Time-Warner, qui détient déjà 4 % de Pathé Communications, serait ainsi intéressé par la

distribution des films décernés par MGM-UA. Un catalogue qui s'élève à plus de mille titres !

Mais les interrogations pesant encore sur le financement de l'OPA relancent, en France, le débat autour de Pathé Cinéma. Dans une question écrite au ministre de l'économie et des finances, le député FR de la Mayenne, François d'Aubert revient ainsi sur les polémiques suscitées par l'entrée en force du sulfureux financier italien dans le groupe cinématographique français. M. d'Aubert demande notamment au ministre le montant de l'apport que celui-ci était censé verser à M. Parretti pour avoir pas déclaré préalablement son rachat de Pathé. Le député estime également « indispensable qu'un plus vite toute la lumière soit faite sur le rôle du Crédit lyonnais d'Amsterdam dans le financement des activités passées et présentes de M. Parretti, au travers de Pathé Cinéma et de Pathé Communications Corporation. »

P.-A. G.

1990

théâtres  
ou  
cinéma

PETER BROOK  
L'intégrale

TENNESSEE  
WILLIAMS  
Les Adaptations

HOMMAGE À  
LAURENCE OLIVIER

CARTE BLANCHE  
À LA SEPT

Magic Cinéma :  
rue du Chemin Vert  
93000 BOBIGNY  
48 30 32 87  
M<sup>re</sup> Bobigny-P. Picasso

16-31 mars

BOBIGNY

MAGIC CINEMA

BOBIGNY

LUCRECE - LA NATURE DES CHOSSES

Jean JOURDHEUIL - Jean-François PEYRET

Benoît RÉGENT - Jorge SILVA MELO - André WILMS

Françoise DEGEORGES - Lila GREENE - Philippe HERSANT

Tina MASELLI - Marina GLICO - Hervé ALDIBERT - Paul BERGEL

6 MARS - 1<sup>er</sup> AVRIL

LOCATION : 48 31 11 45

صحنه من الامم



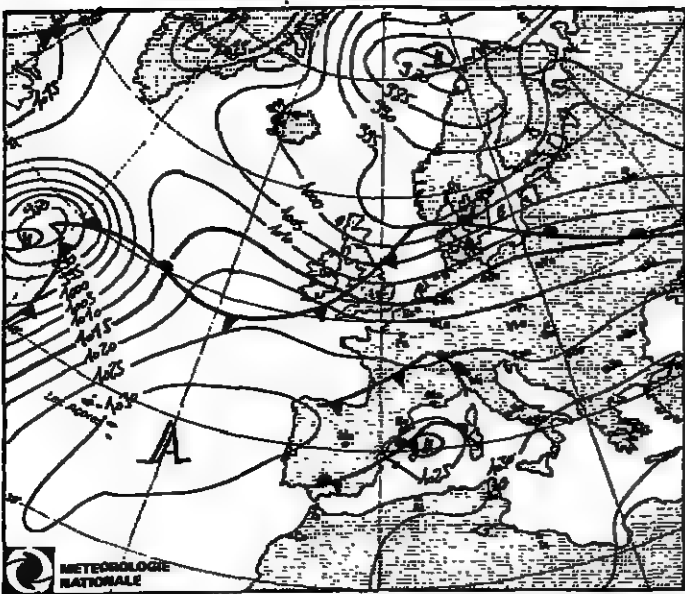




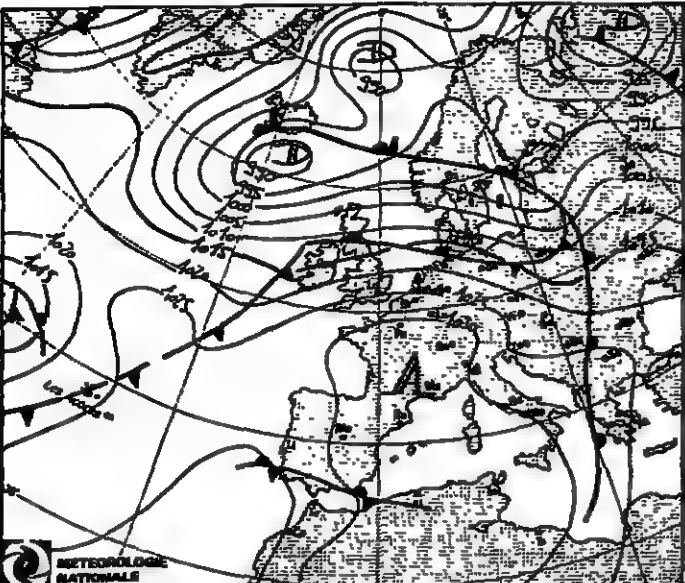
## AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9 MARS À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 9 mars à 0 heure et le dimanche 11 mars à 24 heures.

Les conditions anticycloniques vont se renforcer sur la France au cours de ce week-end.

Le temps sera encore assez nuageux samedi toute la journée sur les régions proches des frontières du Nord et du Nord-Est, mais dimanche, le soleil devrait réussir à s'imposer dans toutes les régions.

Après les pluies de la nuit de jeudi à vendredi et de la journée de vendredi sur le Sud-Est, un mistral et une tramontane modérée au littoral et ne se calmeront qu'en fin de semaine.

Samedi, neigeux du Nord au Nord-Est, belles éclaircies ailleurs.

Le matin, le mistral sera très nuageux sur les régions situées du Nord à l'Est de la France, au Nord-Est, à la Bourgogne et au Jura. Il pourra même tomber un peu de neige sur les régions frontalières du Nord et du Nord-Est.

Au fil des heures, la tendance sera à l'amélioration sur tout le pays.

Les températures maximales seront douces pour la saison avec, dans l'ensemble, des températures comprises entre 6 et 7 degrés, et dans le Sud-Est et pris des côtes de 8 à 10 degrés.

Le vent de nord soufflera dans la vallée du Rhône. Sur les côtes de la Manche et de la mer du Nord, le vent sera sud-ouest soufflera également jusqu'à 50 km/h.

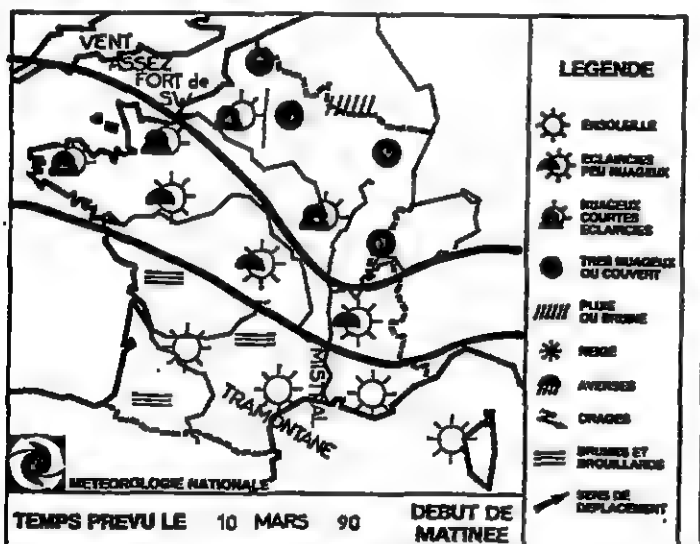
Le mistral et la tramontane atteindront en rafales les 80 km/h.

Dimanche, soleil et douceur généralisés.

Cette journée de dimanche sera ensoleillée sur l'ensemble du pays.

Le matin, il y aura encore un peu de nuages sur les régions situées au nord de la Seine et jusqu'au Jura. Ailleurs, le ciel sera dégagé dès le lever du jour. Il y aura encore des bancs de brouillard plus fréquents vers l'est du pays, mais vite dissipés.

Le mistral et la tramontane se calmeront en cours de journée. Le vent de sud-ouest soufflera encore jusqu'à 50 km/h sur les côtes de la Manche et de la mer du Nord.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés

Valeurs extrêmes relevées entre le 8-9-1990 à 6 heures TU et le 9-3-1990 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LOS ANGELES
ALACON 18 9 P	TOULOUSE 17 8 C	LOS ANGELES 19 9 C
BIARRITZ 19 12 C	POitiers 17 8 C	LUXEMBOURG 14 7 N
BORDAUX 20 10 P	POitiers 17 8 C	MADRID 16 2 N
BRESE 17 8 C	POitiers 17 8 C	MARRAKECH 25 12 C
CAEN 19 8 P	POitiers 17 8 C	MILAN 15 9 P
CHERBOURG 18 8 N	POitiers 17 8 C	MONTREAL 1 - 12 D
CLERMONT-FR 18 6 N	POitiers 17 8 C	MOSCOW 2 - 2 C
DJON 15 1 C	POitiers 17 8 C	NEW-YORK 26 18 C
GENÈVE 17 8 P	POitiers 17 8 C	OSLO 10 0 +
LILLE 16 5 C	POitiers 17 8 C	PALMA-DE-MAJ 20 15 P
LIMOGES 14 1 P	POitiers 17 8 C	PENNY 12 0 D
LYON 17 8 P	POitiers 17 8 C	ROMA 16 5 C
MARSEILLE 18 8 N	POitiers 17 8 C	STOCKHOLM 9 0 +
NANCY 13 3 C	POitiers 17 8 C	SYDNEY 22 12 C
NANTES 14 3 C	POitiers 17 8 C	TOKYO 11 6 D
NICE 15 12 P	POitiers 17 8 C	TORONTO 10 2 C
PARIS-MONTS 19 9 C	POitiers 17 8 C	VALDRE 12 5 N
PAU 17 8 N	POitiers 17 8 C	VENISE 12 6 C
PERPIGNAN 14 3 P	POitiers 17 8 C	VIENTIANE 13 7 C
RENNES 16 10 C	POitiers 17 8 C	
STRASBOURG 18 7 C	POitiers 17 8 C	
STRASBOURG 18 7 C	POitiers 17 8 C	

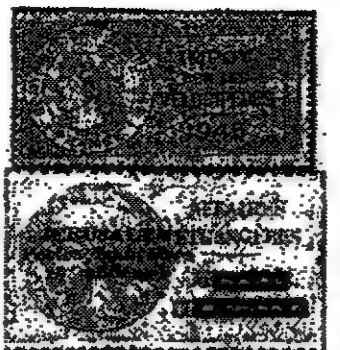
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PHILATÉLIE

## Les « fiscaux »

Figurines fiscales vendues dans les débits de tabac, vignettes de paiement de l'impôt ou des droits sur les véhicules, la pêche, la chasse, le tabac, la cigarette, les affiches... toutes entrant dans la catégorie des timbres fiscaux auxquels un remarquable catalogue, qui vient de paraître, est consacré, élaboré par ARA-France.

Philatélie fiscale et philatélie traditionnelle ont de nombreux



Timbres fiscal pour vélocipède (1945) et fiscal d'agence consulaire surchargé pour être utilisé postalement par le bureau consulaire de Jérusalem.

points communs. Timbres postaux et fiscaux sont, à l'origine, de même nature : « ils dérivent du système de recouvrement du droit de timbre instauré au dix-septième siècle et par lequel le papier

timbré. Le timbre-poste n'est-il pas le paiement d'une taxe de nature fiscale ? Il ne serait donc qu'une catégorie de timbre fiscal.

Les mêmes graveurs, Barro et Oudinot par exemple, ont réalisé les premiers modèles postaux et fiscaux. Aujourd'hui, l'imprimerie des timbres-poste de Périgueux imprime timbres fiscaux et vignettes automobiles. Des timbres fiscaux ont été modifiés pour un usage postal.

Jean-François Brun, dans la préface du catalogue, précise que les fiscaux sont émis pour un usage déterminé et « se classent en fonction de la nature des droits dont ils constatent le paiement ». Ils se classent en trois catégories : timbres, vignettes, non dentelés, pour leurs « variétés ».

P. J.

► Catalogue des timbres fiscaux et sociaux-postaux de France. 151 pages, 160 F (port compris), éditions Yvert et Teller, 37, rue des Jacobins, 80030 Amiens Cedex.

► ARA-France (American Revenue Association-France), seul organisme regroupant en France les amateurs de « fiscaux ». Pour tout renseignement : R. Coudrin, 11 bis, rue Victor-Bauch, 78210 Saint-Cyr-L'École.

Rubrique réalisée par la rédaction de *Le Monde* des philatélistes. 24, rue Chancet, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-41-99-88.

## LE WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS  
Drouot Richelieu, samedi 10 mars, 14 heures : lithographies.  
Drouot Montaigne, dimanche 11 mars, 15 heures : tableaux, sculptures.

LE-DE-FRANCE  
Samedi 10 mars

Argenteuil, 15 heures : tableaux, sculptures modernes ; Dreux, 14 h 15 : timbres, livres ; Joigny, 14 h 30 : livres.

Dimanche 11 mars

Chantilly, 14 h 30 : tableaux modernes ; Chartres, 10 heures et 14 heures : poupées, accessoires ; Chartou, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Compiègne, 14 heures : art nouveau, art déco, tableaux ; Rambouillet, 10 heures et 14 h 30 : grands vins, alcools ; Saint-Germain-en-Laye, 14 h 30 : tableaux modernes ; Sceaux, 14 h 30 : tableaux anciens et modernes, sculptures ; Senn, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Vernon, 14 h 30 : tableaux modernes.

PLUS LOIN  
Samedi 10 mars

Arles, 14 h 30 : archéologie ; Caen, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Dijon, 10 heures et 14 heures :

livres, cartes postales ; Nancy, 14 heures : livres ; Orléans, 14 heures : monnaies, livres ; Toulon, 9 heures et 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Vichy, 14 h 30 : armes, souvenirs historiques ; Virey-le-François, 14 heures : tableaux, mobilier.

Dimanche 11 mars

Amiens, 14 heures : tableaux, objets d'art ; Bourg-en-Bresse, 14 h 30 : haute époque ; Dieppe, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Fécamp, 14 heures : timbres ; Gen, 10 heures et 14 h 30 : tableaux ; Montfleur, 14 h 30 : Extrême-Orient, mobilier ; Jassaud, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Lyon-Bron, 15 heures : tableaux modernes ; Maubuge, 14 heures : mobilier, tableaux ; Montargis, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Rouen, 14 h 15 : tableaux modernes, mobilier ; Saint-Nazaire, 14 h 30 : mobilier, argenterie ; Tarbes, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Valence, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Vence, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

FORES ET SALONS

Parti-B, Chetou, Orléans, Périgueux, Niort et Epemay.

TALOTAT	
Le numéro 78 8738 gagne 4 000 000 F	
Les numéros 488738, 488739, 488740, 488741, 488742, 488743, 488744, 488745, 488746, 488747, 488748, 488749, 488750, 488751, 488752, 488753, 488754, 488755, 488756, 488757, 488758, 488759, 488760, 488761, 488762, 488763, 488764, 488765, 488766, 488767, 488768, 488769, 488770, 488771, 488772, 488773, 488774, 488775, 488776, 488777, 488778, 488779, 488780, 488781, 488782, 488783, 488784, 488785, 488786, 488787, 488788, 488789, 488790, 488791, 488792, 488793, 488794, 488795, 488796, 488797, 488798, 488799, 488800 gagnent 40 000 F	
Les numéros 488738, 488739, 488740, 488741, 488742, 488743, 488744, 488745, 488746, 488747, 488748, 488749, 488750, 488751, 488752, 488753, 488754, 488755, 488756, 488757, 488758, 488759, 488760, 488761, 488762, 488763, 488764, 488765, 488766, 488767, 488768, 488769, 488770, 488771, 488772, 488773, 488774, 488775, 488776, 488777, 488778, 488779, 488780, 488781, 488782, 488783, 488784, 488785, 488786, 488787, 488788, 488789, 488790, 488791, 488792, 488793, 488794, 488795, 488796, 488797, 488798, 488799, 488800 gagnent 10 000 F	

► COLLOQUE. Dénatée Est-Ouest, désarmement et sécurité en Europe. — Les nouvelles politiques de défense et les évolutions observées à l'Est ne placent-elles pas l'Europe devant de nouvelles données stratégiques, sociales et politiques ? De quelle Europe parlons-nous ? Comment assurer sa sécurité dans le concert des nations ? Le centre culturel les Fontaines, organise un colloque sur ces thèmes, les 17 et 18 mars, avec la participation de D. Coulm, P. Dabiez, D. David, S. Dreano.

► Renseignements et inscriptions, dès que possible : les Fontaines-sessions, BP 219, 80631 Chantilly Cedex. Tél. : (16) 44-57-24-60.

## Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1988), Jacques Fauvet (1989-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Woutet

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex 650572 F MONDIPAR

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 261311 F MONSIR

## En filigrane

► Sarah Bernhardt à Cuba. — Les postes cubaines ont émis, fin novembre 1989, une série de six valeurs consacrées à des tableaux de maîtres



français conservés au Musée national cubain : Faiva, les Vernet, Charles Le Brun, Boudin, et un portrait de Sarah Bernhardt par Clairin.

► Prix de dessin de la Fondation David-Weill. — L'Académie des beaux-arts met au concours les prix de dessin de la Fondation Pierre-David-Weill 1890, au nombre de trois (10 000 F, 15 000 F et 10 000 F). Ces prix sont destinés à des artistes résidant en France depuis au moins un an, âgés de moins de trente ans, et récompense une œuvre qui relève exclusivement de l'art du dessin (enseignements : secrétaire de l'Académie des beaux-arts, 23, quai de Conti, 75006 Paris).

► Ventes. — Ventes à prix nets pour Pascal Verdoux (Agen,

tél. : 52-68-22-54). Plus de mille lots avec précurseurs (cartes Dupuy), lots thématiques, ballons montés.

Ventes sur offres Pierre Mayer (clôture le mercredi 21 mars) de plus de mille lots. Rubriques classiques de France (deux beaux 1 F vermillon vif sur lettres départ 110 000 F et 115 000 F), essais, guerres, colonies françaises (Pierre Mayer, Paris, tél. : (1) 42-46-96-44).

Plus de huit mille lots pour la centième vente sur offres Surval clôturée le 25 mars (Paris, tél. : (1) 43-73-44-27). Au programme, marques postales XVII, XVIII et XIX siècles, timbres classiques de France, semi-modernes et modernes de toutes spécialités.

Jean Raux (Saint-Germain-en-Laye, tél. : (1) 34-51-98-12) se spécialise dans les documents historiques et autographes de l'histoire de France. Bien représentée, la Révolution, bien sûr, inamalgamable, Napoléon I<sup>er</sup>, de 4 500 F à 20 000 F, selon la nature du document. Dans les arts, deux lettres de Léautaud à 1 300 F, dispersion des archives du musicien Marcel Mihalovici.

► Expo-bourses. — Deuxième exposition philatélique et cartophilie, dimanche 11 mars, à la salle des fêtes de Leforest (Pas-de-Calais). Renseignements : Arnick Pivrot, tél. : 21-77-59-88.

Saint-Gervais (Gironde) accueille sa première grande bourse des collectionneurs, le dimanche 11 mars, à la salle des sports (renseignements : Jean Manon, tél. : 57-43-24-42).

## CAMPUS

## Des cadres pour les transports

Les entreprises de transport manquent de cadres rendus nécessaires par le développement accéléré de leurs activités. D'autre part, les cadres, dont ces entreprises ont besoin, ne sont pas les mêmes qu'il y a dix ans : ils doivent maîtriser des langues étrangères, piloter sur un micro-ordinateur et surtout penser « logistique » au lieu de « transport ».

L'Ecole supérieure des transports (EST), qui, au sein de l'Ecole nouvelle d'organisation économique et sociale (ENOE), l'établissement de formation le plus ancien de la profession, a su s'adapter à ces évolutions. Elle forme en deux ans les cadres des transporteurs, des transitaires et des services de logistique des entreprises avec un corps professoral où se mêlent des professionnels (transitaires, logisticiens, avocats) et quelques universitaires.

Cette formation porte sur l'ensemble des modes de transport : ferroviaire, routier, aérien et fluvial. Elle traite aussi bien de la réglementation douanière que des procédures informatiques ou sociales, de la comptabilité que de la géopolitique. Un mémoire de fin d'études conclut ce cursus : il exige des élèves une véritable recherche et une analyse sur des sujets concrets, comme l'avenir du transport routier en chienne ou la compétitivité de la manutention de containers dans les ports d'Europe du Nord.

Le recrutement se fait d'abord au niveau Bac + 2. Les salariés peuvent s'inscrire à condition d'être titulaires du baccalauréat et d'avoir acquis une expérience professionnelle. Certains non bacheliers sont admis également. Le prix de la scolarité est de 35 000 F environ.

Les anciens élèves n'ont guère de mal à trouver un premier emploi aux alentours de 5 000 F et grimpent ensuite assez vite dans l'échelle des salaires.

A. F.

► Ecole supérieure des transports, 62, rue de Mirosmont, 75008 Paris. Tél. : (1) 45-62-87-60.

## Journalisme biomédical

La Fondation Louis-Jeanot de médecine et la Fondation universitaire des sciences et techniques du vivant organisent un stage de formation d'un trimestre sur la carrière de journaliste d'information biomédicale.

Les stagiaires seront pris en charge et rémunérés. Cette formation s'adresse à des candidats ayant une bonne formation universitaire en biologie ou en médecine, et à des médecins ou des journalistes en activité.

## Les introuvables du CNRS

La librairie du CNRS organise une braderie exceptionnelle de 800 titres du 9 au 11 mars. Plus de 5 000 ouvrages introuvables, rares ou exceptionnels. Des cartes, des revues : le tout à des prix très attractifs.

► Librairie du CNRS, 256, rue Saint-Jacques, 75006 Paris.

## Un forum du ministère de l'Industrie

## Les nouvelles formations d'ingénieurs devraient débiter à la rentrée

« Il est exceptionnel, en France, qu'une réforme touchant à l'éducation soit bien accueillie. Cela est d'autant plus exceptionnel que cette réforme a pour objectif une évolution profonde du modèle français de l'ingénieur », devait souligner, jeudi 9 mars, M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, en conclusion du « Forum des nouveaux ingénieurs », qu'il présidait, et qui a réuni de nombreux responsables du monde universitaire et industriel.

De fait, la création d'un nouveau modèle de formation d'ingénieurs, largement ouvert à la formation continue et aux techniciens supérieurs et rompant avec le système de référence des grandes écoles (voir *Le Monde* des 21 juillet et 26 octobre 1989), fait l'objet d'un accueil enthousiaste des établissements de

formation, des entreprises et des milieux professionnels. Une dizaine de projets susceptibles de débiter dans les prochains mois ont été présentés à l'occasion de ce forum, et une trentaine d'autres projets sont en préparation. La commission des titres d'ingénieur, très attentive à la qualité des diplômes, a commencé à évaluer ces différentes propositions et devrait publier, avant l'été, une première série d'une dizaine de formations. Cela suppose que d'ici là, les négociations délicates actuellement en cours sur les modalités de financement de ces nouvelles filières auront abouti.

(Voir en page 2, « Débats », l'article de M. Roger Fauroux, « Pour une nouvelle alliance éducation-industrie ».)

صكنا من الامل



هكذا من الأمل

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi daté dimanche-mat. Signification des symboles : P Signifié dans « le Monde radio-télévision » C Film à éviter N Ou peut voir N Ne pas manquer M M Chef-d'œuvre M M Chef-d'œuvre

Vendredi 9 mars

- TF 1**
- 20.40 Variétés : Avis de recherche. Invité : Hervé Vilard. Variétés : Carlos, Devo, Gloria Lasso, Isabelle Aubret, Les Forbans, Guesch Patti, Eddie et Bruno.
- 22.45 Magazine : Grands reportages. Beyrouth : la vie quand même, de Francis Bouchet et Michel Pouliot.
- 23.45 Documentaire : La saga de la chanson française. De Christian Meunier. 2. Juliette Gréco.
- 0.40 Journal, Météo et Bourse.
- 1.00 Chapeau melon et bottes de cuir.
- A 2**
- 20.40 Série : SOS-Disparus. Marie la nuit, de Pierre Boutevin.
- 21.35 Magazine littéraire de Bernard Pivot. Thème : La rencontre Elton-John. Avec Boris Eltsine (Jusqu'à 10 heures), Alexandre Zinoviev (Kassabovitch et Confessions d'un homme en trop), Alexandre Adler, journaliste.
- 22.55 Journal et Météo.
- 23.15 Cinéma : Le poison. Film américain de Billy Wilder (1945).
- FR 3**
- 20.35 Magazine : Theatres. Bugie Blues à Jive, de Bernard Dussol.
- 21.30 Feuilleton : Pierre le Grand. De Marvin J. Chomsky et Lawrence Schiller.
- 22.20 Magazine : Faut pas rêver. De Georges Farnoud.
- TF 1**
- 13.15 Magazine : Reportages. Cameroun, attention danger, de Nicole Brisson.
- 13.50 La Une est à vous. Les télespectateurs choisissent un thème.
- 13.55 Feuilleton : Salut les hommes ! La Une est à vous (suite).
- 14.30 La Une est à vous (suite).
- 15.45 La Une est à vous (suite).
- 17.00 Divertissement : Mondo Dingo.
- 17.25 Trente millions d'amis.
- 18.00 Série : Les professionnels.
- 18.55 Série : Marc et Sophie.
- 19.25 Jeu : La route de la fortune.
- 20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
- 20.45 Variétés : Surprise sur prise.
- 22.20 Magazine : Ushualia.
- 23.20 Magazine : Formule sport.
- 0.15 Journal et Météo.
- A 2**
- 13.30 Magazine : Animalia. A l'écoute de notre sauvegarde.
- 14.15 Série : Un duo explosif.
- 14.45 Sports passion.
- 17.15 Magazine : Aventures-voyages. Le séjour du vide, d'Alain Thier. La reconnaissance du raid en motoneige en Sibérie, de Patrick Aubert.
- 18.05 INC.
- 18.10 Magazine : Club sandwich.
- 19.30 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Variétés : Champs-Élysées. Les années 60 (1965-1968).
- 22.40 Série : Les brigades du Tigre.
- 23.35 Journal et Météo.
- 23.55 Magazine : Cinéma, cinémas. D'Anne Andreu, Michel Boujut et Claude Venturi.
- 0.50 Histoires courtes.
- FR 3**
- 13.00 Télévision régionale.
- 14.00 Magazine : Rencontres. — De 15.05 à 19.00 La Sept —
- 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.00 La Sept —
- 0.00 Série : La dame galante. De Dani Kar.
- CANAL PLUS**
- 13.05 Magazine : 24 heures. D'Hervé Chabrier et Erik Gilbert.
- 23.45 Musique : Carnet de notes.
- 23.55 Documentaire : Aventures de l'esprit. L'héritage de la chouette (7 et 8), de Chris Marker. Logomachie ou les mots de la tribu. Musique ou l'espace de dedans.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Téléfilm : Le secret de l'araignée rouge. De Jerry Jameson.
- 22.00 Documentaire : J'ai douze ans et je fais la guerre.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : La couleur pourpre. Film américain de Steven Spielberg (1985).
- LA 5**
- 20.40 Série : Sur les lieux du crime. De Vivian Peters.
- 22.25 Téléfilm : La proie. De Vivian Peters.
- 0.00 Journal de minuit.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : Noces de guerre. De Ray Austin.
- 22.05 Série : Brigade de nuit.
- 23.00 Feuilleton : Jo Seillard.
- 0.00 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 14.30 Méthode Victor : Anglais.
- 15.00 Cinéma : En compagnie de Max Linder. Film français de Max Linder (1921-1922).
- 16.30 Court-métrage : Paris qui dort. De René Clair.
- 17.00 Documentaire : L'escalier céleste. De Henning Voth.
- 18.00 Documentaire : Boulevard et Pérouchet. De Jean-Daniel Verhaeghe, d'après Fabrice (2e partie).
- 18.30 Magazine : Dynamo. De Benoît Delépine et Matthias Sandersen.
- 20.00 Documentaire : Le vieil homme, le désert et la météorite. De Karel Prokop.
- 21.00 Téléfilm : Boulevard et Pérouchet. De Jean-Daniel Verhaeghe, d'après Fabrice (1re partie).
- 22.30 Film d'animation : Les prisonniers de la dame à la licorne. De Pierre Trivide.
- 23.00 Concert : Messe glagolitique. De Janacek.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. Mjénié.
- 21.30 Musique : Black and blue. Armstrong et Oliver.
- 22.40 Nuits magiques. La vie d'artiste.
- 0.05 Musique : Coda. The Bonwell Sister.
- 20.30 Concert donné le 29 décembre 1989 à Baden-Baden : Concerto pour violoncelle et orchestre en forme de pas de trois, de Zimmermann. Symphonie n° 3 en mi bémol majeur op. 55, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique du Sudwestphalie, de Baden-Baden, dir. Michael Schell (Violoncelle).
- 22.20 Musique légère. Triptyque tulle, d'Alfred. Portrait de famille, de Gérard. La nursery, suite n° 2, d'Inghelbrecht.
- 23.07 Le livre des mensurations.
- 0.30 Poissons d'or.

Samedi 10 mars

- TF 1**
- 13.15 Magazine : Reportages. Cameroun, attention danger, de Nicole Brisson.
- 13.50 La Une est à vous. Les télespectateurs choisissent un thème.
- 13.55 Feuilleton : Salut les hommes ! La Une est à vous (suite).
- 14.30 La Une est à vous (suite).
- 15.45 La Une est à vous (suite).
- 17.00 Divertissement : Mondo Dingo.
- 17.25 Trente millions d'amis.
- 18.00 Série : Les professionnels.
- 18.55 Série : Marc et Sophie.
- 19.25 Jeu : La route de la fortune.
- 20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
- 20.45 Variétés : Surprise sur prise.
- 22.20 Magazine : Ushualia.
- 23.20 Magazine : Formule sport.
- 0.15 Journal et Météo.
- A 2**
- 13.30 Magazine : Animalia. A l'écoute de notre sauvegarde.
- 14.15 Série : Un duo explosif.
- 14.45 Sports passion.
- 17.15 Magazine : Aventures-voyages. Le séjour du vide, d'Alain Thier. La reconnaissance du raid en motoneige en Sibérie, de Patrick Aubert.
- 18.05 INC.
- 18.10 Magazine : Club sandwich.
- 19.30 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Variétés : Champs-Élysées. Les années 60 (1965-1968).
- 22.40 Série : Les brigades du Tigre.
- 23.35 Journal et Météo.
- 23.55 Magazine : Cinéma, cinémas. D'Anne Andreu, Michel Boujut et Claude Venturi.
- 0.50 Histoires courtes.
- FR 3**
- 13.00 Télévision régionale.
- 14.00 Magazine : Rencontres. — De 15.05 à 19.00 La Sept —
- 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.00 La Sept —
- 0.00 Série : La dame galante. De Dani Kar.
- CANAL PLUS**
- 13.05 Magazine : 24 heures. D'Hervé Chabrier et Erik Gilbert.
- 23.45 Musique : Carnet de notes.
- 23.55 Documentaire : Aventures de l'esprit. L'héritage de la chouette (7 et 8), de Chris Marker. Logomachie ou les mots de la tribu. Musique ou l'espace de dedans.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Téléfilm : Le secret de l'araignée rouge. De Jerry Jameson.
- 22.00 Documentaire : J'ai douze ans et je fais la guerre.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : La couleur pourpre. Film américain de Steven Spielberg (1985).
- LA 5**
- 20.40 Série : Sur les lieux du crime. De Vivian Peters.
- 22.25 Téléfilm : La proie. De Vivian Peters.
- 0.00 Journal de minuit.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : Noces de guerre. De Ray Austin.
- 22.05 Série : Brigade de nuit.
- 23.00 Feuilleton : Jo Seillard.
- 0.00 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 14.30 Méthode Victor : Anglais.
- 15.00 Cinéma : En compagnie de Max Linder. Film français de Max Linder (1921-1922).
- 16.30 Court-métrage : Paris qui dort. De René Clair.
- 17.00 Documentaire : L'escalier céleste. De Henning Voth.
- 18.00 Documentaire : Boulevard et Pérouchet. De Jean-Daniel Verhaeghe, d'après Fabrice (2e partie).
- 18.30 Magazine : Dynamo. De Benoît Delépine et Matthias Sandersen.
- 20.00 Documentaire : Le vieil homme, le désert et la météorite. De Karel Prokop.
- 21.00 Téléfilm : Boulevard et Pérouchet. De Jean-Daniel Verhaeghe, d'après Fabrice (1re partie).
- 22.30 Film d'animation : Les prisonniers de la dame à la licorne. De Pierre Trivide.
- 23.00 Concert : Messe glagolitique. De Janacek.
- 23.05 Cinéma : Mister Boo fait de la télévision. Film chinois (Hongkong) de Michael Hui (1978).
- 23.35 Court-métrage : Chicago digest. De Paul Pavot.
- 23.10 Documentaire : De Pékin à Shanghai. À la recherche du Qi.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 28 février, salle Pleyel) : Invitation à la valse op. 55, de Weber. Concerto pour piano et orchestre n° 22 en mi bémol majeur K. 482, de Mozart. Trois mouvements, de Reich, Mort et transfiguration, poème symphonique op. 24, de R. Strauss, par l'Orchestre de Paris, dir. Christoph von Dohnanyi ; sol. : Alicia de Larrocha (piano).
- 23.05 Cinéma : Musiques traditionnelles. Musique populaire du Japon.
- 0.30 Archives dans la nuit. Les inoubliables de Berlioz.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radiophonique. Beckett avec 3 C (comédie, cascade et compagnie).
- 22.35 Musique. Le concert. Romance en ré majeur op. 23 et Mythes, trois poèmes op. 30, de Szymanowski. Sonate pour violon et piano n° 1, de Bartok, par Régis Pasquier, violon.
- 0.05 Clair de nuit.

Dimanche 11 mars

- TF 1**
- 6.10 Série : Intrigues.
- 6.30 Série : Mémoires.
- 6.58 Météo (et à 7.53, 11.20).
- 7.00 Série : Intrigues.
- 7.25 Feuilleton : Le bonheur d'en face.
- 7.55 Jardinier avec Nicolas.
- 8.10 Le Disney club.
- Présenté par Julie, Nicolas et Philippe.
- 10.05 Hifi NRJ-TF1.
- 10.55 Magazine : Les animaux du monde. De Marjorie de la Grange. Les joyaux de la forêt tropicale.
- 11.25 Magazine : Auto-moto.
- 11.50 Jeu : Tournesol, manège.
- 12.25 Jeu : Le juste prix.
- 12.55 Météo et Journal.
- 13.20 Série : Un flic dans la Mafia.
- 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 15.10 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?
- 15.40 Feuilleton : Côte Ouest.
- 16.35 Tiers à l'heure.
- 16.40 Dessins animés : Disney parade.
- 18.00 Magazine : Téléfoot.
- 19.00 Magazine : 7 sur 7. Présenté par Anne Stokar, invitée : Michèle Barzach.
- 19.50 Loto sport.
- 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
- 20.40 Cinéma : Un chien dans un jeu de quilles. Film français de Bernard Gailioux (1982).
- 22.15 Sport : Automobile. Grand Prix de formule 1, en direct de Phoenix (E-U).
- 0.10 Journal et Météo.
- A 2**
- 8.00 Magazine : Oscar et Daphné. Hello Kitty ; James le chat ; Bibic.
- 8.40 Knock-Knock (redif.).
- 9.47 Jérôme.
- 9.00 Conquête l'islam.
- 9.15 Émissions Israélites.
- 9.30 Orthodoxie.
- 10.00 Présence protestante.
- 10.30 Le jour du Seigneur.
- 11.00 Messe célébrée depuis le collège Sainte-Ursule à Paris (17e). Préd. : Père J.-M. Mokdame.
- 12.05 Danseuse Martin.
- 13.00 Journal et Météo.
- 13.20 Dimanche Martin (suite).
- 13.25 Le monde est à vous avec Daniel Guichard.
- 14.55 Série : Mac Gyver.
- 15.50 L'école des fans. Invité : Annie Cordy.
- 16.35 Série : Rallye.
- 17.35 Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde. Nouvelle-Zélande : le pays du long nuage blanc.
- 18.20 Magazine : Stade 2.
- 18.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Cinéma : La balance. Film français de Bob Swaim (1982).
- 22.25 Patinage artistique. Championnat du monde à Halifax (Canada).
- 23.30 Journal et Météo.
- 23.55 L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde (redif.).
- FR 3**
- 8.00 Samodynamie.
- 10.30 Magazine : Mascarines. Présenté par Gladys Zay. Spécial Mayotte.
- 12.00 Flash d'informations.
- 12.05 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. Magazine du monde rural de Jean-Claude Widemann.
- 13.30 Magazine : Musicales. D'Alain Duault. Place à la musique russe. 3. Rachmaninov.
- 14.30 Magazine : Sports 3 dimanche.
- 17.30 Magazine : Montagne. Hommage à Jerzy Kukuczka, alpiniste polonais, par Claude Andrieux.
- 18.00 Amuse 3.
- 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- 20.00 Série : Benny Hill.
- 20.35 Variétés : Chapiteau 3.
- 22.10 Journal et Météo.
- 22.35 Magazine : Le divan. D'Henry Chapier. Invité : Danielle Thompson.
- 23.00 Cinéma : La tête d'un homme. Film français de Julien Duvivier (1932).
- 0.30 Musique : Carnet de notes. Antares, par le quartet Eric Bern.
- CANAL PLUS**
- 7.00 Dessins animés : Décade sans Bunny. Cabou cadin. Invité : Charlotte, Fléo et Benjamin.
- 8.30 Cinéma : La table tournante. Film français d'animation de Paul Grimaud (1988).
- 10.00 Cinéma : La couleur pourpre. Film américain de Steven Spielberg (1985).
- En clair jusqu'à 14.00 —
- 12.30 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caunes.
- 13.00 Flash d'informations.
- 13.05 Mon Zénith à moi. Présenté par Michel Denicot. Invité : Hippolyte Girardot.
- 14.00 Magazine : Dcontact.
- 14.05 Sport : Volley-ball.
- 16.35 Documentaire : Terre fragile. De Phil Agland. 6. Un été en Alaska, de John Waters.
- 17.05 Magazine : 24 heures. Rediffusion de l'émission du samedi 10.
- 18.00 Cinéma : DARYL. Film américain de Simon Wincer (1985).
- En clair jusqu'à 20.30 —
- 19.35 Flash d'informations.
- 19.40 Dessins animés : Ce cartoon. Présenté par Philippe Dans.
- 20.30 Cinéma : La perle voleuse. Film français de Claude Miller (1988).
- 22.10 Flash d'informations.
- 22.20 Cinéma : Casque d'or. Film français de Jacques Becker (1952).
- 23.55 Magazine : Mon Zénith à moi. Rediffusion de l'émission du jour.
- LA 5**
- 6.30 Le journal permanent.
- 8.00 Dessins animés.
- 10.40 Série : L'homme qui valait trois milliards.
- 11.35 Série : Superminds.
- 12.30 Documentaire : Beauté sauvage. Concerto pour piano et orchestre n° 22 en mi bémol majeur K. 482, de Mozart. Trois mouvements, de Reich, Mort et transfiguration, poème symphonique op. 24, de R. Strauss, par l'Orchestre de Paris, dir. Christoph von Dohnanyi ; sol. : Alicia de Larrocha (piano).
- 13.00 Journal.
- 13.35 Téléfilm : Profession mannequin. De Harvey Hart.
- 15.15 Téléfilm : Escalade à Tahiti. De John Newland.
- 17.00 Magazine : Télé-matches dimanche.
- 18.00 Série : Riptide.
- 18.50 Journal images.
- 19.00 Tout le monde il est gentil.
- 19.40 Dessin animé : Manu.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Dessin animé : Manu.
- 20.40 Cinéma : Jeremiah Johnson. Film américain de Sydney Pollack (1972).
- 22.30 Magazine : Ciné Ciné.
- 22.40 Cinéma : L'ami de la jeunesse. Lady Chatterley. Film américain d'Alan Roberts (1978).
- M 6**
- 6.00 Musique : Boulevard des clips (et à 16.05, 0.05).
- 7.50 Variétés : Multiscop.
- 9.00 Jeu : Pour un clip avec toi.
- 10.30 Variétés : Fréquentast.
- 11.00 Dessins animés : Graffiti 6.
- 11.55 Informations.
- 12.00 Informations : M 6 express.
- 12.05 Magazine : Sport 6 première.
- 12.10 Série : Mon ami Ben.
- 12.35 Série : La petite maison dans la prairie.
- 13.20 Série : Cosby show (redif.).
- 13.50 Série : Commando du désert.
- 14.20 Série : Laramie.
- 15.10 Série : Les envahisseurs.
- 16.15 Série : Brigade de nuit.
- 17.05 Série : Vegas.
- 18.00 Informations : M 6 express.
- 18.05 Série : Devlin connection.
- 19.00 Magazine : Culture pub.
- 19.30 Série : Murphy Brown.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby show.
- 20.35 Téléfilm : La malédiction du pharaon. De Philip Leacock.
- 22.25 Magazine : Sport 6.
- 22.25 Capital.
- 22.25 Téléfilm : Terror sur la plage. De Paul Wendes.
- 23.35 Murphy Brown (redif.).
- 0.00 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 14.30 Méthode Victor : Anglais.
- 15.00 Téléfilm : Boulevard et Pérouchet (1re partie).
- 16.20 Film d'animation : Les escargots. De René Laloux.
- 16.30 Magazine : Dynamo.
- 17.00 Documentaire : Le vieil homme, le désert et la météorite. De Karel Prokop.
- 18.05 Téléfilm : Boulevard et Pérouchet (2e partie).
- 19.35 Film d'animation : Les prisonniers de la dame à la licorne. De Pierre Trivide.
- 20.05 Concert : Messe glagolitique. De Janacek.
- 21.00 Cinéma : Mister Boo fait de la télévision. Film chinois (Hongkong) de Michael Hui (1978).
- 22.35 Court-métrage : Chicago digest. De Paul Pavot.
- 23.10 Documentaire : De Pékin à Shanghai. À la recherche du Qi.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 28 février, salle Pleyel) : Invitation à la valse op. 55, de Weber. Concerto pour piano et orchestre n° 22 en mi bémol majeur K. 482, de Mozart. Trois mouvements, de Reich, Mort et transfiguration, poème symphonique op. 24, de R. Strauss, par l'Orchestre de Paris, dir. Christoph von Dohnanyi ; sol. : Alicia de Larrocha (piano).
- 23.05 Cinéma : Musiques traditionnelles. Musique populaire du Japon.
- 0.30 Archives dans la nuit. Les inoubliables de Berlioz.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radiophonique. Beckett avec 3 C (comédie, cascade et compagnie).
- 22.35 Musique. Le concert. Romance en ré majeur op. 23 et Mythes, trois poèmes op. 30, de Szymanowski. Sonate pour violon et piano n° 1, de Bartok, par Régis Pasquier, violon.
- 0.05 Clair de nuit.

Audience TV du 8 mars 1990 (BAROMÈTRE Le Monde / SOFRES/NIelsen)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	52,3	Santa Barbara 24,2	Ecran Pub 7,5	Actual. région 12,0	Nulle part 2,1	Reporters 3,8	Hulk 2,7
19 h 45	59,2	Roue fortune 27,3	Dessinez 12,4	19-20 Info 8,3	Nulle part 4,5	Journal 2,9	Coup de cœur 4,1
20 h 16	71,9	Journal 30,8	Journal 15,0	La classe 11,6	Nulle part 2,8	Journal 5,5	Publicité 6,5
20 h 55	72,5	Com. Moult 31,8	Envoyé spéc. 12,4	La Bourse 9,7	Invasion USA 5,5	Amer. Gigg. 10,8	Pres. Femmes 4,3
22 h 08	63,1	Com. Moult 28,0	Les Innocents 7,3	La Bourse 11,3	Invasion USA 5,1	Amer. Gigg. 9,6	Pres. Femmes 4,2
22 h 44	36,5	Ex-Libris 5,9	Les Innocents 7,6	Sor 3 3,5	L'aventure m. 0,7	Amer. Gigg. 12,0	Brigade nuit 2,9



# Le Monde

CADRES DÉBUTANTS, CADRES CONFIRMÉS

## VOS RENDEZ-VOUS AVEC L'EMPLOI

dans la section C - Economie

### LUNDI

(numéro daté mardi)

#### LES DIRIGEANTS

Les postes à plus de 400 KF annuels. La rubrique des cadres de direction prêts à s'engager dans des responsabilités de haut niveau.

#### LES JURISTES

Du contentieux à la rédaction de contrats, des montages juridiques aux négociations internationales, tous les métiers du droit.

#### L'UNIVERS DE LA GESTION

Des opportunités de carrière pour les contrôleurs de gestion, les directeurs financiers, les directeurs administratifs, les analystes financiers, les auditeurs, les chefs comptables.

### MARDI

(numéro daté mercredi)

#### « LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste des cadres débutants et des cadres confirmés. Leurs domaines de compétence : les études, les ressources humaines, la communication, le marketing.

#### LA FONCTION COMMERCIALE

Toutes les annonces d'avenir pour les ingénieurs commerciaux, les directeurs des ventes, les directeurs export, les chefs de produit.

#### UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

##### ► L'informatique :

un secteur clé de l'entreprise qui offre de nouvelles perspectives : ingénieurs système, spécialistes des logiciels, des bases de données...

##### ► Secteurs de pointe :

pour tous ceux qui souhaitent valoriser leur expertise en électronique, dans les biotechnologies, en chimie, en mécanique, en aéronautique.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL, diffusé gratuitement avec votre quotidien.

### MERCREDI

(numéro daté jeudi)

#### CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

De véritables carrières européennes à fort potentiel d'évolution. En liaison avec sept quotidiens européens.

#### L'INTERNATIONAL

Une sélection de postes basés à l'étranger, dans des organismes internationaux ou dans des firmes multinationales.

#### « LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste de l'emploi des cadres.

36 15  
I M

un mois d'offres  
d'emplois parues dans le Monde.  
Le service télématique expert  
de l'emploi des cadres.

**LE MONDE, point de rencontre  
des grandes ambitions**

صباحنا من الامم



30. Soutien à la politique de haute technologie  
Le débat sur le capital de risque

31. Accord sur la convention médicale  
33. L'AMI à nouveau devant les tribunaux

34. Marchés financiers  
35. Bourse de Paris

La diversification et l'expansion internationale des grands groupes français

BILLET  
L'argent  
des cliniques

Le rachat d'AMI en Grande-Bretagne illustre deux évolutions dans le secteur de la santé. D'abord sur le plan des entreprises elles-mêmes, il manifeste la volonté de la Générale des eaux d'occuper une des premières places dans le secteur. A l'inverse, il traduit le repli d'American Medical International, troisième chaîne américaine d'hôpitaux, qui possédait ou gisait des établissements en Grande-Bretagne, en Espagne, en Suisse, comme au Venezuela ou à Singapour, par sa venue au marché européen en vendant sa filiale britannique, la plus importante de ses actifs dans la région. Aux Etats-Unis, elle vient, en octobre dernier, de faire l'objet d'un RES à un prix réduit, après l'échec d'une première tentative organisée par la banque First Boston.

Mais AMI n'a pas été la seule à éprouver des difficultés. Depuis la loi Tefra, qui a imposé des plafonds aux remboursements du Medicare (l'assurance-maladie des personnes âgées), toutes les grandes chaînes, qui représentaient les trois quarts du secteur lucratif, ont dû restructurer leurs établissements et réduire leur nombre.

La volonté de restreindre les dépenses publiques en matière de santé, qui a provoqué aux Etats-Unis un repli sinon un démantèlement des grands ensembles qui s'étaient développés dans ce secteur, a eu des effets inverses en Grande-Bretagne. Les restrictions imposées aux hôpitaux ont suscité un système à deux vitesses : à côté de l'hôpital public s'est développé un secteur privé, de haut de gamme, avec l'appui de financiers (les assurances) et de chaînes étrangères.

En France, il existe depuis longtemps un secteur privé, important et bien dispersé. Aujourd'hui, on voit les médecins entrepreneurs des années 60 céder une partie du terrain à des groupes industriels et financiers. En effet, les cliniques doivent faire face à de nouveaux défis, investir dans les équipements, et moderniser leur patrimoine immobilier. Autant de tâches qui ne sont plus à la mesure des moyens des propriétaires, qui ne peuvent plus tabler sur l'inflation pour rentabiliser leurs investissements.

G. H.

INSOLITE

Sympas avec le PS ?

Les routiers sont sympas avec le PS ! Ayant décidé de manifester au congrès de Rennes, ils auraient pu bloquer les accès de la capitale bretonne. En bien non ! Ils viendront en car. Mieux encore, ils assureront l'animation, avec deux défilants ornés de calicots, qui monteront la garde pour l'arrivée de M. Pierre Mauroy. Ces routiers seront d'ailleurs reçus par l'encore - premier secrétaire du PS. Bien que celui-ci soit ancien premier ministre et même s'il écoute avec compréhension leurs doléances à base de fiscalité trop lourde, d'assurances trop chères, de conditions de travail difficiles, de TVA insuffisamment récupérée, il n'en peut mais, et dans la bataille en cours au PS on peut gager que c'est le cadet de ses soucis.

La Générale des eaux en Grande-Bretagne

En annonçant qu'il prenait le contrôle de la première chaîne de cliniques privées en Grande-Bretagne, le groupe français de services Générale des eaux confirme sa volonté de développer cette branche de ses activités, où elle tient déjà une place importante en France.

La santé n'a pas de prix. Pour prendre le contrôle d'AMI Healthcare en Grande-Bretagne, la Générale des eaux va dépenser 245 millions de livres (2,32 milliards de francs), soit le triple des sommes (800 millions de francs) que le groupe avait investies au Royaume-Uni dans le domaine de l'eau, son activité « originale » qui reste une de ses activités de base.

Il est vrai que l'acquisition est d'importance : AMI Healthcare, filiale du groupe américain American Medical International, est le premier groupe britannique de cliniques privées, avec 1 400 lits, 18 établissements, dont 14 chirurgicaux (spécialisés notamment dans la chirurgie du cœur) et 4 psychiatriques. La chaîne britannique devrait réaliser un chiffre d'affaire de 1,5 milliard de francs pour l'exercice 1989-1990, et un bénéfice de 157 millions. Elle dépense donc le volume d'affaires des trois chaînes (un peu plus de 3 000 lits) que la Générale des eaux détient déjà en France (Medifutur, Cliniques de France, Yves Journeil) et qui devrait atteindre 1,3 milliard de francs pour 40 cliniques cette année.

L'acquisition doit se faire en deux temps : par l'intermédiaire de sa branche britannique, la Générale de santé, filiale à 100 % de la Générale des eaux, a déjà racheté à

American Medical International Inc., troisième groupe américain d'hôpitaux privés, sa part de 65 % dans AMI Healthcare UK au prix de 370,25 pence par action (soit 160 millions de livres au total). Elle va lancer une OPA amicale sur le reste du capital, au même prix. Bien que celui-ci soit inférieur au cours actuel de l'action (378 pence), les membres « indépendants » du conseil d'administration d'AMI Healthcare UK ont recommandé aux actionnaires d'accepter l'offre, tout en soulignant dans un communiqué que ce prix « ne reflète pas la valeur à long terme des activités d'AMI ni la qualité ou la localisation de ses hôpitaux ».

Se développer  
dans la santé

Cette acquisition confirme la volonté de la Générale des eaux de développer son secteur santé, à la fois sur le plan national et sur le plan international. En France, la Générale de santé, créée il y a trois ans, est devenue avec la prise de contrôle de trois chaînes, de loin le premier opérateur dans le secteur. En Grande-Bretagne, elle possédait déjà, avant l'acquisition d'AMI Healthcare, deux cliniques à Londres et une à Manchester.

Ces deux pays représentent les cibles privilégiées de la Générale : « Nous voulons nous installer là où le secteur privé est le plus important », dit M. Daniel Caille, président de la Générale de santé. En France, le secteur privé réalise un nombre d'actes de chirurgie équivalent de celui du secteur public. La Générale des eaux détient 3 % à 4 % du marché. En Grande-Bretagne, le secteur, plus récent, est nettement plus

restreint : avec ses 1 400 lits, AMI Healthcare y occupe 23 % du marché, mais celui-ci est beaucoup plus dynamique et profitable, il s'est développé pour une clientèle disposant de moyens importants, avec l'appui d'assurances privées. Le prix de journée y est de 3 000 F en moyenne.

En France, en revanche, dans un marché beaucoup plus émié, 10 % ou 15 % seulement des cliniques réalisent des profits réels. La Générale de santé elle-même, selon M. Daniel Caille, n'échappe pas aux difficultés. Elle s'attache actuellement à rétablir les comptes de Cliniques de France, qui devrait arriver à l'équilibre en 1990, après avoir perdu 14 millions de francs en 1988, et au moins 3 millions en 1989.

Pour l'avenir, le groupe, dit M. Caille, entend d'abord continuer à rationaliser le fonctionnement de ses chaînes : « Professionnaliser la gestion, le nettoyage, la climatisation, les achats », créer des directions fonctionnelles, avant de racheter d'autres établissements. Ces rachats, en petit nombre, seraient eux-mêmes destinés à assurer une meilleure implantation géographique, et à fournir une offre de soins plus « cohérente ».

Cette priorité accordée pour l'instant, en France, à la gestion, n'exclut pas une diversification à l'avenir. Ainsi la Générale des eaux a pris 10 % du capital de Lifeline, leader de l'hospitalisation à domicile aux Etats-Unis (avec 75 000 infirmières), pour « comprendre le métier ». Les dirigeants du groupe font en effet le pari que les séjours hospitaliers vont continuer à raccourcir, et entendent se préparer à l'évolution.

GUY HERZLICH

BSN en Asie et à l'Est

Après avoir investi 11 milliards de francs en 1989 dans les principaux pays européens, notamment par l'acquisition des filiales de l'américain Nabisco, en France, en Grande-Bretagne et en Italie, BSN continue à tisser sa toile, cette fois-ci en Asie et en Europe de l'Est.

En Asie, le groupe alimentaire français, qui s'était, au début de l'année, associé à l'homme d'affaires indien Rajan Pillai pour acquérir une participation indirecte de 21 % dans Britannia - le plus gros producteur de biscuits de l'Inde - a utilisé ses liens avec le même Rajan Pillai pour effectuer d'autres investissements. Par le biais d'une filiale commune, BSN et M. Pillai ont racheté les filiales du groupe Nabisco en Nouvelle-Zélande, à Singapour, en Malaisie et à Hongkong, au prix de 180 millions de dollars (1 050 millions de francs). En Nouvelle-Zélande, cette filiale commune à 50/50 va acquérir Griffin and Son, second groupe alimentaire du pays et numéro un du biscuit et de la confiserie. Elle va également prendre le contrôle du numéro un du biscuit en Malaisie, du numéro deux à Singapour et du numéro trois à Hongkong. Les achats se sont effectués sur la base de douze fois le bénéfice net des sociétés.

Le groupe BSN a annoncé, d'autre part, la signature d'un accord avec le combinat laitier de Schwab, au nord de l'Allemagne de l'Est, pour construire en commun une unité de production de yaourts, fromages frais et desserts, sous les marques Danone et Gerways. L'unité, implantée dans la région de Hagenow, à 60 kilomètres de Hambourg et à 100 kilomètres de Berlin, sera la fron-

tière polonaise, aura une production de 40 000 tonnes, en complément de 120 000 tonnes de yaourts déjà élaborés en Allemagne de l'Ouest par le groupe français.

Gagner de vitesse  
les concurrents

En Hongrie, BSN a déjà un accord de franchise avec TVT, premier groupe laitier du pays, qui fabrique 7 000 tonnes de produits frais aux marques Danone et Gerways et va transformer cette franchise en accord de partenariat pour créer une nouvelle unité, susceptible de produire 40 000 tonnes de produits frais à Budapest. Dans les deux cas, l'investissement serait de l'ordre de 50 à 100 millions.

Pour BSN, qui va prendre d'autres initiatives en Tchécoslovaquie et en Pologne, il s'agit de gagner de vitesse ses concurrents, pour s'installer dans des régions où il y a sous-production de produits laitiers frais, avec un atout majeur : il n'existe pas, en Allemagne de l'Ouest, le principal rival, de grandes sociétés à multiproduits alimentaires, comme Unilever et Nestlé.

En ce qui concerne l'URSS, M. Antoine Riboud, PDG de BSN, a déclaré : « Nous n'avons pas immédiatement lésé-bas, car la production de biens de consommation implique un réseau de redistribution qui est totalement désorganisé en Russie, avec, par exemple, des usines de biscuits qui ont des stocks pleins à craquer et des magasins vides. Que faire, pour l'instant, lorsque le litre de yaourt est vendu moins cher que le litre de lait qui a servi à le fabriquer ? Je ne peux pas dire que nous n'avons jamais en URSS : comment peut-on négliger 280 millions de personnes qui mangent mal ? »

FRANÇOIS RENARD

La conjoncture mondiale vue par la direction de la prévision

Forte activité en Europe et au Japon, morosité dans les pays anglo-saxons

« L'année 1990 s'annonce comme une année charnière dans les évolutions économiques internationales, entre l'épuisement d'un cycle conjoncturel aux Etats-Unis et au Royaume-Uni et la possibilité d'un nouvel élan de croissance en Allemagne et, partant, en Europe. » L'analyse que fait la direction de la prévision dans sa dernière note de conjoncture internationale (1) signifie-t-elle, en clair, qu'un net ralentissement de l'activité dans le monde va se produire avant que la réunification de la RFA avec la RDA ne produise ses premiers effets, susceptibles de compenser la baisse de régime des pays anglo-saxons ?

Tel n'est pas le jugement de la direction de la prévision, qui écrit : « Pour l'instant, les Etats-Unis, qui ont su gérer jusqu'ici l'atterrissage en douceur de leur économie, sont entrés dans une phase de faible croissance. Eviter qu'elle ne se mue en récession, puis retrouver les

conditions d'une croissance plus soutenue, restera l'objectif premier de l'administration américaine en 1990. » La note de conjoncture admet pourtant qu'un vigoureux rebond paraît peu probable aux Etats-Unis, même à l'horizon 1991 et que les autres pays industriels ressentiront nettement, dès cette année, « les effets sur leurs débouchés extérieurs du ralentissement américain, ainsi que de

celui intervenant au Royaume-Uni ». Comment s'explique alors la relative confiance qui se dégage de la note de conjoncture de la direction de la prévision ? « Une convergence vers le bas des rythmes de croissance de l'ensemble des grands pays industriels apparaît peu probable. D'une part, à cause de la consommation des ménages, qui va rester soutenue en Europe, aux environs de 3 % en moyenne,

s'accroissant même fortement au Japon et plus encore en RFA ; d'autre part, à cause de l'investissement, certes moins dynamique qu'en 1989 mais progressant tout de même d'environ 6 % en volume, après 10 % l'année dernière. Ainsi, consommation des ménages et investissements industriels constitueront-ils ce que la direction de la prévision appelle « le socle d'une croissance autonome ». L'Allemagne, nouvelle version, « jouant un rôle essentiel », en offrant d'importantes perspectives de développement.

Une évolution  
à deux vitesses

Si l'analyse faite par la direction de la prévision n'est pas complètement optimiste, c'est bien du fait de l'existence de la persistance de tensions inflationnistes. Certes, les hausses de prix ne devraient pas s'accroître au cours des mois à venir, mais les tensions qui existent sur les coûts salariaux, notamment, vont empêcher les gouvernements de baisser les taux d'intérêt. Ceux-ci restent donc très élevés, d'autant plus élevés que, dans la

plupart des pays, les politiques budgétaires sont plutôt souples et qu'en RFA la réunification peut déboucher sur « une situation de surchauffe durable ».

Les prix pourraient augmenter de 4,5 % en Europe cette année, une décelération ne se produisant progressivement qu'à partir de l'été. Au total, l'activité économique se ralentirait un peu en Europe (3,1 % après 3,7 % en 1989), de même que le commerce mondial, qui augmenterait tout de même encore sensiblement : + 7 %, après + 8,8 % en 1989.

L'année 1990, qui va voir le monde évoluer sur deux vitesses différentes, selon qu'il s'agira des pays anglo-saxons ou de l'Europe et du Japon, ne court pas de risques majeurs, sinon celui de la persistance de taux d'intérêt très élevés, freinant l'activité économique et rechauffant le coût des investissements.

A. V.

(1) Note de conjoncture internationale (mars 1990), rédigée par la direction de la prévision du ministère de l'économie et des finances.

La menace inflationniste

La hausse des prix de détail a continué de s'accroître dans le monde au cours de l'année 1989, atteignant 4,4 % dans les sept principaux pays industrialisés (Etats-Unis, Canada, Japon, Grande-Bretagne, RFA, France, Italie). En 1988, les prix avaient augmenté de 3,4 %, de 3 % en 1987 et de 2,4 % en 1986, année durant laquelle les prix du pétrole s'étaient effondrés.

Deux grands pays se sont

montrés l'année dernière particulièrement « inflationnistes » : la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont connu une hausse assez forte (presque 5 %) mais sans commune mesure avec les taux d'inflation enregistrés pendant les années qui suivirent le premier choc pétrolier de fin 1973. L'inflation a continué de progresser dans le tiers-monde : + 90 % contre un peu moins de 60 % en 1988 et 26,7 % en 1986.

Le commissaire européen à la concurrence envisage de demander un rapport annuel

M. Brittan veut s'attaquer aux aides des Etats aux entreprises publiques

Le commissaire européen à la concurrence, M. Leon Brittan, envisage de demander à chaque Etat membre de la CEE de lui faire un rapport annuel sur le soutien qu'il accorde, directement ou non, à ses entreprises publiques. Le commissaire britannique, connu pour ses opinions libérales, était l'invité, vendredi 9 mars à Paris, du conseil de la concurrence. Il veut vérifier que « les entreprises publiques ne bénéficient pas d'un traitement de faveur » par rapport au secteur privé.

Le soutien de l'Etat à ses entreprises publiques, a souligné M. Brittan, ne se limite pas aux subventions directes. Il peut prendre de multiples formes : prêts à taux bonifiés, allègements fiscaux, apport en capital, renonciation aux dividendes ou apurement de dettes. Soucieuse de transparence, la commission cherche notamment

à faire le tri entre aides d'Etat et vrais investissements.

M. Brittan souligne cependant que Bruxelles « n'a pas l'intention de remettre en question le droit des Etats membres de décider du bon dosage de propriété publique et privée des entreprises ». Mais ce droit, qui leur est reconnu par le traité de Rome, « ne peut être utilisé pour tourner les règles applicables en matière d'aides d'Etat », sévèrement contrôlées par l'exécutif de la CEE pour éviter toute distorsion de concurrence. Le commissaire estime que les aides publiques empêcheront de tirer tous les bénéfices du grand marché de 1993 si elles servent à maintenir les structures industrielles existantes, « par exemple pour préserver ou favoriser certaines entreprises vedettes nationales ».

Le secteur public occupe une place de choix dans l'appareil de

production de la CEE, rappelle M. Brittan : 27 % de la valeur ajoutée au Portugal pour les entreprises publiques non agricoles, 19,5 % en France, 11 % en RFA. Les aides reçues par le secteur public constituent une grosse part du total des aides examinées par la commission : 35 % au Luxembourg, 28 % en Belgique, 26 % en France et 18 % en Grande-Bretagne ou en Italie.

[Cette proposition risque d'être très mal accueillie en France où le gouvernement considère que M. Brittan « achève, par idéologie, contre les entreprises publiques et singulièrement contre les françaises comme Renault. On lui reproche de s'occuper exclusivement des aides versées directement aux entreprises françaises alors que les autres pays accordent à leurs firmes des soutiens sous bien d'autres formes et qui « faussent » autant la concurrence. — E. L. B.]

Production : fléchissement anglo-saxon

Volume (en %)	1985	1986	1987	1988	1989	1990 p
RFA.....	1,9	2,3	1,7	3,6	4,1	3,7
Royaume-Uni.....	3,8	3,4	4,8	4	2,6	1,3
Italie.....	2,6	2,5	3	3,9	3,3	3,1
Etats-Unis.....	3,4	2,7	3,7	4,4	2,9	1,8
Japon.....	4,9	2,5	4,4	5,8	4,9	4,7

Investissement privé : irrésistible Japon

Volume (en %)	1985	1986	1987	1988	1989	1990 p
RFA.....	5,5	4,4	4	7,4	9,9	7,5
Royaume-Uni.....	13,3	0,6	14,2	20,1	9	5,2
Italie.....	3,4	2,1	14,1	6	6,2	5,2
Etats-Unis.....	6,7	- 3,3	3,9	8,4	3,5	1,8
Japon.....	12,7	5,9	7,9	16	17,9	12,3

Consommation : poussée allemande

Volume (en %)	1985	1986	1987	1988	1989	1990 p
RFA.....	1,4	3,4	3,5	2,7	1,7	3,5
Royaume-Uni.....	3,7	5,5	6,1	6,9	4,1	1
Italie.....	3,1	3,8	3,9	3,8	3,7	3,4
Etats-Unis.....	4,7	3,9	2,8	3,4	2,7	2,2
Japon.....	2,7	3,1	4,2	5	3,3	3,9



## ÉCONOMIE

## INDUSTRIE

## Le marché de la télévision du futur

## Sony vise les utilisations professionnelles de la TVHD

En inaugurant à Londres une nouvelle installation haute définition, Sony place un pion de plus sur ce marché d'avenir. Le crâne visé, celui des réalisateurs d'effets spéciaux et des films d'entreprise de prestige, suscite des opinions divergentes chez les protagonistes français.

## LONDRES

de notre envoyée spéciale

La grande porte de la télévision haute définition lui étant actuellement fermée, Sony a décidé de passer par la fenêtre. Depuis octobre 1986, date à laquelle les Européens (Thomson, Philips et Bosch) se sont rassemblés autour d'un projet Eureka pour définir une norme commune et développer des matériels, les Japonais se sont retrouvés, en effet, évincés du marché de la diffusion en haute définition grand public.

En Europe, tout d'abord, mais aussi, et de plus en plus vraisemblablement, aux États-Unis, dans la mesure où Européens et Américains feraient cause commune. Pour Sony, le seul marché accessible dans le domaine de la haute définition était donc celui du film (publicitaire et d'entreprise, en

particulier). Pour séduire les producteurs, il ajoute aujourd'hui un maillon à ce dispositif en inaugurant, à Basingstoke, à 60 kilomètres à l'ouest de Londres, une machine appelée EBR (Electron Beam Recorder), permettant de transformer en films 35 millimètres des films vidéo haute définition.

Les atouts d'un tel système pour pénétrer le marché de la haute définition sont de taille. Réaliser un film en vidéo haute définition offre un certain nombre d'avantages par rapport au procédé optique 35 millimètres classique : utilisant une technologie numérique, il est beaucoup plus commode pour réaliser des effets spéciaux, pour intégrer des images de synthèse ; il permet de réduire délais et coûts de production ; mais il souffre d'un inconvénient : pour le visionner tel quel, il faut ensuite des équipements spécifiques à la haute définition, qui sont, comme on le sait, fort peu répandus.

Avec l'EBR, Sony offre désormais aux réalisateurs européens la possibilité de transformer les œuvres tournées en vidéo haute définition en films 35 millimètres, et donc de les diffuser dans toutes les salles de cinéma. Le coût de ce service est de 20 000 F environ pour une minute de film et de

300 000 F pour une heure.

Une machine de ce type existe déjà à Tokyo. Le laboratoire londonien est donc le deuxième du genre au monde. Un troisième devrait ouvrir d'ici à la fin de l'année aux États-Unis, près de Hollywood. Pour l'instant, le studio de Basingstoke ne sera pas équipé de moyens de production. « Notre métier n'est pas d'être un prestataire de services mais de vendre du matériel », a, en effet, rappelé M. Barratt, président de Sony Broadcast Communications. C'est pour ouvrir un marché encore non rentable que Sony a mis un studio EBR à la disposition des réalisateurs, mais il n'entend pas, pour l'instant, aller plus loin, en Europe du moins. Son centre de transfert à Tokyo est, lui, équipé de moyens de production. Deux sociétés de production sont, en Europe, équipées de matériels haute définition : Euphon à Milan et VTTV à Berlin.

## Une marche en ordre dispersé

D'ores et déjà il est donc possible en Europe de produire et de diffuser des films haute définition à la norme japonaise. Les matériels européens, à l'état de prototypes, n'étant pas disponibles dans le commerce, on peut donc craindre

que Sony ne rallie ainsi les sociétés de production à sa cause, prenant de vitesse les développeurs du projet Eureka. D'autant plus que les Européens, les Français tout au moins, semblent divisés quant à l'intérêt de ce marché. Thomson avoue clairement ne pas s'y intéresser, ne pouvant se battre sur tous les fronts.

Pour diffuser ces images haute définition dans des salles grand public, il mise plutôt sur l'émergence du télé-cinéma, salles de cinéma qui seront équipées de matériels de projection électronique et qui utiliseront donc des films TVHD, sans qu'il soit besoin de les convertir.

De son côté, France Telecom voit dans ce marché du film institutionnel le seul créneau possible pour la haute définition d'ici à 1995. Un marché sur lequel pourrait se positionner sa filiale de production VT-COM, à condition que les équipements soient disponibles. Mais comment pourraient-ils l'être si le constructeur national s'en détourne ?

Face à l'offensive cohérente de Sony, les protagonistes français semblent marcher en ordre dispersé.

ANNIE KAHN

## Le remodelage de la filière électronucléaire

## Relance du débat sur le capital de Framatome

Quel tour de table serait le meilleur pour Framatome, le constructeur français de chaudières nucléaires ? Ce débat est relancé à l'occasion de la publication de deux rapports : celui de M. Jacques Roger-Machart, député socialiste de Toulouse et rapporteur du budget de l'industrie, et celui de MM. Rouvillois, Guillaume et Pellet (Le Monde du 9 mars). Et les avis divergent.

Comme le rappelle M. Machart, Framatome a été « nationalisée de fait » en 1985 après le dépôt de bilan de Creusot-Loire, son actionnaire d'alors. Son capital est actuellement détenu par le CEA (35 %), EDF (10 %), la CGE (40 %), Dumez (12 %) et le personnel (3 %).

Depuis la privatisation de la CGE, en 1987, l'équilibre entre privé et public a basculé, soulevant d'autant plus de difficultés, que Dumez et la CGE ont signé un « pacte d'actionnaires » prévoyant, entre autres, que la CGE rachèterait la part de Dumez si ce groupe s'en séparait. Là où le bât blesse, c'est que le patron de la CGE, M. Pierre Suard, a eu de graves désaccords avec celui de Framatome, M. Jean-Claude Lamy.

Dans le document qu'ils avaient rédigé au printemps dernier, MM. Guillaume, Rouvillois et Pellet préconisent que, « dans le cadre d'un accord explicite avec les pouvoirs publics, la CGE devienne, sur une base de parité de l'actionariat, le pôle d'appui de Framatome ». « Si du côté de la puissance publique il paraît souhaitable de maintenir la présence d'EDF (...), la participation du CEA pourrait être transférée à la holding CEA-Industrie (...) ou à défaut à une entreprise publique du secteur industrie ». Si cette solution « n'était pas acceptable pour l'un des partenaires actuels, il conviendrait de chercher dans la voie de l'adossement à un autre actionnaire industriel », préconisaient-ils.

## Augmenter

## la participation des salariés

L'avis de M. Machart est opposé : « Nous pensons (...) qu'il serait dangereux de donner à la CGE le moyen d'exercer un rôle véritable d'opérateur industriel », écrit-il dans le document qu'il a rendu public jeudi 8 mars, avant d'ajouter que les patrons de la CGE et de Dumez « ont l'un et l'autre manifesté clairement leur accord pour se dessaisir, le cas échéant, de leur participation moyennant un prix jugé acceptable ».

Il préconise donc que le pôle d'actionnaires publics reste au niveau actuel (45 %), mais que l'on donne à la COGEMA « une part significative » de ces actions. M. Machart se déclare également en faveur d'une augmentation à 5 ou 6 % de la participation des salariés. Côté actionnaires privés, il propose de faire entrer « des banques, comme par exemple le Crédit lyonnais, qui pourrait prendre une participation à hauteur de 10 % », voire un autre « organisme financier », qui « pourrait être le groupe Suez », à hauteur de 10 à 20 %. Une vingtaine de pour cents du capital pourrait être placée, dans le public, et « il pourrait être envisagé de trouver un actionnaire industriel » comme par exemple Schneider ou l'Aérospatiale.

Autre entreprise dont le capital pourrait être modifié, selon MM. Rouvillois, Pellet, Guillaume : celui de la COGEMA, filiale du CEA qui se comporte vis-à-vis de sa maison mère comme « une fille très émanée ». Ils préconisent donc de lui choisir un allié « parmi les entreprises industrielles du secteur public, sans exclure dans une phase ultérieure une ouverture limitée à des partenaires privés ». « Parmi les premiers, la logique industrielle conduirait à suggérer en priorité Pechiney ». « Le CEA pourrait conserver en première étape 50 % du capital de Cogema. (...) Ultérieurement, sa participation pourrait être abaissée à un niveau un peu supérieur à la minorité de blocage : 35 % par exemple ».

FRANÇOISE VAYSSE

## Nancy technopole

Un paragraphe sauté à rendu incompréhensible, dans nos premières éditions du 9 mars, page 35, la fin de l'article de Valérie Deville consacré au technopôle de Nancy-Braconnier, qui aurait dû se terminer comme suit :

Cela fait quinze ans qu'à Nancy, élus, fonctionnaires et animateurs du technopôle se battent pour faire vivre une abstraction ! Parmi eux, une quinzaine d'anciens cadres supérieurs, retraités ou laissés sur le bord de la route par la crise économique, qui, depuis le départ, ont été associés à cette folle aventure. Ces ex-banquiers, commerciaux et industriels de haut vol se sont répartis le travail, suivant la règle de deux hommes par poste, « histoire, précise Jean Courquin, co-directeur du technopôle, de profiter un peu de nos petits-enfants ».

« L'important, c'est d'y croire », affirme Jean Courquin et ses compagnons, qui sont tout à fait conscients de l'ampleur de la tâche à accomplir pour que lève cette « pâte humaine ». Car si tous les acteurs sont réunis, si le décor est planté, le scénario du film de la « high-tech » nancéenne est encore au montage.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EXTRAIT DU MESSAGE DU PRÉSIDENT À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

DU 27 FÉVRIER 1990

## SODEXHO

## L'EXERCICE 1988/1989

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé pour l'exercice 1988/1989 à 8 067 000 000 F, en croissance de 14 %.

Le résultat consolidé part du Groupe a atteint 1 283 935 000 F, soit une croissance de 15 % par rapport à l'exercice précédent.

Le nouvel ensemble issu des participations réciproques Sodexo/Wagons-Lits représente des chiffres d'affaires cumulés de l'ordre de 23 milliards de francs et des résultats nets cumulés de plus de 300 millions de francs : il emploie plus de 66 000 personnes dans 67 pays.

## LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Pour l'exercice 1989/1990, les résultats consolidés de Sodexo proviendront de trois sources :

- Les activités que Sodexo gardera en propre.
- La consolidation du Holding Restauration qui regroupera les activités de restauration Sodexo/Wagons-Lits.
- La participation dans les Wagons-Lits que l'on consolidera par mise en équivalence.

## 1 - LES ACTIVITÉS QUE SODEXHO VA GARDER EN PROPRE

Nous conservons la gestion de bases-vie où nous sommes numéro un mondial et le titre de service où nous sommes numéro deux : ce dernier secteur connaît une très bonne croissance. Nous avons démarré de nouvelles activités dans le domaine des loisirs, mais le développement de ces activités ne mobilisera pas la totalité de nos moyens financiers.

Malgré notre investissement dans les Wagons-Lits et après l'augmentation de capital de fin Août 1989, nous conservons une capacité d'investissement importante. Notre endettement à plus d'un an représente à peine 80 % de nos fonds propres contre 94 % au 31/8/88 et nos liquidités au 31/8/89 s'élèvent à plus de 1 400 000 000 F.

Dans le développement des activités actuelles et pour le démarrage des

secteurs nouveaux, je m'appuierai sur deux hommes que vous connaissez bien, un Directeur Général, Patrick DOUCE qui dispose déjà de son équipe de direction et Bernard CARTON qui m'assistera avec ses collaborateurs comme Directeur Financier du groupe Sodexo et de ses participations.

## 2 - LE GROUPEMENT DES ACTIVITÉS DE RESTAURATION

Où en sommes nous aujourd'hui ?

Un regroupement est une tâche complexe. Le nôtre se passe bien, il est rendu plus facile parce qu'il est partitaire : Eurest marche bien, la restauration de Sodexo aussi, les marchés sont en croissance, les équipes sont performantes. « L'expansion gonfle les difficultés ».

La confiance mutuelle entre les équipes est la clé du succès à long terme ; nous sommes sur la bonne voie. Le Holding Restauration est créé, mais les apports des deux groupes ne pourront se faire que lorsque les situations nettes des filiales au 31/12/89 seront définitivement arrêtées.

Aujourd'hui, nous sommes déjà opérationnels, les structures de direction générale sont en place. Dans le Holding Restauration, je m'appuierai sur deux directeurs généraux, Rémi BAUDIN et Xavier FONTANET ; par ailleurs, les directions fonctionnelles et leurs services sont pourvus d'hommes et de femmes provenant des deux groupes.

Eurest comme Sodexo sont organisées en filiales séparées par des dirigeants autonomes ; il n'y a pratiquement pas eu de changement. Ensemble, nous sommes présents dans 16 pays principaux mais il n'y a que 5 pays où Eurest et Sodexo sont toutes les deux implantées : la France, la Belgique, l'Italie, l'Espagne et le Brésil.

Dans ces 5 pays, nous testerons en concurrence, mais nous mettrons en commun les achats, les ressources humaines, la formation : cela a commencé en France, en Belgique et en Italie.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui.

## Quelles sont les perspectives de la restauration ?

Elles sont bonnes.

- En 1990, notre groupe devrait faire plus de 12 milliards de francs de chiffre d'affaires nous situant au premier rang européen et au troisième rang mondial de la restauration collective. Nous sommes également en bonne place, en Europe dans le domaine de la restauration publique collective.

- Notre très bonne position sur les marchés nationaux : dans sept pays nous sommes N°1, dans cinq pays N°2, dans les quatre autres, sauf le Royaume-Uni, bien placés.

Dans les cinq prochaines années, nous espérons en moyenne une croissance du chiffre d'affaires supérieure à 10 % par an. Les synergies entre nos deux groupes vont nous permettre d'améliorer notre compétitivité.

## 3 - LES PERSPECTIVES DES WAGONS-LITS

Le recensement sur ses activités actuelles dans les marchés porteurs et la recherche d'un partenaire dans l'hôtellerie assurent à moyen terme de bonnes perspectives à la Compagnie des Wagons-Lits.

Grâce au développement de ses activités en propre, au regroupement de la restauration et au mariage avec les Wagons-Lits, Sodexo est devenue un groupe de services diversifiés, prêt à affronter les défis de la compétition mondiale.

Le résultat net par action de l'exercice 1988/1989 devrait être au moins égal à celui de l'exercice 1988/1989 et ceci malgré l'augmentation du nombre d'actions résultant de l'entrée du groupe Wagons-Lits dans le capital de Sodexo.

Je remercie tous les clients qui nous font confiance, je félicite les dirigeants, les cadres, les agents de maîtrise, l'ensemble du personnel qui, par leur travail, leurs efforts, leur attachement, ont assuré chaque jour depuis bientôt un quart de siècle le succès de notre groupe. Leur compétence est notre meilleure chance de réussite pour l'avenir.

Pierre BELLON

## Principaux chiffres consolidés

(en millions de francs)	1988/89	Variation sur 1987/88
Chiffre d'affaires	8 067	+ 14 %
Résultat courant avant impôts	207	+ 1 %
Impôts	62	- 15 %
Résultat consolidé (*)	158	+ 12 %
Résultat net part du Groupe	129	+ 15 %
Capacité d'autofinancement	242	+ 1 %

(\*) avant amortissement des écarts d'acquisition et intérêts tiers.

## Chiffre d'affaires

1986/87	7 072 000 000 F
1987/88	7 072 000 000 F
1988/89	8 067 000 000 F

## Exploitations gérées au 31 août 1989

1 815 restaurants d'entreprises et d'administrations  
601 restaurants scolaires ou universitaires  
687 hôpitaux, cliniques, résidences du 3<sup>e</sup> âge  
255 bases-vie  
194 exploitations diverses : restaurants publics, mess pour l'armée, clubs, centres de formation, prisons.

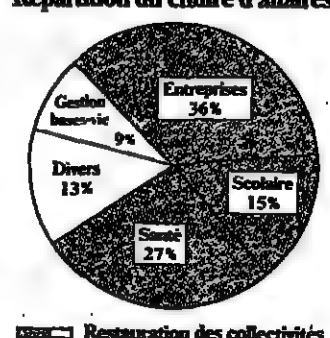
Résultats part du groupe	
1986/87	95000000 F
1987/88	112000000 F
1988/89	123935000 F

Le dividende par action a été fixé à 12 F. (18 F. avoir fiscal compris) et sera mis en paiement à compter du 8 mars 1990.

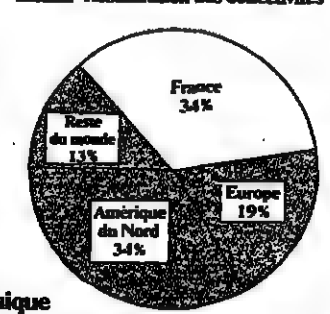
Compte tenu de l'attribution de 5 actions gratuites pour 1 ancienne effective depuis le 6 décembre 1989, le dividende versé est en progression de plus de 14 % par rapport à l'exercice précédent.

Le montant distribué s'élève à 44,7 millions de francs et représente 35 % des résultats nets consolidés part du Groupe.

## Répartition du chiffre d'affaires



par activité



par zone géographique

**SODEXHO**  
Là où vivent les hommes.

Le rapport annuel peut être obtenu sur simple demande en écrivant à SODEXHO : Secrétariat général - B.P. 67 - 78185 St-Quentin-en-Yvelines Cedex.

L'information financière sur le groupe Sodexo est à votre disposition sur le minitel en composant le 3616 CLIFF.

صديقا من الامل



# ÉCONOMIE

## SOCIAL

### L'accord entre les caisses d'assurance-maladie et la FMF L'accès au secteur à honoraires libres sera réservé à une minorité de jeunes médecins

La convention qui devait être signée vendredi 9 mars entre la Fédération des médecins de France (FMF) et les trois caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, non-salariés) doit régir pour une durée de quatre ans les rapports entre les médecins libéraux et la Sécurité sociale.

Dans un préambule, les parties signataires affirment leur volonté de « garantir à tous les assurés sociaux l'accès à des soins de qualité, un haut niveau de prestations, en excluant toute discrimination dans le niveau de remboursement, maintenir la forme libérale de l'exercice de la médecine, respecter le libre choix du malade et la liberté de prescription du médecin ». Elles se déclarent également « conscientes des difficultés économiques de la conjoncture et de leurs conséquences sur les recettes de l'assurance-maladie » et reconnaissent que le développement excessif des dépenses de soins « compromet l'équilibre et la survie du système conventionnel ». La nécessité de remédier aux effets du dynamisme de la démographie médicale, notamment par le développement de la retraite anticipée, est réaffirmée.

« Ce » du secteur 2. La prin-

cipale originalité de ce texte est de suspendre provisoirement - sans plus de précision - la possibilité offerte depuis 1980 aux praticiens d'opter librement pour le secteur 2, qui permet de pratiquer des tarifs supérieurs à ceux qui servent de base de calcul du remboursement effectué par la Sécurité sociale. Ainsi, les médecins du secteur 1 - qui appliquent strictement ces tarifs - ne pourront pas opter pour le secteur 2. En revanche, les quelque 26 % de praticiens installés antérieurement au 1<sup>er</sup> décembre 1989 dans le secteur 2 conserveront ce droit de dépanner « avec tact et modération » les honoraires conventionnels. Dans ce cas, ils devront exercer 25 % de leur activité en appliquant les tarifs conventionnels ou en réalisant gratuitement des actes, incluant les activités hors cabinet (dans les hôpitaux publics, notamment).

« Après au secteur 2 pour les jeunes médecins, l'article 1 bis de la convention précise toutefois que « les anciens chefs de clinique des universités assistants des hôpitaux ou anciens assistants des hôpitaux généraux ou des hôpitaux régionaux ne faisant pas partie de CHU », pourront opter s'ils le souhaitent pour le secteur 2. Cette

option concerne un millier de jeunes médecins alors que plus de quatre mille jeunes médecins s'installent chaque année.

Projet de secteur « promotionnel ». Les signataires s'engagent en outre à mettre au point une nouvelle formule afin d'obtenir « un meilleur équilibre entre les secteurs conventionnels » qui doit les conduire à créer un secteur « promotionnel » permettant aux médecins du secteur 1 de disposer de « meilleures conditions économiques » et de « promouvoir certains actes de médecine générale ».

Revalorisation des tarifs. S'agissant de l'évolution des honoraires, le texte propose de les réévaluer de 5 francs dès la signature de la convention (ce qui porterait à 90 francs la consultation et à 105 francs la visite du généraliste, à 130 francs la consultation et la visite du spécialiste). Une revalorisation supplémentaire de 5 francs interviendrait le 15 décembre 1990 et une autre le 1<sup>er</sup> novembre 1991. Le feu vert du ministère des finances n'est acquis que pour la première de ces trois mesures tarifaires.

Formation médicale continue. Un prélèvement de 1,35 pour 1 000 sur l'ensemble des bono-

naires « conventionnels » perçus par les praticiens permettra de financer des actions de formation. Dans la limite de dix journées par an, les médecins recevront une indemnité pour « perte de ressources » égale à quinze fois la valeur de la consultation du généraliste.

Maîtrise des dépenses. La prise en compte de la nécessité de maîtriser réellement l'évolution des dépenses de santé apparaît pour la première fois dans un texte conventionnel. Des références médicales nationales seront fixées par les signataires. En 1990, l'objectif sera de ralentir de 3,6 points la progression tendancielle (+ 10 % en 1989) de ces dépenses. Des « contrats locaux d'objectifs » seront également négociés. Toutefois, ces engagements n'ont pas de valeur contraignante.

Expérimentation. Les signataires se bornent à évoquer l'éventualité d'un avenant prévoyant « les conditions dans lesquelles des expérimentations » dans le domaine de l'organisation des soins pourraient être engagées.

J.-M. M.

## TRANSPORTS

### Selon Airbus Industrie

#### Les compagnies aériennes vont acheter 12 000 jets en vingt ans

Plus de 12 000 avions à réaction seront livrés aux compagnies aériennes mondiales au cours des vingt prochaines années, représentant un marché de 700 milliards de dollars (près de 4 000 milliards de francs) pour les constructeurs aéronautiques, selon le consortium européen Airbus Industrie.

Le trafic aérien doublera dans les quinze prochaines années, conduisant à un doublement de la flotte mondiale de jets, de 7 400 aujourd'hui à 14 000 en 2009, a prédit le vice-président d'Airbus pour les ventes, M. David Jennings, lors d'une conférence de presse à Londres.

Les prévisions d'Airbus concordent avec celles présentées au début de la semaine par Boeing, qui évalue le marché des avions à réaction à presque 10 000 d'ici à 2005.

Airbus Industrie estime que 5 500 avions actuellement en service devront être remplacés dans les vingt prochaines années.

Airbus espère détenir une part de marché d'environ 20 % pour les petits porteurs et 45 % pour les gros porteurs à l'horizon 1994, soit une part de marché globale de quelque 30 %. A cette date, le constructeur devrait produire 220 appareils par an. (AFP)

## EN BREF

Signature d'un protocole entre la RFA et la Pologne. La Pologne et la RFA ont signé, jeudi 8 mars, un protocole économique, a annoncé l'agence officielle PAP, citant le ministre polonais de l'économie, M. Leszek Balcerowicz. Ce protocole octroie notamment à la Pologne des crédits à moyen et à long terme et prévoit la formation de spécialistes polonais. Selon M. Balcerowicz, le protocole « ouvre la voie à un éventuel accord concernant le problème des travailleurs polonais qui se trouvent en RFA et de ceux qui y séjourneront dans l'avenir ».

Croissance de 3,6 % au Brésil en 1989. Le produit intérieur brut (PIB) du Brésil a augmenté de 3,6 % en 1989, a annoncé l'institut de statistiques FIBGE le jeudi 8 mars. En valeur, le PIB a atteint 303,45 milliards de dollars (1 800 milliards de francs environ). (AFP)

RFA-RDA : rupture des discussions dans l'industrie des poids lourds. MAN Nutzfahrzeuge AG, filiale poids lourds du groupe ouest-allemand MAN, a rompu ses négociations avec le spécialiste est-allemand du véhicule utilitaire IFA, a indiqué jeudi 8 mars la société, en raison « des impensables » liés à cette opération. MAN avait proposé de moderniser la gamme moyenne de la firme est-allemande pour la rendre compétitive au plan mondial. La rupture semble signifier que le futur partenaire de l'industrie est-allemande du poids-lourd sera le groupe Daimler-Benz. (AFP)

## Docteur Malthus

par Jean-Michel Normand

JUSQU'AU dernier moment, la négociation de la convention médicale aura donné lieu à un spectacle affligeant. Onze mois d'atmosphère de tractations de couloirs et de propos définitifs ont passablement discrédité un système dans lequel le rôle respectif de la Sécurité sociale, des syndicats de médecins et de l'Etat est parfaitement ambigu, voire malaisé. Il faudra bien, un jour ou l'autre, définir précisément les responsabilités et la marge de manœuvre des partenaires conventionnels ou alors mettre un terme à ce qui n'est aujourd'hui qu'une fiction.

Sur le fond, le bilan est sans doute plus inquiétant encore. Pour les assurés sociaux, l'enjeu essentiel de cette convention était d'aboutir à une rationalisation des dépenses de santé qui soit à la fois compatible avec une médecine de qualité et le respect des contraintes financières de la Sécurité sociale. Dans ce domaine, les engagements contenus dans le texte « conventionnel » sont modestes - même s'ils constituent une première prise de conscience - mais ils ont été totalement éclipés par les conflits d'intérêts internes au corps médical.

Bien sûr, le nombre excessif de praticiens libéraux (il y avait entre 20 000 et 40 000 médecins « en trop » sur un total de 108 000) pose un vrai problème social. Or, face à ces questions, M. Maurice Delfin, président de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) et la plupart des syndicats de médecins ont choisi le malthusisme, avec l'assentiment du patronat et des syndicats confédérés membres du conseil d'administration de la CNAM.

Ainsi, les avantages acquis par les 28 % de médecins qui exercent en honoraires libres seront éparpillés (le quota de 25 % d'actes en tarif conventionnel est en réalité une contrainte très relative) alors que la majorité des praticiens qui ont joué le jeu conventionnel ne dépassent pas les horaires et des jeunes médecins feront les frais de l'opération. Les internes et chefs de clinique auront finalement fait

grève pour permettre à une minorité d'entre eux d'obtenir des privilèges refusés à tous les autres...

Le gouvernement, lui, est soutagé : il n'aura pas eu à intervenir directement. Mais, en renonçant à faire respecter sa volonté de ne pas introduire de discrimination entre médecins, il a cautionné une convention que, sur le fond, il désapprouve. Par ses hésitations, M. Claude Evlin, ministre de la solidarité, se trouve aujourd'hui devant le fait accompli. De sensibilité socialiste, le syndicat de généralistes MG France peut ironiser en soulignant que « cette convention, qui légitime, protège et promeut le secteur à honoraires libres, portera le nom de M. Claude Evlin ».

Aussi, c'est pour les dégâts que l'économie, a refusé avec vigueur, jeudi 8 mars, de revaloriser de 10 francs les honoraires en 1990, s'en tenant à un unique « coup de pouce » de 5 francs dès la signature de l'accord. Cette dernière mesure permettra, a-t-il assuré, d'aboutir à une augmentation en volume de 28,5 % de la consultation depuis mars 1985 contre une hausse de 25 % sur la même période pour le revenu moyen par tête.

M. Blondel s'en prend à la réforme de la grille de la fonction publique. M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a déclaré jeudi 8 mars à Paris que l'on « ne peut pas gérer la fonction publique comme une entreprise privée car il en va de l'égalité des citoyens et de la neutralité de l'Etat ». S'exprimant lors d'un rassemblement organisé par les fonctionnaires FO, il a rappelé que son organisation n'a pas signé l'accord sur la réforme de la grille de la fonction publique et critiqué les « démarches de type privé », notamment dans les PTT (dont la Fédération FO s'est pourtant prononcée en faveur de la réforme de la grille). Il a enfin annoncé deux journées d'action, l'une fin mars contre la politique salariale du gouvernement, et l'autre le 22 mai, jour du séminaire gouvernemental sur la fonction publique.

## AGRICULTURE

### Le 27<sup>e</sup> Salon, porte de Versailles, à Paris

#### MM. Nallet et Lalonde débattent de la gestion de l'eau

Les agriculteurs présents au Salon de l'Agriculture, porte de Versailles, attendaient avec intérêt l'intervention du secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, M. Brice Lalonde, lors du colloque organisé le jeudi 8 mars, sur la gestion de l'eau, en présence du ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet.

Les deux membres du gouvernement ont placé le débat sous le signe de la réconciliation. Plutôt que de réitérer ses accusations à l'encontre des « agriculteurs pollueurs », M. Lalonde a estimé que l'heure était venue de « lever les incompréhensions », pour régler le problème au fond.

De son côté, le ministre de l'Agriculture a indiqué qu'une taxe « pollueur-payeur » était difficile à appliquer aux exploitants, dans la mesure où les nitrates « se promènent » dans le sous-sol et qu'il est techniquement difficile de déter-

miner l'exacte responsabilité de chacun dans cette forme de pollution.

Au cours de la même journée, les tenants de l'agriculture biologique, par la voix du professeur Robert Nègre, de la faculté des sciences de Marseille, ont présenté les avantages de leurs méthodes culturales, plaçant en particulier pour la suppression des pesticides. « Une plante bien nourrie n'en a pas besoin », a expliqué M. Nègre, ajoutant qu'il fallait remplacer les engrais industriels coûteux et sur-employés par ceux provenant du compost et du fumier naturel.

Ces propos ont été tempérés par le directeur des recherches de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), M. Michel Bouman, qui a préconisé l'installation, autour des parcelles, de haies comprenant des essences chassant les insectes.

ERIC FOTTORINO

(Publicité)  
PRÉFECTURE DE LOIRE-ATLANTIQUE RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFECTURE DE LA VENDEE PRÉFECTURE DES DEUX-SÈVRES

### AUTOROUTE NANTES - NIORT

#### AVIS D'ENQUETE D'UTILITE PUBLIQUE ET DE MISE EN COMPATIBILITE DE P.O.S.

Un arrêté concerté du préfet de la région des Pays de la Loire, préfet de Loire-Atlantique, du préfet de la Vendée et du préfet des Deux-Sèvres, en date du 28 février 1990, a prescrit une enquête portant à la fois :

a) sur l'utilité publique des travaux de construction de l'autoroute Nantes-Niort, entre la Cour Neuve sur la commune des Sorinières (Loire-Atlantique) et l'autoroute A 10 sur la commune de Granday-Cript (Deux-Sèvres), sur le territoire des communes suivantes :

Les Sorinières, Le Bignon, Montbert, Aigrefeuille-sur-Maine, Remouillé et Vieillevigne, en Loire-Atlantique ;  
Bouffière, L'Herbergement, Les Brousses, Chavagnes-en-Paillers, La Rabatelière, Chausse, Les Essarts, Sainte-Florence, Sainte-Génès, Saint-Martin-des-Noyers, Saint-Etienne-de-Vaude, Bourmeston, Les Plaines, Sainte-Paule (arrondissement de La Roche-sur-Yon), Sainte-Hermine, Saint-Aubin-la-Plaine, Saint-Etienne-de-Brillouet, Pissel, Massenc-Saint-Martin, Pesonne, Ammy, Fontenay-le-Comte, Fontaines, Saint-Martin-de-Frigois, Saint-Pierre-la-Vieille, Ouhans et Bessé (arrondissement de Fontenay-le-Comte), en Vendée.

b) sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols (POS) des communes de : Aigrefeuille-sur-Maine, Vieillevigne, Bouffière, Chavagnes-en-Paillers, des Essarts, de Saint-Martin-des-Noyers, Bourmeston, Sainte-Hermine, Saint-Etienne-de-Brillouet, Fontenay-le-Comte, Saint-Martin-de-Frigois, Saint-Pierre-la-Vieille, Ouhans et Bessé (arrondissement de Fontenay-le-Comte), en Vendée.

Cette enquête se déroulera pendant 45 jours consécutifs, du 5 avril au 22 mai 1990 inclus.

Le siège de l'enquête sera situé à la préfecture de la Vendée et toute correspondance relative à l'enquête pourra être adressée à l'adresse suivante : Préfecture de la Vendée (direction de la réglementation - 1<sup>er</sup> bureau) - 85022 La Roche-sur-Yon Cedex.

La commission d'enquête désignée par le président du tribunal administratif de Nantes sera composée de :

- M<sup>me</sup> Catherine Picaud, membre du conseil d'administration de la Fédération nationale des associations de sauvegarde des sites et ensembles monumentaux (FNASSEM), membre de la COEPHAR Poitou-Charentes - présidente de la commission d'enquête ;  
- M. Robert Lefevre, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite ;  
- M<sup>me</sup> Claire Métey, maître de conférences à l'unité de formation et de recherches de sciences pharmaceutiques ;  
- M. Pierre Perrey, membre honoraire de la chambre de commerce et d'industrie de la Vendée ;  
- M. Gérard Prost, colonel de gendarmerie en retraite.

Des suppléants ont également été nommés par le président du tribunal administratif de Nantes :

- M. Raymond Brastner, technicien foncier en retraite ;  
- M. Albert Costand, chef de bureau en retraite ;  
- M. Albert Fauchard, exploitant agricole en retraite.

Un dossier d'enquête ainsi qu'un registre seront déposés du 5 avril au 22 mai 1990 inclus, à la préfecture de la Vendée (direction de la réglementation - 1<sup>er</sup> bureau) à La Roche-sur-Yon, à la préfecture de Loire-Atlantique (direction des affaires de l'Etat - 3<sup>e</sup> bureau) à Nantes, à la préfecture des Deux-Sèvres (direction de la réglementation - 4<sup>e</sup> bureau) à Niort, à la sous-préfecture de Fontenay-le-Comte et à la mairie de chacune des communes traversées par le projet et mentionnées ci-dessus.

Le dossier d'enquête déposé dans chacune de ces lieux comprendra un dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique avec en outre :

- Les dossiers de mise en compatibilité des POS des communes des trois départements à la préfecture de la Vendée ;  
- Les dossiers de mise en compatibilité des POS des communes du département de Loire-Atlantique à la préfecture de Loire-Atlantique ;  
- Les dossiers de mise en compatibilité des POS des communes du département des Deux-Sèvres à la préfecture des Deux-Sèvres ;  
- Les dossiers de mise en compatibilité des POS des communes de l'arrondissement de Fontenay-le-Comte à la sous-préfecture de Fontenay-le-Comte ;  
- Le dossier de mise en compatibilité des POS de la commune concernée à la mairie de chacune des communes énumérées au b) ci-dessus.

Pendant l'enquête, chacun pourra consulter le dossier d'enquête dans les lieux de dépôt, les jours et aux heures d'ouverture au public et consigner ses observations sur les registres ou les adresser par écrit à M<sup>me</sup> Picaud, présidente de la commission d'enquête, préfecture de la Vendée (direction de la réglementation - 1<sup>er</sup> bureau) - 85022 La Roche-sur-Yon, Cedex.

Au vu d'un membre de la commission d'enquête pourra en personne les observations du public :

- à la préfecture de la Vendée (direction de la réglementation - 1<sup>er</sup> bureau) :  
\* Le mardi 22 mai 1990, de 14 h à 16 h 30 ;  
- à la sous-préfecture de Fontenay-le-Comte :  
\* Le lundi 21 mai 1990, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;  
\* Le mardi 22 mai 1990, de 9 h à 12 h ;  
- à la mairie de Montbert :  
\* Le jeudi 3 mai 1990, de 14 h à 17 h ;  
- à la mairie de Bouffière :  
\* Le jeudi 8 mai 1990, de 9 h à 12 h 15 ;  
- à la mairie des Brousses :  
\* Le mardi 15 mai 1990, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h ;  
- à la mairie des Essarts :  
\* Le mercredi 9 mai 1990, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h ;  
- à la mairie de Bourmeston :  
\* Le jeudi 19 avril 1990, de 14 h à 18 h ;  
\* Le vendredi 18 mai 1990, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ;  
- à la mairie de Sainte-Hermine :  
\* Le vendredi 20 avril et le mardi 22 mai 1990, de 9 h 30 à 12 h 30 ;  
\* Le lundi 21 mai 1990, de 14 h à 17 h ;  
- à la mairie de Bessé :  
\* Le mercredi 2 mai et le jeudi 17 mai 1990, de 9 h à 12 h ;  
- à la mairie de Coulon :  
\* Le mercredi 9 mai 1990 et le vendredi 18 mai 1990, de 9 h à 12 h ;  
- à la mairie de Saint-Symphorien :  
\* Le lundi 30 avril et le mercredi 16 mai 1990 de 9 h à 12 h.

Une copie du rapport relatif au déroulement de l'enquête et des conclusions émises de la commission d'enquête pourra être consultée dans les préfectures de Loire-Atlantique, de la Vendée et des Deux-Sèvres, dans les sous-préfectures de Nantes et de Fontenay-le-Comte, ainsi qu'à la mairie de chacune des communes précitées pendant un an à compter de la fin de l'enquête. Elle pourra être également consultée à toute personne intéressée qui en fera la demande à l'un des préfets des trois départements concernés.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 7 février 1990 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 29 décembre 1989. Les revenus distribuables permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se réunira le 29 mars 1990, de fixer le dividende de l'exercice 1989 à 23,00 francs par action assorti d'un crédit d'impôt de 1,10 franc. Pour les personnes morales, les OPCVM ou les entrepreneurs individuels, ces revenus sont assortis d'un crédit d'impôt de 1,23 franc ; pour ces personnes, les revenus perçus sur des titres souscrits après la clôture de l'exercice ne donnent pas droit au crédit d'impôt.

Ce dividende sera détaché le 4 avril 1990 et mis en paiement le 5 avril 1990. Il est rappelé que l'abatement prévu par la loi du 17 juin 1967 pour les revenus d'actions et d'obligations françaises est de 8 000 francs pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés, et de 16 000 francs pour les couples mariés soumis à une imposition commune.

Le conseil d'administration a par ailleurs décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire le 29 mars 1990, à qui il sera proposé d'adopter les statuts modifiés de la SICAV.

Siège social et bureaux :  
5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris - tél. : (1) 49.27.63.00

10 et 11 MARS  
EXPOSITION INTERNATIONALE  
DE 10 à 19 heures  
VENTE - ÉCHANGE

MINÉRAUX  
PIERRES PRÉCIEUSES  
BIJOUX - FOSSILES  
HOTEL PARIS-HILTON  
(au pied de la Tour Eiffel)  
18, av. de Suffren, PARIS-15<sup>e</sup>

## PUBLICATION JUDICIAIRE

### EXTRAIT DES MINUTES

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS  
Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre (section B) de la Cour d'Appel de Paris du 17 novembre 1989.

M. SOGNY Michel, né le 21 novembre 1947 à PAU (64) et demeurant à PARIS (7<sup>e</sup>), 18, avenue Emile-Deschanel,  
a été condamné à 80 000 F d'amende.  
Pour : fraude fiscale (de 1981 à 1984).  
La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extraits, dans les journaux : « LE JOURNAL OFFICIEL », « LE MONDE », et « LE FIGARO ».  
Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.  
LE GREFFIER EN CHEF











## MARCHÉS FINANCIERS

Avant la réunion de Washington

## Le groupe des Sept se réunira les 6 et 7 avril à Paris

Le groupe des sept principaux pays industrialisés (G7) se réunira le 7 avril à Paris, a annoncé le secrétaire américain au trésor, M. Nicholas Brady, le jeudi 8 mars. Cette réunion interviendra donc un mois avant celle prévue à Washington le 7 mai, au moment des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale.

Les représentants des Sept doivent se retrouver à Paris les 6 et 7 avril avec leurs collègues de nombreux autres pays à l'occasion d'une rencontre consacrée à la création de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est) : ils en profiteront donc pour discuter du niveau des taux de changes et des nouveaux problèmes posés à la coopération économique internationale par l'évolution de la situation en Allemagne. Sans nul doute, la

dépréciation du yen, jugée le jeudi 8 mars « excessive » par M. Brégovoy ainsi que par M. Hans Tiedt, membre du conseil central de la Bundesbank, en visite à Tokyo, sera à l'ordre du jour.

Vendredi 9 mars au matin, la devise japonaise continuait de s'affaiblir. Le dollar s'échangeait à 151,40 yens - son niveau le plus haut depuis deux ans et demi - contre 150,80 yens la veille, et 149,75 yens une semaine auparavant. En septembre dernier, les Sept avaient jugé qu'une « hausse du dollar au-dessus de ses niveaux actuels ou un fléchissement excessif pourraient être préjudiciables » pour l'économie mondiale. Depuis, le dollar a faibli face au mark ou au franc mais a progressé face au yen. Le ministre japonais des finances, M. Ryutaro Hashimoto, s'est déclaré vendredi « mécontent » de cette nouvelle baisse du yen.

Après l'accord intervenu avec les établissements français

## La DG Bank cherche à justifier sa position juridique

L'accord amiable intervenu le mercredi 7 mars entre la DG Bank de Francfort et les banques françaises au sujet du rachat des obligations confiées en pension ne semble pas clore définitivement l'affaire. « Notre position juridique est tout aussi bonne qu'avant », a déclaré, jeudi 8 mars, M. Helmuth Guthard, président du directoire de la DG Bank.

Selon un communiqué ambigu publié le même jour à Francfort, la DG Bank affirme avoir abouti avec les banques françaises à un « renouvellement technique de l'ensemble des opérations ». Autrement dit, la DG Bank accepte d'encasiner une perte de 2 milliards de francs en rachetant des obligations dont le cours a baissé, mais ne reconnaît pas avoir eu tort en

ayant refusé dans un premier temps de les reprendre. « Nous pensons toujours avoir des prétentions », a indiqué M. Guthard.

L'accord intervenu avec les banques françaises comporte d'ailleurs un délai de douze mois pendant lequel la banque allemande pourra déposer des réclamations. « Pendant un an, nous allons pouvoir faire des recherches sans précipitation et notamment analyser les résultats de l'enquête judiciaire lancée en RFA », a poursuivi M. Guthard. Lors de la même conférence de presse, M. Guthard a reconnu qu'un de ses employés était à l'origine de transactions boursières irrégulières qui déclenchent en ce moment la chronique à Francfort.

Le rachat de Rorer par Rhône-Poulenc

## La SEC demande l'aide de la Suisse sur les délits d'initiés

La Security and Exchange Commission (SEC), qui cherche toujours à démanteler l'écheveau d'un délit d'initié lié au rachat par OPA du laboratoire américain Rorer par Rhône-Poulenc, a demandé l'aide de la Suisse. La demande de renseignements concerne des transactions faites sur les titres Rorer, effectuées à partir d'établissements financiers situés dans les cantons de Vaud, de Genève et de Zurich. Il s'agirait de la Banque vaudoise de crédit, d'Esposito Santo, de Discount Bank, de Cambio Valorebank et de Banque scandinave.

La Suisse a décidé de donner suite à la demande des autorités boursières américaines mais le dossier, qui est suivi par l'Office fédéral de la police, n'a pas encore été transmis aux autorités des cantons concernés.

Cette piste suisse suivie par la SEC mène comme chaque fois

qu'il s'agit d'un délit d'initié franco-américain du côté du Moyen-Orient et plus particulièrement vers le Liban. Le tribunal de New York vient de prolonger le gel des valeurs de deux opérateurs présumés initiés : le libanais Unifund et le panaméen Tamamco Saudi and Gulf Investment Group.

□ Création d'entreprises privées autorisées en Roumanie. - Deux projets de décret-loi ont été adoptés en Roumanie le jeudi 8 mars, le premier autorisant la constitution d'entreprises libres (privées), le second celle de sociétés à participation étrangère (même majoritaire). Ce dernier texte prévoit que les bénéfices après impôts pourront être librement réexportés. Cependant, les entreprises privées seront limitées à vingt salariés.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## PATRIMOINE RETRAITE

SOCIÉTÉ POUR LA GESTION DE L'ÉPARGNE EN VUE DE LA RETRAITE

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 8 février 1990 a décidé de convoquer les actionnaires de la SICAV PATRIMOINE-RETRAITE en assemblée générale extraordinaire, sur première convocation le jeudi 5 avril 1990, ou, sur deuxième convocation le vendredi 27 avril 1990, afin de leur soumettre un projet de modification des statuts prévoyant notamment la capitalisation des dividendes conformément aux dispositions de la loi du 29 décembre 1989. Par ailleurs, le conseil a arrêté les comptes de l'exercice clos le 29 décembre 1989.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera réunie le vendredi 27 avril 1990 de capitaliser l'ensemble des revenus acquis par la SICAV et en conséquence d'affecter à un compte de réserves le montant des revenus distribuables, soit 53 992 219,03 francs.

Siège social et bureaux :  
5, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - tél. : (1) 49.27.63.00

NEW-YORK, 8 mars ↑

## Nouvelle progression

En dépit des incertitudes concernant l'évolution de l'économie américaine, la Bourse a poursuivi sa progression dans un marché actif. L'indice Dow Jones a gagné 26,58 points à 2 696,17 points. Quelque 171 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de hausses était supérieur à celui des baisses : 986 contre 493. 475 titres étaient inchangés. La hausse s'est faite dans les deuxièmes minutes car tout au long de la séance la tendance était venue à l'indifférence.

Seuls les analystes, le marché vient dans l'attente de la publication, vendredi, des chiffres de l'emploi pour février aux États-Unis. Le rapport du département du travail fournira les premières indications sur la performance de l'économie américaine durant ce mois. Les experts tablent sur la création de 250 000 emplois, ce qui porterait le total au mois précédent à 275 000 créations d'emplois et sur un taux de chômage de 5,3 %.

Colgate a gagné 1 5/8 à 58 7/8, Digital Equipment a progressé de 2 3/8 à 76 7/8 et Motorola de 2 1/8 à 64 3/8. UAL a perdu 1 3/4 à 132 3/4 et Texaco 7/8 à 59 1/2.

VALEURS	Cours de 7 mars	Cours de 8 mars
Alcoa	68	69 3/4
Amgen	68 1/8	68 7/8
Chemical Bank	22 1/4	22 7/8
Eastman Kodak	30 3/4	30 3/4
Exxon	48 5/8	49 1/8
Ford	57 1/2	58 1/2
General Electric	62 1/8	62 1/2
General Motors	46 1/4	46 3/8
IBM	109 1/8	109 1/2
IBM	109 1/8	109 1/2
ITT	54	54 1/4
Marlco	62 3/8	62 1/4
Pfizer	62 1/4	62 1/2
Schlumberger	48 1/8	48 3/4
Texas	42 1/8	42 1/2
United Fruit	134 1/2	132 1/4
United States	22 1/8	22 1/8
U.S. Steel	38 1/8	38 1/8
Verizon	53 3/4	53 3/4

LONDRES, 8 mars ↑

## Poursuite de la hausse.

Une nouvelle série de résultats de sociétés encourageants et une meilleure performance de la livre sterling ont poussé le marché des valeurs à Londres. Des achats modestes de début de séance ont permis à l'indice Footsie de clôturer en hausse de 19,7 points (0,8 %) à 2 250,0. Les fonds d'investissement ont également tenu bon. Les échanges ont porté sur 436,7 millions de titres, contre 415,3 millions, un volume toujours trop mince au goût des professionnels.

Le groupe Vickers a enregistré une bonne hausse après la nouvelle demande de son actionnaire à 13,2 %, Sir Ron Brinkley, d'introduction en Bourse séparée de Rolls Royce Motor Cars. De son côté, le constructeur de moteurs d'avions Rolls Royce a été encouragé par les prévisions de croissance optimistes du marché de l'aviation civile faites jeudi par Airbus, qui confie à cette entreprise britannique huit heures supplémentaires par Boeing.

Les banques ont été fermes avec Grand Metropolitan en vedette après l'annonce du plan de reconstruction de l'hôtel Hilton LKL, qui prévoit de racheter les immeubles de bureaux de Grand Met et de fusionner leur pôle dans une joint venture. L'annonce mercredi que Carlsberg négocie avec divers investisseurs anglais a donné du tonus à tout le secteur.

## FAITS ET RÉSULTATS

□ Shell France : nette amélioration des résultats en 1989. - Shell France (chimie et pétrole) a enregistré un bénéfice net de 2,823 milliards de francs en 1989 en forte hausse par rapport à 1,587 milliard de francs l'année précédente. Le résultat net (part du groupe) a progressé de 29,6 %, avec 1,18 milliard de francs contre 912 millions de francs en 1988. Le conseil d'administration proposera le 23 avril prochain à l'assemblée générale des actionnaires un dividende de 60 francs par action (soit d'un avoir fiscal de 30 francs).

□ L'Alémanco de supermarchés augmente son capital de 200 millions de francs. - La Société alémanco de supermarchés, cotée sur

PARIS, 8 mars ↑

## Poursuite de la hausse.

Le mouvement de hausse observé mercredi (0,44 %) s'est nettement confirmé et accéléré jeudi. L'indice CAC 40 des valeurs françaises s'appréciait de 0,55 % et franchissait rapidement la barre du 1 %. Il terminait la journée sur un gain de 1,89 %. Ce nouvel essor trouvait une partie de son explication dans la baisse du loyer de l'argent observée à Paris qui revenait sous la barre des 10 %. Cette dernière était saluée sur le MATIF par un raffermissement des contrats. Sur le monétaire, le s'appréciait de 0,8 %. La réaction du G 7 à Tokyo et les déclarations japonaises, selon lesquelles une hausse du taux d'escompte rapporté ne serait pas d'actualité, avait également contribué à redonner de l'élan au Kabuto-cho. La place japonaise s'était alors appréciée de 1 %.

En France, cet assouplissement de la politique monétaire et des prévisions encourageantes de l'INSEE pour le premier semestre ont redonné les ardeurs. L'institut de la statistique constate que le pays a pris le chemin d'une croissance « vertueuse » avec une évolution du produit intérieur brut de 3 %, une réduction du taux de chômage enregistré revenant la barre à moins de 5 % et surtout une inflation retenue à 1,7 %.

Dans ces conditions, le volume des transactions s'est accru par rapport aux jours précédents. Parmi les plus fortes hausses figuraient le groupe de la Cité, Nordson, Métaleurop, Total et Cap Gemini Sogefi. En outre, les sociétés de valeurs comme Gaz et Eaux, Hutchinson, Aux Méd et Nouvelles Galeries ; l'action BSN s'appréciait légèrement quelques heures avant l'annonce par le groupe de M. Antoine Riboud d'une acquisition en Asie du Sud.

Dans l'attente d'une opération financière, des obligations TRE 1987 émises par le Crédit local de France (CAELSA) étaient suspendues.

TOKYO, 8 mars ↑

## Hausse

Après un début de séance en forte progression, la Bourse de Tokyo a par la suite ralenti son allure vendredi dans un marché assez actif. L'indice Nikkei, qui gagnait 1,8 % au cours de la séance de la matinée, a terminé la journée sur un gain de 0,9 %, soit 502,23 points à 53 923,12 points.

Des prises de bénéfices étaient à l'origine du ralentissement du mouvement de hausse qui avait été amorcé par les achats des fonds d'investissement et des arbitragistes. Les transactions ont porté sur 650 millions de titres contre 603 millions la veille. La vive baisse du yen face au dollar n'a apparemment pas affecté le marché.

VALEURS	Cours de 8 mars	Cours de 9 mars
Alstom	2 210	2 180
Boiseries	1 520	1 530
Carrefour	1 810	1 810
Elf	1 170	1 180
Elf	1 170	1 180
Elf	1 170	1 180
Elf	1 170	1 180
Elf	1 170	1 180
Elf	1 170	1 180
Elf	1 170	1 180

## PARIS:

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel & Assemblée	430	430	Le gél. Bourse m...	428	428
Amstel & Assemblée	71 80	71 80	Le gél. Bourse m...	278 10	278 10
Amstel & Assemblée	208	208	Le gél. Bourse m...	142	142
Amstel & Assemblée	190	190	Le gél. Bourse m...	218	218
Amstel & Assemblée	680	680	Le gél. Bourse m...	224 10	224 10
Amstel & Assemblée	280	280	Le gél. Bourse m...	227 50	227 50
Amstel & Assemblée	238	238	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	2842	2842	Le gél. Bourse m...	240	240
Amstel & Assemblée	788	788	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	788	788	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	600	600	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	1880	1880	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	330	330	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	280	280	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	655	655	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	741	741	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	282	282	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	153	153	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	282	282	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	545	545	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	1000	1000	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	480	480	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	180	180	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	280	280	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	18 30	18 30	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	282	282	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	418	418	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	224	224	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	847	847	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	288	288	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	304 50	304 50	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	140	140	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	200	200	Le gél. Bourse m...	608	608
Amstel & Assemblée	1142	1142	Le gél. Bourse m...	608	608

LA BOURSE SUR MINUTEL  
36-15 LE MONDE

## Marché des options négociables le 8 mars 1990

Nombre de contrats : 30 591.

VALEURS	PRIX	OPTION D'ACHAT	OPTION DE VENTE
		Mars	Mars
		dernier	dernier
Boiseries	480	7	22
CE	560	15,50	48,50
EF-Apologie	560	88	95
Environnement SA-PLC	60	1,26	5,40
Environnement SC	110	9,40	4
Haras	1 480	13	28
Lafarge-Capex	350	13	5,50
Michelin	140	25	11,50
Michelin	1 380	48	65,43
Michelin	400	48	29
Permal-Ricard	1 167	38	27
Permal SA	775	72	104,50
Rhône-Poulenc CI	480	19	48
Saint-Gobain	560	32	52
Saint-Gobain	1 680	49	118
Société Générale	520	65	7
Suez Financière	440	17,50	7
Thomson-CSF	140	6	13,50

## MATIF

National 10 % - Cotation au pourcentage de 8 mars 1990

Nombre de contrats : 85 138.

COURS	Mars 90	Sept 90	Sept 90
Dernier	98,72	98,82	98,82
Précédent	98,18	98,28	98,16

Options sur national

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 8 MARS

[illegible]

## Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
<b>Obligations</b>			C.I. Maritime		840	Magnésie Ultrapiq.		195	Viel		194 90
			Classe III	2340	2340	Magnésie S.A.		252 20 d	Westminster S.A.		922
Exp. 8,80 % 77	117 25	5 918	Culture (L.)		851	Mines Part.		354	Roux de Marée		
8,00 % 78/83	36 15	6 117	Cyflig		400 40	Mont Délépié		610			
10,80 % 78/94	98 84	5 474	Comptex		1135	Minig. Ont. del		272			
12,20 % 80/90	300 51	10 082	Ch Industrielle		73			228 80			
16 % jan 82	101 23	11 923	Comp. Lyon-Alain		583						
14,80 % fév. 83	103 60	6 000	Comsels Ltd.	1300	1021	Delta I.T.C.I.	2089	430	A.E.E.	1070	1070
12,20 % oct. 83	108 86	2 827	C.M.P.		49 80	Edige-Hamilton		1250	Alcan	350	365
13,00 % oct. 84	103 46	5 047	Col. Gds. Ind.		490	Edige-Hamilton		1198	Alcan Alum	120	122
11 % fév. 85	103 70	6 452	Col. Indust. (S.A.)		720	Palmer		280	Aluminium Br.	117	117 90
10,25 % mars 86	96 45	10 548	Darby & Sons		139 50	Palmer Mgmt		234	Amgen Br.	358	
DAT 10 % 2000	99	7 806	Dugmore		688	Parlatone		311	Asahi	715	716
DAT 8,50 % 1997	98 32	2 305	Dunsmuir S.A.	1930	1930	Pacific-CP	315 20	224	Asahi Ind.	815	818
DAT 8,50 % 1998	97 81	0 993	Dumas Valpar	4400		Perla France		480	Asahi Paper	410	418 10
Ch. France 3 %	146		Eden-Stone	1120		Petro-Orléans		257	Banque Occidentale	1859	1859
CHB Bourse Ind. 82	98 41	1 957	Eden-Stone		735	Perla France		480	B. Nig. Interest.	41950	42001
CHB Bourse Ind. 83	100 34	1 997	Eden-Stone		735	Perla France		480	B. Lombard	621	630
CHB Bourse Ind. 84	100 35	1 997	Eden-Stone		735	Perla France		480	Canada-Pacific	1120	1111
CHB Bourse Ind. 85	100 35	1 997	Eden-Stone		735	Perla France		480	Cayman Corporation	100	99 20
FTT 11,20 % 85	100 75	2 844	Eden-Stone		735	Perla France		480	Ch. Ind.	21	20
CFI 10,20 % 86	101 60	1 194	Eden-Stone		735	Perla France		480	Comstock	980	977
DAT 8,50 % 85	101 60	7 803	Eden-Stone		735	Perla France		480	Dart. and Kent.		
DAT 8,50 % 86	98 80	7 434	Eden-Stone		735	Perla France		480	De Beers (Bot.)		
DRI 10,50 % oct. 86	101 50	1 628	Eden-Stone		735	Perla France		480	De Chemical	375	376
C.M.C.P. 7,2			Eden-Stone		735	Perla France		480	Gds. Belge		
Canal 4%	1998	200	Eden-Stone		735	Perla France		480	Gds. Chem.	1280	
C.S.E. 6% Jan. 88-89	58		Eden-Stone		735	Perla France		480	Gds. Gen.	69	68 80
Dunsmuir Ind. (S.A.) 85			Eden-Stone		735	Perla France		480	Gds. Ind.	211	225
			Eden-Stone		735	Perla France		480	Gds. and Co.	181	167
			Eden-Stone		735	Perla France		480	G.T. corporation	347 20	
			Eden-Stone		735	Perla France		480	Honeywell Inc.	470	480
			Eden-Stone		735	Perla France		480	Johnson	1310	98

**SICAV** (reflection)

VALUES	Emission Fraie Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fraie Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fraie Incl.	Rachet net
A.A.	5937 05	1070 28	France-Orléans	457 41	452 88	Paumotu Remu	180 05	176 52
Aléon	232 17	226 96	France	483 87	468 87	Pavard	846 78	827 84
Aléon France	571 84	571 84	France-Pays	118 42	114 87	Pavie Pénitence	270 44	262 56
Aléon officieuses	860 38	855 80	France-Nièvre	382 28	339 52	Pavie Pénitence	194 88	736 27
Aléon officiel	672 24	648 81	France-Associations	29 16	28 16	Pavie Pénitence A	1187 47	1184 18
Aléon officiel (non-CP)	118 67	118 67	France-Sologne	28 32	28 32	Pavie Pénitence B	7319 08	7282 52
Aléon 3000	555 65	579 63	France-Sologne	32 43	22 83	Pavie Pénitence C	94 24	8673 48
Aléon ECU	3055 38	3044 83	France-Saint	11567 45	11567 45	Pavie Premier	53805 18	53798 58
Aléon ECU	125 34	122 38	France-Saint	226 53	226 14	Pharos	116 35	113 24
Aléon ECU	433	422 44	France-Saint	694 07	611 28	Piste Geste	53292 21	53292 21
Aléon ECU	123 44	120 42	France-Saint	31 82	30 85	Pavie Obligations	11026 64	11070 97
Aléon ECU	1119 74	1114 17	France-Saint	448 75	442 63	Pharmacie Geste	113 97	110 92
Aléon ECU	12423 78	12423 78	France ECU	540 40	537 41	Pharmacie Geste	24003 88	24003 52
Aléon ECU	712 82	685 53	France-Pénitence	10634 80	10477 84	Pharmacie Geste	124 02	120 97
Aléon ECU	204 65	187 23	France-Pénitence	1151 84	1133 87	Pharmacie Geste	8000 38	8000 38
Aléon ECU	179 01	180 65	France-Pénitence	59402 40	59314 11	Pharmacie Geste	159 20	155 90
Aléon ECU	6302 18	6016 38	France-Pénitence	138 02	154 54	Pharmacie Thémistocle	6195 53	6145 08
Aléon ECU	681 50	842 23	France-Pénitence	1004 68	1004 68	Pharmacie Thémistocle	11710 09	11622 55
Aléon ECU	185 11	9530 44	France-Pénitence	1238 63	1234 86	Pharmacie Thémistocle	868 27	847 88
Aléon ECU	384 40	1064 40	France-Pénitence	10481 70	10393 86	Pharmacie Thémistocle	225 57	281 16
Aléon ECU	307 37	355 28	France-Pénitence	11651 01	11710 86	Pharmacie Thémistocle P.M.	728 77	725 03
Aléon ECU	144 65	144 65	France-Pénitence	182 04	618 03	Pharmacie Thémistocle P.M.	667 77	678 77
Aléon ECU	102 61	100 59	France-Pénitence	126 04	176 74	Pharmacie Thémistocle P.M.	631 89	657 77
Aléon ECU	120 28	1455 28	France-Pénitence	241 05	237 50	Pharmacie Thémistocle P.M.	12233 08	12214 20
Aléon ECU	122 85	117 37	France-Pénitence	220 85	210 38	Pharmacie Thémistocle P.M.	501 54	482 25
Aléon ECU	120 85	121 15	France-Pénitence	252 50	276 24	Pharmacie Thémistocle P.M.	759 76	753 95
Aléon ECU	108 75	104 79	France-Pénitence	286 08	273 11	Pharmacie Thémistocle P.M.	1457 44	1457 44
Aléon ECU	132 18	126 17	France-Pénitence	358 77	357 77	Pharmacie Thémistocle P.M.	11427 40	11427 40
Aléon ECU	2602 25	2594 47	France-Pénitence	269 89	247 91	Pharmacie Thémistocle P.M.	69 80	880 69
Aléon ECU	1059 87	1035 44	France-Pénitence	436 77	416 88	Pharmacie Thémistocle P.M.	1520 98	1510 98

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLET	
	par oz.	\$/oz.	Achat	Vente
États-Unis (\$ 1)	5 761	5 780	5 670	5 870
ECU (100 DM)	5 761	5 780		
Portugal (100 Esc)	357 810	358 040	327 500	388 000
Belgique (100 F)	16 261	16 267	16 750	16 800
Payes Bass (100 F)	259 890	300 100	290	310
Denmark (100 kr)	56 100	56 100		
France (100 F)	87 720	87 820	94	91
Grèce (100 Dr)	3 467	3 467	1 190	1 980
Grèce (100 drachmes)	3 938	3 938	3 400	4 200
Irlande (100 Ir)	3 421	3 421	3 420	3 420
Suède (100 kr)	363 250	382 390	370 500	394 500
Suisse (100 fr)	93 500	93 190	90	96
Autriche (100 sch)	48	48 018	46 500	46 700
Espagne (100 pes)	5 282	5 282	5 280	5 280
Finlande (100 m)	3 837	3 836	3 850	3 490
Canada (\$ can 1)	4 954	4 958	4 890	5 080
Japon (100 yen)	3 817	3 813	3 890	3 900

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/3
Or fin (à la livre)	74500	74350
Or fin au gramme	74750	74600
Or 22 carats	435	435
Platine (à la once)	409	399
Platine (à la livre)	409	399
Palladium (220 lb)	462	464
Palladium (à la livre)	435	431
Palladium (à la once)	552	562
Palladium (à la livre)	2580	2580
Pièces de 10 dollars	1370	1370
Pièces de 5 dollars	915	915
Pièces de 50 pesos	2840	2835
Pièces de 100 pesos	5680	5680
£ Londres	—	—
£ Zurich	—	—
£ Hongkong	—	—
Argente mexicain	—	—

**Hors-cate**

Am	315	...
Example	860	...
	176	175
LI	978	...
	360	...
	112	...
Office	180	...
	350	352
	72 30	72 20
	150	127
	480	...
Zen	210	...
	297	...
er	240	...
	921	...
f	352 10	...
	168 80	170 10
Salage	1890	...
	310	319
	1720	...
	534	...
Mozz	484	495
	380	...
	96	90
S.	1200	1060

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
**45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



## SALVADOR

## Violents combats dans la capitale

De violents combats ont éclaté entre l'armée et la guérilla salvadorienne au cours de la soirée du jeudi 8 mars, dans le secteur nord de la capitale, San-Salvador.

Un porte-parole militaire a déclaré que la principale attaque du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) avait eu lieu dans le quartier de Mojicanos, l'un des plus touchés par les combats lors de la dernière offensive générale de la guérilla en novembre dernier. Des détonations d'armes lourdes et des tirs nourris de mitrailleuses ont été entendus alors que des hélicoptères survolaient le secteur. Auparavant, les rebelles avaient dynamité des pylônes électriques, provoquant des coupures de courant dans différentes parties de la ville. Durant la nuit, les combats ont nettement diminué d'intensité. On ignorait alors s'ils avaient fait des victimes.

Le président Alfredo Cristiani avait accusé, jeudi, le FMLN de maintenir des positions « inflexibles », rendant impossible la reprise du dialogue avec le gouvernement, et l'état de siège en vigueur depuis la mi-novembre avait été prorogé d'un mois. — (AFP)

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 mars

## Atténuation de la hausse

Après la progression de 1,99 % enregistrée jeudi, le mouvement s'est poursuivi durant le dernier jour de la semaine, mais de manière moins soutenue. L'indice CAC-40 s'appréciait de 0,48 % en fin de matinée après avoir gagné 0,98 % à l'ouverture.

Parmi les plus fortes hausses figuraient CMB Packaging (+5,2 %), Sextant (+4 %) et Cégid (+4 %).

Du côté des baisses, on notait La Rochette (-2,7 %), Ingénico (-2,6 %) et Luchaire (-2,5 %).

## NICARAGUA : avant la passation de pouvoirs

## Les sandinistes sont accusés de détourner les biens de l'Etat

L'Union nationale d'opposition (UNO), la coalition qui a remporté les élections du 25 février, a averti, jeudi 8 mars, qu'elle remettrait en question toutes les lois qui visent à détourner les biens de l'Etat en faveur des partisans du gouvernement actuel avant la passation de pouvoirs fixée au 25 avril.

## MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

La mise en garde de l'UNO intervient au moment où l'Assemblée nationale sortante se prépare à adopter une série de textes qui accordent des privilèges exorbitants aux sandinistes et tendent à soustraire aux tribunaux les responsables de « pillages » qui seraient en cours dans les entreprises d'Etat.

Les dirigeants de l'opposition ont réagi avec vigueur contre ce qu'ils considèrent comme une « infamie » de la part du président actuel, M. Daniel Ortega, qui, selon eux, « rend ainsi son engagement de transférer le pouvoir dans l'ordre ». A travers le journal la Prensa, lié à l'UNO, ils ont lancé un appel solennel à l'Assemblée nationale, largement contrôlée par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), pour qu'elle rejette le plus controversé des sept projets déposés jeudi par la présidence de la République.

M. Michel Rocard à Londres le 26 mars. — Le premier ministre, M. Michel Rocard, se rendra à Londres le 26 mars pour s'entretenir avec M<sup>me</sup> Thatcher de la construction communautaire et de la coopération monétaire. M<sup>me</sup> Thatcher était venue le 20 janvier à l'Elysée et M. Dumas s'était entretenu à Londres avec son homologue britannique le 15 février. Un sommet franco-britannique est prévu pour le 4 mai.

qui souhaite amnistier les délits commis entre le 19 juillet 1979 et le 31 mars 1990.

Selon un membre du conseil politique de l'UNO, le juriste Wilfredo Navarro, « cette loi revient à garantir l'impunité pour des délits qui n'ont pas encore été commis. Les sandinistes s'accrochent ainsi le droit jusqu'au 31 mars de répartir le butin entre les membres de l'élite du parti et de l'armée qui veulent garder les maisons luxueuses et les terres expropriées par l'Etat à la suite de la révolution de 1979. C'est également un moyen pour le FSLN, au moment où il va passer à l'opposition, de mettre à son nom les nombreux biens de l'Etat qu'il s'est appropriés au cours des années ». Par l'intermédiaire de ses sympathisants, le parti espère pouvoir garder le contrôle d'une vingtaine de stations de radio et même d'une chaîne de télévision.

« Dès que nous serons au pouvoir, déclare le porte-parole de l'UNO, M. Luis Sanchez, nous allons annuler cette loi ainsi que celle sur le transfert des résidences si elles sont finalement adoptées. Nous informons dès maintenant les sandinistes que nous désignerons une commission chargée de vérifier toutes les transactions suspectes réalisées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990. » M. Sanchez confirme cependant que le prochain gouvernement n'a aucunement l'intention de remettre en question les

très nombreuses expropriations réalisées en faveur des secteurs populaires.

L'UNO a rappelé que son programme prévoyait au contraire la distribution de véritables titres de propriété dans le cadre de la réforme agraire et de la politique d'accès au logement. Si les anciens propriétaires souhaitent récupérer leurs biens, ils seront indemnisés ou recevront d'autres terres en compensation.

L'UNO déclare avoir d'autres motifs d'inquiétude avec la vague de « pillages » signalés depuis une semaine dans les entreprises d'Etat. Les rappels à l'ordre de certains dirigeants sandinistes qui ont demandé aux employés du secteur public de respecter la propriété de l'Etat ne semblent pas avoir été entendus. Les directeurs de plusieurs entreprises, les dirigeants syndicaux et d'autres cadres du FSLN auraient entrepris de se répartir le mobilier, les pièces de rechange et même les véhicules. Selon les dénonciations faites par des employés liés à l'UNO, c'est notamment le cas à la société des eaux, à la compagnie des téléphones et dans plusieurs hôpitaux. On rapporte également d'autres abus comme l'octroi de prêts très généreux aux employés des banques ou encore des augmentations de salaires de 500 % et plus.

BERTRAND DE LA GRANGE

## La France propose à l'Espagne de construire en commun des sous-marins à propulsion classique

La France propose à l'Espagne un accord de coopération dans le domaine de la construction de sous-marins d'attaque ou de chasse à propulsion classique. Cette perspective d'une collaboration navale entre les industriels de ces deux pays est au centre des discussions que M. Gérard Renon, secrétaire d'Etat à la défense, a avec son homologue espagnol, M. Rafael de la Cruz Corcoll, qui est en visite officielle en France du 7 au 10 mars. Le ministre espagnol doit assister à une présentation des moyens navals français, notamment la frégate Georges-Leygues de lutte anti-sous-marin et le sous-marin nucléaire d'attaque Rubis.

Avant sa rencontre avec M. de la Cruz Corcoll, le secrétaire d'Etat français a accordé un entretien au mensuel spécialisé espagnol la Revue espagnole de défense, dans lequel M. Renon explique notamment : « La France travaille spécialement sur les sous-marins dotés d'armement nucléaire, mais

elle n'a pas laissé de côté la recherche et le développement de sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire et conventionnelle, même si la marine française n'envisage pas d'employer ces derniers. Nous verrions d'un bon œil — et nous serions disposés à un accord de coopération à ce sujet — que l'Espagne, si elle le désire, assume la direction et la commercialisation de sous-marins classiques en direction d'autres marchés. D'autre part, la marine espagnole possède des sous-marins de conception française et elle se trouve dans l'attente d'un programme de remplacement des Daphné. On peut envisager une nouvelle collaboration entre les chantiers espagnols Bazan et la direction française des constructions navales. Entre gens qui se connaissent, conclut M. Renon, il est facile de travailler à la conception, à la définition et au développement d'un nouveau sous-marin, un constructeur des Agosta ou bien un dérivé du Rubis.

Plusieurs pays étrangers, notamment la Malaisie ou l'Arabie saoudite, ont exprimé le besoin d'avoir des sous-marins. Or, la France s'est lancée dans la construction de sous-marins nucléaires d'attaque (lance-torpilles et lance-missiles à changement de milieu), qu'elle s'est interdite d'exporter. Dès lors que la France ne fabrique plus de sous-marins à propulsion classique (Diesel/électrique) mais qu'elle en a conservé le savoir-faire, l'Espagne, en s'associant à elle, pourrait servir de pays-relais dans le cadre d'un accord de coopération bilatérale pour répondre aux besoins du marché.

## M. François Hollande invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. François Hollande, député socialiste de Corrèze, qui est l'un des animateurs du groupe des « Français », au sein du PS, sera l'hôte de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 11 mars de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Hollande répondra aux questions d'André Pénisson et de Patrick Jarnaux du Monde, de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pennequin de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

## POUR JUGER LES PRIX DE LA MODE: PRENEZ L'EXEMPLE DE NOS TISSUS!

Même les plus coûteux d'entre eux sont « pour rien » par rapport aux vêtements qu'ils permettent de réaliser.

Quant aux autres, la majorité, ils offrent de fantastiques possibilités d'accéder à la mode, mais sans payer les prix de la mode.

Tout ce qui se fait de meilleur et de séduisant dans la mode, depuis 30 F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## INF'EAU POTABLE

Pour tout savoir sur la qualité de l'eau potable dans les Communes desservies par notre Groupe, téléphonez à nos spécialistes qui répondront à toutes vos questions.

INF'EAU POTABLE, du lundi au samedi, de 9 à 19 heures.

NUMERO VERT

05.16.05.16

LAPPEL SERVICE

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX

LA PASSION DU SERVICE

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Ça va être leur fête!

VOUS devinez jamais où j'étais hier. A l'Elysée. Oui, parfaitement. A quel titre? Mais non, pas journaliste, faut pas rêver. Faut pas rêver. C'était notre jour. Les trois cent soixante-quatre autres, les mecs se les gardent. Normal. Ils le sont bien plus que nous, supérieurs, cas éras. Alors, nous concéder vingt-quatre heures, c'est chic quand même. Mon Mimi a été très aimable, très attentionné. Il y est allé d'écouter et il a distribué des médailles en chocolat, ouais, exactement, aux plus méritantes d'entre nous: Dolina Cornes, Jeanne Longo, Elise Bonner, tout ça... Après, on a eu droit à des petits fours et à du champagne.

Moi, ça m'a remonté le moral. C'est vrai, ça fait plaisir de recevoir une tape amicale par au sur l'échine et un mot d'encouragement: Gentil, mon chien! C'est intelligent, vous savez, ces bêtes-là. Ça comprend tout. Parfait que nous. Il leur manque que la parole.

Et si on la reprenait, la parole, qu'est-ce que vous en dites, les filles? Vous croyez pas que ça commence à bien faire, cette sinistre farce mise en scène, avec l'accord de ses patrons, par

M<sup>me</sup> le ministre des handicapés, non, je me trompe, de la condition infantine, pardon, féminine? En être encore là après plus d'un siècle de révoltes, de luttes, de revendications, c'est à désespérer! Il ne s'agit plus maintenant de modifier la loi, c'est son idée, à mon Mimi, et il a mille fois raison, faut changer les mœurs, bousculer les mentalités.

Un seul moyen, passer aux actes. Montrer notre force. Comment? En se croisant les bras. En suivant enfin l'excellent conseil d'Aristophane. Non, sérieux, c'est un appel que je lance là. On nous fait l'aumône d'une journée? Que ce soit un jour férié, et ce sera leur fête, eux hommes! 8 mars, 1<sup>er</sup> mai, même combat. Pacifique. S'agit pas de gueuler, de se remuer, s'agit de la boucler et de s'arrêter. Totalement. Vous imaginez un peu ce qui se passera dans les écoles, les lycées, les hôpitaux, les entreprises, les tribunaux, les administrations? Paralyssé, le pays. Contraint de reconnaître le véritable prix d'une main-d'œuvre sous-payée, sous-qualifiée et sous-employée. C'est en obligeant les mecs à faire sans nous qu'on les forcera à faire avec. Alors, chiche?

## Le financement des régimes complémentaires

## Les partenaires sociaux demandent au gouvernement une rencontre sur la retraite à soixante ans

Trois heures de discussion pour adopter un communiqué de onze lignes. La rencontre du jeudi 8 mars entre les représentants du patronat et ceux des syndicats, consacrée au financement de la retraite à soixante ans, n'a guère été fructueuse. Elle peut néanmoins satisfaire le CNPF, qui, en faisant adopter un même texte par tous les syndicats, est parvenu à préserver un front uni des partenaires sociaux. Ceux-ci ont, d'une même voix, invité le gouvernement à maintenir un effort budgétaire substantiel au profit de la structure financière qui doit compenser, auprès des caisses de retraite complémentaire, l'abaissement de l'âge de cessation d'activité. Dans leur déclaration commune, ils demandaient à être reçus par les pouvoirs publics avant le 26 mars, date de leur prochaine rencontre. Dans ce même texte, ils évoquaient des « engagements du gouvernement » : notamment en ce qui concerne les garanties de ressources.

Toutefois, ce front uni commence déjà à se lézarder. Force ouvrière estime que l'Etat, dont le financement vient à échéance le 1<sup>er</sup> avril prochain, devra verser 10 milliards de francs dans les trois ans à venir (soit le tiers des garanties de ressources) et envisage

J.-M. N.

## Problèmes PSYCHOLOGIQUES

## Urgents et aigus

Entretiens de soutien s'inspirant des principes de respect de l'autre et d'humilité décrits dans la TORAH

- 3 mois maximum
- Tous âges
- Tarifs modérés

40-39-91-12

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

« Pour une nouvelle alliance éducation-industrie », par Roger Fauroux. « Enterrer Lénine mais sauver Marx », par Michel Pinard ... 2

La dernière réunion du Parlement de la RDA ... 3

## La préparation du congrès socialiste

Le vote des militants dans les départements de l'île-de-France. Reportages à Paris, à Sarcelles et dans le Val-de-Marne ... 8

« Le Journal d'un amateur », par Philippe Boucher ... 10

## SECTION B

## Le crime passionnel de Didier Calmels

Pour avoir tué d'un coup de fusil de chasse son épouse Dominique qui le trompait, Didier Calmels comparait devant la cour d'assises de Paris ... 13

## La Journée des femmes

Réception à l'Elysée, manifestation dans Paris ... 16

## Premier « cheval-éprouvette »

Une équipe de chercheurs de l'INRA vient pour la première fois au monde de réussir une fécondation in vitro dans l'espèce équine ... 16

## L'éléphant de Lucrèce

Ecrit pour tenter d'expliquer les fondements de la physique et de la morale, De Natura Rerum, mis en scène par Jourdeuil et Peyret, fait ressurgir d'étranges souvenirs ... 23

## L'OPA sur la MGM

Pour réussir son OPA amicale sur le studio américain MGM-UA, le groupe Pathé Communications contrôlé par M. Giancarlo Parretti doit trouver près de 11 milliards de francs ... 24

## SANS VISA

## Ljubljana, miroir slovène

Visite et rencontres dans la capitale intellectuelle et administrative de la Slovénie ... 17

## SECTION C

## Les entreprises françaises à l'étranger

La Générale des eaux prend le contrôle de la première chaîne de cliniques privées britannique ... 29

BSN s'implante en Asie et en Europe de l'Est ... 29

## Conjoncture mondiale

Fortes activités en Europe et au Japon; ralentissement aux Etats-Unis ... 29

## LIBRE

## Bronislaw Geremek : Pour l'Europe

« Claudio Inghilterra : La totalitarisme soviétique a-t-il existé? » Victor Erofeev : Sexe et persécution. « Ralf Dahrendorf : La doctrine Sinatra » Jean Starobinski : Archéologie de l'antisémitisme. « Peter Glotz : Une nouvelle « nouvelle droite » » José Saramago, une voix ibérique.

## Services

Abonnements ... 33  
Annonces classées ... 32  
Campus ... 28  
Carnet ... 26  
Jours ... 22  
Météorologie ... 26  
Philatélie ... 26  
Radio-télévision ... 27  
Spectacles ... 26

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9 mars 1990 a été tiré à 561 771 exemplaires.